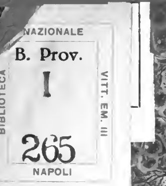
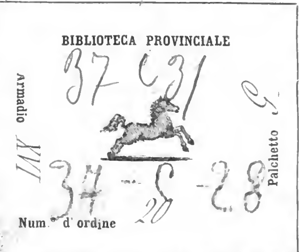
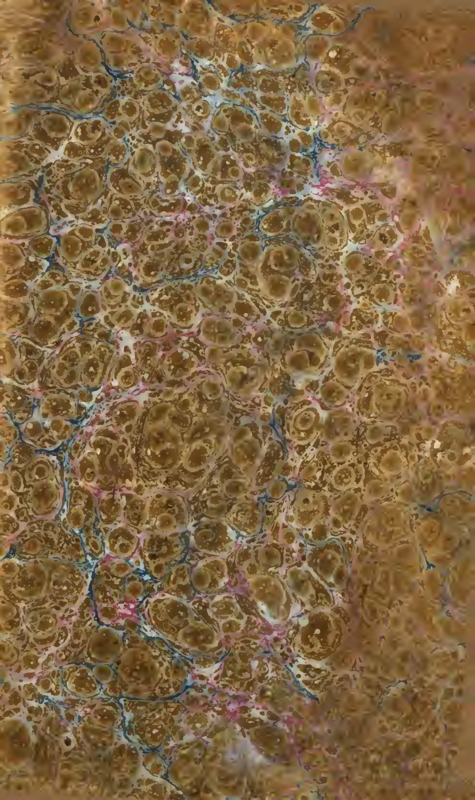



BIBLIOTECA
NAZIONALE
B. Prov.
I
265
NAPOLI
VITT. EM. III


BIBLIOTECA PROVINCIALE
Armadio
Palchetto
Num.° d' ordine



HISTOIRE

DE LA CHUTE

DE

L'EMPIRE DE NAPOLÉON.

De l'Imprimerie de Demonville, rue Christine, n° 2.

HISTOIRE
DE LA CHUTE
DE
L'EMPIRE DE NAPOLÉON,

Ornée de huit Plans ou Cartes, pour servir au récit des principales Batailles livrées en 1813 et 1814.

PAR EUGÈNE LABAUME,

Chef de Bataillon au corps royal d'Etat-Major; Chevalier de la Légion d'Honneur et de l'ordre impérial de la Couronne de Fer d'Autriche.

Sine irâ et studio.

TOME SECOND.

PARIS,

ANSELIN ET POCHARD (successeurs de MAGIMEL), Libraires pour l'art militaire, rue Dauphine, n° 9;
REY ET GRAVIER, Libraires, quai des Augustins, n° 55;
TREUTTEL ET WURTZ, Libraires, rue de Bourbon, n° 17;
JANET ET COTELLE, Libraires, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 17.

1820.

SOMMAIRE
DES LIVRES
CONTENUS DANS LE TOME SECOND.

LIVRE SEPTIÈME.

LE RHIN.

Position de Napoléon. Epidémie dans l'armée. Convocation du conseil d'état. Levée de trois cent mille hommes. Conduite des Alliés sur le Rhin. Propositions faites à M. de Saint-Aignan. Napoléon demande l'ouverture d'un congrès. Evénemens militaires aux Pyrénées et en Italie. Capitulation de Dresde. Fin du royaume de Westphalie. Soulèvement de la Hollande. Opérations du prince d'Eckmühl. Déclaration de Francfort. Plan d'invasion. Organisation de la garde nationale. Convocation du Corps Législatif, Rapport de la commission du Sénat. Violation du territoire suisse. Passage du Rhin à Bâle. Rapport de M. Lainé. Napoléon congédie les Députés. Invectives qu'il leur adresse. Stupeur de la France.

LIVRE HUITIÈME.

L'INVASION.

Reddition de Dantzig, Torgau, Modlin et Zamosc. Batailles sur la Nive. Traité de Valencey. Conduite des Cortez. Prise de Genève. L'armée de Silésie franchit le Rhin. Le duc de Vicence sollicite l'ouverture d'un congrès. Réponse de M. de Metternich. Adhésion du Danemarck à la coalition. Opérations militaires du vice-roi d'Italie. Le roi de Naples se rapproche de la maison d'Autriche; il s'allie avec elle et avec l'Angleterre. Il s'empare des Etats Romains.

Evacuation de la Dalmatie. Les Alliés en France. Proclamation d'Alexandre. Retraite des maréchaux Ney, Victor et Marmont sur la Meuse. Prise de Nancy. Retraite du duc de Tarente sur Namur. Attaques de Bréda et d'Anvers. Lyon menacé et délivré. Prise de Dijon, de Langres et de Chaumont. Premier combat de Bar-sur-Aube. Marie-Louise, régente. Adieux de Napoléon à la garde nationale. Le Pape est enlevé de Fontainebleau.

LIVRE NEUVIÈME.

BRIENNE ET CHAMPAUBERT.

Arrivée de Napoléon à Vitry. Combat de Saint-Dizier. Batailles de Brienne et de la Rothière. Combats sur la Barce. Retraite sur Nogent. Arrivée de lord Castlereagh. Congrès de Châtillon. Prise de Châlons et de Château-Thiery. Consternation dans Paris. Victoires de Champaubert et de Montmirail. Blucher attaque le duc de Raguse. Victoire de Vauchamps. Proclamation du Prince royal de Suède. Nouvelles tentatives de Bulow sur Anvers. Prise de Soissons. Belle défense de Sens et de Montereau. Retraite des ducs de Reggio et de Bellune. Prise de Fontainebleau. Napoléon rallie l'armée. Combats de Mormant et de Montereau. L'ennemi fuit vers Troyes. Napoléon refuse la paix.

LIVRE DIXIÈME.

TROYES ET BORDEAUX.

Les ennemis du gouvernement impérial se déclarent. Un parti se forme en faveur des Bourbons. Députation des royalistes de Troyes auprès d'Alexandre. Combat de Méry. Manœuvre des Alliés. Retour de Napoléon à Troyes. Conférences de Lusigny. Conseil de guerre à Vandœuvres. Bataille du Mincio. Conduite de Joachim. Influence du duc d'Otrante. Situation militaire des ducs d'Albufera et de Dalmatie. Dernière résolution des Cortez. Bataille d'Orthès. Arrivée du duc d'Angoulême dans le Midi, et du comte

d'Artois dans les Vosges. Plan du parti royaliste. M. de Vitrolles se rend à Châtillon. Blucher marche sur Paris. Prise de La Fère et de Soissons. Blucher échappe à Napoléon. Bataille de Craône. Combats sous Laon. Défaite du corps de Saint-Priest. Belle défense de Berg-op-Zoom. Traité de paix proposé à Napoléon. Il le refuse. Rupture du congrès de Châtillon. Déclaration des Puissances. Dévouement des royalistes à Bordeaux. Journée du 12 mars.

LIVRE ONZIÈME.

PARIS.

Opérations du duc de Tarente sur l'Aube. Napoléon vient à son secours. Il demande la paix. Combat d'Arcis. Retraite sur Saint-Dizier. Prise de Lyon. Schwarzenberg et Blucher marchent sur Paris. Intelligence d'Alexandre avec les royalistes. Combat de Fère-Champenoise. Retraite désastreuse des maréchaux Mortier et Marmont. Faibles mesures de la Régence. Arrivée des ennemis sous Paris. Consternation de cette capitale. Départ de Marie-Louise et de son fils. La garde parisienne prend position. Combats de Romainville et de Pantin. Départ de Joseph Bonaparte. Combats de Lavillette, Belleville et Charonne. Conduite des élèves de l'École Polytechnique. Capitulation de Paris. Zèle de la garde nationale. Napoléon arrive à la Cour-de-France. Il envoie le duc de Vicence à Paris. Les Préfets et le Corps Municipal se rendent auprès d'Alexandre. Disposition des Parisiens. Proclamation de Schwarzenberg. Entrée des Alliés. Les Bourbons sont reconnus par acclamation. Conseil tenu chez M. de Talleyrand. Déclaration des Souverains contre Napoléon et sa famille. Conduite des Sénateurs. Gouvernement provisoire. Manifeste de Louis XVIII. Le Sénat dépose Napoléon. Adhésion du Corps Législatif et de la garde nationale.

LIVRE DOUZIÈME.

LA PAIX ET LA CHARTE.

Retour du duc de Vicence. Revue des troupes à Fontainebleau. La garde reçoit l'ordre de marcher sur Paris. Démarche du prince de Neuchâtel et des autres Maréchaux auprès de Napoléon. Le duc de Raguse négocie avec Schwarzenberg. Les maréchaux Ney et Macdonald demandent la Régence. Alexandre convoque un grand conseil. Le prince Talleyrand et le général Dessoles insistent pour la restauration du trône des Bourbons. Défection du corps du duc de Raguse. Adhésion du prince de la Moskowa. Manifeste de Napoléon contre le Sénat. La Régence à Blois. Napoléon promet d'abdiquer. Il s'en repent. Trève conclue par ses commissaires. Bataille de Toulouse. Hommage expiatoire aux mânes de Louis XVI. Arrivée du comte d'Artois. Constitution proposée par le Sénat. Traité de Fontainebleau. Abdication de Napoléon. La Régence est dissoute. Marie-Louise quitte la France. Napoléon part pour l'île d'Elbe. Traité du comte d'Artois avec les puissances étrangères. Révolution de Milan. Fin du royaume d'Italie. Rétablissement du trône pontifical. Arrivée de Louis XVIII. Déclaration de Saint-Ouen. Entrée solennelle du Roi. Traité de Paris. Eloge d'Alexandre. Evacuation du territoire. La Charte. Conclusion.

HISTOIRE
DE LA CHUTE
DE
L'EMPIRE DE NAPOLÉON.

LIVRE SEPTIÈME.

LE RHIN.

La nouvelle de la bataille de Leipsig retentit dans toute l'Europe, et annonça la prochaine délivrance de l'Allemagne. Ce grand événement dissipa le prestige d'un nom long-temps redouté, et prépara la chute de celui qui, en cessant d'être heureux, devait cesser de régner. Auparavant, la France avait encore toute sa force et toute sa majesté ; mais, après cette déplorable journée, notre Empire, fondé sur la gloire et cimenté par les conquêtes, ne pouvait plus persévérer dans le système qui l'avait créé. Jamais un si court espace de temps n'avait amené la décadence rapide d'une si haute élévation. Vingt jours étaient à peine écoulés, et la même aigle qui,

sur l'Elbe, humiliait celle de trois puissans Monarques, maintenant était en fuite sur le Rhin; elle laissait sans défense, ce même fleuve dont nous avions si long-temps interdit les approches, et que nos ennemis étaient habitués à ne plus revoir que lorsqu'ils étaient nos prisonniers. Toutes les nations situées entre la France et la Russie, prenaient les armes d'un commun accord, et faisaient succéder aux chants de la victoire, les cris de la vengeance.

On crut alors que Napoléon, instruit par l'adversité, profiterait de sa disgrâce pour se dompter lui-même. Toutes les âmes généreuses se flattèrent que, pour apaiser la chrétienté et se réconcilier avec l'Espagne, il rendrait au Vatican et à l'Escurial, leurs anciens Souverains qu'il retenait captifs, et qu'il proclamerait l'affranchissement de l'Italie. Quand même cette générosité forcée n'eût été d'aucun prix, elle aurait du moins excité la discorde parmi les Espagnols; leur ligue contre nous aurait été paralysée; et la belle et malheureuse Italie, formant enfin une nation, eût été électrisée par ce bienfait; en se défendant elle-même, elle eût occupé les forces autrichiennes, et rendu à la France, les légions que réclamait notre sûreté.

Napoléon fut avare de concessions, lorsque tout lui prescrivait d'en être prodigue. Cependant, jamais il ne s'était trouvé dans une situation qui l'obligeât d'une manière plus im-

périeuse, de céder à la force de l'opinion. Autrefois, d'immenses ressources s'offraient toujours à ses yeux pour réparer ses désastres, mais alors, il venait de perdre la brillante armée que lui donna la nation pour conquérir la paix. Toutes nos ressources étaient épuisées, toutes ses espérances semblaient évanouies. Rien n'excusait ses revers : ils étaient le déplorable fruit de ses propres combinaisons; et, pour en déguiser la honte, il ne pouvait plus prétexter les fléaux qui firent échouer l'expédition de Syrie, ni la discorde de ses généraux, comme il l'avait allégué pour l'Espagne, ni la rigueur des élémens qui servirent d'excuse aux désastres de Russie. Dans ses jours de bonheur, il lui importait peu d'en avoir imposé à la France, pourvu que ses victoires servissent de voile à ses impostures; mais, après sa défaite, honteux des moyens imaginés pour nous tromper, comment aurait-il osé les reproduire? La nation, malgré ses efforts et ses sacrifices, ne voyait-elle pas de nouveau ses foyers menacés, tandis qu'autrefois, livrée à elle-même, en proie aux horreurs de la guerre civile, par sa valeur et par le talent de ses chefs, elle fit que notre territoire devint pour l'ennemi, redoutable et sacré.

Napoléon, abandonné des Alliés que lassa son ambition, s'apprêtait à lutter avec une faible armée, contre toutes celles du continent. En arrivant de Mayence (9 novembre), il entre

furtivement dans les Tuileries, et affectant une indifférence apathique sur les désastres que faisait présager sa fuite, il se borne à faire annoncer par les gazettes, qu'il a signé la réorganisation de l'armée, et que la plupart des maréchaux vont recevoir des renforts pour garder l'inexpugnable barrière du Rhin; il assure que les places situées le long de ce fleuve, s'arment et s'approvisionnent avec activité, que l'artillerie répare son matériel, enfin que les gardes nationales récemment levées, se rendent dans ces places, pour en former les garnisons. Ces annonces fastueuses étaient loin de se réaliser. Lorsque les débris de l'armée échappés à Leipsig, portant avec eux le germe d'une cruelle épidémie eurent été renfermés dans les forteresses de Mayence, de Strasbourg et d'Huningue, le grand fleuve surnommé le Boulevard de la France, vit pour la première fois, sa rive gauche privée de défenseurs; et les malheureux habitans, au lieu de se lever en masse, furent frappés d'effroi et de douleur, en voyant qu'ils perdaient tous les avantages de leur réunion à la France, et que leur pays si long-temps désolé, allait être de nouveau le théâtre de la guerre.

Quoique la retraite de Leipsig à Mayence se fût opérée à travers des villes riches, et sous un climat tempéré, l'imprévoyance produisit le désordre, l'insubordination et le désespoir. Dans tous les lieux où l'armée passa, dès que les pre-

mières colonnes eurent défilé, il n'y eut plus ni alimens, ni aucune espèce de secours pour les blessés et les malades dont le nombre se multipliait chaque jour, d'une manière effrayante. Les habitans manquant de subsistances, fuyaient devant ce torrent débordé, et l'on ne voyait dans les villes désertes, qu'une multitude d'infortunés. Accablés par la misère et les blessures, ils allaient expirer d'inanition ou de douleur dans les hôpitaux qui, loin d'être un refuge pour le courage malheureux, étaient regardés comme les sépulcres de l'armée.

Après la bataille de Hanau, des souffrances plus cruelles encore affligèrent nos légions; impatientes de toucher le sol de la France, elles se précipitaient en désordre, par toutes les routes qui conduisaient aux bords du Rhin. La rapidité de leur marche et le secret qu'on avait mis à annoncer le retour de l'armée, amenèrent une effroyable confusion. Rien n'avait été préparé pour recevoir ces milliers de soldats. Avides de repos, tourmentés par tous les besoins de la vie, ils maudissaient leur déplorable existence. Pendant quinze jours, ils affluèrent sur la rive gauche du Rhin, sans interruption.

Les habitans de Francfort, en cette occasion, donnèrent la preuve d'une touchante humanité Par la facilité qu'offrait le Mein, ils firent voyager en bateau, beaucoup de ces infortunés Néanmoins, leur nombre était si considérable qu'une

multitude d'entre eux, exténués et mourans de faim, se traînèrent à pied jusqu'à Mayence. Au sein de cette grande cité, s'offrait le spectacle le plus hideux. Les hospices, les douanes, les lycées, les églises, enfin tous les édifices publics et particuliers étant insuffisans pour contenir la foule des malades et des blessés, on les plaça dans les maisons, où quinze mille d'entre eux furent logés et soignés par les habitans.

Quelques jours après, malgré l'hiver, l'épidémie se déclara dans les hôpitaux, et se répandit dans la ville. Militaire ou citoyen, presque tout le monde en fut atteint. Les maisons étaient remplies de pestiférés et d'agonisans. A peine un mort était enlevé, qu'un cadavre ambulant cherchait à prendre sa place, et souvent expirait sur le seuil de la porte, frustré du doux espoir de mourir sous un toit hospitalier. D'autres tombaient au coin des rues, ou s'asseyant sur une borne, imploraient la compassion de ceux qui n'étaient pas encore atteints de la contagion. La dyssenterie exténuait les corps, et en étalant ses horreurs, offrait partout le dégoûtant tableau des misères humaines. Les rues pleines de fange étaient couvertes de lambeaux teints de sang, et si l'on pénétrait dans l'intérieur des habitations, on en était bientôt chassé par le méphitisme d'un air empoisonné, ou par les cris douloureux qu'arrachait aux malades une violente agonie.

Le préfet ayant succombé victime de cette ef-

frayante épidémie, la terreur et l'affliction ne firent que s'accroître dans cette ville désolée. Pendant deux semaines, il mourut jusqu'à cinq cents individus par jour. Tous les carrefours étaient remplis de corps inanimés que les habitans venaient y déposer. Durant plus d'un mois, ils répandirent des exhalaisons insupportables. La foule des morts était si grande, que les chars funèbres étaient réservés aux seules inhumations civiles. Ils se croisaient sans discontinuer; dans les cimetières, les fosses étant recouvertes s'élevaient à une hauteur qui excédait celle des murs d'enceinte (1); et le Rhin, comme après un long jour de bataille, voyait gonfler ses ondes par la multitude de cadavres à qui l'on donnait ce fleuve pour sépulture.

Le lendemain de son arrivée à Paris, Napoléon convoqua ses ministres et ses conseillers sur lesquels il exerçait un souverain empire : ces hommes toujours respectueux et timides ne contemplèrent leur maître qu'en tremblant. Aucun d'eux n'osa lui demander compte des sacrifices qu'avait faits la nation. Pour lui, tourmenté par l'amertume et le chagrin de montrer à ses courtisans un front humilié, on le vit s'abandonner sans frein à son humeur altière, et blâmant une

---

(1) Tableau des hopitaux, pendant la dernière campagne de Buonaparte, par J. B. A. Hapdé; ex directeur des hôpitaux militaires.

mesure prise par le directeur de la banque, il l'accabla d'invectives, sans vouloir lui permettre de se justifier d'un acte qui, à ce qu'on assure, avait raffermi le crédit public.

Ensuite, il proposa au conseil d'état, un décret, pour doubler la contribution foncière, et augmenter les droits prélevés sur les individus et sur les denrées de première nécessité. Ce décret fut mis en vigueur sans avoir été approuvé par la chambre des députés qui n'avait été convoquée que pour le 2 décembre. Voulant s'assurer pour l'avenir, des ressources illimitées, il soutint que le taux des contributions était subordonné à la nature des événemens, et qu'il fallait changer les lois contraires à ce principe. Toutes ses mesures ne tendaient qu'à lever des hommes et de l'argent. Quoique les anciens conscrits eussent été solennellement libérés, un nouveau sénatus-consulte demanda trois cent mille hommes, sur toutes les classes arriérées. On raconte qu'à la lecture de ces lois arbitraires, ses conseillers et ses ministres furent consternés, moins sans doute par la douleur d'affliger la France que par la conviction des dangers que courait un Empire auquel se rattachaient leur fortune et leur considération. L'impossibilité d'exécuter de semblables lois, les frappait de terreur, et ils frémissaient en songeant que dans un si grand péril, il ne leur restait plus que cette ressource illusoire. Napoléon prend leur effroi pour de l'hésitation; il

les regarde d'un œil menaçant, et dit à l'un d'eux qui s'alarmait de quelques expressions contenues dans le texte du projet : « Pourquoi craindrions-» nous de dire la vérité, Wellington n'est-il pas entré » dans le Midi? Les Russes ne menacent-ils pas » le Nord?.... Quelle honte! et l'on ne se lève pas » en masse pour les chasser!.... Tous mes alliés » m'ont abandonné. Les Saxons m'ont trahi sur » le champ de bataille, et les Bavarois ont tenté » de couper ma retraite. Point de paix que je » n'aie brûlé Munich. Le même triumvirat qui a » partagé la Pologne, s'est formé contre la France. » Ne posons les armes qu'après l'avoir rompu. » Je demande trois cent mille hommes; avec ce » qui me reste, j'aurai un million de soldats.... » Conseillers, il faut de l'élan, tout le monde » doit marcher; vous êtes les chefs de la nation, » donnez l'exemple du courage. On parle de » paix, ce mot seul frappe mon oreille, lorsque » tout ici devrait retentir du cri de guerre. »

Le lendemain de cette séance remarquable, le Sénat s'assembla. La demande de trois cent mille hommes lui fut présentée par l'orateur habituel du gouvernement, dont l'élocution vive, brillante et facile, servait admirablement à pallier tout ce que la tyrannie proposait de despotique et d'odieux. Des injures aux Alliés, des flatteries à l'Empereur, des mensonges à la nation, furent la base d'un discours dont la redondance des expressions confirma cette

maxime de Longin : *Un esclave ne peut être éloquent.* Selon l'usage accoutumé, tout fut adopté. Personne n'osa provoquer un système de conduite qui permît à la France d'éviter les nouveaux malheurs dont elle était menacée. Au lieu de s'apitoyer sur la patrie en deuil, les affections des courtisans furent concentrées vers les seuls dangers qu'avait courus la personne de leur maître; et flattant ses passions, ils lui assurèrent qu'il serait victorieux, que leur dévouement et leurs sacrifices lui prouveraient combien ils étaient pénétrés de leurs devoirs. A la suite de quelques paroles insignifiantes, Napoléon leur répondit : « La postérité dira que si de grandes et critiques » circonstances se sont présentées, elles n'étaient » pas au-dessus de la France et de moi. » Enfin, lorsque l'Europe retentissait du bruit de notre défaite, Napoléon portait l'oubli des convenances jusqu'à faire présenter avec pompe, à Marie-Louise, quelques drapeaux enlevés dans les journées de Wachau et de Leipsig, comme si d'aussi faibles trophées pouvaient nous consoler de la perte d'une bataille dont les déplorables résultats allaient livrer notre patrie au courroux de l'Europe.

La France, indignée d'une odieuse tyrannie, après tant d'efforts et de sacrifices perdus, restait dans l'inertie, et l'auteur de nos désastres, redoutant la nation autant que les étrangers, en retour de nos sacrifices, n'osait rien promettre dans la crainte que notre réveil n'amenât la discussion de nos

droits. Se méfiant de la réunion des colléges électoraux, au mépris de la constitution, il prolongea les pouvoirs des députés dont le mandat venait d'expirer. Personne ne se laissait abuser par les vains prétextes qu'imaginait l'autorité, pour colorer des violations aussi manifestes, et chacun entrevoyait qu'on allait gémir sous une affreuse dictature, puisque l'arbitraire minait sourdement les institutions civiles, et nous arrachait jusqu'à l'ombre de nos droits politiques.

Les Alliés, campés sur la rive droite du Rhin, demeuraient spectateurs attentifs de l'attitude qu'allait tenir la France. Pendant ce temps, leurs ministres, convaincus qu'un tel guerrier était trop irrité de ses défaites pour jamais accepter une paix qui, selon les expressions dictées à son épouse, serait pour lui le comble de l'humiliation (1), résolurent de triompher de son orgueil, par la prudence et la ruse. La haute idée qu'ils avaient de notre puissance et de l'étendue de nos ressources, fit que tout le plan de leur nouvelle campagne reposa sur les moyens de ravir à notre chef, l'amour et l'enthousiasme qu'avait inspirés l'éclat de ses victoires. Dans ce but, ils publièrent tout ce que l'irascibilité de Napoléon avait fait pour s'opposer au repos de l'Europe, et

---

(1) Discours de Marie-Louise au Sénat, séance du 7 octobre.

pour gagner l'affection des Français, ils manifestèrent le désir de leur donner la paix.

Une circonstance particulière, et dont ils profitèrent habilement, servit beaucoup à l'exécution de leurs desseins. M. le baron de Saint-Aignan, notre ambassadeur auprès du prince de Saxe-Weimar, ayant été fait prisonnier, reçut un accueil distingué des diplomates et ministres qui marchaient à la suite du grand quartier-général des Alliés. Le comte Metternich surtout, lui témoigna une affection particulière, et sans que M. de Saint-Aignan eut amené la conversation sur ce sujet, il lui exprima ses regrets sur la manière dont avait fini le congrès de Prague. « Nous voulions sincèrement la paix, ajouta le premier » ministre d'Autriche, nous la voulons encore, » et nous la ferons si l'on veut. Si l'Empereur des » Français la désire, qu'il s'explique sans détour, » et elle se fera. »

M. de Saint-Aignan fut ensuite renvoyé sur les derrières de l'armée; cinq jours après, les Souverains alliés le rappelèrent auprès d'eux. Arrivé à Francfort, M. de Metternich lui parla avec enthousiasme, des progrès rapides que faisait la coalition, et du soulèvement général de l'Allemagne qui déjà saluait François II, comme son Empereur. Il lui dit que les Alliés, malgré les ouvertures partielles que Napoléon faisait faire à chacun d'eux, ne se désuniraient point, et qu'ils voulaient, par un accord parfait, conserver leur

force et leur activité. Il assura que l'Angleterre était modérée, qu'il fallait saisir cette occasion pour traiter; qu'on exigerait d'elle, la liberté maritime, et que la puissance française serait seulement restreinte dans ses limites naturelles. Puis, il proposa à M. de Saint-Aignan, de porter à Napoléon, la réponse aux propositions qu'il avait fait faire par le comte de Merfeld, durant la bataille de Leipsig.

Effectivement, M. de Metternich remit (9 novembre) à M. de Saint-Aignan, une lettre de l'empereur François II pour Marie-Louise, sa fille. Ensuite, le comte de Nesselrode lui répéta ce qu'avait dit le ministre d'Autriche, sur la mission dont on le chargeait, et promit de faire approuver, par M. d'Hardenberg, tout ce qui allait lui être dit. Pour rappeler textuellement les propositions faites à Napoléon, M. de Saint-Aignan écrivit, sous la dictée de ces ministres, une note par laquelle les Puissances s'engageaient à ne s'occuper que d'une paix générale. D'après le contenu de cette note, il ne fallait point entamer de négociations, si elles n'étaient fondées sur ce grand principe, que le Rhin, les Alpes et les Pyrénées seraient les limites naturelles de l'Empire français. L'indépendance de l'Allemagne et le rétablissement de l'ancienne dynastie espagnole, étaient des conditions *sine quâ non;* enfin l'Italie devait être libre, et gouvernée selon ses lois particulières.

D'après ces bases, les ministres assurèrent que l'Angleterre ferait de grands sacrifices, ajoutant que si elles étaient adoptées par Napoléon, on pourrait neutraliser sur la rive droite du Rhin, un lieu où les plénipotentiaires des Puissances belligérantes se rendraient pour négocier, sans cependant suspendre les opérations militaires. Lord Aberdeen, ambassadeur d'Angleterre, étant entré chez M. de Metternich au moment où l'on rédigeait cette note, réitéra de nouveau que, quoique l'Angleterre possédât beaucoup, elle rendrait à pleines mains. Le prince Schwarzenberg donna aussi son approbation à tout ce qui venait d'être dit. MM. de Metternich et de Nesselrode, quoique n'ayant pas oublié que le duc de Vicence avait provoqué la rupture du congrès de Prague, assurèrent que si ce diplomate était chargé des négociations, elles ne tarderaient pas à prendre une tournure favorable. M. de Saint-Aignan ayant été expédié, arriva à Paris, le 15 novembre.

Sur-le-champ, le duc de Bassano répondit au prince Metternich, que l'empereur Napoléon choisissait la ville de Manheim pour le lieu des conférences, et que si les Souverains voulaient fixer l'ouverture du congrès, le duc de Vicence s'y rendrait en qualité de plénipotentiaire. Il ajouta que l'indépendance des nations, tant sous le rapport continental que sous le point de vue maritime, avait toujours été l'objet constant des

désirs et de la politique de l'empereur des Français, et que pour faciliter l'échange des courriers, les communications du gouvernement anglais pourraient avoir lieu par la France.

Cette lettre ne faisant point mention des bases générales et sommaires, fixées par la note de M. de Saint-Aignan, servit de prétexte au prince Metternich, pour alléguer que le vœu émis par Napoléon, était trop vague; que par sa généralité, il ne fixait point les préliminaires sans lesquels on ne pouvait entrer en négociation, et qu'il fallait que l'Empereur s'expliquât clairement, afin d'éviter, en ouvrant les conférences, des difficultés qui ne feraient qu'en entraver la marche. Le duc de Vicence, nouvellement nommé ministre des relations extérieures, répondit, au nom de Napoléon, qu'en admettant comme bases de la paix, l'indépendance de toutes les nations, Sa Majesté avait par cela même, consenti à ce que les Alliés paraissaient désirer, et adopté toutes les conséquences du principe dont le résultat final devait être une paix fondée sur l'équilibre de l'Europe; qu'il était autorisé à déclarer, que l'empereur des Français adhérait aux conditions communiquées par M. de Saint-Aignan; qu'à la vérité, de pareils sacrifices étaient pénibles pour la France, mais que son chef les ferait sans regret, si, en imitant ce désintéressement, l'Angleterre donnait les moyens d'arriver à une paix générale et honorable pour tous. M. de Metter-

nich ne répondit que huit jours après, à cette communication formelle et précise; et selon le protocole ordinaire de la diplomatie, il annonça que cette pièce serait communiquée aux Souverains alliés, et qu'il ne doutait pas qu'immédiatement après leur réponse, les négociations, en s'ouvrant, n'amenassent au but que l'on se proposait.

Les Coalisés dissimulaient parfaitement leurs vues secrètes. Napoléon, au contraire, dédaignant les finesses de la diplomatie, se servait des détours les plus grossiers, lorsque, par sa brusquerie, il n'en heurtait pas tous les principes. Si, à ces raisons, on ajoute le froid mépris qu'il affectait pour la nation qui l'avait élevé au comble de la prospérité, on saura pourquoi les Français virent avec indifférence les périls d'un Empire qui, dépouillé de sa splendeur, ne pouvait plus se maintenir qu'en déployant les rigueurs d'un sombre despotisme. Pour faire connaître les dangers qu'il courait sur les différens points où il était menacé, je vais, en peu de mots, raconter ce qui se passait en Espagne, en Italie, à Dresde et en Hollande, pendant que Napoléon et les Alliés, sous le voile de fallacieuses négociations, se préparaient, comme ils le firent à Prague, à ouvrir une nouvelle lutte qui ne pouvait se terminer que par la servitude de l'Europe, ou par la chute de l'Empire.

Depuis la bataille de Vittoria, Wellington mé-

ditait d'envahir le midi de la France. Il prévit le succès de son entreprise, dès que Napoléon, pour triompher dans le nord, négligea la défense de ses provinces méridionales. Jamais l'invasion de ces contrées n'avait eu une heureuse issue, et tout donnait à penser que leurs habitans, nés avec un caractère ardent et belliqueux, se soulèveraient à l'approche des Espagnols dont ils redoutaient les sanglantes représailles. Le danger d'ouvrir cette campagne était si bien accrédité, que Wellington reçut des principaux tacticiens de l'Europe, des lettres pressantes pour le détourner de mettre le pied sur le sol français. Quoique le général anglais eût pour adversaire un Maréchal expérimenté, connu par sa bravoure et sa persévérance, et qui, après avoir réorganisé l'armée, avait tout fait pour la mettre à l'abri d'un grand revers; néanmoins, la sienne étant supérieure en nombre, il présuma, qu'en pénétrant dans un pays accablé d'impôts et d'énormes réquisitions, il pourrait, au moyen d'une scrupuleuse discipline, empêcher que la population du midi ne se déclarât contre lui. Les finances furent la base de son plan d'invasion; l'ayant soumis au cabinet britannique, il eut la certitude d'en obtenir des subsides. Dès-lors, il n'hésita plus à effectuer sa grande entreprise.

Peu de jours avant la bataille de Leipsig, trois colonnes ennemies franchirent la Bidassoa, et attaquèrent les retranchemens d'Andaye qui fu-

rent enlevés après un violent combat, à la suite duquel nous eûmes la douleur de voir les drapeaux britanniques flotter sur le sol de notre chère France. Les redoutes construites auprès de Porto de Vera et de l'hermitage de la Rhune, ayant résisté aux efforts anglo-espagnols, Wellington se rendit sur ce champ de bataille, et prépara tout pour effectuer l'attaque, le lendemain matin. Le général Clauzel, instruit de ce projet, fit rentrer ses avant-postes, et attendit de pied ferme. Le général anglais n'osa pas le forcer; Pampelune tenait encore, et le moindre succès pouvait nous ramener sous ses murs, tandis qu'en différant l'attaque, il espérait que cette forteresse prise lui offrirait, en cas d'échec, la protection de son artillerie.

Pampelune, construite par Vauban, et regardée comme une des plus importantes places de la frontière d'Espagne dont elle ferme les débouchés, ayant capitulé, un corps espagnol qui en faisait le blocus, et le corps de Hill qui protégeait cette opération, rejoignirent l'armée anglaise. Wellington, avec ces renforts, et ne craignant plus rien en arrière de sa ligne, se disposa à nous porter les premiers coups, en franchissant la Nivelle. La droite de notre armée campait sur les hauteurs de St.-Jean de Luz. Clauzel, commandant le centre, était établi dans le camp de Sarre; la gauche s'appuyait en arrière de la rivière. Enfin, les divisions Darricau et Foi, réunies à la

cavalerie placée en réserve, formaient une armée dont la totalité n'excédait pas soixante mille combattans.

Les dispositions de l'armée ennemie rendirent inutile la résistance de nos soldats. Sur le point attaqué ils étaient vingt mille, et se battirent en héros; mais, assaillis par un nombre double d'Anglais, d'Espagnols ou de Portugais, il leur fallut céder aux forces supérieures qui menaçaient de les envelopper. La douleur de ne pouvoir conserver une position si bien retranchée, affecta leur moral. Pour arrêter le désordre que ce découragement aurait pu produire, le duc de Dalmatie ordonna la retraite sur Baïonne où il avait la facilité de se retirer derrière l'Adour, si Wellington venait à forcer la Nive. La bataille de Nivelle fut sanglante pour les deux partis. L'ennemi eut quatre mille hommes tués ou blessés. Notre perte fut à peu près égale; nous eûmes de plus à regretter le général Conroux, blessé mortellement, militaire doué d'une grande bravoure et d'une haute intelligence.

Jusqu'alors les discours des orateurs du gouvernement, et même les paroles de l'Empereur, avaient produit peu d'effet sur les habitans du Midi. Mais, lorsque l'ennemi fut sur leur territoire, tout céda au noble sentiment de l'esprit national. Indignés de se voir humilier par ceux à qui nous avions commandé durant plus de vingt années, ils furent animés de la plus honorable

émulation. Les Basques se formèrent en compagnies de chasseurs, et, à la voix du général Harispe, leur compatriote, volèrent à la défense de la patrie. Les gardes nationaux de quelques villes voisines demandèrent aussi à marcher contre l'ennemi commun. Les négocians de Baïonne firent des avances considérables pour les besoins de l'armée, et pour accélérer les travaux de la place. Enfin, dans toutes ces contrées, il n'y avait qu'un cri pour exciter la résistance à l'invasion des étrangers.

A l'époque où le territoire de l'ancienne France était envahi par les Anglais, le prince Eugène, à la tête de quarante mille hommes, au moyen du système défensif le mieux entendu, conservait encore toute l'Italie. Pendant son séjour à Gradisca, il attendait la cavalerie napolitaine comme avant-garde des trente mille hommes qu'avait promis le roi de Naples, et qui, réunis à l'armée d'Italie, auraient opéré une puissante diversion en menaçant la capitale de l'Autriche. Il n'entrait pas alors dans l'ordre des choses que les Bavarois pussent abandonner la France. En se réunissant à ceux dont ils avaient tout à craindre, ils donnèrent au général Hiller la facilité de manœuvrer dans le Tyrol; son avant-garde s'étant avancée par la vallée de l'Adige, quand son armée était encore sur la Drave, il se porta en personne sur Trente, pour faire croire que la totalité de ses forces arrivait sur les derrières du

Vice-Roi ; la proclamation emphatique qu'il publia en arrivant dans cette ville, pour annoncer qu'il allait faire prisonnier le Prince et son armée, démontra clairement qu'il espérait par cet artifice, exciter un soulèvement parmi le peuple, et provoquer la défection des soldats italiens.

Toutes ces considérations réunies obligèrent le prince Eugène à abandonner la ligne de l'Isonzo. En passant à Udine, il se réunit au corps de Grenier qui gardait les défilés de la Ponteba, et repassa le Tagliamento et la Piave, sans chercher à défendre ces deux fleuves. Cette marche s'opéra avec la même régularité que si elle eût été effectuée en temps de paix. En quittant le Frioul, le Prince organisa la défense de Venise ; huit mille hommes composèrent sa garnison ; tout ce qui était relatif au service de terre était sous les ordres du général Seras ; la marine fut confiée au contre-amiral Duperré.

Cependant le général Eckhart, à la tête de quelques bataillons autrichiens, s'avançait par la vallée de la Brenta, et s'empara de Bassano. Le Vice-Roi, calculant que le gros de son armée, qu'il laissait derrière la Piave, ne pourrait pas être attaqué de deux jours, courut prendre le commandement de l'aile gauche qui s'était retirée jusqu'à Ronzina. Le lendemain, la division Gratien tourna la position de Bassano, tandis que le général Schmidt attaquait la ville par la route de Citadella. A la suite d'une action très-

vive, nos troupes s'en rendirent maîtresses, et firent plus de trois cents prisonniers.

L'armée d'Italie, en entrant dans Bassano, ignorait encore la conduite incertaine du roi de Naples, la défection des Bavarois, et les grands désastres qu'avait essuyés Napoléon. Qu'on juge de quelle amertume fut suivi son triomphe, lorsqu'elle lut, sur les murs dont elle venait de s'emparer, le bulletin qu'avaient fait afficher les Autrichiens, pour annoncer officiellement que l'empereur des Français avait été vaincu sous les murs de Leipsig, et que l'Europe armée s'avançait vers le Rhin. Cet événement, publié par nos ennemis, fut d'abord regardé comme une imposture; mais lorsqu'il eut été confirmé, la brave armée d'italie, dont le nom glorieux ne rappelait que des triomphes, triste et abattue quoiqu'intacte et victorieuse, reprit sa marche rétrograde, et vint prendre position derrière l'Adige. Sur le plateau de Rivoli, elle trouva la division du général Gifflenga, campée autour de la colonne élevée en l'honneur d'une de nos plus mémorables victoires. Ce brave militaire, à qui la vallée de l'Adige avait été confiée, la défendit avec acharnement, et, sans la défection d'un bataillon de conscrits italiens, il se fût long-temps maintenu dans un poste aussi périlleux qu'important. Après la prise de Trente, il fut contraint de céder au nombre, et de se retirer devant l'ennemi; mais, à la vue de la colonne de Rivoli, lui et les

siens, inspirés par les mânes des héros morts sur ce champ de bataille, jurèrent de périr plutôt que d'abandonner un monument consacré à perpétuer le souvenir de notre gloire.

Enfin, le 4 novembre, l'armée d'Italie se concentra en avant de Vérone. Cette position permettait au Vice-Roi d'éluder, sur sa gauche, les manœuvres hostiles dont il était menacé, depuis que l'abandon de la Bavière avait ouvert le Tyrol à l'Autriche, et sur sa droite, lui donnait les moyens d'observer la marche des Napolitains dont la conduite commençait à devenir suspecte, surtout lorsqu'on apprit que Joachim, après la bataille de Leipsig, avait de nouveau quitté l'armée pour assurer isolément la défense de ses états.

Quelques actions partielles, en avant de Véronne et du côté de Ferrare, n'eurent pas assez d'importance pour être comptées au rang de celles qui influèrent sur le sort de l'Empire dont j'écris l'histoire. L'Allemagne même, quoiqu'étant le théâtre de cette guerre européenne, pendant les deux derniers mois de 1813, ne fut témoin d'aucun événement remarquable, si ce n'est la capitulation de quelques places où nous avions laissé garnison. Il convient de raconter celle de Dresde, comme le complément de la fatale bataille de Leipsig.

Le gouvernement de cette capitale avait été donné au maréchal Gouvion Saint-Cyr, militaire distingué et le plus capable de bien agir d'après



ses propres conceptions. En lui laissant trente-trois mille hommes, dont vingt-cinq mille seulement étaient combattans, Napoléon espérait contenir les Saxons dont il prévoyait la défection. Par-là, il abritait ses parcs, ses bagages, et son administration. C'était enfin une réserve destinée à tomber sur l'armée Autrichienne, si, battue, elle eût été forcée de rentrer en Bohême.

Les Alliés avaient laissé devant Dresde, le comte Tolstoï, avec vingt mille hommes de nouvelle levée, qui, lors de la première sortie du maréchal, lui abandonnèrent de l'artillerie et des prisonniers. Dix mille Autrichiens, amenés par Chasteler, renforcèrent les Russes, et restreignirent la garnison dans des limites plus étroites; cependant, elle était encore libre de ses mouvemens; mais, dès que la victoire se fut décidée en faveur des Alliés, ils envoyèrent devant Dresde le corps de Klénau. Ce renfort obligea le maréchal Gouvion Saint-Cyr à rentrer dans Dresde, où le manque de vivres ne tarda pas à le réduire aux plus cruelles extrémités. Abandonné à lui-même, au milieu d'une population qui l'accusait de prolonger ses malheurs, et n'ayant plus l'espoir d'être secouru, il forma la résolution de se faire jour à travers les troupes qui le bloquaient, et de se réunir aux défenseurs de Torgau, de Wittenberg et de Magdeburg. En même temps, le prince d'Eckmühl devait évacuer Hamburg. Alors, quatre-vingt mille vieux soldats, en couvrant la Hollande,

auraient mis nos frontières du Nord à l'abri de l'invasion.

Il est à regretter qu'un aussi beau plan n'ait pas été tenté avant l'arrivée de Klénau ; mais lui-même apporta, sous les murs de Dresde, la nouvelle de notre défaite. Dès-lors, les assiégeans de la rive droite, secondés par ceux de la rive gauche, opposèrent une vigoureuse résistance à la sortie du Maréchal, et l'obligèrent à rentrer dans la place. Ne pouvant plus prolonger une inutile défense, il proposa d'évacuer la ville, à condition qu'il serait permis à la garnison de se rendre en France, avec la promesse de ne pas servir de six mois, contre les Puissances alliées. Les ennemis acceptèrent cette capitulation, et on allait la mettre à exécution, lorsqu'un ordre du général Schwarzenberg, en blâmant le général Klénau de l'avoir souscrite, refusa de la sanctionner.

Klénau étant un des généraux les plus dignes d'estime et les plus expérimentés de l'armée Autrichienne, il serait absurde de croire qu'il eût, dans cette circonstance, méconnu ses devoirs. Aussi, la franchise militaire et la probité de l'histoire doivent-elles blâmer la mauvaise foi des Alliés qui, par l'organe de Chasteler, après avoir reconnu tout ce qui constituait l'attaque et la défense de Dresde, osèrent proposer à Gouvion Saint-Cyr, de le remettre dans la même position

où il était avant le traité. Ce Maréchal était parti pour se rendre en France, lorsqu'on l'arrêta à Altemburg, pour le prévenir que s'il n'acceptait pas l'offre qu'on lui faisait, il pouvait continuer sa route avec ses généraux, mais que les soldats resteraient prisonniers.

Quoique l'Autriche ne nous eût jamais imposé de conditions plus avantageuses pour elle, néanmoins elle osa les violer à l'égard d'un Maréchal, estimé par ses talens, sa droiture, connu surtout par son respect religieux pour les traités, et qui, sous les murs de Castel-Franco, se montra si magnanime à l'égard du prince de Rohan qu'il tenait enfermé. Mais Gouvion Saint-Cyr, loin d'abandonner les troupes qu'il avait commandées, préféra se rendre prisonnier plutôt que de laisser porter atteinte à une capitulation, faisant ainsi retomber tout le déshonneur sur ceux qui l'avaient violée. Trente-trois mille hommes, parmi lesquels trente-deux généraux, et dix-huit cents officiers partagèrent son honorable captivité, et furent amenés en Autriche, au mépris de toutes les lois de la guerre. En vain les Souverains alliés alléguaient, pour se justifier, que malgré les clauses d'un pareil traité, signé avec la garnison de Thorn, Napoléon avait forcé les soldats qui la composaient, à servir avant qu'ils fussent libérés; outre que cette circonstance est peu prouvée, il eût été noble, il eût

été grand de ne jamais s'écarter des principes de morale, même en faisant la guerre à celui qui les avait tous violés.

Après la reddition de Dresde, les corps de Chasteler et de Tolstoï rejoignirent la grande armée combinée. Quant à l'armée de Benningsen, quoique destinée à se réunir à celle du Prince royal, pour agir sur le Bas-Elbe, elle s'arrêta devant Magdeburg. La seule avant-garde joignit le prince Charles-Jean qui, s'étant dirigé sur Cassel, renversa le royaume de Westphalie, à l'érection duquel il avait puissamment contribué. Pendant que les Alliés s'emparaient du grand-duché de Berg, il se porta sur l'Hanovre, où, au nom du roi d'Angeterre, il rétablit l'ancienne régence. Enfin, le Prince royal de Suède, empressé de détacher le Danemarck de la France, réunit à son armée le corps de Walmoden, pour hâter la reddition d'Hamburg, et obliger le gouvernement Danois à faire partie de la coalition.

Au moment où le théâtre de la guerre se rapprochait de la Hollande, une violente commotion se préparait dans cette riche et industrieuse contrée qui souffrait le plus de toutes celles que nous avions assujetties à notre système militaire. A cette époque, le général Bulow était avec le Prince royal de Suède, et avait été dirigé de Munster sur la Hollande. Le corps de Winzingerode reçut bientôt après, la même destination. Pour garder ces vastes provinces, à peine y avions-

nous six mille hommes, dispersés dans plusieurs grandes villes dont la population nous était entièrement contraire. L'armée de douaniers, chargée de veiller à la défense des côtes, reçut l'ordre de les quitter et de rentrer dans les places. Les troupes de ligne, réunies à la gendarmerie, se concentrèrent dans Utrecht, pour y former un corps sous les ordres du général Molitor. La garnison d'Amsterdam étant allée se réunir à celle d'Utrecht, des agens de l'Angleterre profitèrent de cette circonstance, pour exciter la populace à se soulever. Une proclamation de Bulow, apportée dans Amsterdam, exalta toutes les têtes, et fut le signal du soulèvement (16 novembre).

L'insurrection se manifestait en même temps, à Dortrecht, à Rotterdam, à Delft, à Leyde, à Harlem, et dans les principales villes de la Hollande. Partout, il y avait une haine fortement prononcée contre les autorités impériales, et un désir ardent de rentrer sous l'ancien ordre de choses; de nouvelles autorités nommées d'avance, entrèrent en fonctions; à La Haie, on forma un gouvernement provisoire, présidé par M. Hogendorp. Sur-le-champ, MM. Perponcher et Jacques Fagel furent envoyés à Londres, pour aller annoncer au Régent et au prince d'Orange, que les autorités Françaises, étant trop faibles pour comprimer l'élan général, tout s'était opéré sans secousse, et sans verser une goutte de sang; enfin, que l'entière population de la Hollande

demandait le retour de l'ancienne famille qui l'avait autrefois gouvernée.

Le général Molitor, par son attitude militaire, réprima les excès de la sédition, et se rapprocha de la France, laissant garnison dans les forts du Helder où se trouvait la flotte commandée par l'amiral Verhuel. Ce brave marin ne voulut point s'affranchir des engagemens qu'il avait contractés. Sommé de reconnaître et d'arborer le pavillon de la maison d'Orange, il répondit qu'il ne connaissait encore que les ordres de l'empereur Napoléon. Les troupes alliées, favorisées par l'effervescence publique, envahirent la Hollande, et s'emparèrent d'Amsterdam. Leur présence, dans cette Capitale, acheva de donner à l'insurrection, un caractère national. De concert avec le peuple, elles enlevèrent toutes les petites places où l'on avait à la hâte jeté quelques soldats; étrangers pour la plupart, ils livrèrent leurs chefs à la populace mutinée. A Arnheim, le général Charpentier amena des renforts qui portèrent la garnison à trois mille hommes. Lorsqu'une division prussienne engagea devant cette place une action des plus sanglantes, malgré la disproportion du nombre, les nôtres défendirent vaillamment leur camp retranché. Forcés de rentrer dans l'enceinte, ils soutinrent l'escalade, et se battirent avec opiniâtreté dans l'intérieur de la ville; mais, la blessure du général Charpentier décida la victoire en faveur des Prussiens. La garnison, en se

retirant vers Nimègue, n'eut pas le temps de brûler le pont du Rhin, et perdit douze canons et cinq cents prisonniers. Enfin, le général Bulow, en s'emparant d'Utrecht, acheva l'entière conquête de la Hollande. Peu de jours après (31 décembre), le prince d'Orange fit son entrée solennelle dans Amsterdam, accompagné de lord Clancarty, son premier conseiller.

On crut alors que l'amiral Verhuel s'empresserait de reconnaître le nouveau gouvernement: on dit même que pour hâter sa soumission, on lui fit des offres séduisantes; mais, cet intrépide marin répondit par ces seules paroles : *j'ai juré d'être fidèle à l'empereur Napoléon.* Lorsqu'on le vit inflexible, on voulut séduire les équipages de sa flotte, forte de neuf vaisseaux de ligne et de plusieurs bâtimens légers. L'amiral, en étant informé, fit mettre à terre tous ceux qui demandaient à servir le prince d'Orange, déclarant qu'il ne voulait avec lui, que des hommes de bonne volonté, et résolus à faire leur devoir; assuré des dispositions des matelots qui lui restaient, il plaça sa flotte sous la protection des batteries du Helder, qu'il fit garder par mille hommes sur l'obéissance desquels il pouvait compter. Je me suis appesanti sur cette persévérance, afin de montrer que la première vertu du soldat est de se croire enchaîné par une obéissance passive au serment qu'il a prêté : car, si

malheureusement, on admet des restrictions à ce lien indissoluble, n'est-il pas à craindre que, sous ce voile spécieux, la force armée trouve toujours des excuses pour s'affranchir des engagemens les plus sacrés ?

Pendant que cette révolution s'opérait en Hollande, le prince d'Eckmühl était encore retranché derrière la Stecknitz. Depuis deux mois, il ne recevait aucune instruction, et il ne fut informé du désastre de notre armée, que lorsque le Prince royal de Suède se fut porté sur le Weser et sur Hamburg. Le maréchal Davout, isolé de la France, et sans nouvelles de l'Empereur, reçut l'ordre, par Munster, de se rapprocher du Rhin; mais alors, il ne lui était plus permis d'exécuter ce mouvement, et il dut se conformer à ses anciennes instructions qui lui prescrivaient de surveiller les Danois, pour les empêcher de se déclarer contre nous.

La Stecknitz étant gelée, ne devint plus tenable à l'approche des corps de Woronzow et de Strogonow, formant l'avant-garde de l'armée du Prince royal. L'un se dirigea sur Haarburg qu'il cerna, et l'autre, sur Stade; la garnison de cette dernière place, après avoir soutenu un assaut, traversa l'Elbe et se réfugia dans le Holstein. Le prince d'Eckmühl, dans la crainte d'être coupé, abandonna sa position, et se retira derrière la Bille. Un corps Danois isolé, fut forcé de se jeter dans Lubeck; mais, Walmoden et les Suédois s'é-

tant approchés de cette ville, proposèrent aux assiégés une capitulation qu'ils acceptèrent. Enfin, le prince d'Eckmühl, ne pouvant plus tenir en rase campagne, rentra dans Hamburg qu'il avait habilement fortifié, et où il fut bloqué par le corps de Woronzow.

Les Suédois chargés de poursuivre les Danois, les dispersèrent, et en firent un grand nombre prisonniers. Cependant, Walmoden ayant voulu couper la retraite à ces derniers, ils réunirent leurs forces auprès d'Ostenrode sur l'Eider, et s'ouvrirent un passage, après avoir écrasé le corps de Walmoden qui avait eu l'imprudence de les réduire à cette résolution désespérée. Le prince Frédéric de Hesse, commandant les restes de cette brave amée, voyant l'impossibilité de défendre le Jutland, proposa au Prince royal, un armistice que celui-ci accepta dans l'espoir qu'il obligerait enfin le Danemarck, à abandonner la cause de la France. La place de Friedrichsort étant exceptée de l'armistice, il fit capituler les huit cents hommes qui en formaient la garnison, et après en avoir enlevé une centaine de bouches à feu, il fit raser les fortifications.

Malgré le soulèvement de la Hollande, la reddition de plusieurs places fortes, et l'arrivée des corps nombreux laissés en réserve, les Alliés, campés sur la rive droite du Rhin, observaient ce fleuve, et n'osaient le franchir; surtout en songeant que les décrets et les sénatus-consultes,

s'ils étaient exécutés, allaient replacer la France sur le pied le plus formidable. Du reste, la décision des Souverains étrangers, à l'égard de la garnison de Dresde, indiquait assez que tout rapprochement avec Napoléon serait désormais impossible, puisque ces mêmes Souverains, marchant sur ses traces, rompaient aussi les traités, avec l'intention de braver celui qui s'était permis si souvent des infractions, sans jamais les pardonner aux autres.

Dans la crainte qu'il ne s'unît étroitement avec la nation, les coalisés cherchèrent à le rendre odieux, en rejetant sur lui la cause de tous nos maux, et en faisant adopter par l'opinion, la différence qu'ils voulaient établir entre la guerre faite à l'Empereur, et les dispositions favorables qu'ils vouaient aux Français. Mais, la nation regardait ces marques de bienveillance comme un piége dont elle devait se méfier. Aussi se croyait-elle intéressée à étouffer son ressentiment pour conserver le parfait accord sans lequel non seulement l'empire pouvait être démembré, mais même l'ancienne France passer sous une domination étrangère; l'honneur de la patrie et l'intégrité de son territoire lui faisaient un devoir de s'attacher à celui qu'elle servait par nécessité et non par amour.

Napoléon commettait donc une grande faute en nous dérobant le cours de ses démarches diplomatiques. Si, au lieu de faire supprimer le

Moniteur qui contenait les négociations entamées sur la proposition faite à M. de St.-Aignan, il les eût franchement communiquées à la nation, flattée de prendre part aux affaires publiques, elle s'y fût intéressée, elle se serait unie à son chef, et cela aurait suffi pour lui rendre son énergie. Mais Napoléon, en mettant du mystère dans ses démarches, fit entrevoir qu'il n'était pas sincère, et qu'il ne voulait pas la paix. Les Souverains étrangers, au contraire, par la déclaration publiée à Francfort le 1er décembre, promulguèrent à la face du monde, les principes qui allaient être la base de leur conduite, et ils associèrent l'Europe à leur cause, par ce passage remarquable : « Les Puissances alliées ne font point la guerre à » la France, mais à cette prépondérance que, » pour le malheur de l'Europe et de la France, » l'empereur Napoléon a trop long-temps exercée » hors des limites de son empire. La victoire a » conduit les armées alliées sur le Rhin. Le premier usage que leurs Majestés ont fait de la » victoire, a été d'offrir la paix à l'empereur » Napoléon....... Ces conditions sont fondées » sur l'indépendance de l'empire français, comme » sur l'indépendance des autres états de l'Europe..... Les Souverains alliés désirent que » la France soit grande, forte et heureuse, parce » que sa puissance est une des bases fondamentales de l'édifice social européen. Ils désirent » qu'elle soit heureuse, que le commerce fran-

» çais renaisse, que les arts, ces bienfaits de la
» paix, refleurissent, parce qu'un grand peuple
» ne saurait être tranquille, qu'autant qu'il est
» heureux. Les Puissances confirment à l'empire
» français, une étendue de territoire qu'il n'a
» jamais connu sous ses Rois, parce qu'une
» nation valeureuse ne déchoit pas pour avoir à
» son tour éprouvé des revers dans une lutte
» opiniâtre et sanglante, où elle a combattu avec
» son audace accoutumée. Mais, les Puissances
» veulent aussi être heureuses et tranquilles; elles
» veulent un état de paix qui, par une sage ré-
» partition des forces, par un juste équilibre,
» préserve désormais les peuples des calamités
» sans nombre qui ont pesé sur l'Europe. »

Le 5 décembre au soir, M. de Metternich reçut la lettre que lui écrivit le duc de Vicence, en réponse au message de M. de St.-Aignan, et ce fut le 7 que parut dans la gazette de Francfort, la déclaration que les Alliés ont datée du 1er. Ce qui a donné lieu de dire à Napoléon qu'ils n'avaient proposé la paix, qu'avec l'espérance de la voir rejetée. Au reste, cette déclaration, publiée sous une forme inusitée dans la diplomatie, confirmait que les Souverains alliés ne voulaient plus traiter avec notre chef. Ce n'était point à lui qu'ils développaient leurs griefs, et qu'ils envoyaient leurs manifestes, c'était au peuple qu'ils les adressaient; cette politique adroite, en partant d'un principe libéral, fut un coup terrible porté à la

puissance ombrageuse de Napoléon. Malgré cela, il ne fit rien pour le prévenir; au lieu de démentir par des faits, les assertions qu'alléguaient ses ennemis, il se plaignit avec amertume de cette marche inusitée; il prédit qu'elle intervertirait l'ordre social, et qu'un pareil exemple serait funeste à ceux mêmes qui le donnaient, surtout à une époque où les esprits, travaillés par toutes les maladies de l'orgueil et d'une folle indépendance, avaient tant de peine à fléchir sous l'autorité qui, en les protégeant, cherche à réprimer leur dangereuse audace. Puis, il rappela les droits sur lesquels se fondait sa légitimité; il dit que les attaques indirectes pour le renverser, étaient dirigées contre un homme qui mérita la reconnaissance des rois pour avoir rétabli le trône de France, et étouffé la révolution qui les menaçait tous. Cette haute vérité aurait été son plus solide appui, si les événemens n'avaient prouvé que la république fut moins ambitieuse, moins redoutable que l'empire; qu'en fermant le volcan des innovations politiques, Napoléon en avait concentré tous les feux pour les diriger contre les trônes; et que la France ne fut jamais plus terrible et plus révolutionnaire qu'à l'époque où son chef ne pacifia les discordes civiles, que pour les rallumer au sein des pays où il porta la guerre.

Malgré les hautes conséquences qu'allait entraîner la célèbre déclaration de Francfort, il ne se trouva pas dans le conseil de Napoléon, un

homme d'état assez courageux pour oser lui indiquer l'unique moyen d'en paralyser les effets. Parmi ses conseillers, il en était plusieurs qui, jadis, avaient eu lieu de se convaincre des succès que l'on obtient avec le concours de toutes les volontés ; mais aucun d'eux n'osa l'exciter à faire un appel au peuple. Cependant, on l'aurait réveillé en prodiguant des récompenses nationales à ceux qui concourraient à la défense de l'état, en flattant tous les amours-propres, en nourrissant toutes les ambitions, et surtout en parlant ce langage du cœur auquel les Français ne furent jamais insensibles. Quoique la tyrannie eût flétri bien des âmes, la masse de la nation, n'ayant point partagé la corruption des chefs, n'eût pas été retenue par la crainte de perdre ses trésors, et aurait été toute de feu pour l'honneur de ses foyers et la conservation de son indépendance.

Un secret mécontentement faisait répugner aux mesures énergiques qu'exigeaient les circonstances. Outre cela, une guerre nationale eût été fatale au despotisme, elle eût donné au peuple la connaissance de ses forces, et lui eût appris à reconquérir ses droits. Napoléon, toujours jaloux de son pouvoir absolu, redoutait les amis d'une sage liberté à l'égal des ennemis de l'extérieur. De là, les facultés morales de ses ministres et de ses conseillers étaient absorbées par la position critique où ils se trouvaient en-

gagés; si leur maître était vaincu, sa chute entraînait la leur; et s'il était vainqueur, il fallait recommencer ces guerres sans fin qui, à l'ouverture de chaque campagne, compromettaient leur fortune, et remettaient en problème l'existence de l'état.

Les propositions des Etrangers étaient si sages et si modérées que personne ne pouvait en contester l'esprit de justice. Ce langage, après avoir fait déserter nos Alliés, allait aussi séduire ceux qui devaient à Napoléon, leur fortune et leur élévation; tant ces hommes avaient peu de pénétration, et ignoraient l'art dont la politique enveloppe ses projets. Les ministres anglais se jouaient de cette crédulité; leur plan était si bien arrêté que le Prince régent, en apprenant la défaite de Napoléon devant Leipsig, alla visiter les Princes de la maison de Bourbon, réfugiés en Angleterre, pour les féliciter sur les heureuses nouvelles venues du continent, et leur dit en les quittant : « J'espère avant peu avoir le plaisir de vous embrasser aux Tuileries. » Bientôt après, les journaux anglais publièrent que la grande armée combinée entrerait en France par la Suisse, et marcherait sur Paris, par les routes de la Franche-Comté et de la Champagne. Nouvelle preuve que le cabinet britannique, en payant les coalisés, s'était réservé la faculté de les assujettir à son plan de campagne, et que tous les efforts qu'il faisait, devaient être couronnés par la satis-

faction de nous dicter des lois dans notre Capitale. Napoléon, plus encore que ses ministres, s'aveuglait sur ses futures destinées; il se livrait à ces considérations vulgaires : que les rois, qu'il avait élevés ou conservés, n'oseraient jamais renverser son trône; qu'Alexandre ne fermerait point son cœur à l'amitié qu'il lui avait vouée; enfin, que son mariage avec une archiduchesse d'Autriche lui garantissait que l'empereur François II, veillant aux intérêts de sa fille, n'oublierait jamais que son petit-fils devait hériter de l'empire français.

La position de Napoléon exigeait des efforts si extraordinaires et si prompts qu'ils déconcertaient toutes les mesures qui auraient pu en assurer l'exécution. Quelques recrues du Midi renforcèrent les armées d'Espagne et d'Italie; mais, vers le Nord, au bruit du soulèvement de la Hollande, toute la Belgique fut en fermentation; une terreur soudaine s'empara des principaux fonctionnaires publics; les habitans des campagnes prirent la fuite; ceux des villes, séduits par l'espoir d'un meilleur avenir, éludaient les sacrifices qu'on réclamait d'eux; d'autres, pensant que leur pays allait être envahi, réservaient au vainqueur l'offrande de leurs ressources. En même temps, la désertion diminuait nos armées remplies de soldats étrangers, impatiens de retourner dans leurs foyers.

Pour mettre à couvert les provinces du Nord

fortement menacées par le corps russe de Winzingerode qui s'avançait sur le Rhin et le Vaal, et par des corps anglais et hollandais débarqués vers les bouches de l'Escaut, toutes les troupes disponibles allèrent renforcer le maréchal Macdonald chargé de la défense du Rhin, depuis Cologne jusqu'à Nimègue. On dirigea sur Anvers, des bataillons de la garde impériale, et, pour couvrir cette place importante, on annonça que vingt-cinq mille hommes seraient réunis sur ce point, sous les ordres du général Decaen. Enfin, le général Molitor, en se retirant de la Hollande, jeta garnison dans Noorden. Le sénateur Rampon s'enferma dans Gorcum, et le général Bizannet, avec cinq mille hommes, occupa Berg-op-Zoom.

Les Pays-Bas étant les premiers envahis, on crut qu'ils deviendraient le principal théâtre de la guerre. Cette fausse conjecture que les Alliés accréditèrent pour mieux masquer leurs vues ultérieures, trompa Napoléon au point, qu'afin d'assurer les frontières du Nord, il dégarnit toute la ligne du Haut-Rhin, et ne laissa aucune troupe pour garder la Franche-Comté; se reposant sur la déclaration des membres de la confédération suisse qui venaient de notifier aux puissances belligérantes, l'acte de leur neutralité (20 novembre). Mais, la neutralité d'une population peu nombreuse pouvait-elle être respectée par un million de soldats armés pour les intérêts du monde!

Les divers élémens dont se composait la coalition, contribuaient à entretenir la sécurité de Napoléon. Parmi les princes alliés, et qui avaient concouru avec zèle à la délivrance de l'Allemagne, il s'en trouvait plusieurs dont la légitimité du trône pouvait être contestée. Déjà ils avaient été taxés à un contingent double de celui qu'ils fournissaient à la France. Lorsqu'on fut arrivé sur les bords du Rhin, on délibéra si leur souveraineté serait reconnue. Une sage politique écarta cette question imprudente. Ramenées à des principes plus concilians et surtout plus conformes à leurs vues, les trois grandes puissances se bornèrent à exiger des confédérés du Rhin, une somme de quarante millions qui pourvut aux plus pressans besoins des armées combinées (1).

Lorsque ces légers nuages furent dissipés, et que les intérêts de tous les membres de la coalition eurent été menagés et reconnus, les opérations militaires n'éprouvèrent plus d'entraves; chaque jour, des conférences avaient lieu entre les trois Monarques alliés, et leurs principaux généraux, dont plusieurs étaient comptés parmi les plus habiles tacticiens de l'Europe. Décidés à effectuer leur plan d'invasion, ils ouvrirent, à Francfort, un grand conseil de guerre. Le prince Schwarzenberg, le général Bubna, le prince Bar-

(1) Recueil des Traités de Paix, par Martens; tome XII, page 622.

clay de Tolly, et les généraux Toll et Diebitch, très-versés dans la théorie des grandes opérations militaires; enfin, le général Pozzo-di-Borgo, dont les vues pénétrantes avaient parfaitement apprécié le caractère de Napoléon, son compatriote, jeterent de vives clartés dans les résolutions de ce conseil; Blucher, nommé prince de Walstadt, guidé par le général Gneisenau, son chef d'état-major, et le Prince royal de Wurtemberg, qui déjà faisait pressentir la gloire qu'il allait acquérir, furent aussi de cette réunion.

La plupart de ces généraux, formés à l'école du malheur et de la persévérance, ayant renoncé au systeme qui leur fit perdre tant de batailles, se déciderent enfin à mettre en pratique celui qui nous procura de si nombreux triomphes : « Qu'attendons-nous, disaient-ils, pour » attaquer Napoléon dans ses foyers? Jamais on » ne vaincra les Français qu'au milieu de leur » pays; imitons leur ancienne témérité : franchissons le Rhin regardé comme leur inexpugnable rempart; dès que nous aurons mis » le pied sur le grand Empire, l'alarme que causera cet événement enlèvera à Napoléon ses » ressources. N'est-il pas visible qu'il perd tout, » pour vouloir tout conserver? Ne voulant pas se » dessaisir de son immense domination, il commettra les mêmes fautes qui lui firent perdre le » sceptre de l'Allemagne. Comme nous, lors de » nos désastres, ne renferme-t-il pas ses troupes

» dans des murailles ? Ne nous prouve-t-il pas, » à ses dépens, que les places prolongent la dé- » fense des vaincus, mais contribuent rarement » au succès de la victoire? D'ailleurs, ses forte- » resses sont, pour la plupart, démantelées ; elles » manquent de vivres et ne sont point armées. » Les troupes ne pourront ni les appuyer ni les se- » courir. Quoique Napoléon n'ait plus que de fai- » bles débris, et des recrues sans enthousiasme, il » veut encore, au milieu d'une population irritée » de sa tyrannie, occuper à la fois la Hollande, » l'Italie et l'Espagne ; en disséminant ses forces, » il les a anéanties. Surpris par une invasion » inattendue, il n'aura rien à nous opposer ; nos » manifestes l'ont devancé dans l'art de capti- » ver l'opinion publique. Elle restera sourde à » une voix qui ne crie que pour la conserva- » tion de son trône. Profitons du mécontente- » ment général pour l'isoler des Français lassés » des maux où les a précipités une ambition sans » limites ; ils ne se méprennent plus sur le véri- » table auteur de leurs misères ; tous se rappel- » lent qu'après avoir assuré leur indépendance, » ils sont retombés sous la servitude d'un homme » qui, en dissipant le fruit de leurs nobles travaux, » les expose aujourd'hui à de sanglantes repré- » sailles. »

Dédaignant leur ancienne tactique, les Alliés décidèrent qu'au milieu de l'hiver, par une marche hardie, on pénètrerait en France, sans s'occu-

per des places fortes qui resteraient en arrière. Ce plan fut proposé par les conseillers de l'empereur Alexandre, et, quoiqu'il parût téméraire, on l'adopta sans opposition. Mais, une chose non moins délicate, et qu'il importait de fixer, c'étaient les points principaux par où l'on devait attaquer la France. L'Autriche empressée de reconquérir l'Italie, désirait s'en rapprocher, et voulait que l'invasion commençât par la Suisse; elle alléguait qu'en débouchant par cette contrée, aucune place importante n'arrêterait les Alliés, et qu'en cas de revers, ils pourraient opérer leur retraite, sans danger. Enfin, à la suite d'une lumineuse discussion, dans laquelle les intérêts des coalisés furent conciliés, on décida que la principale invasion aurait lieu aux environs d'Huningue; que les Autrichiens prendraient pour théâtre de leurs opérations, la partie de l'est et du midi de la France, et que Lyon serait l'objet principal de leur conquête; que le corps de Wittgenstein et la garde impériale Russe passeraient le Rhin, auprès du fort Louis; l'armée de Silésie, entre Mayence et Coblentz; celle du Nord, entre Coblentz et Nimègue; que, sur ces deux derniers points, des attaques partielles et simulées, devançant les autres de quelques jours, attireraient nos forces vers le nord; et que, par ce moyen, le Rhin se trouverait moins disputé, aux endroits où l'on voulait d'abord le franchir.

L'attaque que les Alliés tentèrent avec succès,

auprès de Neuss, leur fit entrevoir que le passage du Rhin éprouverait des obstacles moins grands qu'on ne se l'était figuré. A la nouvelle que la rive gauche de ce fleuve avait été touchée par les ennemis, l'alarme se répandit dans les cantonnemens français. Le bruit que cette barrière avait été forcée, jeta la consternation dans la capitale et dans les provinces. La tentative d'un simple corps de partisans fut regardée comme un passage réel, opéré par une armée entière. Napoléon le laissait croire pour sonder l'opinion publique, aux approches du danger.

Les Alliés, dès l'ouverture de cette nouvelle campagne, mettaient autant d'adresse à exécuter leurs plans militaires qu'ils en apportaient dans les conceptions de leurs vues politiques; tandis que, par une fausse attaque, ils feignaient de vouloir passer le Rhin vers Dusseldorf, le gros de l'armée alliée remontait ce fleuve, et au nombre de cent cinquante mille hommes, se concentrait dans le Brisgaw. Cette circonstance fit pressentir qu'on n'aurait point égard à la neutralité des Suisses : la ville de Bâle prit aussitôt l'aspect le plus militaire ; partout on fit, avec appareil, des préparatifs de défense ; l'inutilité de ces mesures était manifeste, puisque la force totale des troupes destinées à faire respecter le territoire, ne s'élevait pas au-dessus de sept mille hommes.

Aussitôt, on envoya une députation au quartier

général des Souverains alliés, ainsi qu'à Paris, pour déclarer aux Puissances belligérantes que, depuis François Ier, la neutralité avait été le principe fondamental de la politique des Suisses, et qu'ils voulaient l'observer dans le sens le plus absolu et le plus impartial. Napoléon accueillit avec empressement une proposition qui mettait en sûreté, la frontière la plus faible de son Empire. Alexandre, qui affectionnait les Suisses, répugnait d'autant plus à violer leur territoire, que l'Autriche profitait de cette circonstance pour ressaisir dans les cantons, l'influence qu'elle avait exercée. Mais, le prince Metternich, ayant fait ressortir les avantages qu'offrait aux Alliés, la possession du pont de Bâle, fit consentir l'empereur de Russie à ce qu'on entamât une négociation avec le Landamann, à l'effet d'obtenir le passage à Bâle, en représailles de celui qu'une division française y avait pris, au mois d'août précédent; que par-là, on ne traverserait la Suisse que dans l'étendue d'une lieue, et qu'on ne porterait aucune atteinte à sa constitution ni à sa neutralité.

Bientôt après, des officiers autrichiens arrivèrent à Zurich, pour présenter la marche des Alliés, comme une mesure inhérente à leurs opérations. En même temps, des agens de la Cour de Vienne promirent en secret, de lever en Suisse un corps auxiliaire, et de rétablir les anciens droits qu'avait la noblesse de Berne et de

Zurich, sur le Valais et l'Argovie; ils ajoutèrent que la neutralité invoquée ne pouvait exister pour un Etat qui ne jouissait pas d'une véritable indépendance. Cependant, les Ministres des autres Puissances, dans leurs relations diplomatiques, ne cessaient de protester qu'on respecterait le vœu manifesté par les cantons; et l'archiduchesse Marie, sœur d'Alexandre, abusée par cet artifice, écrivit en Suisse pour annoncer que les Souverains avaient reconnu la neutralité de la république.

Pour motiver leur concentration dans le Brisgaw, les Alliés prétextèrent la résistance qu'opposait le prince Eugène à l'envahissement de l'Italie. Les journaux saisirent ce motif pour expliquer, selon leurs vues, la marche des armées étrangères; mais, en rompant le silence qu'ils avaient gardé jusqu'alors sur les événemens politiques, ils reçurent l'ordre de travailler à tirer les Français de leur engourdissement; on leur prescrivit de faire le tableau exagéré des malheurs où nous exposerait l'invasion, afin d'exciter les Français à se réunir à leur Empereur. La nation restait sourde à ces exhortations, convaincue qu'il n'était plus donné à l'auteur de ses misères de pouvoir les réparer.

Sans attendre le concours du corps législatif, Napoléon décréta qu'on formerait, dans les trente divisions territoriales de l'empire français, des cohortes de grenadiers, de fusiliers, et des com-

pagnies d'artilleurs destinées pour la garde des places de guerre. Ces cohortes devaient être composées d'hommes pris parmi les propriétaires les plus imposés, les négocians patentés, ou bien parmi ceux qui exerçaient une profession utile. Ils étaient dans l'obligation de s'armer, de s'habiller et de s'équiper à leurs frais. Indépendamment de ces cohortes, la garde nationale de Paris, sous peu de jours, allait être mise en activité. Les propriétaires, les négocians, les employés de toutes les classes, faisaient partie de cette garde, et, sous aucun prétexte, ne pouvaient s'en exempter.

Si les sénatus-consultes et les décrets arbitraires que Napoléon publia, avaient été discutés et promulgués de concert avec le corps législatif affranchi de sa servitude, alors, la nation française par l'organe de ses représentans, prenant une part dans les discussions de nos assemblées, malgré les fautes de l'Empereur, se serait associée à sa querelle; elle aurait fait éclater sa haine contre ses ennemis; le pouvoir concentré dans les mains d'un seul se serait fortifié de la confiance de tous, et, en donnant au trône le secours de l'opinion, aurait également donné au peuple le sentiment de sa dignité; juste retour que lui devait le chef, pour prix de tant de sacrifices.

Napoléon parut un instant convaincu de cette vérité, en fixant enfin l'ouverture du corps législ-

latif qui avait été long-temps ajournée. Mais, par une violation manifeste de la constitution, il supprima la liste des candidats à la présidence de ce corps, pour se réserver la faculté d'y nommer le duc de Massa, son ancien ministre. Le 19 décembre, Napoléon se rendit, avec l'Impératrice, au lieu de l'assemblée où s'étaient réunis le Sénat et le Conseil d'état; dans le discours qu'il prononça il apprit que des négociations avaient été entamées avec les Puissances étrangères, et qu'il avait adhéré aux bases proposées, sans vouloir néanmoins spécifier la nature des sacrifices auxquels il devait se soumettre. Après avoir exhorté les députés à repousser la paix, s'ils la trouvaient déshonorante, il ajouta que pour leur prouver toute sa confiance, il les invitait à choisir cinq de leurs membres, pour former une commission à qui le ministre des relations extérieures communiquerait les pièces originales qui donnaient l'espérance de la prochaine ouverture d'un congrès à Manheim.

La séance, dans laquelle on procéda à l'élection des commissaires, fit éclater pour la première fois, un esprit d'opposition aux volontés du gouvernement. On savait que Napoléon avait désigné au président, les membres qu'il fallait choisir pour cette commission, où il voulait conserver de l'influence, afin de lui faire adopter des conclusions favorables à ses vues. Il en fut tout autrement. Le vœu de l'assemblée rejeta

ceux que proposaient les ministres. On nomma d'abord MM. Lainé et Raynouard, connus par leurs talens, et joignant à la haine du despotisme, un amour raisonné pour une paix compatible avec l'honneur national. Après une longue discussion, on désigna ensuite MM. Gallois et Maine de Biran. Le cinquième restait à nommer, et l'on était incertain sur qui le choix tomberait, lorsque, dans la chaleur des débats, M. Flaugergues hasarda des paroles que le président releva, en lui disant: « Ce que vous avancez est inconstitutionnel. » Il n'y a ici d'inconstitutionnel que votre présence, lui répliqua M. Flaugergues. Cette répartie, à la fois heureuse et hardie, produisit un grand effet, et valut à son auteur, le suffrage de ses collègues. C'est ainsi qu'il compléta la commission. Un pareil choix honorait l'assemblée, et l'on peut dire, qu'en prenant pour organes, des hommes aussi courageux, elle se montrait sensible aux maux de l'état, et manifestait enfin l'intention de rappeler à ses devoirs celui qui, en nous gouvernant, s'en était trop long-temps écarté.

Tandis que le besoin de la paix se faisait sentir dans tous les cœurs, et qu'une inquiétude générale s'emparait des esprits, le chef sous lequel nous gémissions, effrayé sur l'avenir, consterné du présent et honteux du passé, se tenait renfermé dans son palais, et ne réfléchissait qu'avec effroi aux dangers où l'avait amené le délire de

l'ambition. Le sentiment de la nature, en ajoutant à ses regrets, redoublait la violence de son caractère, et donnait à sa sensibilité, une apparence de fureur. On raconte qu'un jour il saisit son fils dans ses bras, et lui dit d'une voix émue : « Va, je saurai te conserver par la guerre, tout ce que j'ai acquis par les armes. » Dans ses tourmens et son agitation, il ne voyait autour de lui, que des trames ourdies pour s'affranchir de son autorité. Ses seules consolations, il les puisait dans le stérile hommage que lui rendaient les courtisans, et son repos se fondait sur les flatteries de ses ministres qui, pour le rassurer, lui faisaient toujours le tableau brillant, mais infidèle, des efforts qu'allait faire la nation pour venger sa querelle. Dans un conseil privé, le ministre de l'intérieur prit l'engagement de s'assurer de la majorité des législateurs. Pour y parvenir, il les appela individuellement autour de lui, et leur prodigua les promesses les plus séduisantes; mais la plupart résistèrent à ses insinuations, et ne mirent point en balance les intérêts d'un homme et ceux de la patrie. Par cette noble conduite, ils méritèrent de représenter une grande nation qui, n'ayant jamais perdu le sentiment de sa dignité, malgré ses malheurs, désirait qu'on mît un terme aux fureurs du despotisme, et que Napoléon fût contraint par le vœu général, de souscrire une paix que ui demandait à grands cris l'humanité en pleurs.

Le Sénat, dans ces graves circonstances, n'imitait point la courageuse vertu du Corps législatif, et restait constamment asservi à une obéissance passive envers le pouvoir absolu. Une commission avait été formée dans son sein pour prendre également connaissance des pièces diplomatiques dont l'Empereur donnait communication. Au lieu d'exprimer avec énergie le désir et le besoin de conclure la paix, le rapporteur de la commission, dans un discours où la contrainte fut masquée par toutes les fleurs de la rhétorique, se borna à rappeler que l'Empereur avait accepté les bases du traité que les Alliés firent proposer par M. de St.-Aignan, et, qu'en réponse à cette ouverture pacifique, ils avaient lancé la déclaration de Francfort dont le but manifeste était de développer le principe révolutionnaire qui tendait à séparer la cause des peuples de celle de leurs souverains. Il recommanda de se prémunir contre la fausse modération de ce manifeste, disant qu'il avait été rédigé ainsi pour prévenir l'effet que produisit celui du duc de Brunswick dont la violence irrita l'orgueil d'une grande nation. Afin de démentir les protestations bienveillantes des Alliés, il rappela que des bords du Rhin, ils refusaient la paix qu'ils avaient promis de signer lorsque nous aurions ce fleuve pour limite. « Ah ! » si les ennemis sont si modérés, s'écria l'orateur, » pourquoi ont-ils violé la capitulation de Dresde, » pourquoi ont-ils refusé un cartel d'échange pour

» les prisonniers ? » A dessein de ranimer les esprits, il fit entrevoir l'espérance de la courte durée d'une coalition formée d'élémens contraires et de tant de peuples que la nature avait faits rivaux. « Trente-six millions d'hommes, ajouta » l'orateur, ne peuvent trahir leur gloire et leurs » destinées; des peuples illustres, dans ce grand » différend, ont essuyé de nombreux revers; » plus d'une fois ils ont été mis hors de combat; » leurs plaies sanglantes ruissèlent encore; la » France a reçu aussi quelques atteintes, mais » elle est loin d'être abattue; elle peut être fière » de ses blessures comme de ses triomphes » passés. Il faut, en invoquant la paix, que les » préparatifs militaires soient partout accélérés » et soutiennent la négociation. Rallions-nous » autour de ce diadème où l'éclat de cinquante » victoires brille à travers un nuage passager, » et que toute notre brave nation, après de si » longues fatigues et tant de sang répandu, trouve » le repos sous les auspices d'un trône qui eut » assez de gloire, et qui ne veut plus s'entourer » que des images de la félicité publique. »

La communication des pièces diplomatiques qui pouvaient donner des espérances de paix, rassura momentanément les esprits, tant la France se croyait puissante par la seule marque de confiance que lui donnait son chef. Cette sécurité se fortifiait encore par l'opinion reçue, que les Coalisés n'oseraient rien entreprendre contre

l'ancienne France, et que les bords du Rhin seraient la limite où s'arrêteraient leurs drapeaux victorieux. Pendant qu'on se reposait sur ces fausses espérances, les troupes ennemies s'ébranlèrent sur tous les points. La principale armée qui, de Francfort, s'était dirigée vers les frontières de l'Helvétie, n'attendait que le signal convenu pour pénétrer en France par le côté le plus accessible, puisque, de tous temps, l'alliance avec les Suisses nous avait dispensés d'avoir des forteresses sur cette ligne; et même encore, Napoléon la laissait sans défense, se croyant suffisamment gardé par le vœu de neutralité qu'avaient émis les cantons.

Ceux-ci se flattaient encore qu'elle serait respectée; déjà même on répandait le bruit que le prince de Metternich l'avait promis aux députés de la diète fédérative. Malgré ces assurances, le généralissime Schwarzenberg se rendit à Friburg où il établit son quartier-général. Bientôt après, les Russes suivirent le même mouvement. Enfin, le 18 décembre, M. Senft-Pilsach, ancien ministre saxon, arriva à Berne, et demanda que le conseil d'état de cette ville fût convoqué extraordinairement pour lui faire part d'une mission dont il était chargé par les Puissances alliées. Le conseil étant assemblé, cet envoyé notifia que les armées coalisées passeraient le 20, par Bâle. En même temps, le général Bubna somma M. de Wattenville, chef des troupes suisses

stationnées sur la rive gauche du Rhin, d'évacuer les postes militaires qui lui avaient été confiés; il lui déclara que la grande armée combinée, forte de cent soixante mille hommes, allait entrer en Suisse, et que deux de ses principales colonnes se dirigeraient en toute hâte, l'une sur Béfort, et l'autre sur Genève.

A cette nouvelle, la ville de Bâle fut livrée à une agitation extrême, surtout lorsque le chef militaire eut prescrit la manière de se conduire dans une circonstance aussi alarmante. Selon ses ordres, les portes de la ville, les maisons et les boutiques furent fermées; il défendit qu'on s'attroupât, et voulut que les chevaux et les charrettes fussent prêts à marcher à la première réquisition. Enfin, on obligea chaque famille d'éclairer le devant de sa maison. Le prince Schwarzenberg, après avoir adressé une proclamation à ses troupes, pour leur recommander d'observer une sévère discipline, en traversant le territoire d'un peuple qu'il qualifia d'ami et d'allié (21 décembre), dirigea sur le Rhin, vingt-cinq mille hommes qui passèrent ce fleuve entre Rheinfelden et Bâle, tandis qu'un autre corps de trente mille hommes passait par le pont de cette dernière ville.

Les troupes fédérales ne pouvant opposer aucune résistance, se replièrent sur Soleure et sur Lentzberg. Ainsi, les Coalisés entrèrent en Suisse, sans éprouver la moindre opposition: cependant

la majorité des Cantons tenaient au pacte fédératif que leur avait donné la France. Quoique Napoléon leur eût enlevé le pays de Vaud, et qu'il eût revendiqué, pour sa couronne d'Italie, le canton de Bellinzone, néanmoins il respecta leur indépendance, et lorsque toute l'Europe se ressentait des horreurs de la guerre, la Suisse seule avait joui d'une profonde paix. D'aussi grands bienfaits étaient gravés dans le cœur des paysans, et l'on croit que, par esprit national, ils auraient fait respecter leur neutralité, s'il y avait eu de l'harmonie parmi les principaux fonctionnaires. On dit même que le grand Conseil vota des remercîmens au petit Conseil, pour n'avoir pas cédé aux instances de M. de Senft-Pilsach qui, secondé par la noblesse de Berne et par l'ambassadeur d'Autriche, proposait d'abolir la constitution, en annulant l'acte de médiation. La noblesse de cette ville, intéressée à un changement qui lui rendrait ses priviléges et les droits qu'elle exerçait en Argovie, dans le pays de Vaud et sur la ville de Bienne, demanda le rétablissement des anciennes coutumes, ainsi que les conseils de Zurich et de Friburg à qui l'acte de médiation avait enlevé plusieurs de leurs prérogatives.

Enfin, les Souverains alliés publièrent une longue déclaration, pour prouver que l'acte de médiation, donné en 1803, par le premier Consul de France, au lieu de mettre un terme aux souf-

frances de la Suisse, n'avait fait que consacrer sa nullité politique. Ils chargèrent le chevalier de Lebzeltern et le comte Capo-d'Istria, de remettre au Landamann, une note par laquelle on lui annonçait que l'opposition, manifestée par quelques cantons, devait amener la dissolution de la constitution fédérale; que les Alliés regardaient leur entrée en Suisse, non-seulement comme une démarche inséparable de leur plan général d'opérations, mais aussi comme devant préparer les droits de ce pays intéressant, à l'indépendance et à l'intégrité la plus complète.

Le Landamann répondit à la note des plénipotentiaires autrichien et russe, que la Suisse était prête à travailler à sa nouvelle organisation politique, et qu'elle attendait du nouvel acte fédéral, son bonheur et sa liberté. Aussitôt, les fonctionnaires civils et les chefs militaires, séduits par l'espoir d'un meilleur avenir, et surtout par la promesse solennelle qu'on userait de bons traitemens envers un peuple ami, donnèrent l'ordre à leurs troupes et aux habitans, de ne plus s'occuper qu'à maintenir la tranquillité publique, et d'attendre avec calme, la marche des événemens et les ordres de leurs supérieurs.

Les premières colonnes ennemies entrèrent, sans difficulté, dans les départemens du Doubs et du Bas-Rhin. Le général de Wrède, rétabli de sa blesssure, à la tête d'un corps Austro-Bavarois,

fit occuper les principales positions qui pouvaient lui assurer les deux rives du Rhin. Tandis qu'une partie du corps de Colloredo entrait dans Neuchâtel, aux acclamations du peuple, celui de Giulay se portait sur Montbelliard. Douze mille Bavarois, réunis au corps de Frimont, appuyèrent ce mouvement, et circonvinrent Huningue et Béfort. Pour mieux couvrir ces siéges, et éclairer la route de Neuf-Brisack, le comte de Wrède dirigea un parti nombreux de cavalerie vers Colmar. Le général Montelegier, avec trois régimens de dragons, ayant rencontré l'ennemi à St.-Croix (25 décembre), l'attaqua avec impétuosité, lui tua trois cents hommes, et lui fit des prisonniers, parmi lesquels étaient deux officiers supérieurs mortellement blessés. Après ce combat, l'ennemi devint plus circonspect, sans néanmoins ralentir sa marche rapide, et se dirigea en masse, sur les Vosges et dans la Franche-Comté.

La France était dans cet état alarmant, lorsque la commission du Corps législatif, chargée d'aller examiner chez l'Archichancelier les pièces officielles relatives aux négociations pour la paix, montrait une vive opposition aux commissaires du gouvernement qu'on y avait adjoints : les députés, impatiens de connaître le résultat de cette longue délibération, commençaient à craindre que leurs collègues ne se fussent laissés gagner. Cependant, le 28 décembre, M. Lainé, dans une assemblée secrète, analisa dans un

rapport, les documens diplomatiques qui leur avaient été communiqués; il conclut que de toutes ces pièces, il résultait que les Puissances manifestaient le désir de pacifier l'Europe, et que Napoléon avait déjà consenti aux bases essentielles du rétablissement de l'équilibre politique; mais l'orateur, après avoir insisté sur la la nécessité de se préparer à la guerre, pour obtenir la paix, ajouta ces paroles remarquables, et qui formèrent la seconde partie de son discours :

« Si les Puissances coalisées ont cru devoir » rassurer les Français par des protestations pu» bliquement proclamées, n'est-il pas du devoir » de Sa Majesté de les éclairer sur ses desseins » par des déclarations solennelles; il ne nous » appartient pas, sans doute, d'inspirer les pa» roles qui retentiraient dans l'Univers; mais, » pour que cette déclaration eût une influence » utile sur les Souverains étrangers, pour qu'elle » fît sur la France l'impression désirée, ne se» rait-il pas à souhaiter qu'elle proclamât à la face » du monde, l'intention de ne continuer la guerre » que pour l'indépendance du peuple français, » et l'intégrité de son territoire ?

» Si l'Empire restait fidèle à ces principes li» béraux, et que les chefs des nations de l'Eu» rope ne voulussent plus les respecter, après les » avoir proclamés, la France alors, forcée, par » l'obstination de ses ennemis, à une guerre re-

» connue juste et nécessaire, saurait déployer, » pour le maintien de sa dignité, l'énergie, l'u» nion et la persévérance dont elle a déjà donné » d'assez éclatans exemples. Unanime dans son » vœu, pour obtenir la paix, elle le serait dans » ses efforts pour la conquérir; et elle montre» rait encore au monde qu'une grande nation » peut tout ce qu'elle veut, lorsqu'elle ne veut » que ce qu'exigent son honneur et ses droits.

» D'après nos constitutions, c'est au gouver» nement à proposer les moyens qu'il croira les » plus prompts et les plus sûrs pour repousser » l'ennemi, et asseoir la paix sur des bases du» rables. Ces moyens seront efficaces si les Fran» çais sont persuadés que le gouvernement n'as» pire plus qu'à la gloire et à la paix; ils le seront » si les Français sont convaincus que leur sang » ne sera versé que pour défendre une patrie et » des lois protectrices. Mais ces mots consolateurs » de paix et de patrie retentiraient en vain, si » l'on ne garantit lès institutions qui promettent » les bienfaits de l'une et l'autre. En proposant » les mesures les plus promptes pour la sûreté » de l'Etat, il est indispensable que Sa Majesté » soit suppliée de maintenir l'entière et constante » exécution des lois qui garantissent aux Fran» çais les droits de la liberté, de la sûreté, de la » propriété, et à la nation, le libre exercice de » ses droits politiques.

» Cette garantie a paru à votre commission, le

» moyen le plus efficace pour lier intimement le » trône et la nation, afin de réunir leurs efforts » contre l'anarchie, l'arbitraire, et les ennemis de » notre patrie. Pour préparer la réponse que les » lois de l'Etat vous appellent à faire, il faut la déli» bérer en comité général; et, puisque le Corps » législatif est admis tous les ans, à présenter » une adresse à l'Empereur, il faut exprimer » par cette voie, votre avis sur la communication » qui vous a été faite. Si la première pensée de » Sa Majesté, en de grandes circonstances, a été » d'appeler autour du trône les députés de la na» tion, leur premier devoir n'est-il pas d'y ré» pondre dignement, en portant au Monarque » la vérité et le vœu des peuples pour la paix ? »

On ne saurait dépeindre la sensation que produisit ce discours; depuis que Napoléon gouvernait la France, jamais un langage aussi noble et aussi patriotique ne s'était fait entendre. La majorité des législateurs, forts de leur conscience, applaudissent à un acte qui pouvait réhabiliter l'honneur de nos assemblées, et relever la grandeur de la nation française. Mais le passage subit d'une obéissance servile à un affranchissement absolu, était pour bien d'autres, un sujet de contrainte et de terreur. Ils craignaient surtout que nos discordes ne favorisassent les Etrangers, et, dans ce sens, ils s'élevèrent contre le rapport. Cambacérès, le duc de Massa et Regnaud de St.-Jean-d'Angely, vou-

lurent par des modifications, altérer toute l'énergie du rapport, alléguant, selon leurs maximes, qu'aucun corps de l'Etat ne devait se mettre en opposition avec les volontés de l'Empereur. Malgré cela, l'impression du rapport fut ordonnée à une majorité de 253 voix contre 51; et quand il fallut désigner les membres qui devaient rédiger l'adresse à l'Empereur, les mêmes qui avaient été choisis pour la commission extraordinaire, furent réélus, à la satisfaction générale de l'assemblée, tant ces hommes à grand caractère parurent dignes de défendre les libertés publiques trop long-temps compromises. Mais un petit nombre de ces individus flétris, depuis l'origine de la révolution, par la corruption du pouvoir dont ils étaient les vils flatteurs, et qui faisaient partie du Corps législatif, effrayés d'un langage aussi relevé, se crurent compromis par cela seul qu'ils l'avaient entendu. Saisis de frayeur et se croyant perdus, ils courent chez les ministres, et leur racontent avec émotion ce qui venait de se passer; ils s'accusent de n'avoir pas éclaté contre tant d'audace; d'eux-mêmes, ils se déclarent coupables, et cherchent à racheter, à force de bassesse, un moment de vertu.

Pendant que les membres de la commission préparaient une éloquente adresse et qu'on imprimait le rapport, le ministre de la police s'en procura une épreuve, et courut la porter à l'Empereur. Dès que celui-ci eut connaissance de

cette allocution hardie, il devint furieux, et s'empressa d'arrêter la publication d'un écrit qui, quoique dicté par le patriotisme le plus pur et le plus éclairé, était regardé par lui et ses ministres, comme un acte séditieux. Sur-le-champ il ordonne à la force armée d'aller fermer la salle où le Corps législatif tenait ses séances; puis, il convoque un conseil privé où on lui propose de faire arrêter les membres de la commission, et de prendre des mesures promptes et sévères contre ceux qu'on appelait alors des factieux. Redoutant bien plus les assemblées délibérantes que les batailles rangées, il déclara qu'il fallait chasser ces députés rebelles qui osaient lui dire d'aussi hardies vérités; il les accusa de vouloir se conduire d'après les maximes de la révolution. Veut-on rétablir la souveraineté du peuple? Eh! bien, s'écria-t-il, je me ferai peuple, je veux être où est la souveraineté (1).

Napoléon ne borna point là sa vengeance: les députés, sauf les membres de la commission, s'étant rendus le 1[er] janvier, aux Tuileries, pour lui présenter leur hommage, à l'occasion du renouvellement de l'année, il frémit de colère en les voyant. Les yeux enflammés, la bouche tremblante de fureur, il s'avance vers eux et leur

---

(1) Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814, par F. Koch, chef de bataillon. Tome 1[er], page 24.

adresse par saccades, un discours plein d'amertume, de reproches et de menaces. Tous les spectateurs le retinrent, et il doit être transmis par l'histoire, parce qu'il caractérise la démence d'un chef aux abois, qui ne craignait plus d'afficher aux yeux de l'Europe, son mépris pour la nation qu'il avait réduite à souffrir un pareil langage.

» J'ai défendu l'impression de votre rapport ;
» il était séditieux..... Les onze douzièmes du
» Corps législatif sont composés de bons citoyens;
» je les reconnais et j'aurai des égards pour eux,
» mais l'autre douzième renferme des factieux
» ou de mauvais citoyens, et votre commission
» est de ce nombre. Le nommé Lainé est un
» traître qui correspond avec le Prince régent,
» par l'entremise de Deseze; je le sais, j'en ai la
» preuve. Les quatre autres sont des esprits faux,
» gâtés par une métaphysique obscure.

» Ce douzième est composé de gens qui veulent
» l'anarchie, et qui sont comme les girondins.
» Où une pareille conduite a-t-elle mené Ver-
» gniaud et les autres chefs? A l'échafaud.... Ce
» n'est pas dans le moment où il faut songer à
» chasser l'ennemi de nos frontières, que l'on
» doit exiger de moi un changement dans la con-
» stitution. Il faut suivre l'exemple de l'Alsace,
» de la Franche-Comté et des Vosges. Les habi-
» tans s'adressent à moi pour avoir des armes,
» et pour que je leur donne des chefs; j'ai sa-

» tisfait à leur demande. . . . Vous n'êtes point » les représentans de la nation, mais les dé» putés des départemens. Je vous ai rassemblés » pour avoir des consolations, car le courage » ne me manque pas. J'espérais que le Corps lé» gislatif en aurait aussi : il m'a trompé ; au lieu » du bien que j'en attendais, il a fait du mal, » peu à la vérité, parce qu'il ne pouvait pas en » faire davantage. . . . . Vous cherchez dans votre » rapport, à séparer le Souverain de la nation ; » moi seul je suis Représentant du peuple... Et qui » de vous pourrait se charger d'un pareil far» deau ? Ce trône n'est que du bois recouvert de » velours. . . . . Moi, moi seul, je tiens la place du » Peuple. Si je voulais vous croire, je céderais à » l'ennemi plus qu'il ne demande. Je suis de ces » hommes qu'on tue, mais qu'on ne déshonore » pas. Dans trois mois, ou l'ennemi sera chassé » du territoire, ou vous aurez la paix, ou je se» rai mort. C'est à présent qu'il faut montrer de » l'énergie; j'irai chercher les ennemis, et nous les » repousserons.

» Ce n'est pas dans le moment où Huningue » est bombardé, et Béfort attaqué, qu'il faut se » plaindre de la constitution de l'Etat et de l'a» bus du pouvoir.... Le Corps législatif ne peut pas » entrer en comparaison avec le Sénat ni même » avec le Conseil d'état. Je ne suis à la tête de » la nation que parce que sa constitution me

» convient. Si les Français en voulaient une autre » qui ne me convînt pas, je leur dirais de chercher un autre Souverain.

» C'est contre moi que les ennemis s'acharnent » plus encore que contre la France; pour cela, » m'est-il permis de démembrer l'Empire? Ne » fais-je pas le sacrifice de mon amour-propre » et du sentiment de ma supériorité, pour ob» tenir la paix? Oui, je suis fier, parce que j'ai » fait de grandes choses. Le rapport était indigne » de moi et du Corps législatif; un jour je le » ferai imprimer, et ce sera pour faire honte à » ce corps.

« Retournez dans vos foyers...... En supposant » que j'eusse des torts, vous ne deviez pas me faire » des reproches publics. Quand on a du linge » sale, il ne faut pas le laver devant tout le » monde. Sachez que la France a plus besoin de » moi que je n'ai besoin de la France. Au reste, » dit-il, en finissant, je vous permets de défiler » devant moi.

Après un tel scandale, on jugea que l'Empire était perdu, puisque ses destinées reposaient sur une tête en délire. Ni la défaite de Leipsig, ni le commencement d'invasion qui venait de s'effectuer, et dont Paris recevait les premières nouvelles, ne consternèrent autant que le renvoi du Corps législatif. Napoléon, séparé de son peuple, et repoussant ceux mêmes

qu'il aurait dû regarder comme ses plus solides appuis, devint un véritable dictateur. Après avoir flotté entre diverses résolutions fougueuses, il essaya d'appliquer aux maux de la patrie, des remèdes extrêmes. Aussitôt il fit partir, pour les divisions territoriales, des commissaires extraordinaires, pris parmi les Sénateurs et les Conseillers d'état. Des pouvoirs illimités leur furent donnés pour presser les levées en masse, et accélérer toutes les mesures de défense. Ils étaient autorisés à faire arrêter ceux qui leur paraîtraient suspects de favoriser l'ennemi, et à les livrer à des commissions militaires. En un mot, ils avaient droit de vie et de mort, comme les anciens Représentans du peuple qui, dans leurs sanglans proconsulats, désolèrent nos provinces pendant la tempête révolutionnaire.

Dès-lors on s'attendit aux coups d'autorité les plus cruels et les plus tyranniques. On se rappela avec effroi, les arrestations secrètes d'une foule de particuliers, l'enlèvement des Séminaristes de Gand dont on fit des canonniers, et surtout le Sénatus-Consulte, et l'arrêt du Conseil d'état, rendus pour annuller le jugement par jury, dans l'affaire de l'octroi d'Anvers, où l'Archichancelier, au grand scandale de la justice dont il était le premier ministre, se rendit à la fois accusateur et juge de la conscience d'un tribunal tout entier.

Ces actes de violence pronostiquaient un bouleversement social, et le trône, qui se livrait à de pareils excès, attestait à l'Europe attentive, son entière dégradation.

Heureusement, la plupart des agens et fonctionnaires de l'Empire, quoique dévoués à Napoléon, ne consentirent point à seconder ses fureurs. Ceux mêmes qui auraient voulu le faire craignirent de le tenter. La liberté ne pouvait plus, comme autrefois, servir de prétexte à la tyrannie; on n'osait pas, de sang-froid, se montrer sanguinaire. L'arme de la terreur, si puissante sous l'anarchie, était émoussée dans les mains débiles de ces courtisans flexibles. Accablés sous le poids des richesses, ils n'avaient point d'énergie; la crainte les rendait timides, et leur faisait entrevoir dans le lointain, les dangers d'une effrayante responsabilité.

Environ trois cent mille guerriers franchissaient le Rhin; quatre-vingt mille Anglais, Espagnols et Portugais allaient inonder le Midi; tandis qu'un nombre égal d'Autrichiens s'avançait pour détruire le royaume d'Italie. A cette foule de guerriers qu'exaltaient la soif de la vengeance et l'ivresse de la victoire, Napoléon n'avait à opposer que des troupes épuisées et inférieures en nombre des deux tiers. Les Alliés instruits de notre faiblesse, et surtout après s'être assurés des dispositions des esprits, laissaient derrière eux

nos places fortes, pour s'avancer au centre de la France. Ils exécutaient un plan qui leur eût été fatal, et qu'ils n'auraient point tenté, si la certitude de trouver parmi nous des renseignemens et des secours, ne les eût enhardis, et si les nouvelles provinces, réunies à la France, se replaçant dans leur situation naturelle, n'eussent aussi contribué à renverser l'Empire, dont elles faisaient naguères la force et la prospérité.

L'affaiblissement de nos armées, et le peu d'enthousiasme des citoyens qui, depuis tant d'années, ne combattaient que pour un seul homme, faisaient craindre que chez nous, l'excès du malheur n'amenât l'excès du découragement. On était réduit à une extrémité telle, que la victoire donnait moins d'espérance pour le repos que n'en laissait entrevoir une défaite. Jadis, lorsque les étendards français flottaient avec éclat jusqu'aux extrémités du monde, nos victoires devenaient des sujets de fêtes publiques, et dans l'aveuglement d'une trompeuse prospérité, nous célébrions, par des hymnes joyeux, nos exploits militaires, sans songer aux torrens de sang que coûtaient nos triomphes; nous chantions quand les peuples vaincus portaient le deuil de leurs enfans, et arrosaient de leurs larmes les ruines fumantes de leurs habitations; mais, aussitôt que la fortune nous eut abandonnés, que tous les fléaux de la guerre furent à la veille de peser sur

nos malheureuses contrées, et que le palais du riche et la cabane du pauvre se virent également menacés par d'arrogans étrangers; dans la misère qui nous accablait, oubliant la gloire, maudissant la discorde et les combats, nous invoquions, à grands cris, le retour et les bienfaits de la paix.

LIVRE HUITIÈME.

L'INVASION.

La fin de l'an 1813 fut marquée par les événemens les plus sinistres pour Napoléon ; la plupart des places fortes qu'il avait laissées derrière l'ennemi, capitulèrent ; les provinces de l'ancienne France furent envahies, et Lyon menacé. Enfin le Danemarck et Naples, les deux uniques et faibles alliés qui lui restaient au Nord et au Midi, l'abandonnèrent avec sa fortune. Tous ces malheurs survenus à-peu-près à la même époque, eurent une si haute influence sur le sort de l'Empire, qu'il me paraît essentiel d'en raconter les faits principaux, pour faire sentir la décadence rapide, mais graduelle, du gouvernement dont je raconte la catastrophe.

L'armistice a partagé l'histoire du siége de Dantzig en deux époques égales par la durée, mais distinctes par la nature des événemens. La première fut marquée par les ravages d'une horrible épidémie et par les aggressions journalières que se livrèrent tour-à-tour, les assiégeans et les



assiégés. Dans la seconde, il y eut des attaques sanglantes sur terre et sur mer; durant plusieurs mois, les bords de la Baltique et de la Wistule retentirent du bruit d'une artillerie meurtrière. Là, des incendies faillirent tout embraser, ici de grandes inondations menacèrent de tout engloutir. Puis, la famine décima ceux que le fer et la contagion avaient épargnés. Enfin, un terrible bombardement chaque jour faisait un monceau de ruines, des plus beaux quartiers de la ville. Sur ces débris teints de sang et témoins de tant de morts honorables, on voyait nos braves demeurer immobiles; sans faiblesse, sans peur, ils excitaient l'admiration de leurs ennemis et de ceux mêmes dont ils causaient tous les maux.

Les Russes ne pouvant les vaincre, cherchèrent à les séduire, en leur promettant toutes sortes de bons traitemens. Ils répandaient aux avant-postes, des bulletins et des manifestes, pour annoncer la chute du royaume de Westphalie, la défection de la Bavière et du Wurtemberg; enfin, ils publiaient que la France était sur le point d'être envahie. Mais, on doit avouer à l'honneur des étrangers qui concouraient à la défense de Dantzig, qu'à l'exception d'un très-petit nombre, tous donnèrent jusqu'à la fin du siége, des preuves de bravoure et de loyauté.

Cependant la famine exténuait la garnison et les citoyens. La plus vile, la plus dégoûtante nourriture était payée au poids de l'or, et dé-

vorée avec avidité. Ces infortunés, mourant de faim, se répandaient sur les décombres fumans des édifices publics, pour en exhumer des restes de comestibles à moitié consumés par les flammes; ces faibles ressources n'alimentant qu'un petit nombre, une infinité de malheureux succombaient d'inanition. Ici ma plume se refuse à tracer le hideux tableau du désespoir causé par le besoin; je dirai seulement qu'après un combat, on se hâtait d'ensevelir les cadavres, dans la crainte qu'ils ne devinssent la pâture de la voracité des assiégés (1).

Il ne restait plus dans la ville, une seule maison qui n'eût été ravagée par l'incendie, les bombes et les boulets, lorsque les sénateurs de Dantzig, voulant sauver du moins les habitans réduits au désespoir, supplièrent le comte Rapp de prendre en pitié le sort d'une ville menacée d'une destruction totale, si sa résistance était prolongée plus long-temps. Quoique le gouverneur, pour justifier sa ténacité, n'eût aucun des motifs qui, dans l'origine, avaient engagé à soutenir le siége, il refusa d'abord de se rendre. Mais, quelques jours après, voyant que la résistance devenait blâmable, non-seulement aux yeux de l'humanité, mais encore d'après les principes rigoureux de la guerre, il comprit enfin qu'ayant assez fait

(1) Siége de Dantzig en 1813, par M. de M..., pag. 86.

pour l'honneur, il ne devait plus s'occuper que de conserver à la patrie, les braves dont elle chérissait l'existence.

La convention conclue (27 novembre), entre le prince de Wurtemberg et le gouverneur, portait en substance que la place serait rendue le 1er janvier, si, avant cette époque, elle n'était pas secourue; que la garnison conserverait son artillerie, ses bagages, et qu'elle rentrerait en France, avec la promesse de ne point servir contre les Alliés, avant un an et un jour. Dès la signature de cette convention, les Bavarois et les autres étrangers dont les Souverains s'étaient détachés de la France, se séparèrent de nos soldats. En se quittant, ces braves se jurèrent une estime à l'abri des changemens et des dissensions politiques. Tous s'embrassèrent, plusieurs même échangèrent leurs épées; et cependant fidèles aux volontés de leurs Souverains, ils allaient avec soumission combattre ceux dont ils étaient naguères les amis.

Les glorieux défenseurs de Dantzig se flattaient de revoir bientôt leur patrie et d'oublier dans son sein, leurs longues infortunes. Encore quelques jours, et ils allaient se mettre en marche, quand on signifia au général Rapp, que l'empereur de Russie exigeait que la garnison fût prisonnière. A cette nouvelle, les Français qui s'étaient livrés aux plus douces espérances, furent plongés dans un sombre désespoir. Au lieu d'aller goûter

le repos au sein de leurs foyers, et de jouir des honneurs d'une capitulation si noblement achetée, il leur fallait aller subir une dure captivité, dans des climats glacés dont ils n'étaient revenus que par miracle, et où, presque tous leurs camarades avaient péri de froid et de misère. Accablés par cette affreuse pensée, ils résolurent de sortir les armes à la main, et d'aller mourir sur les cadavres de leurs ennemis.

Le général Rapp s'efforçait de prévenir les effets de l'irritation et du désespoir où pouvaient se porter ses soldats, lorsqu'on lui proposa, comme on l'avait fait au maréchal Gouvion St.-Cyr, de le replacer dans la même position où il était avant la capitulation. Cette offre dérisoire fut rejetée. Sur son refus, on décida qu'il serait conduit en Russie, avec les neuf mille hommes de la garnison. Ces guerriers sortirent enfin de cette ville qui s'était écroulée autour d'eux : en la quittant, ils passèrent sur des ruines où plus de quarante mille cadavres avaient été ensevelis, et où reposaient pour toujours, leurs frères dont les souffrances étaient finies, tandis qu'ils allaient subir un esclavage rigoureux sur les bords du Dniéper ou du Volga. Mais, les habitans de ces contrées, quoique affligés par les ravages de nos armes, les accueillirent avec intérêt. Déjà l'on connaissait dans ces climats lointains, le courage des défenseurs de Dantzig. La renommée qui les précédait, inspirait en leur

faveur, une sorte de vénération; chacun se disputait l'honneur de leur donner asile, et de prodiguer à ces héros malheureux, les douces consolations de l'espérance.

Quant aux autres forteresses que les Alliés avaient laissées derrière eux, les troupes chargées de les défendre furent découragées, en apprenant que la retraite de l'armée française, derrière le Rhin, leur enlevait à jamais l'espoir d'être secourues. La place de Stettin, après un blocus de huit mois se rendit (21 novembre), la garnison qu'on portait à plus de six mille hommes fut emmenée prisonnière. La brigade prussienne employée à ce siége, alla rejoindre le corps de Tauenzien qui, des environs de Berlin, s'était porté sur l'Elbe, pour bloquer Wittenberg et assiéger Torgau. Le général Narbonne, dans l'origine, commandait cette dernière place; victime du fléau de l'épidémie, il fut remplacé par le général Dutaillis. La contagion exerçait de si grands ravages, que la garnison forte de vingt-six mille hommes, sur la fin du siége, était réduite à cinq mille, quoiqu'elle n'eût encore soutenu que de légers combats.

On ne saurait se faire une idée du spectacle horrible que présentait l'intérieur de Torgau: les nombreux cadavres qu'on jetait chaque jour à la rivière, portaient à l'ennemi, la preuve irrévocable des calamités dont la ville était frappée. Les hôpitaux ressemblaient à de vastes sépulcres

où les vivans se trouvaient confondus avec les morts. Ces spectres ambulans, suffoqués dans ces demeures infectes, abandonnaient la litière sur laquelle ils étaient couchés, pour aller respirer un air moins méphytique. La plupart expiraient dans les rues, sur les places publiques. D'autres, brûlant de combattre, se traînaient avec peine sur les remparts; mais, dévorés par la peste, ils expiraient avec le regret de ne pouvoir mourir les armes à la main.

Durant ce siége, les généraux Durieux et Brun-Villeret se distinguèrent par une fermeté inébranlable, même dans les circonstances les plus décourageantes. Le premier défendit le fort Zinna situé en avant de la place, en fit sauter les fortifications, quoique le général Tauenzien eût signifié qu'il ne ferait point de quartier à la garnison, si elle détériorait les ouvrages de la place. Cette circonstance, jointe à la fausse persuasion où étaient les Prussiens que tous les trésors de l'armée se trouvaient renfermés dans Torgau, les rendit très-sévères lors de la capitulation. Enfin, la place ouvrit ses portes, le 26 décembre. Tous ceux qui s'y trouvaient renfermés, même les malades, furent déclarés prisonniers de guerre. La contagion parut si redoutable aux Prussiens qu'ils n'osèrent entrer dans la ville, que quinze jours après qu'elle eût été évacuée.

Le surlendemain de la reddition de Torgau, Tauenzien fit ouvrir la tranchée devant Witten-

berg. Pour épargner les horreurs d'un siége à cette ville, chère à toute l'Allemagne (1), on somma le général Lapoype de se rendre. Ce digne militaire, dont l'héroïque bravoure fit d'une ville ouverte, une véritable place de guerre, refusa d'écouter les propositions les plus avantageuses. L'attaque ayant commencé, nos troupes résistèrent avec vaillance; accablées par le grand nombre de leurs adversaires, elles furent contraintes de se retirer dans le château. Après un assaut meurtrier, le gouverneur capitula. Mais, une résistance de dix mois rendit ce siége mémorable, et classa le général Lapoype parmi nos plus intrépides généraux. Tel fut le sort des principales places assiégées que Napoléon avait laissées en Prusse et en Saxe. Quant à celles du duché de Varsovie, Modlin et Zamosc capitulèrent peu après la reddition de Dantzig; les citadelles d'Erfurt et de Wurtzburg, faute de vivres, se rendirent aussi. Il ne restait donc plus, de toutes les forteresses que nous avions occupées, que Hamburg, Magdeburg, Custrin et Glogau.

Au midi de la France, les événemens se déclaraient aussi contre nous : le duc de Dalmatie n'ayant pu se maintenir derrière la Nivelle, oc-

(1) C'est principalement du sein de cette ville que Luther propagea sa doctrine. Dans l'église des réformés, on voit le tombeau de ce célèbre sectaire, et celui de Mélanchton, le plus renommé de tous ses disciples.

cupa en avant de Bayonne, entre le confluent de la Nive et de l'Adour, une position qui, depuis la défaite de Vittoria, avait été retranchée avec beaucoup de soins. Elle était protégée par le feu de la place et couverte par un marais. Les troupes placées à l'aile gauche, s'appuyaient à Villefranque, et communiquaient avec la division du général Paris, que Clauzel avait laissée à Jaca, et qui, de cette ville, s'était rendue à St.-Jean-Pied-de-Port. Wellington avait d'abord résolu de forcer la Nive, aussitôt après le passage de la Nivelle. Mais, la crue des torrens et le mauvais état des chemins ne lui permirent pas d'exécuter ce projet. En attendant, il fit les préparatifs nécessaires pour la construction des ponts. Les chemins étant devenus praticables, le 8 décembre, il fit sortir ses troupes de leurs cantonnemens.

Décidé à forcer la position que le duc de Dalmatie avait choisie, Wellington ordonna aux généraux Hill et Clinton, de passer la Nive, l'un à Canbo, l'autre à Ustaritz. Trente mille Anglo-Portugais, ayant franchi cette rivière, s'établirent sur les plateaux de Bassussary et d'Arrangues. En même temps, le général Hope s'approcha si près de Bayonne que, des remparts de cette ville, on fit feu sur ses troupes. Ces différentes actions n'eurent rien de décisif, et pourtant, plus de mille hommes furent tués de part et d'autre.

Dans la crainte d'être coupé sur la Basse-Nive,

le duc de Dalmatie fit rentrer dans son camp retranché, toutes ses divisions. Quoiqu'il n'eût qu'une armée découragée par ses revers, il voulut profiter de la faute que commettait le général anglais, de placer son armée à cheval sur la Nive, quand nos forces étaient concentrées autour de Bayonne: il ordonna au comte d'Erlon (10 décembre), de passer sur la rive gauche de la rivière, afin d'obliger Wellington à retirer les troupes qu'il avait portées sur la rive opposée. Après plusieurs heures de combat, où plus de trois mille hommes furent tués ou blessés, nos efforts échouèrent auprès du château et de l'église d'Arranguès; le Maréchal, malgré les plus habiles dispositions et la bravoure des troupes du général Clauzel qui s'étaient emparées du plateau de Bassussary, fut forcé de renoncer à son entreprise. Vers la fin de l'action, deux régimens allemands, instruits que leurs Souverains avaient renoncé à notre alliance, quittèrent nos rangs et passèrent chez les Anglais qui les firent embarquer pour aller rejoindre leurs compatriotes.

Le 12 décembre, les deux armées s'observèrent; le jour suivant, nous attaquâmes le général Hill sur les hauteurs de Villefranque, où l'ennemi appuyait sa droite. Sur les autres points, les Anglais tinrent ferme; ils reprirent même le plateau de Bassussary et s'y maintinrent; le duc de Dalmatie, pour arrêter les progrès du général Hill, fit avancer des troupes, mais, la 3e division

ayant été mal engagée, fit volte-face et entraîna la 6e dans son mouvement rétrograde. Le combat dura jusqu'à la nuit, sur la route de St.-Jean-Pied-de-Port à Bayonne.

Dans les deux batailles livrées sur la Nive, près de six mille Français furent mis hors de combat. Les Anglais assurèrent n'avoir perdu que la moitié de ce nombre. Cette différence provint de l'ardeur que nous mîmes à vouloir reprendre l'offensive, en cherchant à enlever les postes que les Anglais fortifièrent après s'en être emparés. Cependant, Wellington jugea que l'armée française, quoique affaiblie par de sanglans combats, mais soutenue par la valeur opiniâtre de son chef, serait inexpugnable dans sa position, et qu'il lui convenait de prendre d'autres mesures, avant de hasarder une attaque pour laquelle il fallait déployer de prodigieux efforts et se résigner à d'énormes sacrifices. Pénétré de cette idée, il ordonna l'investissement de Bayonne, et fit avancer sa cavalerie et ses réserves d'infanterie, pour occuper tout le pays compris entre la Nive et l'Adour.

A la nouvelle des progrès de Wellington, Napoléon frémit de colère, et pour la première fois, son orgueil se soumit à la nécessité de lâcher une proie qu'il ne pouvait plus conserver. Pour s'affranchir du péril qui le menaçait, et séparer la cause de l'Espagne de celle de l'Angleterre, il voulut par le retour du Roi, exciter la dissension et se mettre à l'abri du ressentiment des

Espagnols. Dans sa politique peu réfléchie, il conçut l'espérance de séduire par cette manœuvre insidieuse, la nation magnanime qu'il avait indignement trompée : comme si un grand peuple abjurant les sentimens d'une haine légitime, devait être touché d'un acte de justice que commandait la force des circonstances!

Ce projet allait dévoiler la détresse de Napoléon; aussi fallait-il une haute sagacité pour déguiser tout ce que cette démarche devait avoir pour lui, de délicat et d'humiliant. Persuadé que Ferdinand VII, après six ans de captivité, souscrirait à tout ce qui pourrait briser ses fers, il fit appeler le duc de San Carlos, ancien ministre du jeune Roi, pour lui annoncer qu'il était disposé à rendre à son maître, la liberté avec le trône. A la suite de cette ouverture, le duc partit pour Valencey, accompagné du comte Laforêt. Ce dernier, en qualité d'envoyé de Napoléon, proposa à Ferdinand une paix qui, en lui rendant sa couronne, devait être selon lui, favorable à l'honneur et aux intérêts de la nation espagnole. L'infortuné Prince, ayant réfléchi que même après une longue suite de victoires, il n'obtiendrait pas de conditions plus avantageuses, autorisa le duc de San Carlos à conclure en son nom, avec M. Laforêt, les préliminaires d'un traité par lequel Ferdinand, reconnu roi légitime par Napoléon, s'engageait à faire exécuter toutes les conditions qui lui furent dictées.

Mais, le traité de Valencey était nul sans la sanction des Cortès : Napoléon peu accoutumé à respecter les droits des nations, se méprit au point de croire que l'attachement des Espagnols pour leur Roi, n'était que l'effet d'un ignorant fanatisme; il crut aplanir toutes les difficultés en faisant signer à Ferdinand, des lettres adressées à la régence et aux Cortès, qu'il avait dictées lui-même, et dans lesquelles ce Prince se louait de la noble hospitalité que Napoléon lui avait accordée. Muni de ces lettres où la ratification du traité était fortement recommandée, le duc de San Carlos partit avec l'autorisation de son Souverain, ct arriva à Madrid, le 6 janvier.

Les Cortès, prévenues du motif de cette mission, jugèrent que le moment était arrivé de déployer l'énergie et la fermeté convenables aux représentans d'une grande nation, pour déjouer les projets d'un oppresseur qui mettait tant de précipitation dans ses mesures, déguisait si mal ses intentions perverses, et qui, dans son traité de paix, venait encore de commettre l'énorme faute de ne pas faire mention de la constitution jurée par la nation et reconnue par les plus puissans potentats de l'Europe. C'était cependant l'unique moyen d'opérer sa réconciliation avec les Espagnols qu'il avait tant outragés. Les Cortès, ayant pénétré son astucieux dessein, lui prouvèrent qu'elles savaient concilier leur soumission au Roi avec la liberté et la gloire de leur

patrie. Elles décidèrent, cinq jours avant l'arrivée du duc de San Carlos, que tout acte émané de Ferdinand VII durant sa captivité, seroit déclaré nul, attendu que la nation ne le considèrerait comme libre, et ne lui prêterait serment d'obéissance, que lorsqu'elle le verrait siéger parmi ses fidèles sujets, au sein du congrès national et du gouvernement fondé par les Cortès (1).

Cette importante décision, digne d'un grand peuple, instruit à l'école du malheur, et qui conservait, dans son gouvernement constitutionnel, un préservatif assuré contre l'ambition de son plus dangereux ennemi, fit échouer tout ce que la politique de Napoléon lui avait suggéré de perfide. Le traité de Valencey ne parut qu'un pacte entre la victime et son bourreau; en replaçant Ferdinand sur le trône, on le jetait sur la péninsule comme une pomme de discorde, sous la condition expresse qu'il congédierait les Anglais de son royaume, et qu'il renverrait nos soldats prisonniers. Par ce moyen, les armées des ducs de Dalmatie et d'Albufera auraient été disponibles contre les ennemis qui opéraient le passage du Rhin vers le Nord, tandis que Schwarzenberg envahissait la France, par la Suisse.

A mesure que ce généralissime, à la tête de la grande armée combinée, s'avançait vers les Vos-

(1) Recueil des pièces qui ont précédé, ou qui ont été provoquées par le traité de Valencey. Trad. de l'Espagnol.

ges et la Franche-Comté, le comte Bubna, qui avait été détaché sur l'extrême gauche, avec une forte colonne de troupes légères, se présenta devant Genève (30 décembre), qu'il menaça de prendre par escalade. Les habitans, pour prévenir un assaut, crient que la résistance est inutile, et qu'il faut se rendre. Depuis long-temps le général Jordy, vieillard valétudinaire, gardait cette place avec une très-faible garnison. Sa sécurité était si grande, qu'il perdit connaissance à l'approche du danger. L'officier qui lui succéda, n'ayant aucune force à opposer, évacua la ville. Les vieilles idées ne tardèrent pas à se réveiller, et dans l'espoir de recouvrer l'ancienne forme de gouvernement, les syndics et les membres de la société économique (1) envoyèrent des députés au général autrichien, pour le prier de recevoir la place à composition. Cette offre fut acceptée; aussitôt, ces nouveaux magistrats s'installent d'eux-mêmes, ils font ouvrir les portes de la ville, et reçoivent les Autrichiens avec transport. Le Préfet qui s'était retiré, pour ne pas compromettre son autorité, fut traduit devant une commission d'enquête, comme si les fonctionnaires civils devaient être responsables des mouvemens

(1) Cette société était composée d'anciens membres du gouvernement de Genève; elle avait éte instituée pour gérer les biens et liquider les dettes de la ville.

du peuple secondés par la force des événemens militaires.

Pendant que l'ennemi s'emparait de Genève, le général Simbschen, à la tête des paysans insurgés du Valais, parcourut le mont Saint-Bernard et le Simplon. Ne trouvant d'opposition que celle des douaniers, il pénétra dans la vallée d'Aoste et dans celle de Domo d'Ossola; tandis que le comte de Sonnaz, ayant avec lui d'anciens officiers Piémontais émigrés, fit un appel aux Savoyards, au nom de Victor Emmanuel. Toutes ces incursions séparèrent momentanément l'Italie de la France. Mais, les mesures de défense, adoptées sur ce point, par les généraux Dessaix et Marchand, mirent les départemens du Mont-Blanc et de l'Isère, à l'abri des tentatives de l'ennemi, et firent avorter son plan d'insurrection.

De plus importantes opérations s'effectuaient vers le Rhin, et se rattachaient à celles que dirigeait le prince Schwarzenberg. Pour exécuter le plan qui avait été arrêté, le maréchal Blucher ordonna au général Sacken, commandant la gauche de son armée, d'effectuer le passage de ce fleuve vis-à-vis Manheim. En touchant le territoire Français, il publia une adresse aux habitans de ces contrées, pour leur annoncer que l'obstination de Napoléon obligeait à continuer la guerre, mais que s'ils voulaient abandonner une

cause opposée à celle de la juste providence, il leur offrait paix et protection. Yorck, formant la droite de l'armée de Silésie, jeta un pont à Neuwied, et s'empara de Coblentz. Le corps de Langeron, placé au centre, chassa, de Binghen, une brigade de gardes d'honneur, et se dirigea sur Mayence dont il fut chargé de faire le blocus. La garnison de cette ville, commandée par le général Morand, affaiblie par les ravages de l'épidémie, rentra dans ses retranchemens.

Les troupes dispersées sur la rive gauche du Rhin, chargées de la garder depuis Coblentz jusqu'à Landau, formaient un faible corps, placé sous les ordres du duc de Raguse, dont la totalité ne s'élevait pas à plus de dix mille combattans. La division Ricard s'étant ralliée à Simmern, voulut conserver sa position; accablée par les forces ennemies, elle fut forcée d'y renoncer. Le Maréchal était encore dans ses cantonnemens, lorsqu'il apprit le passage des Alliés: aussitôt, il marche vers la colonne qui débouchait par Manheim; son infériorité numérique l'empêchait d'opposer de la résistance, il réunit ses troupes, et prend position derrière la Sarre, après avoir perdu des canons, des prisonniers, et plus de mille malades laissés dans les hôpitaux.

Outre l'armée de Silésie, le corps de Wittgenstein effectua, avec succès, son passage auprès du Fort Louis; la garnison de cette place, trahie par

des soldats Hollandais, fut contrainte d'abandonner l'île où ce fort est construit, pour se replier sur la rive gauche. Mais Wittgenstein, ayant jeté sur cette rive, deux régimens de kosaques, ordonna la construction d'un pont sur lequel passèrent vingt mille hommes. Le comte Pahlen, formant l'avant-garde, se porta sur Haguenau et couvrit l'Alsace de sa nombreuse cavalerie. Le duc de Bellune, forcé de céder à des forces si considérables, se replia, en se bornant à occuper les débouchés des Vosges. Quinze mille conscrits se joignirent à lui, mais les garnisons de l'Alsace réduisirent son corps d'armée à ce qu'il était auparavant, c'est-à-dire, à neuf mille fantassins et trois mille chevaux.

Ainsi, les ducs de Raguse et de Bellune, à qui l'on avait confié la défense de la ligne du Rhin, effectuèrent leur retraite, pour se rallier au gros de l'armée qu'organisait Napoléon. Les masses ennemies, n'ayant devant elles que quelques corps de partisans, se portèrent, sans obstacle, sur la Moselle, tandis que plusieurs de leurs colonnes se dispersèrent dans tous les sens, afin de lier leurs opérations avec l'armée du Nord, et avec celle des Autrichiens et des Russes qui venait de déboucher par Bâle.

Le passage du Rhin par les Coalisés, fut si brusque et si inattendu, que l'activité ordinaire de Napoléon se trouva en défaut dans cette circonstance. Quoique ses forces fussent considérable-

ment affaiblies, les ressources de la France pouvaient le mettre à même de tirer un meilleur parti d'une barrière telle que ce fleuve ; mais, soit qu'il fût abusé par l'espoir de la paix, soit qu'il se reposât sur la lenteur des Alliés, il n'avait envoyé sur la ligne du Rhin que très-peu de renfort, depuis les deux mois qu'il était à Paris. Les mesures prescrites pour la levée des conscrits et pour organiser des corps de partisans, furent mises à exécution dans un moment si critique, qu'elles ne produisirent que de faibles résultats. Napoléon et ses Ministres cherchaient à rejeter sur les cabinets étrangers, l'odieux d'une guerre que lui-même avait provoquée, et qu'il ne pouvait arrêter, qu'en faisant des sacrifices incompatibles avec son caractère. A la vérité, il avait promis d'accepter les bases du traité de paix qui lui fut proposé à Francfort, mais il ne s'était pas expliqué sur la nature de ces bases, d'une manière assez franche, assez précise, pour ôter aux Ministres étrangers, la faculté de retirer la proposition qu'ils avaient émise. Tout porte à croire qu'ils considérèrent son adhésion comme une feinte imaginée dans l'espoir d'éluder, par des manœuvres secrètes, tout ce qui en assurerait l'accomplissement ; ce soupçon venait d'être confirmé par le blâme qu'encoururent les députés, pour avoir été d'avis qu'il fallait souscrire de bonne foi, au traité de paix que proposaient les Alliés.

Chaque jour, des départemens entiers étaient

arrachés à la domination de Napoléon; voyant diminuer ses ressources, il trembla pour son trône : dans son effroi, il envoya sur-le-champ, le duc de Vicence auprès des Souverains alliés. Ce Ministre, arrivé à Lunéville, le 6 janvier, écrivit au prince Metternich, pour lui annoncer que l'empereur des Français, après avoir donné une adhésion pleine et entière aux bases arrêtées d'un commun accord, par de puissans Monarques, ne leur faisait pas l'injure de croire qu'ils délibérassent encore, et qu'une offre conditionnelle devenait un engagement, dès que la condition émise avait été acceptée; qu'étonné de ce retard, Napoléon croyait ne pouvoir mieux manifester son amour pour la paix, qu'en envoyant son Ministre, pour la traiter, près de ceux qui la lui avaient proposée; qu'ainsi, il attendait aux avant-postes, les passe-ports nécessaires pour traverser les armées étrangères, et de là se rendre à leur quartier-général.

L'invasion par la Suisse et le passage du Rhin, éprouvèrent si peu de difficultés, que les armées étrangères, dans l'espace de six jours, envahirent le quart de l'Empire. Cette circonstance fit croire que la conquête en serait aisée, puisqu'en sondant les dispositions des habitans, tout donnait à comprendre que les Français demeureraient spectateurs passifs d'une lutte dans laquelle la victoire n'aurait fait que cimenter leur esclavage; et comme la politique suit toutes les

variations de la fortune, M. de Metternich, pour se dispenser d'envoyer les passe-ports demandés, prétexta l'éloignement de l'empereur Alexandre et la prochaine arrivée de lord Castelreagh. Le duc de Vicence entrevit alors la cause de cette excuse artificieuse, et se hâta d'annoncer à son maître, que la marche rapide de l'ennemi allait accroître ses prétentions, et causer un découragement universel; qu'il fallait surtout se résoudre à faire des sacrifices, pour négocier la paix avant que l'Angleterre exerçât son influence dans le futur congrès, puisqu'il était certain qu'elle cherchait à renverser le gouvernement établi. A cette communication importante, Napoléon répondit à son ministre, le 19 janvier, que ramener la France à son ancien état, c'était la faire décheoir et l'avilir; qu'elle n'était rien sans Ostende, Anvers, la Belgique et les départemens du Rhin. Il soutint que le système de ramener la France à ses anciennes limites, ne pouvait convenir qu'aux Bourbons; et qu'avec tout autre gouvernement, une semblable paix n'aurait point de durée. « Ni » l'Empereur, ni la république, si les bouleverse- » mens la faisaient renaître, ajouta-t-il, ne sous- » criraient jamais à de pareilles conditions. » Il protesta qu'il ne laisserait pas la France moins grande qu'il ne l'avait reçue; et que, si les Alliés ne changeaient ces bases, il était déterminé à vaincre ou mourir, ou abdiquer, si la nation ne le secondait pas.

Depuis la croisade formée contre lui, toutes ses intrigues n'avaient pour but que de détacher l'Autriche de la coalition. Quoique François II eût repoussé les propositions qu'il lui fit faire pendant la bataille de Leipsig, il renouvela souvent de pareilles tentatives, mais avec si peu de succès, qu'il fut réduit à n'avoir que les gazettes pour intermédiaire. Dans ces feuilles publiques, il montrait combien il était honteux pour la cour de Vienne, d'être subordonnée à celle de Pétersbourg; qu'il était temps qu'elle sortît d'une position si peu digne de sa puissance et de son ancien lustre. Plus d'une fois, il rappela qu'il avait été généreux envers elle, après l'avoir souvent vaincue, tandis que les Russes la sacrifièrent toujours à leurs intérêts, et que même en 1809, après lui avoir promis des secours, ils acceptèrent une portion de ses dépouilles.

Napoléon, voyant qu'il n'obtenait rien par les intrigues diplomatiques, crut effrayer l'ennemi par ses préparatifs de défense. Il fit annoncer que des armées de réserve se rassemblaient à Soissons, à Meaux, à Nogent, à Troyes et à Lyon; et que les départemens du Midi formeraient, pour Toulouse et Bordeaux, de nouvelles armées. La garde nationale de Paris fut organisée et divisée en douze légions; l'Empereur s'en déclara le chef. Le duc de Conegliano devait la commander. Parmi les colonels de légions se trouvaient des ministres, des conseillers d'état, et les

noms des premières maisons de la vieille France. Le principal appui de Napoléon, reposant sur les troupes de ligne, il passait fréquemment en revue celles qu'on organisait chaque jour. Douze régimens de jeune garde avaient été créés dans l'espoir que l'honneur et les avantages attachés à ce corps, exciteraient les citoyens à s'y enrôler. La garde présentait les cadres d'une armée immense. Pour donner le change à l'ennemi, on y introduisait des conscrits qu'on allait lui présenter sous l'armure de soldats dont la renommée avait exalté la vaillance. En même temps, l'Empereur fit un appel aux vieux militaires sortis de ce corps d'élite. Ces vétérans, accoutumés à la victoire, furent indignés des faciles lauriers que cueillaient ceux qu'ils avaient si souvent vaincus. Tous répondirent à cet appel, et pour voler aux combats abandonnèrent leurs travaux, leurs femmes et leurs enfans. Il y eut aussi de vénérables invalides, infirmes ou mutilés, qui firent offrande à la patrie du reste de leur sang.

Tous ces moyens auxquels on recourut trop tard pour être exécutés, ne répondirent point à la grandeur du péril; car, si la volonté de tous est puissante, l'autorité d'un seul est faible, lorsque celui qui gouverne ne sait pas se concilier l'amour de la nation dont il implore le secours. Napoléon, trompé par les protestations pacifiques des étrangers, crut n'avoir pas besoin de faire un appel au peuple; il craignait que

trop d'énergie ne lui fit recouvrer la liberté qu'il lui avait ravie. Si on réfléchit au discours violent qu'il adressa aux députés, en les congédiant, on se convaincra que sa colère fut plutôt excitée par la demande de rendre à la nation le libre exercice de ses droits politiques, que par la proposition d'accepter les offres de l'ennemi. Confiant sur les promesses étrangères, et redoutant le secours des Français, il se flattait qu'en faisant quelques sacrifices momentanés, il apaiserait les Allemands, et pourrait conclure avec eux, une paix dont il profiterait pour réorganiser ses forces, et reprendre l'ascendant sans lequel le trône de France n'avait pour lui, plus de charmes.

Par vanité et par excès d'amour-propre, il voulut que les idées monarchiques prévalussent sur celles de la liberté; et, quoique parvenu à la faveur de ces brillantes illusions, il les écarta pour reproduire celles que, peu de temps auparavant, lui et les siens avaient taxées de préjugés. Il évoquait les mânes de Clovis et de Charles Martel ; et, quoique Roi nouveau, il voulut nous exciter par le seul prestige de l'ancienneté; mais si, au lieu d'exhumer l'oriflamme, il eût fait revivre ces chants harmonieux qui, peu d'années auparavant, avaient délivré la France, en la couvrant de soldats, il n'y a pas de doute que ces hymnes sublimes, dont nos oreilles avaient été si long-temps flattées,

auraient encore excité les mêmes prodiges. On pouvait sans danger réveiller cet enthousiasme; l'organisation de l'Empire eût sagement dirigé l'effervescence publique; on l'eût maitrisée après l'avoir utilisée, et la terreur n'aurait été à l'ordre du jour, que pour les ennemis de la France.

Lorsque le chef de l'Empire vit que la nation était sourde à ses froides exhortations, il voulut organiser un système d'irritation contre les étrangers, et prescrivit à tous les préfets et chefs d'administration, d'abandonner leur poste aussitôt que l'ennemi se serait emparé de leur ville. Il espérait que cette désorganisation engendrerait des violences qui, en causant le désespoir des habitans, les exciteraient à se soulever. Une guerre nationale eût évidemment renversé les projets des Alliés; mais, les Français pouvaient-ils s'armer contre eux, lorsque les traitemens qu'ils en éprouvaient étaient souvent moins cruels, moins inhumains que ceux qu'ils avaient essuyés de celui qui, étant l'auteur de leurs maux, osait encore se dire leur libérateur.

Malgré le succès rapide des armées alliées, elles étaient moins redoutables pour Napoléon, que l'extrême sagacité de leurs ministres dont la politique parvint à lui arracher les deux uniques alliés qui lui restaient, et qui, par leur position topographique, pouvaient contrarier les vues de la coalition. L'armistice conclu entre le Prince

royal de Suède et le Danemarck, étant expiré le 20 décembre, les Danois demandèrent une prolongation jusqu'au 6 janvier; elle leur fut accordée; ce terme expiré, la réponse qu'on attendait du cabinet de Copenhague n'arrivant pas, le Prince royal fit bloquer les principales places du Holstein, et s'empara de Gluckstadt. Huit jours après, le Danemarck par le traité de Kiel, adhéra à la coalition contre Napoléon, et conclut la paix avec l'Angleterre et la Suède, en abandonnant la Norwège à cette dernière puissance. Le prince Charles-Jean, jaloux d'acquérir de nouveaux titres à l'attachement des Suédois en faisant l'acquisition d'un royaume qu'ils convoitaient depuis long-temps, fit chanter un *Te Deum* en action de grâces, sans réfléchir que cette acquisition violait ouvertement le droit des nations, et qu'il était injuste et même inconséquent de dépouiller un Souverain, lorsqu'on faisait une croisade contre les principes subversifs qui avaient ébranlé tous les trônes.

Par l'adhésion du Danemarck à la coalition, le prince d'Eckmühl se trouvait livré à ses propres forces, au milieu d'une immense population irritée par ses malheurs, et qui s'enorgueillisait d'avoir été la première à donner à l'Allemagne, le signal de son indépendance. Dans cette position pénible, le Maréchal tâcha de gagner du temps, d'en imposer à l'ennemi et de l'obliger à réunir beaucoup de monde pour entreprendre

le siége de Hamburg. Par une mesure sévère, mais autorisée par les lois de la guerre, il fit abattre les maisons dont il avait jusqu'alors différé la démolition, et qui nuisaient à son système de défense. Il contraignit aussi à sortir de la ville, tous ceux qui n'étaient pas pourvus de vivres, ainsi que les étrangers et les gens sans aveu. Vingt-cinq mille individus furent obligés pendant les rigueurs de l'hiver, d'abandonner leur famille, leur patrie, et d'errer sans asile (1). Sur la contribution de quarante-huit millions, dix seulement avaient été levés et envoyés à Dresde, pour le service de la grande armée. Le 13e corps n'avait donc rien retiré de cette contribution dont le versement devenait impossible, par l'émigration des habitans les plus imposés; le produit des revenus publics étant nul, il fut reconnu que la banque de Hamburg pouvait seule faire cesser la détresse de l'armée. Alors le prince d'Eckmühl, en employant les formes voulues pour une opération si délicate, fit saisir l'argent de la banque en déduction de ce que devait la ville. Plus de treize millions furent trouvés: on en consacra douze à payer l'arriéré, le reste servit à solder la garnison jusqu'à sa rentrée en France.

Napoléon, abandonné par le Danemarck, perdit

---

(1) Mémoire du maréchal Davout au Roi, pag. 22.

tous les avantages qu'il comptait retirer de l'occupation d'Hamburg. Ne pouvant plus de ce point, inquiéter l'armée alliée qui s'avançait par la Hollande, il porta ses vues sur l'Italie où il espérait que le zèle et les talens du prince Eugène trouveraient dans le roi de Naples, un parent, un allié dont rien n'ébranlerait la fidélité, puisque tout lui donnait à comprendre qu'ayant reçu un trône de l'Empereur dont il avait été le premier lieutenant, ce trône devait crouler avec celui de son bienfaiteur. Le Vice-Roi qui, depuis deux mois, arrêtait sur les bords de l'Adige, les efforts de l'armée autrichienne, se flattait que les secours promis par Joachim, lui permettraient de reprendre l'offensive. Cette espérance parut se réaliser, dès que le général Miollis, gouverneur de Rome, eut annoncé le passage des divisions Carascosa, Ambroggio, et de toute la garde napolitaine.

Ces renforts devenaient d'autant plus nécessaires, qu'à cette époque (15 décembre), le comte de Bellegarde fut désigné pour remplacer le général Hiller qui, malgré ses bravades et des attaques réitérées auprès de Caldiero et de la Boara, n'avait pu nous faire abandonner l'Adige. Bellegarde, en arrivant à Vicence, annonça que l'armée autrichienne forcerait bientôt notre ligne. Mais, l'arrivée de vingt mille Napolitains, en augmentant de moitié les forces du Vice-Roi, lui donnait l'espoir d'opérer une diversion capable

de délivrer la France des nombreux ennemis qui se préparaient à l'envahir.

Quoique le roi de Naples, depuis la perte de la bataille de Leipsig, eût quitté l'armée française, sous le prétexte de faire avancer les troupes qu'il tenait en réserve dans l'intérieur de ses états, néanmoins, il est certain que le cabinet autrichien lui avait déjà proposé, en son nom et de la part du gouvernement britannique, de se réunir aux puissances coalisées, pour rétablir la paix générale. D'après cette ouverture, Joachim donna l'ordre à l'ambassadeur qu'il avait à Vienne, d'entrer en relation avec les diplomates étrangers. A peine arrivé dans sa capitale, il prouva son changement de politique, en révoquant les décrets et les tarifs contraires au commerce britannique. Il voulut même envoyer un négociateur à Londres, pour traiter directement avec le ministère anglais.

Le lieutenant-général Neipperg qui, en sa qualité d'ambassadeur autrichien auprès de la cour de Stockholm, avait beaucoup contribué à faire embrasser au Prince royal de Suède, le parti de la coalition, après la campagne de Saxe où il se trouva souvent en face du roi de Naples, fut accrédité auprès de lui, pour donner cours aux négociations que M. de Metternich avait entamées avec tant d'habileté. Malgré ce commencement de défection, Joachim ne cessait de protester qu'il remplirait ses engagemens avec

la France. Mais, si d'un côté, les malheurs de son ancienne patrie, le cri de ses vieux compagnons d'armes et le vœu de ses soldats l'appelaient au secours de Napoléon, de l'autre, son conseil, la noblesse et le peuple ne cessaient de lui représenter les dangers auxquels il s'exposait en joignant ses armes aux nôtres. Flottant entre l'amour de son pays et les sollicitations pressantes de ses ministres, ses actions et ses discours, ses démarches et ses protestations furent dans un contraste perpétuel.

Enfin les ennemis de la France prévalurent, secondés par la reine Caroline qui, en se déclarant contre son frère, étouffa tout sentiment d'affection et de reconnaissance, prouvant ainsi que cette immoralité, qui accompagne l'enivrement du pouvoir, était innée dans sa famille. Dès-lors, Joachim ébranlé par l'objet de sa tendresse, méconnaissant ce qu'il devait à sa sûreté, fut malgré lui entraîné dans l'abîme. Mais, rien de positif ne transpirait encore, au point que Napoléon ignorait la vraie destination de l'armée napolitaine, et, en supposant qu'il ne fût pas certain que son ancien lieutenant voulût concourir à le défendre, du moins ne mettait-il pas au rang des choses possibles qu'il conçût le projet de le trahir. Le gouvernement napolitain s'annonçant toujours comme notre allié, on accorda à ses troupes, des vivres, des munitions et de l'argent.

Ces mêmes troupes ayant été renforcées d'une nouvelle division (Pignatelli-Cerchiara), on célébra le zèle du roi de Naples qui amenait au secours de l'Italie, plus de soldats qu'il n'avait promis. Cependant, leur marche s'opérait avec une lenteur extrême; pour se justifier aux yeux du Vice-Roi, Joachim lui manda qu'il attendait de l'Empereur, la décision qui devait régler à qui le commandement serait dévolu; pour mieux écarter tout soupçon, il proposa à son rival, dans un épanchement peu sincère, de partager les fonctions de général en chef, certain que cette offre était contraire aux instructions transmises par Napoléon. En attendant, il donnait l'ordre secret à ses généraux, de retarder leur mouvement autant qu'ils le pourraient, se réservant d'attendre, pour agir, le résultat de ses négociations avec les Alliés, et l'issue des opérations militaires qu'ils allaient tenter contre la France.

L'Autriche étant sûre des dispositions de Joachim, fit débarquer vers les bouches du Pô, un corps de partisans, commandé par le général Nugent qui, après s'être emparé de Ferrare, marcha sur Ravenne et sur Rimini. Le Vice-Roi, comptant sur le secours des Napolitains dont l'avant-garde devait être à Bologne, donna peu d'attention à cette expédition, persuadé qu'ils la feraient échouer; mais, quelle fut sa surprise, lorsqu'il apprit que Nugent, après avoir pris ou dispersé plusieurs de nos dépôts, s'était emparé de

Forli, au moment où Carascosa se portait sur Imola, et que leurs troupes mêlées et confondues vivaient dans une parfaite intelligence. Cependant, les généraux napolitains protestèrent qu'ils étaient les alliés de la France : mais, lorsque les commandans du royaume d'Italie les eurent pressés de les aider à repousser le général Nugent, ils s'y refusèrent en alléguant qu'ils n'avaient point l'ordre de combattre. Alors, de justes soupçons s'élevèrent contre ces hôtes perfides, et le général Barbou, gouverneur d'Ancône, refusa de les laisser entrer dans la citadelle qu'ils avaient demandé à occuper, sous le prétexte d'y consigner des recrues dont on craignait la désertion.

Les ménagemens qu'exigeait la position critique du Vice-Roi, ne lui permettaient pas de prendre un parti violent. D'après ses relations particulières avec Joachim, il espérait que sa conduite s'expliquerait en notre faveur ; aussi se borna-t-il aux simples mesures que dictait la prudence. Une tête de pont fut construite à Borghoforte, et tous les détachemens isolés, cantonnés à Bologne et dans le Modenais, se replièrent sur Plaisance ou sur Mantoue. En même temps, les Anglais tentèrent, contre Livourne, une attaque infructueuse ; cet accord dans la marche de deux nations, naguères ennemies, prouva que le ressentiment de l'Angleterre contre Joachim, avait cessé, et que les négociations de Neipperg coïncidaient avec celles du lord Ben-

tinck. Toutes ces sourdes menées qui, pendant le mois de décembre, avaient été conduites avec habileté par ces deux généraux diplomates, étaient sur le point d'amener un traité d'alliance entre l'Autriche, l'Angleterre et le roi de Naples.

A cette époque, le général Millet, chef d'état-major de l'armée napolitaine, annonça, dans un ordre du jour, que le roi de Naples avait offert à l'empereur des Français, de lui conserver l'Italie, si on voulait lui en confier la défense, et que l'unique réponse à cette proposition avait été un silence obstiné; que la position critique du Roi ayant été de nouveau mise sous les yeux de Napoléon, sa réponse avait fait penser à Joachim, qu'il serait honteux pour lui, de céder une couronne à laquelle il avait donné tant d'éclat. « De » plus, ajoutait le général Millet, le Roi n'ignore » pas qu'on négocie la paix, et qu'il doit être » sacrifié aux arrangemens de la France, lui qui » a pris tant de part à la gloire de ses armes. » Voyant que d'un côté ses services étaient ou- » bliés, et que de l'autre, les Puissances étran- » gères lui offraient l'indépendance de ses Etats, » la paix de son peuple, le bonheur de sa Maison, » et que, pour prix de tant de biens, elles n'exi- » geaient que son alliance, le Roi s'est vu forcé de » céder à des circonstances impérieuses; mais, si » la conservation de son trône l'oblige à se séparer » de la France, il ne renonce pas à l'espoir de la » servir encore dans des temps plus heureux.» Ce-

pendant, le traité de paix entre la Cour de Vienne et celle de Naples, n'étant pas encore consommé, on jugea cette proclamation prématurée, et le gouvernement napolitain se hâta de la désavouer.

Mais, lorsque le cabinet autrichien eut annoncé que lord Aberdeen, ambassadeur anglais à Vienne, était nanti d'une renonciation formelle du roi Ferdinand de Sicile, à ses prétentions sur le royaume de Naples, Joachim, séduit par cette ruse diplomatique, se hâta de signer (11 janvier) le traité d'alliance provoqué par l'Autriche conjointement avec l'Angleterre. Dans une courte proclamation, il annonça à son peuple et aux grands de la Cour, que de justes motifs l'avaient décidé à rechercher l'alliance des Souverains ligués contre la France; qu'il avait cédé, comme garantie, les trois îles qui ferment le golfe de Naples, avec sa flotte; qu'il obtiendrait en retour, l'occupation de l'Italie méridionale jusque sur la rive droite du Pô. Les troupes napolitaines, qui avaient suspendu leur marche, après cette déclaration, se remirent en mouvement, et des démonstrations hostiles de leur part eurent lieu partout, quoique la guerre n'eût pas été officiellement déclarée.

En cette occasion, le ministère britannique était de si mauvaise foi envers Joachim, que lord Castlereagh, se trouvant au quartier-général des Alliés, écrivit de Bâle à lord Bathurst, onze jours après le traité, que l'empereur d'Autriche avait

conclu, avec *la personne* qui exerçait le gouvernement à Naples, une convention d'après laquelle lord Bentinck suspendrait ses hostilités, et qu'il fallait aussi engager la Cour de Palerme, à dissimuler son ressentiment ; alléguant que c'était nécessité, dans cette grande crise, que de réunir toute espèce de force et de ruse contre l'ennemi commun.

Telle était la situation de l'Italie, lorsque l'auteur de cette histoire fut envoyé à Rome, avec une mission importante dont la révélation est incompatible avec ses devoirs de militaire, mais qui lui donne la faculté d'affirmer que l'empereur Napoléon, loin d'être d'intelligence avec son beau-frère, cherchait au contraire, par les mesures les plus violentes, à mettre fin aux manœuvres perfides qui se tramaient autour de Joachim. En arrivant dans l'ancienne maîtresse du monde, il trouva le général Miollis qui, quoique trompé par de fausses protestations, luttait du moins avec honneur et courage contre les séductions et les menaces. La position de ce gouverneur était d'autant plus pénible, qu'outre les six mille hommes d'élite que Joachim avait dans Rome, il avait envoyé sur tous les points, et particulièrement dans cette ville, une foule d'émissaires. Ces agens, sous l'apparence de nous être utiles, cherchaient à connaître nos forces, à exciter la fermentation du peuple, enfin, à séduire les ma-

gistrats et à tromper les militaires par d'astucieuses protestations.

En même temps, le conseiller d'état Maghella, ennemi déclaré de Napoléon, à la faveur d'une mission dont il était chargé par Joachim, trouvait un aliment à ses projets de vengeance; il organisa une police secrète qui, dans l'ombre du mystère, sapait sourdement l'autorité qui subsistait encore, et qu'il ne pouvait souffrir. Cet homme, né Gênois, enveloppait son caractère faux et dissimulé sous des dehors à la fois nobles et gracieux. Secret, sans être mystérieux, on était d'abord tenté de lui accorder une entière confiance, et ce n'était qu'avec une surprise mêlée de crainte et de regret, qu'on s'apercevait qu'il vous avait arraché des secrets importans, tout en vous parlant des choses les plus insignifiantes. Ce ministre, diplomate par essence, fit pendant plusieurs jours, le tourment du général Miollis qui, quoiqu'évidemment trompé, l'était d'une manière si fine, si adroite et si polie, qu'il ne put jamais démasquer celui dont il apprenait chaque jour, de nouvelles perfidies.

La première demande inconvenante que firent les Napolitains, fut de partager le service de la place de Rome, conjointement avec les troupes françaises; ensuite, ils se le réservèrent exclusivement auprès de l'ancien roi d'Espagne auquel, disaient-ils, Joachim prenait le plus vif intérêt,

ainsi qu'à l'infante Marie-Louise qu'il qualifiait de *reine régnante d'Etrurie.* Par les instigations de Maghella et du consul napolitain Zuccari, quelques légers désordres eurent lieu à Velletri, à Bolsena et à Montefiascone. Quoique ces rumeurs, provoquées à dessein, eussent été bientôt calmées par les soins de l'administration française, le roi de Naples les dépeignait comme très-dangereuses, afin de motiver son envahissement, sur l'intérêt qu'il prenait au salut des Français.

Mais, voyant que le général Miollis était inflexible dans l'exécution de ses devoirs, et qu'il était inaccessible à la crainte comme à la séduction; pour faire cesser son autorité, on contraignit le comte Braschi, maire de Rome, d'envoyer une adresse au roi de Naples, dans laquelle les Romains suppliaient ce Monarque de venir à leur secours. Pareil stratagème fut employé à l'égard du roi d'Espagne, et sans respect pour les malheurs de ce vénérable Monarque, on le fit servir d'instrument à la coupable ambition de celui qui l'avait détrôné. Toutes ces honteuses menées avaient été conçues par les agens de Joachim, et il adoptait ces pitoyables artifices pour pouvoir, selon les circonstances, se ménager des excuses auprès de celui qui l'avait créé roi.

Le général Lavauguyon préparait dans Rome, toutes les machinations favorables aux Napolitains. La haute dignité qui devait en être la récompense, excitait son ambition au point qu'il

était le chef déclaré du parti qui croyait que Joachim se raffermirait sur le trône, en rompant la chaîne nécessaire qui l'unissait à son bienfaiteur. Le 19 janvier, ce général vint en personne signifier au gouverneur, l'ordre qu'il avait de s'emparer de l'administration de Rome. Cet ordre était basé sur les mêmes raisons qui avaient été imaginées pour renverser l'autorité française. Alors, le général Miollis rassembla autour de lui ses officiers et les principaux fonctionnaires civils, pour leur annoncer qu'il allait, avec la garnison, s'enfermer dans le château St.-Ange.

Les Romains prirent si peu de part à cette révolution, qu'ils en ignorèrent le résultat jusqu'au moment où le nouveau gouverneur en informa le public. Loin d'avoir aucune prédilection pour les Napolitains, ils leur reprochaient de venir troubler leur tranquillité. Peu de jours après que les troupes Françaises se furent retirées dans le fort Saint-Ange, le roi de Naples fit son entrée dans Rome; mais, tandis que ses soldats applaudissaient à cette pompe éphémère, les nôtres, rangés sur les remparts, le couvraient de huées, en criant : *A bas le traître !* La noblesse ayant été contrainte d'aller à sa rencontre, le comte Braschi donna sa démission de maire, et le prince Ghigi refusa de lui succéder.

La Toscane aurait continué à jouir d'un calme parfait, si les changemens survenus dans Rome

n'avaient totalement ébranlé l'autorité française. Lorsque les Toscans virent passer dans leurs murs, les Français expulsés des Etats Romains, il se répandit, dans toutes les villes, un esprit d'agitation qui accéléra, dans ces contrées, le terme de notre domination. La grande duchesse Elisa, quoique dévouée à son frère, autant par crainte que par reconnaissance, cherchait néanmoins à se ménager l'amitié du roi de Naples, pensant que l'un ou l'autre de ces Monarques serait pour elle un appui assuré. En secret, elle expédiait des dépêches à Joachim, tandis qu'en public elle ne cessait de répéter qu'il fallait arrêter ses agens, saisir sa correspondance; s'il s'agissait de mettre à exécution ces coups d'autorité, elle usait de détours pour ne pas s'écarter des ménagemens qu'elle voulait conserver. Le désarmement de la place de Livourne, au moment où elle était menacée par les Anglais, fut regardé comme un des actes qui caractérisait le mieux sa déférence aux volontés de la cour de Naples.

Jusqu'à l'arrivée du duc d'Otrante, la Grande Duchesse n'avait auprès d'elle aucun homme doué d'une assez haute capacité pour donner une direction fixe à des idées incertaines. Pendant le temps que ce Ministre séjourna à Florence, il devint son conseiller le plus intime et le moteur de toutes ses résolutions. Tout ce qu'ordonnait la Princesse était regardé comme une émanation de ses propres volontés. Aussi, ne faisait-elle

rien qui pût contrarier les projets de Joachim; et le duc d'Otrante, lié de cœur à ce Monarque, semblait n'être venu à Florence, que pour faire adopter par la sœur de Napoléon, les raisons d'état qui faisaient agir la cour de Naples, et auxquelles le duc d'Otrante avait été initié pendant le court espace de temps qu'il l'avait fréquentée.

Au moment où la prospérité de sa famille marchait vers une rapide décadence, un excès d'inconcevable amour-propre fit croire à Eliza qu'au milieu de ce désordre, elle pouvait nourrir l'espérance de conserver sa principauté, et même d'obtenir la couronne d'Etrurie. Dans ces vues, elle cherchait à lier ses intérêts à ceux du roi de Naples qui, de son autorité privée, lui donnait l'assurance que les Souverains alliés lui confirmeraient sa principauté de Lucques; et lorsqu'au retour de Rome, je vins lui annoncer que notre domination, dans cette ville, avait été indignement renversée par Joachim, elle me répondit, avec gravité, qu'elle était étrangère à la querelle survenue entre l'Empereur et le roi de Naples, mais que si ce dernier s'avançait vers Florence, elle se retirerait au sein de ses Etats.

Les troupes Napolitaines ayant envahi la Toscane, la princesse Eliza, accompagnée du duc d'Otrante et des principales autorités françaises, quitta Florence et se rendit à Lucques. Pendant ce temps, les troupes de la division Ambroggio

occupèrent Ferrare, et se réunirent à celles de l'Autriche que commandait le général Stahrenberg. Peu de jours après, le général Carascosa publia une pompeuse proclamation, où il appelait les Italiens à la liberté, en se ralliant aux drapeaux de son Souverain qu'il désignait sous le titre de *héros du siècle.* En même temps, le général Macdonaldo renouvela ses instances auprès du général Barbou, pour obtenir la remise de la citadelle d'Ancone. Ce digne militaire répondit en homme d'honneur, et se renferma, avec sa petite troupe, dans la place qu'on voulait lui enlever, et qu'il avait eu la prévoyance de bien approvisionner.

Les généraux napolitains prirent possession, au nom de leur Souverain, de toutes les villes qu'ils occupaient; ils firent abattre les armes du royaume d'Italie et s'emparèrent des caisses publiques. Ces actes de violence étaient autant de gages que Joachim donnait à la coalition qui, en le considérant comme un intrus, s'applaudissait de le faire travailler à sa propre destruction. Beaucoup d'officiers français qui se trouvaient au service de Joachim, fidèles à leur patrie, l'abandonnèrent malgré tout ce qu'il fit pour les retenir. On raconte que sensible à ce qu'on lui disait qu'il était impossible d'aimer la France et de rester à son service, il répliqua les larmes aux yeux : « J'ai comme vous, un cœur français. Com-
» bien je suis à plaindre! ne connaissant de tout

» ce qui se passe que les événemens désastreux,
» j'ai été forcé de faire un traité avec les Autri-
» chiens et de prendre des arrangemens avec les
» Anglais; sans cela je ne pouvais sauver mon
» trône. » Tous ceux qui le quittèrent se rendirent au quartier-général du Vice-Roi, où un accueil fraternel fut la juste récompense de leur fidélité. Parmi ces vertueux citoyens, l'histoire citera le brave maréchal Pérignon qui, revêtu de la première dignité du royaume de Naples, abandonna cette cour, dès qu'il s'aperçut que son chef transigeait avec les devoirs qu'il avait contractés envers la France. Spectacle touchant pour notre armée, de recueillir ce glorieux fugitif, tout près du lieu où sa bravoure lui fit recevoir sur sa tête vénérable, les glorieuses blessures dont on voyait encore les cicatrices!

En Dalmatie, nos affaires étaient également désespérées : les Autrichiens réunis aux Illyriens rebelles à l'autorité française, s'emparèrent des places de cette contrée où nous n'avions laissé que de faibles garnisons. Le général Roize, gouverneur de Zara, refusait de se rendre après un bombardement de six jours; mais, les Dalmates, formant la majorité de ses troupes, le forcèrent à capituler sous des conditions honorables (3 décembre). De leur côté, les Anglais, en nous attaquant par mer, nous firent évacuer Cattaro (3 janvier), et cédèrent à l'Autriche, cette importante position; de là, ils allèrent bloquer Raguse.

Les habitans, séduits par l'espoir de recouvrer leur ancienne indépendance, appelaient nos ennemis. Les Croates qui défendaient cette ville, animés du même esprit, se révoltèrent et sortirent de la place avec armes et bagages. Le général Montrichard, contraint par la force, capitula sous la condition d'être ramené en Italie, avec un petit nombre de Français formant le reste de la garnison. Après la reddition de Raguse, il ne resta plus que les îles Ioniennes confiées au général Donzelot; dans sa position critique, il sut les maintenir sous l'autorité française jusqu'à l'époque où il reçut l'ordre de les céder aux Anglais.

Ainsi finit notre domination dans une contrée qui, quoiqu'éloignée, et avec des mœurs différentes, pouvait par sa position, nous permettre d'arrêter les progrès de la puissance russe, en lui fermant le passage du Bosphore. L'espoir que nous eûmes de rendre la Grèce à la civilisation, électrisa nos âmes un moment. Déjà nous songions à relever les ruines d'Athènes; sous la protection de nos armes, les arts auraient brillé de nouveau sur cette terre célèbre et trop long-temps captive; enfin, la délivrance du sexe qui les inspire, achevait le triomphe de la civilisation européenne, et devenait pour des guerriers français, la plus belle couronne de leurs glorieux travaux. Mais, la fatalité jalouse de nos brillantes destinées, voulut que d'aussi nobles projets fus-

sent renversés par l'inconcevable délire d'un chef qui les fit échouer, lorsque nous avions tout fait pour lui rendre leur exécution facile.

Tels furent les événemens qui pronostiquaient la chute de notre prépondérance en Italie. Celui qui avait le plus contribué à l'établir, fut le premier à la renverser, et à offrir l'exemple déplorable d'un français tournant ses armes contre la mère-patrie à laquelle il devait son existence et sa fortune. L'ambition qui porta Joachim à se liguer contre la France, était d'autant plus aveugle qu'elle lui fit trahir ses propres intérêts. Voulant à sa honte, être compté parmi ceux qui travaillaient à la destruction de l'Empire, il fallait du moins qu'il prît des précautions pour l'avenir, en exigeant des garanties; ou plutôt avant tout, il devait se pénétrer qu'il n'y en avait point qui pût le sauver, dès qu'on aurait détruit la branche dont il n'était que le faible rameau.

Le hasard avait rendu sa position fort importante : et s'il n'eût pu se maintenir, il avait du moins la certitude, en marchant droit, de succomber avec honneur. Si, loin de prêter l'oreille à des insinuations perfides, il avait eu assez de grandeur d'âme et de pénétration pour agir simultanément avec le prince Eugène, il aurait formé une diversion puissante, soit en marchant sur Vienne, soit en envahissant la Suisse, pour couper de ce côté, la retraite aux Alliés. Au lieu de concourir à ce beau plan de campagne, il

força le Vice-Roi à abandonner l'Adige et à se concentrer entre le Mincio et le Pô, pour faire face à la fois aux Autrichiens et aux Napolitains, position dans laquelle ce Prince devait bientôt remporter une victoire signalée qui lui permît de se maintenir autour de Mantoue, jusqu'au dénoûment de cette grande crise.

Tandis que l'Italie luttait contre les attaques de la force et les violences de la trahison, la France se trouvait envahie, et chaque jour, de riches départemens passaient sous la domination des étrangers. Cependant on espérait que, dans les défilés des Vosges, on arrêterait l'ennemi. Ce pays agreste, habité par un peuple brave et belliqueux, aurait offert de grandes ressources, si le gouvernement avait eu le temps ou les moyens de les utiliser. Dans ces vues, les maréchaux Marmont et Victor avaient demandé des renforts pour stimuler l'armement des paysans. Aucune levée n'étant encore organisée, il fallut renoncer à défendre cette barrière naturelle. Quoique l'insurrection de l'Alsace, des Vosges, de la Franche-Comté et de la Savoie eussent été ordonnées, leurs braves habitans, privés de l'appui des troupes régulières, et rebutés par un rigoureux despotisme, se montraient insensibles aux froides et vaines stimulations d'un pouvoir qui inspirait trop de crainte pour ne pas étouffer toute espèce d'amour.

Le duc de Bellune, vivement pressé par l'a-

vant-garde de Wittgenstein, ayant évacué l'Alsace, par Haguenau et Saverne, s'était retiré sur Bacarat, dans l'espoir de défendre les Vosges. Déjà le comte de Wrède, laissant derrière lui, Huningue, Béfort et New-Brissac, dont il confia le blocus à un de ses lieutenans, venait d'entrer dans Colmar, que nos troupes évacuèrent dès que le Prince royal de Wurtemberg eut passé le Rhin auprès d'Huningue, pour se lier aux Bavarois. L'avant-garde ennemie s'étant portée sur la direction de Saint-Diey, la division Duhesme qui en gardait la route, se retira. Mais la cavalerie du général Milhaud, soutenue par l'infanterie, étant arrivée, nos troupes reprirent l'offensive, et occupèrent Sainte-Marguerite qui fermait à l'ennemi, l'entrée des Vosges. Le général bavarois, Deroi, s'étant présenté pour reprendre ce village, le combat recommença avec un nouvel acharnement; et, malgré la blessure de ce général, l'action continua avec une égale vivacité. La division Duhesme, à la suite d'efforts impuissans, abandonna l'importante position de Sainte-Marguerite, et se retira sur Raon-l'Étape. L'ennemi, maître de Saint-Diey, suivit le mouvement de nos colonnes, et poussa des reconnaissances sur la route de Lunéville.

Le Prince royal de Wurtemberg, formant l'aile droite de la grande armée alliée, fit sa jonction avec le corps russe de Wittgenstein qui se liait à l'armée de Silésie. Quatre mille hommes de la

jeune garde occupaient Épinal, et se disposaient à l'arrêter, lorsque l'hetman Platow, après avoir repoussé la cavalerie du général Montelegier, en s'emparant de Charmes, vint camper derrière eux, et les obligea à se replier. Maîtres d'Épinal, les Wurtembergeois voulurent poursuivre leurs succès, lorsque plusieurs de nos escadrons, protégés par de l'artillerie légère, les chargèrent avec intrépidité, et les forcèrent de rétrograder. De nouveaux renforts étant arrivés au Prince royal de Wurtemberg, il reprit l'offensive, et, conjointement avec les Bavarois, empêcha le duc de Bellune de se jeter dans les Vosges, dont l'ennemi avait forcé les défilés et occupé toutes les positions.

Sur leur extrême gauche, la marche des Coalisés était encore plus rapide. Le général Maurice de Lichtenstein, de concert avec le prince de Hesse-Homburg, cerna la citadelle de Besançon, défendue par huit mille hommes commandés par le général Marulaz. De son côté, le général Bubna quitta Genève, et divisa ses troupes en deux colonnes. L'une, après avoir bloqué les forts de Joux et de Salins, franchit les défilés du Jura, et fit son entrée à Poligny et à Lons-le-Saulnier, tandis que l'autre s'empara du fort de l'Écluse. Les Autrichiens, maîtres de la vallée du Rhône, se répandirent dans celle de la Saone, et poussèrent des reconnaissances jusque vers Châlons et Mâcon. Après avoir occupé Nantua, le

corps de Bubna se présenta devant Bourg en Bresse. Les habitans de cette ville, à la voix du baron Rivet leur préfet, eurent le courage de prendre les armes. La ville ayant succombé, les vainqueurs se livrèrent à quelques excès; mais elle ne fut point mise au pillage, comme les journaux l'avaient annoncé.

Les Coalisés, en envahissant la France, ne redoutaient que le soulèvement des citoyens. Le prince Schwarzenberg et le général Bubna, effrayés de l'énergie des Bressans, annoncèrent dans des proclamations fréquemment renouvelées, qu'ils promettaient leur protection aux Français paisibles, mais que les gens des campagnes, pris les armes à la main, seraient punis de mort, et qu'on livrerait aux flammes, les villes et villages dont les habitans opposeraient de la résistance. L'administration de l'Alsace avait été confiée à deux commissaires autrichiens. Mais, dans le département de l'Ain, le général Bubna donna la place de préfet à un habitant de Bourg, et lui permit, dans l'exercice de ses fonctions, de se conformer aux lois de l'empire. Napoléon blâma sévèrement l'ambition de ce citoyen, et l'accusa de s'être rendu l'instrument servile des maux de son pays.

Depuis quinze jours, les Souverains alliés étaient à Lorrach, sur la rive droite du Rhin, attendant pour le franchir, que leurs opérations militaires eussent pris un caractère favorable. Informés du

succès de leurs armées, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, suivis de leur garde, passèrent ce fleuve à Bâle, le 13 janvier, jour anniversaire du passage du Niemen par Alexandre, après la délivrance de ses états. Ce dernier se fit un scrupule de s'arrêter sur le territoire suisse, et se dirigea, avec les troupes qui le suivaient, sur la route de Montbelliard, répandant sur son passage un manifeste où il annonçait que chaque peuple allait retrouver le bonheur dans ses lois, et que la religion, les arts, les sciences et le commerce devaient refleurir pour le bien général; que Napoléon, en pénétrant dans la Russie, lui avait fait éprouver ses fureurs, mais qu'il en avait reçu un châtiment terrible. « Ne l'imitons pas, » ajouta-t-il; oublions le mal qu'il nous a fait, en » lui offrant paix et amitié. L'honneur de nos » armes consiste à vaincre, et à pardonner au » vaincu comme à un frère. C'est le principe que » notre sainte religion a gravé dans nos cœurs. » Aimez vos ennemis, et faites-leur tout le bien » que vous pourrez : c'est un précepte divin. Oui, » soldats, votre valeur contre ceux qui résiste- » ront, et votre charité chrétienne envers les » paisibles habitans, mettront, n'en doutez pas, » un terme à vos longues fatigues, et vous ac- » querront la gloire d'un peuple bon et vertueux. »

A ce langage, inspiré par les sentimens d'une pieuse modération, Napoléon fit répondre par de violentes diatribes dont il remplit tous les jour-

naux. Ses déclamations, inventées pour obscurcir la vérité, ne faisaient aucune impression sur un peuple malheureux dont la raison, éclairée par l'évidence, jugeait aisément de quel côté se trouvait la justice; spectacle rassurant pour les nations, de voir les conquérans pour la première fois soumis à l'opinion, et, malgré leurs nombreuses armées, n'attendre de succès véritable que de la légitimité de leur cause!

Lorsque tous les potentats de la terre annonçaient qu'ils n'avaient pris les armes que pour recouvrer la liberté et assurer le bonheur du monde, Napoléon n'osait rien promettre à la France qui avait tout fait pour lui. Épris d'amour pour le despotisme, sa tyrannie lui faisait regarder les idées généreuses comme incompatibles avec le trône. Contraint de captiver la faveur publique, au lieu de s'adresser à la nation, par l'effet d'une grossière méprise, il rechercha la bienveillance de la populace dont il aurait dû dédaigner le secours. Dans cette vue, il sortit un jour des Tuileries, sans gardes, mais suivi de loin par des gendarmes déguisés et des agens de police; parcourant à cheval les quartiers les plus populeux, et surtout le faubourg Saint-Antoine, il affectait de parler à des pauvres ou à des artisans de la plus basse condition. N'osant pas réclamer l'énergie dont il avait besoin auprès de ceux qui auraient pu lui être utiles, il achevait de tout intervertir en parlant d'honneur et de patrie à ceux

qui, par la nature de leur condition, pouvaient le moins sentir le prix de ces paroles magiques.

On était généralement étonné que cette âme si fière et si hautaine, et qui jamais n'avait pu souffrir la moindre insulte, pût voir de sang-froid les légions ennemies s'avancer jusqu'au centre de son empire. L'adversité semblait avoir affaibli ses facultés; la crainte d'être obligé d'opter entre l'indépendance de la nation et la perte de sa couronne, en le glaçant d'effroi, absorbait toutes ses pensées et suspendait toutes ses opérations. En vain, les commissaires envoyés dans les départemens, employaient-ils leurs efforts pour exciter les habitans à se soulever; leur éloquence n'avait rien d'entraînant, elle se ressentait trop de leur servilité. Ces hommes comblés de faveurs, craignant de se compromettre, se bornaient à parler des calamités réservées aux peuples subjugués; puis, ils célébraient la modération de leur maître, et lui faisaient une vertu de s'être fié aux promesses fallacieuses des ennemis. L'aveu de ce changement suscité par l'adversité, était une preuve irrécusable de la faiblesse de ses ressources. Ainsi, tout faisait pressentir qu'on touchait au dénoûment de cette grande tragédie; mais quelle terreur devait inspirer la catastrophe, lorsqu'on se rappelait que Napoléon, abandonné par la fortune et par son peuple, avait laissé échapper ces paroles terribles!

« Si je tombe, on saura ce que coûte la chute » d'un grand homme. »

Les journaux, devenus les organes de sa volonté, en nous apprenant comment on devait détruire la patrie pour maintenir le pouvoir d'un seul, faisaient l'énumération pompeuse des camps de réserve qu'on allait former; ils annonçaient que de toutes parts, des cohortes de gardes nationales arrivaient pour les renforcer; que de nombreux escadrons s'organisaient; et, qu'un parc de six cents pièces d'artillerie serait réuni à Châlons sur Marne. Mais, toujours retenu par la difficulté de maîtriser l'insurrection, Napoléon voulait qu'elle eût lieu sans entraînement, sans enthousiasme. Tout ce qui était électrique lui semblait dangereux; il croyait arrêter l'ennemi en chargeant les publicistes de lui lancer des diatribes, et il se flattait d'enflammer l'esprit des Français par des déclamations outrées et par des hymnes prosaïques adaptés à des airs langoureux.

Le maréchal Blucher, étendant sa ligne d'opération depuis Trèves jusqu'à Nancy, fit bloquer Saarbruck, Saarlouis, et força le duc de Raguse d'évacuer tout le pays renfermé entre la Sarre et la Moselle. Avant d'arriver à Metz, des bruits sourds et qui n'étaient pas dénués de vraisemblance, annoncèrent à ce Maréchal, que le duc de Bellune n'ayant pu défendre les Vosges, se re-

tirait sur Nancy; il entrevit l'état déplorable de nos affaires et les dépeignit au major-général, sous les plus noires couleurs. Au lieu de renforts qu'il sollicitait, il ne reçut qu'un nouveau plan de campagne qui annonçait à la fois l'embarras de l'Empereur et son ignorance complète sur les vues et la marche des Alliés (1).

Le duc de Raguse espérait trouver à Metz, le prince de la Moskowa et le duc de Bellune; il se flattait que les trois corps réunis se maintiendraient sur la Moselle. Cette jonction n'eut pas lieu soit par défaut d'unité, soit plutôt que des instructions particulières l'eussent défendue aux autres maréchaux qui, également, l'avaient sollicitée; néanmoins le duc de Raguse se préparait à défendre Metz, lorsque la marche rapide de Blucher l'obligea de confier cette place au général Durutte, auquel il ne laissa qu'une faible garnison. De là, il se retira sur les hauteurs de Gravelotte, et ensuite sur Verdun où il arriva (19 janvier), sans avoir engagé aucune affaire sérieuse. Thionville et Metz furent investis par les Prussiens. Le prince de la Moskowa, n'ayant pas trouvé à Nancy les quinze mille hommes promis, avait été forcé d'en sortir (14 janvier). Réuni au duc de Bellune que pressait également Wittgen-

(1) Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814, par F. Koch. Tome 1er, page 111.

stein, ils se retirèrent par Commercy, sur la rive gauche de la Meuse, et c'est alors seulement que leurs corps, joints à celui du duc de Raguse, purent opérer contre l'armée de Silésie.

Cependant, Nancy était le point marqué pour la jonction des Alliés. Déjà, l'avant-garde de Wittgenstein, sous les ordres de Platow, liait communication auprès de Neuchâteau, avec l'armée de Silésie, pendant que les Bavarois arrivaient au même lieu. Ainsi, les armées combinées entre la Moselle et la Meuse, allaient former contre celle que Napoléon rassemblait à la hâte, une ligne qui s'étendait depuis Dijon jusqu'à Thionville. Enfin, le général Biren de Courlande, s'étant présenté devant l'ancienne capitale de la Lorraine, en demanda les clefs; Blucher, les ayant reçues, les fit passer à l'empereur Alexandre qui en détacha deux, pour en envoyer une à l'empereur d'Autriche, et l'autre au roi de Prusse. Nancy n'étant pas une place de guerre, tout porte à croire que les Alliés ne demandèrent ces clefs qu'afin d'indiquer qu'ils occupaient le point où la jonction des trois armées devait s'opérer.

Le 20 janvier, Blucher fit son entrée dans cette ville : une députation, composée des magistrats et des principaux habitans, vint à sa rencontre et lui fit le discours obligé toutes les fois qu'on reçoit un vainqueur. Celui-ci, dans sa réponse, exprima que l'inquiète ambition de notre chef avait orcé les peuples à se déchirer entre eux, et que

l'unique fruit de tant de sang et de larmes, n'avait abouti qu'à faire le malheur de l'Europe. Il promit qu'avec la paix, on recouvrerait la liberté du commerce et celle des mers; enfin, qu'on détruirait des abus dont la suppression rendrait à la France, son bonheur et son ancienne prospérité.

Les Lorrains, étonnés d'entendre dans la bouche d'un ennemi, des paroles aussi consolantes, revinrent de la défiance que leur inspiraient les troupes étrangères. Délivrés d'impôts vexatoires, et affranchis des sacrifices les plus onéreux, ils restèrent calmes, et dès-lors, renoncèrent à prendre part à une lutte qu'ils regardèrent comme purement militaire. Un dépôt de prisonniers espagnols, oublié dans cette ville, fut délivré par les Prussiens; on leur laissa le choix de retourner dans leur patrie, ou de s'armer contre les Français : presque tous adoptèrent ce dernier parti. Ils allèrent occuper Toul dont venaient de s'emparer les Alliés qui, après avoir laissé à différens corps, le soin de bloquer les places fortes restées derrière eux, se portèrent, avec leurs masses réunies, contre les maréchaux Ney, Marmont et Victor, retirés derrière la Meuse.

L'agitation était extrême dans les nouveaux départemens réunis à la France. Le peuple, fatigué de son oppression, facilitait l'arrivée des ennemis. Pour le contenir, on voulut déployer des mesures sévères. Alors, la masse des mécontens

ne fit que s'accroître. Les étrangers, au contraire, apportaient à ces contrées, la fin de leurs souffrances. Dans plusieurs provinces envahies, ils diminuèrent les impôts, et abolirent une partie de ceux que prélevaient les droits-réunis. Beaucoup de soldats prisonniers furent mis en liberté, et retournèrent avec joie au sein de leur famille. Les Prussiens, connaissant l'influence de la religion sur l'esprit des Belges, leur promirent de délivrer le Pape des fers dont l'avait chargé celui qui voulait usurper la capitale du monde chrétien(1). Souvent, dans leurs proclamations, ils parlèrent à ces peuples dans un style qui rappelait le fanatisme des croisades (2).

Le duc de Tarente, menacé par les habitans, et harcelé par le corps de Winzingerode qui venait de s'emparer de Nimègue, se retira sur Maëstricht; les généraux Sébastiani et Arrighi occupaient encore Neuss; mais, un corps russe ayant passé le Rhin auprès de Dusseldorf et d'Essemberg, ces deux généraux se replièrent sur Juliers d'où ils furent chassés par la division Saint-Priest qui, de Coblentz et Bonn, se portait sur Cologne. Le duc de Tarente, n'ayant pu se maintenir sur la Meuse, vint de Maëstricht sous Namur où il réunit toutes les troupes de son corps d'armée

(1) Proclamation de Bulow aux Belges, février 1814.

(2) *Idem*, de Justus Grunner, aux habitans de l'électorat de Trèves.

réduit à quinze mille fantassins et quatre mille cavaliers, y compris les brigades de gendarmerie des départemens qu'il fallait abandonner.

Tandis que Macdonald se rapprochait des limites de l'ancienne France, Bulow poursuivait sa marche d'invasion. Quoique son corps fût considérablement affaibli par l'absence des troupes chargées de bloquer Wesel, Noorden, Gorcum, Dwinter et le Helder, il se portait toujours en avant, et se dirigeait sur les Bouches de l'Escaut. Le général Decaen, nouvellement arrivé de la Catalogne, céda à l'effervescence des habitans, et évacua Willemstadt et Bréda, pour renforcer la ville d'Anvers où se trouvaient nos arsenaux et nos chantiers de marine. Les insurgés, réunis aux contrebandiers flamands et aux troupes légères de Winzingerode, s'emparèrent des deux places abandonnées où ils trouvèrent de la poudre, des canons et une flotille. Le général anglais, Thomas Graham, connu par les horreurs qu'il commit au siége de Saint-Sébastien, profita de cette circonstance pour débarquer à Willemstadt, un corps de cinq mille hommes. Napoléon, loin d'approuver les sages mesures du général Decaen, le rappela, et voulut qu'un conseil d'enquête examinât sa conduite. Cependant, nous verrons bientôt que lui-même, afin de conserver Anvers, sacrifia la Belgique, et laissa à découvert les frontières du Nord. Le commandement du général Decaen fut confié au comte Maison qui, pour

lier ses opérations avec celles du duc de Tarente, se rapprocha de Louvain d'où il envoya le général Castex, avec deux mille hommes, sur la direction de Namur; ce dernier tomba au milieu de la cavalerie de Czernischew; attaqué de tous côtés, il fut blessé, et contraint de se retirer sur Saint-Tron. En même temps,le général Roguet reçut l'ordre de reprendre Willemstadt et Bréda. Ce général s'y porta avec six mille hommes de la jeune garde, renversa les avant-postes ennemis, et jeta des obus dans cette dernière ville. Malgré l'arrivée de Bulow, il se serait encore maintenu sur la Merck, si, pendant qu'il combattait avec courage, un corps anglais, débarqué à Tholen, ne se fût porté sur la route d'Anvers. Le général Roguet comprit alors le danger qu'il y aurait à vouloir reprendre Bréda, et revint sur Anvers d'où une colonne française accourut à sa rencontre.

Le 13 janvier, le général Bulow s'avança sur cette place, ayant à sa droite le corps de Graham, et sur sa gauche, celui de Winzingerode. Au village de Rosendal, les Anglais essuyèrent un feu meurtrier; à Wineghem, ils firent une charge, à la baïonnette, dans laquelle nous perdîmes le général Avy. Sa mort causa du désordre parmi les soldats; beaucoup d'entre eux, étant Belges, passèrent à l'ennemi; et, sans la bravoure d'un bataillon du 4e léger, toute notre aile gauche aurait été culbutée dans l'Escaut. Le corps d'armée

qui couvrait Anvers, rentra dans la place que commandait alors le duc Charles de Plaisance. Les généraux Bulow et Graham s'étant approchés jusqu'aux faubourgs que la garnison démolissait, y causèrent une alerte si grande que, pour hâter la destruction des maisons, on les livra aux flammes. Cet incendie accrédita le faux bruit, que la flotte avait été brûlée à la suite d'un violent combat. L'ennemi se préparait à bombarder la ville, lorsqu'il apprit que le général Maison avait envoyé des secours, et que lui-même allait arriver de Lier, avec ses troupes. A la réception de cette nouvelle, les Prussiens se retirèrent sur Bréda, et les Anglais sur Rosendal. Le comte Maison, étant accouru, de concert avec les généraux Roguet et Barrois, dégagea totalement la ville d'Anvers qui, bientôt après, fut approvisionnée, et toute la ligne de l'Escaut mise sur un pied si respectable, que les généraux alliés recoururent à des manifestes, pour embaucher la garnison et faire soulever les habitans.

L'invasion prenait chaque jour, un caractère plus menaçant, surtout vers le point où se dirigeaient les trois armées centrales qui, sur les bords de la Meuse, venaient de se réunir, sous les yeux des trois Souverains alliés. Mais, avant d'entamer le récit de ces importantes opérations, je vais raconter celles du corps de Bubna qui agissait à l'extrême gauche des Alliés. Je reprendrai ensuite la marche des armées combinées,

opposées à celles de Napoléon, et je m'appliquerai à bien saisir les manœuvres savantes qui rendirent célèbre, cette campagne de deux mois, dans laquelle Napoléon, quoiqu'à son déclin, déploya, avec peu de ressources, des talens aussi extraordinaires qu'il en avait développé, lors de son élévation.

Les commissaires, les généraux et les préfets, chargés de veiller à la défense de la ligne de la Saône, s'étaient efforcés d'organiser la levée en masse. Mais là, comme partout, ces mesures violentes ne s'effectuaient qu'avec une lenteur extrême; aux approches du péril, rien n'était disposé ni préparé pour le repousser. Déjà Mâcon s'était rendu à soixante hussards (1). Les habitans de Châlons, protégés par quelques gardes nationales d'Autun, et par les paysans du Charolais, barricadèrent leur pont, construisirent des redoutes, et mirent ainsi leur ville à l'abri d'une surprise.

Il semblait que le corps de Bubna allait s'avancer par la vallée de la Saône, mais, le gros de ses troupes s'étant rapproché de Bourg, il envoya le général Zeichmester sur Chambéry, tandis que lui-même s'avança, en toute hâte, vers Lyon. Cette grande ville, ouverte de toute part, n'avait pour appui que huit à neuf cents hommes, apparte-

(1) Voyez les journaux du temps.

tenant à différens régimens; le gouvernement, ayant considéré l'invasion du général Bubna comme une fausse attaque, n'avait pris aucune mesure pour la repousser. Lorsqu'on eut la certitude du danger, le sénateur Chaptal, commissaire, le comte de Bondy, préfet, et le général Musnier, commandant la division, reçurent des instructions dans lesquelles on leur ordonnait de quitter la ville, si elle venait à être souillée par la présence de l'ennemi auquel il ne fallait laisser, disaient les Ministres, qu'une terre sans habitans et sans habitations (1). Des agens secrets pressaient l'exécution de ces mesures atroces, en cherchant à donner un élan capable d'arrêter l'ennemi jusqu'à l'arrivée des renforts qui devaient arriver de la Catalogne, et dont le duc de Castiglione devait former une armée pour protéger Lyon.

Dans cette crise, les habitans des campagnes fuient, et emmènent avec eux, leurs familles, leurs bestiaux et leurs effets les plus précieux. De même, les riches négocians se retirent dans le Midi ou dans les montagnes de l'Auvergne. Plusieurs millions de marchandises et d'effets précieux sont exportés au loin, ou enfouis dans la terre; les banquiers suspendent leurs paiemens; les ateliers et les manufactures renvoyent leurs ouvriers. Ces malheureux, au nombre de plus de vingt mille,

(1) Campagnes de Lyon en 1814 et 1815, par J. Guerre, page 34.

mourant de faim et détestant les étrangers, demandaient du pain et des armes.

Déjà la commission extraordinaire, et le préfet accompagné des principales administrations, étaient sur le point de quitter la ville. Le général Musnier, avec une poignée de soldats, se disposait à faire face à l'ennemi. Sur cette entrefaite, arrive le maréchal Augereau; après avoir conféré avec le sénateur Chaptal, ils décidèrent que l'un, en qualité de commissaire, se retirerait à Clermont, pour hâter la formation des bataillons de gardes nationales, et que l'autre irait à Valence, pour presser l'arrivée des troupes qu'il savait être en marche. Dans cet état d'abandon, Lyon semblait ne devoir faire aucune résistance; le général Bubna le croyait si bien, que de Mirbel, où il avait son quartier-général, il envoya un de ses officiers, pour sommer la ville de se rendre. Le parlementaire, s'étant présenté, fut amené chez le Maire; arrivé sur la place des Terraux, le peuple le couvre de huées, et prononce contre lui les imprécations les plus menaçantes: l'officier troublé demande à être conduit auprès du général Musnier qui, en exagérant ses forces et l'exaspération des Lyonnais, l'invita à se retirer.

Le lendemain, une vive fusillade s'engage au faubourg St.-Clair; nos soldats plient, et les Autrichiens pénètrent jusqu'aux premières maisons; la nuit seule arrête leurs progrès. Les habitans con-

sternés croyaient que les premiers rayons du soleil éclaireraient la prise de leur ville, lorsque le général Musnier, dont le courage augmentait avec le danger, rassemblant un petit nombre de braves, s'avance avec eux, et force à la retraite, les détachemens ennemis. Ce succès inattendu venait à peine d'avoir lieu, que douze cents hommes arrivent de Valence. Toute la population ivre de joie, se porte à leur rencontre, et les reçoit au milieu des plus vifs applaudissemens. Soudain, la ville et les faubourgs sont illuminés; chacun offre à ces guerriers des vivres et un logement. Quoiqu'ils soient peu nombreux, leur tenue martiale donne les plus grandes espérances. A la vue de cette faible colonne, les Autrichiens se retirent, et cessent leurs démonstrations offensives. Neuf cents hommes et vingt pièces d'artillerie viennent encore au secours de Lyon. Enfin, le 21 janvier, le duc de Castiglione arrive, escorté par deux cents cavaliers. Aussitôt il publie une proclamation, pour annoncer que la ville est délivrée, et qu'il va poursuivre jusqu'aux frontières, l'ennemi qu'on venait de mettre en fuite.

Le général Bubna, en évacuant Mâcon, s'empara de Châlons, malgré le zèle et les efforts de la garde sédentaire que commandait le général Legrand. Le corps du général Zeichmester entra aussi dans Chambéry, et menaça Grenoble; mais l'énergie du comte Saint-Vallier et des

généraux Marchand et Dessaix, mit le Dauphiné à l'abri de l'incursion des Autrichiens qui s'avancèrent jusqu'au fort Barraux; une seule compagnie en défendit les approches; elle fut secondée par des femmes et des enfans qui portèrent des munitions aux soldats, pendant toute la durée du combat.

Quoique la délivrance momentanée de Lyon et de Mâcon eût produit une vive sensation dans toute la Bourgogne, néanmoins Dijon, capitale de cette ancienne province, ne put résister aux forces nombreuses que le prince Schwarzenberg dirigea de ce côté. Dans l'espérance de la sauver, le comte de Ségur, commissaire extraordinaire, s'efforça d'exciter la population de la Côte-d'Or à se lever et à s'armer, promettant que les sacrifices exigés par une aussi impérieuse circonstance, seraient les derniers. Il annonçait que l'Alsace s'était soulevée, qu'il fallait imiter un si bel exemple, et que, puisque les étrangers osaient pénétrer jusqu'au cœur de l'ancienne France, il était temps de s'armer et de s'unir à la redoutable garde impériale qui s'avançait au secours des Bourguignons.

Cependant, les ennemis approchaient de Dijon et faisaient refluer vers cette ville, les habitans des campagnes, suivis de leurs nombreuses familles. Ces malheureuses victimes de la guerre s'étaient flattées d'y trouver un refuge; elles n'y trouvèrent que le désordre et une inquiétude

mortelle. La vue de trente mille fugitifs campés dans les rues, redoubla la consternation. Dès qu'on vit paraître les premiers éclaireurs ennemis, les autorités et plusieurs notables se réunissent; tandis qu'ils délibèrent, le peuple en tumulte manifeste hautement la nécessité de se rendre. En vain le comte de Ségur cherche à le rappeler à des sentimens plus énergiques, son autorité est méconnue et désavouée par l'opinion; ses efforts étant superflus, il quitta la ville, et l'autorité municipale fut la seule reconnue : pénétrée du danger d'une imprudente résistance, elle ne s'occupa plus qu'à obtenir des conditions favorables. Enfin, le 19 janvier, les Dijonais cédèrent à deux mille hommes de cavalerie et quinze cents fantassins, suivis de douze pièces de canon; leurs chefs promirent que les personnes et les propriétés seraient respectées. Le lendemain, le corps de Colloredo, fort de quinze mille hommes, traversa la ville, suivi d'un nombreux état-major, et se dirigea sur Châtillon.

Le prince Schwarzenberg, dont le quartier-général était à Vesoul, vint à Dijon, pour inspecter la position; immédiatement après, il suivit l'avant-garde, commandée par le comte Giulay, et qui s'approchait de Langres. Cette ville, selon l'histoire de notre ancienne monarchie, passait pour n'avoir jamais été prise : située sur un des points culminans de la France, elle pouvait devenir par la force de son assiette, une excellente

place de dépôt pour nos provinces centrales. Napoléon, pénétré de cette idée, voulut confier à sa vieille garde, le soin et l'honneur de la secourir. Ce corps d'élite, placé sous les ordres du duc de Trévise, était à peine arrivé à Reims, qu'il reçut l'ordre de se porter à marches forcées sur Langres. Tout avait été préparé pour en prolonger la défense; des agens du gouvernement excitaient les habitans des environs à seconder l'effort qu'allaient tenter nos plus braves guerriers. Mais, les habitans des campagnes évitèrent de prendre part aux armemens qu'on proposait de former sous toutes sortes de dénominations. Il paraît même que ces agens avaient l'ordre secret de faire tirer sur les parlementaires qu'envoyaient les Alliés, afin d'exciter entre eux et nous, une irritation qui pût donner à la guerre, le caractère le plus envenimé.

Langres avait été choisi pour commencer l'exécution de ce système atroce; à l'approche des premiers éclaireurs autrichiens (8 janvier), les habitans courent aux armes et ferment leur porte. Le lendemain, un parlementaire paraît, on lui répond à coups de fusil. Le soir, un second parlementaire se présente, on le reçoit de même: cette fois, un hussard de l'escorte resta sur la place. L'ennemi se préparait à exercer sur cette ville, le ressentiment de sa vengeance, lorsque les têtes de colonnes de la garde impériale parurent. A l'aspect de ces braves, couverts de ci-

catrices, et portant pour la plupart d'honorables décorations, chacun court à leur rencontre, et passe de la tristesse au comble de la joie; on se félicite d'un pareil secours; la délivrance de la ville ne paraît plus douteuse, et l'on crie de toute parts, qu'elle conservera son nom de *Langres la Pucelle*.

Le 11 janvier, le duc de Trévise, avec trois divisions de la vieille garde, établit son quartier-général dans Langres. Le jour suivant, cette troupe, pleine d'ardeur, se porte à la rencontre de l'ennemi, et le repousse à deux lieues de la ville. Schwarzenberg, informé qu'il allait être aux prises avec la garde impériale, rassemble auprès de Vesoul, un corps considérable; assuré que les Russes, commandés par Barclay de Tolly, étaient en mesure pour le soutenir, il marche sur Langres. Alors, le duc de Trévise jugea qu'au lieu de laisser écraser ses troupes par une armée entière, il valait mieux les réserver pour décider de la victoire dans une affaire importante, et se retira sur Chaumont (17 janvier).

Les habitans livrés à eux-mêmes, ne pouvaient guère compter sur la clémence des vainqueurs qu'ils avaient offensés en tirant sur leurs parlementaires. Ils furent forcés de se rendre, après avoir voulu vainement stipuler un simulacre de capitulation. Quoiqu'à la rigueur, Langres eût pu être pillé, le prince Schwarzenberg commua la peine en une contribution pécuniaire, et, pour garantie,

exigea des ôtages pris parmi les principaux citoyens.

La garde impériale, après avoir quitté Langres, ne put défendre Chaumont, faute de renforts. Débordée sur ses deux flancs, elle se retira vers Bar-sur-Aube, faisant payer cher à deux bataillons Wurtembergeois, la témérité qu'ils avaient eue d'oser inquiéter sa marche. Le duc de Trévise, ayant été joint par la division Michel, ses forces s'élevèrent à huit mille fantassins et deux mille chevaux, avec un parc de cinquante pièces de canon; c'est avec ce corps, plus redoutable par sa valeur que par son nombre, que ce Maréchal résolut de défendre une position qui empêchait l'ennemi de déboucher par la route de Chaumont, et couvrait à la fois Troyes et Châlons-sur-Marne où Napoléon rassemblait son armée. Toute l'artillerie disponible ayant été placée sur les hauteurs de Bar, les troupes du Maréchal se préparèrent au combat, pendant que l'avant-garde campait hors de la ville, près du village de Fontaines.

Cette disposition devait empêcher l'armée de Schwarzenberg, de se réunir à celle que Blucher amenait par la Lorraine. Pour tourner et débusquer le duc de Trévise, le Prince royal de Wurtemberg et le comte Giulay, vers le milieu du jour (24 janvier), attaquèrent notre avant-garde avec une grande hardiesse; elle était repoussée jusqu'au pont de Fontaines, lorsque cinq mille

vétérans, mis en réserve sur les hauteurs qui dominent ce pont, avec dix pièces de canon et quatre obusiers, fondirent sur les troupes autrichiennes ; rien ne put résister au courage de ces braves ; s'avançant au pas de charge, ils renversèrent à la baïonnette tout ce qui osait les arrêter, et cette journée aurait peut-être vu l'entière destruction du corps autrichien, si de puissans secours ne fussent accourus pour renforcer Giulay.

Le village de Fontaines ayant été repris par la garde, le duc de Trévise voulait se maintenir dans une position dont il connaissait tous les avantages. Mais, les Wurtembergeois s'étant avancés par Colombey et Lignol, débordèrent la gauche du Maréchal contre laquelle leur artillerie tira jusqu'à la fin du jour. Cette nuit fut terrible pour les malheureux habitans de Bar-sur-Aube. Les blessés et les mourans, dont la ville était remplie, ajoutaient à la désolation, qui redoublait en songeant aux cruels excès où l'on serait exposé, si, à la suite du combat, Bar devenait la proie d'une soldatesque effrénée. Enfin, le duc de Trévise, certain qu'il ne lui arriverait aucun renfort, et voulant ménager le sang précieux de sa troupe d'élite, évacua sa position, après avoir perdu cinq cents hommes, tant tués que blessés ; perte d'autant plus sensible, qu'elle portait sur des guerriers d'une valeur éprouvée, et qui paraissaient destinés à

montrer aux autres soldats, le chemin de la victoire dont ils pouvaient avoir perdu la trace, après trois mois de désastres et de revers inouis.

Ce premier combat de Bar-sur-Aube fut le plus sanglant qui eût été livré aux ennemis, depuis leur passage du Rhin, et leur coûta près de quinze cents hommes. La circonspection avec aquelle ils manœuvrèrent après cette action, prouva que la prudence et la lenteur allaient se rasseoir au sein de leurs conseils. Ce premier obstacle les alarma, et ils n'osèrent plus avancer qu'en tremblant, sur cette terre qui avait enfanté les vainqueurs d'Austerlitz, d'Jena et de Wagram. En devenant timides, ils devinrent aussi moins humains. Bar-sur-Aube ayant été la première ville où l'on opposa de la résistance aux Alliés, fut la première à éprouver un changement subit dans leur conduite. Jusqu'alors, les proclamations rassurantes, dont ils s'étaient fait précéder, jointes à la haine qu'inspirait le despotisme impérial, avaient disposé la majorité de la population en leur faveur. Lorsqu'on vit que les effets ne répondaient point aux promesses, les esprits s'aigrirent, et l'on se reprocha de s'être trop confié à des déclarations fallacieuses.

Les deux Empereurs et le roi de Prusse, sur cette entrefaite, arrivèrent de Chaumont. Convaincus que le succès de leur vaste entreprise dépendait de la direction qu'allaient suivre les

esprits en France, ils cherchèrent à calmer les habitans par les paroles les plus rasssurantes. Alexandre surtout séduisait tous les cœurs par une affabilité que le tumulte des armes n'altéra jamais. Ceux qu'il admettait à l'honneur de lui parler, s'identifiaient avec ses pensées. « La révo-
» lution, disait-il, a tout changé chez vous;
» pourtant on ne peut plus revenir sur le passé;
» il est des maux de telle nature, que le pire de
» tous serait de vouloir les réparer; ainsi nous
» ne voulons rien changer; nous n'attaquons
» que votre Empereur, nous n'en voulons qu'à
» lui (1). » Par ces discours pleins de sagesse, Alexandre calmait l'irritation que pouvait causer la mauvaise conduite des troupes alliées, et prévenait l'insurrection qu'il redoutait, tant il avait la certitude que si les Français étaient unis, le monde entier ne prévaudrait point contre eux.

Les provinces de la rive gauche du Rhin, dont les Alliés venaient de faire la conquête, furent divisées en quatre gouvernemens. Dans le premier, dont Aix-la-Chapelle était le chef-lieu, se trouvaient les départemens de l'Ourte, de la Meuse-Inférieure et de la Roër. Ceux du Mont-Tonnerre, de la Sarre, du Rhin-et-Moselle, formaient le gouvernement du Rhin: Trèves en était le siége. Colmar était celui du Bas-Rhin où se

(1) L'empereur Alexandre à Bar-sur-Aube, en 1814, p. 11, 12 et 13.

trouvaient les deux départemens comprenant l'Alsace. Enfin, les pays détachés de la Suisse, avec les départemens de la Haute-Saône, du Doubs et du Jura, formaient un quatrième gouvernement. Dans toute l'étendue des pays envahis, le commerce et la navigation, protégés par une sage administration qu'exerçait la politique étrangère, reprirent leur cours habituel avec autant de sécurité qu'au milieu de la paix.

A mesure que les Alliés pénétraient dans l'intérieur de la France, ils étaient obligés de laisser des corps considérables pour garder les villes dont ils s'emparaient, ou pour bloquer les places de guerre qu'ils laissaient derrière eux; cette circonstance devait les affaiblir chaque jour; c'était la raison pour laquelle l'Empereur attendait que leur armée diminuée se rapprochât de Paris, pensant qu'il fallait éviter les affaires partielles, pour attirer les ennemis sur un champ de bataille préparé d'avance, et qu'alors les places fortes qu'ils avaient dédaignées, leur deviendraient fatales, quand les garnisons, au signal donné par la victoire, sortiraient de leurs murs, soutenues par une population belliqueuse et pleine d'amour pour son indépendance.

La marche de la garde impériale sur Troyes, quoique opérée avec un ordre parfait, n'en était pas moins une retraite qui continuait à rapprocher l'ennemi de Paris. On dissimula cette circonstance avec un soin extrême; néanmoins, elle

fut bientôt connue, et répandit une consternation générale. Les bruits les plus sinistres transpiraient de toute part, et l'on s'étonnait de voir la masse de nos troupes se porter sur Châlons, tandis que l'ennemi touchait aux portes de Troyes. Enfin, la moitié des départemens du grand empire était envahie, et Napoléon ne quittait point les Tuileries où, selon sa coutume, il passait en revue les troupes levées à la hâte, dont les journaux avaient soin d'exagérer le nombre.

Malgré la défaite de Napoléon sous les murs de Leipsig, la confiance des courtisans n'était pas altérée, et, dans leur sécurité, ils attendaient tout des combinaisons de leur maître. Jour et nuit, ils épiaient d'un œil avide l'attitude, les gestes et les traits de celui de qui dépendait leur fortune, et lorsqu'ils le voyaient absorbé dans son cabinet, et méditant, sur d'immenses cartes géographiques, le plan de campagne dont il était préoccupé, ces flatteurs se retiraient émerveillés et se disaient entr'eux, avec l'accent de l'admiration : « Jamais l'Empereur n'a été inspiré par de si hautes conceptions ; les ennemis sont perdus, et la France est sauvée. »

Mais, les événemens se pressent, et l'armée réclame la présence de l'Empereur; dans leur impatience, les soldats le demandaient à grands cris, certains qu'après tant de revers, lui seul pouvait en arrêter le cours. Depuis long-temps, son départ était annoncé; quoique les espérances de

ses familiers fussent fondées sur ce départ, ils en étaient alarmés. Accoutumés à tout faire dépendre du génie d'un seul homme, le leur avait langui dans l'inaction, ou s'était affaibli par la servitude; ils n'osaient rien concevoir, rien entreprendre, dès qu'ils étaient séparés de celui sous qui pliaient toutes les volontés. Ces craintes devinrent plus vives encore, quand Napoléon leur eut fait entrevoir qu'en son absence, il serait possible que des corps détachés vinssent porter l'alarme jusqu'aux portes de Paris. Dans cette supposition, il leur prescrivit des mesures guerrières, il leur ordonna de faire fortifier les hauteurs de Montmartre, de palissader les principales barrières; il leur recommanda surtout d'avoir toujours en réserve cinquante mille fusils, pour les distribuer à la populace qu'on ameuterait contre les Alliés, en lui offrant tout ce qui pourrait exciter son ardeur.

Pour donner une base stable à la forme de gouvernement qu'il instituait en son absence, il confia de nouveau la régence à l'impératrice Marie-Louise. A la vérité, cette disposition politique n'avait pas empêché l'Autriche de se coaliser contre lui; mais, il pensa que dans un grand revers, elle influerait sur le sort de sa fragile dynastie. Du reste, Marie-Louise excitait peu d'enthousiasme. Lorsque les hautes destinées du roi de Rome firent donner à cet enfant, une éducation semblable à celle des despotes de l'Orient, l'éti-

quette devint encore plus sévère et isola tout à fait le trône de la nation. Malgré cette faute, les Parisiens, bons et sensibles, oubliaient la morgue d'une cour orgueilleuse; et quand l'adversité eut livré cette jeune princesse à la douleur la plus amère, ses larmes et ses soupirs touchèrent bien plus les cœurs que la vaine pompe dont on l'avait entourée.

L'éloquence du malheur sur les âmes généreuses, obtint un véritable triomphe, lorsque le 23 janvier, le corps des officiers de la garde nationale fut admis aux Tuileries. Environ huit cents d'entre eux, pris parmi ce que Paris renfermait de plus distingué par la condition, le mérite et la fortune, furent reçus dans le salòn des maréchaux. Mais alors, ce n'étaient pas de ces réceptions fastueuses faites à dessein de recueillir les hommages d'une foule servile et empressée; Napoléon, placé au milieu de ces officiers, prit un ton conforme à sa situation, et leur dit « qu'une » partie du territoire français étant envahie, il » allait se mettre à la tête de l'armée, et qu'avec » l'aide de Dieu et la valeur de ses troupes, il es» pérait repousser l'ennemi au-delà des fron» tières. » Puis, tournant ses regards sur Marie-Louise et sur son fils qu'elle portait dans ses bras, il ajouta d'une voix attendrie : « Je confie ma » femme et mon enfant à ma fidèle ville de Paris; » je lui donne la plus grande marque d'estime, en » laissant sous sa garde, les objets de mes plus

» chères affections. » Puis il répéta, par deux fois, aux officiers, et du ton le plus solennel : « On » me passera sur le corps avant d'arriver jusqu'à » vous. »

Ces paroles, que les circonstances rendaient si éloquentes, affectèrent profondément ceux qui furent témoins de cette scène. Quoiqu'on ne crût guère à la sensibilité de Napoléon, l'aspect d'un monarque époux et père, si longtemps victorieux et alors abandonné par la fortune, pénétra tous les cœurs d'attendrissement; l'émotion devint encore plus forte lorsqu'on vit Marie-Louise, portant le roi de Rome dans ses bras, verser des larmes en songeant aux malheurs qui menaçaient son fils, et aux dangers qu'allait courir son époux. Les officiers éclatèrent par des transports unanimes; tous jurèrent spontanément de protéger et de défendre le dépôt sacré qui leur était confié, et tous promirent que désormais *délivrance du territoire* serait leur cri de ralliement. L'enthousiasme était à son comble; cette fois les démonstrations d'amour furent sincères, les Parisiens unis par les mêmes sentimens, excités par la même opinion, paraissaient ne plus former qu'une grande famille, et chacun électrisant son courage, confondait dans son amour pour la patrie, tout ce qui se rattachait à ses affections les plus tendres.

Napoléon, reprenant bientôt après son caractère hautain et méfiant, démentit la grandeur

d'âme qu'il avait empruntée, et ne sut pas apprécier l'étendue des ressources qu'il pouvait tirer d'une noble popularité. Craignant la direction qu'auraient prise cette foule de braves que ralliait la voix du sentiment et de l'honneur, il ne propagea point au-delà des Tuileries, le mouvement électrique qu'il venait de donner, et qu'il aurait dû étendre jusqu'aux départemens les plus reculés. Si, lorsque les ennemis eurent formé la résolution d'envahir l'empire, au lieu de recourir à des négociations inutiles et de laisser aux Coalisés, le temps de multiplier leurs forces, la voix éloquente d'une petite-fille de Marie-Thérèse eût retenti dans le cœur des Français, à l'exemple des Hongrois, ils auraient aussi crié : *moriamur pro rege nostro.* Ce serment, provoqué par les malheurs de la patrie, sanctifié par l'honneur national et la gloire des souvenirs, eût excité l'enthousiasme dans les camps, dans les villes, dans tous les hameaux ; il eût armé un million de bras, il eût fait retrouver à nos héros, le chemin de la victoire ; et c'est alors que l'ennemi, frappé de terreur, aurait renoncé à renverser un empire soutenu par l'amour des Français.

Le même jour où eut lieu la scène touchante des Tuileries, il s'en passait une autre à Fontainebleau totalement opposée, et qui par sa nature, produisit sur les esprits une sensation bien différente. Depuis plus d'un an, le Pape protestait contre le prétendu concordat qu'on lui avait extor-

qué, et rien ne pouvait ébranler sa vertueuse fermeté; en vain des prélats, indignes de leur saint caractère, venaient sans cesse le presser d'entrer en arrangement; tous leurs efforts tournèrent à leur confusion. Quand Napoléon eut la certitude que Joachim n'avait prêté l'oreille aux projets de la coalition qu'afin d'obtenir des accroissemens à son royaume, pris sur le territoire de l'Eglise, il jugea que, pour contrarier ses rêves ambitieux, il lui suffirait de renvoyer le Pape à Rome. Dans ce but, l'évêque de Plaisance vint annoncer à Pie VII, que l'Empereur consentait à lui rendre la majeure partie de ses Etats, s'il voulait lui céder le reste. « Le domaine de Saint-» Pierre n'est pas ma propriété, répondit le vé-» nérable Pontife; je ne puis consentir à aucune » cession. Au reste, dites à votre Empereur que, » si je ne dois pas retourner à Rome, malgré » ses persécutions, mon successeur y entrera » triomphant. » Lorsqu'on lui eut assuré qu'on voulait le renvoyer dans sa capitale, il demanda si ce serait avec tous ses cardinaux; on lui répondit que c'était impossible, mais qu'il serait traité avec tous les égards dus à sa haute dignité. Sous le titre de garde d'honneur, on lui donna un colonel de gendarmerie qui ne quitta plus son appartement, et qui même s'opposa à ce que Sa Sainteté eût des entretiens particuliers. Malgré cette contrainte, l'illustre prisonnier convoqua les cardinaux restés fidèles à ses prin-

cipes et à sa personne. Arrivés auprès du Saint-Père, ils se jetèrent à ses pieds; il les releva avec attendrissement, leur donna sa bénédiction, et mêla ses larmes aux leurs. Immédiatement après, il fut enlevé et conduit à Orléans, sous le nom d'évêque d'Imola; les principaux cardinaux furent relégués dans de petites villes du Midi. Quoique le gouvernement fît répandre le bruit que le Pape était retourné à Rome, le public était persuadé que Napoléon le retiendrait encore, si toutefois les événemens, survenus en Italie, ne le contraignaient de recourir envers le Saint-Père, au même expédient que l'impérieuse nécessité lui prescrivit à l'égard du prince des Asturies. Plus tard, parut dans le *Moniteur*, un traité simulé, par lequel Napoléon rendait au Pape les départemens de Rome et du Trasimène, sous la condition qu'il renoncerait au reste des états de l'Eglise. Le public devina le motif de ce lâche artifice.

Enfin, le 25 janvier, Napoléon quitta Paris. Plein de confiance dans le dévouement de ses ministres et de son sénat, il laissa l'Impératrice et son fils dans une ville sans défense, dont il se flattait d'être toujours le maître, quoiqu'elle fût ouverte aux troupes alliées, et exposée aux machinations de ses ennemis secrets. Il livre enfin la capitale de son empire à une administration incohérente, et à un chef d'une incapacité si reconnue, qu'elle devait être un sujet de découragement

pour tous ceux qui allaient être condamnés à lui obéir.

La détermination de l'Empereur était d'autant plus urgente, que déjà les Alliés se trouvaient en présence de l'armée sur laquelle il fondait toutes ses espérances, et qu'il voulait, par cette raison, commander en personne. Le point qu'il avait choisi était précisément celui sur lequel les trois armées combinées devaient se concentrer, pour marcher en masse sur Paris. Il entrait dans le plan de campagne de Napoléon de s'opposer à leur jonction, pour leur livrer séparément des combats partiels, et organiser derrière elles, un système d'insurrection nationale qui, secondant ses manœuvres, l'aiderait à détruire l'ennemi. La rapidité avec laquelle il se porta vers Châlons-sur-Marne, décelait assez l'impatience qu'il avait d'en venir aux mains avec l'armée de Silésie, composée de Russes et de Prussiens, et qu'il regardait comme la plus redoutable. Malgré les efforts de courage qu'il attendait de son armée, et les brillantes combinaisons que promettait son génie, on ne pouvait espérer qu'il sortirait victorieux de cette nouvelle lutte, s'étant placé, non dans la position d'un Souverain qui défend son peuple, mais dans l'attitude d'un conquérant qui veut retenir ou remettre sous son joug, les nations impatientes de s'en affranchir.

LIVRE NEUVIÈME.

BRIENNE ET CHAMPAUBERT.

DES instructions, émanées des Tuileries, avaient prescrit aux Maréchaux d'Empire, commandant les différens corps, de se concentrer autour de Châlons, de Vitry et de Troyes, du 20 au 25 janvier. D'après ces ordres, le duc de Tarente, harcelé par le corps de Winzingerode, abandonna les villes de Namur, de Rocroi et de Vervins, et traversa les Ardennes, pour se rapprocher du point indiqué. Le maréchal Mortier campait à Troyes. Le duc de Raguse, ayant quitté Verdun et Ste.-Ménehould, laissa la division Ricard pour couvrir la route de Châlons, et se réunit à St.-Dizier, aux maréchaux Ney et Victor. C'était sur la Seine et sur la Marne que cinq corps Français, formant environ soixante mille hommes, allaient agir contre les armées réunies de Winzingerode, de Blucher et de Schwarzenberg, évaluées à deux cent mille combattans. Celles de Bulow, en Belgique, et de Bubna, dans le bassin du Rhône, devaient agir séparément, et subor-

donner leurs opérations aux succès des trois premières. Le prince de Neuchâtel, ayant devancé Napoléon, dirigea le mouvement de concentration, et ordonna au duc de Bellune de se maintenir sur l'Ornain, jusqu'à l'arrivée de la jeune garde qui, d'Anvers, devait rejoindre l'armée.

Ce Maréchal, après avoir poussé une reconnaissance de deux mille chevaux, se replia devant le corps du prince Czerbatow qui, le lendemain, attaqua et prit Ligny, à la suite d'un violent combat. La brigade française qui défendait cette ville, s'étant retirée vers Saint-Dizier, fut attaquée le jour suivant, et repoussée jusqu'à Vitry. Pendant que les Alliés se rassemblaient entre la Marne et l'Aube, pour prévenir le plan qu'avait formé Napoléon, il arriva à Vitry (26 janvier). Informé des progrès de l'ennemi, il combina tout pour le surprendre. L'ayant rencontré auprès de Perthe, il le repoussa jusqu'à Saint-Dizier, où se trouvait le corps du général Lanskoï. Après quelques heures de combat, le duc de Bellune et la division Duhesme rentrèrent dans cette ville; les Russes s'étaient enfuis, avec une précipitation telle, qu'ils n'eurent pas le temps de faire sauter le pont, pour se mettre à l'abri de nos poursuites. Les habitans, délivrés des plus violentes vexations, accoururent au devant de Napoléon. Les cris sincères de vive l'Empereur, retentirent dans les airs; la foule se précipitait autour de lui; chacun voulait le voir, le

toucher, lui parler. Les uns lui baisaient les pieds, d'autres cherchaient à caresser son cheval. Souvent même, on voyait des groupes de femmes et d'enfans s'agenouiller devant lui. Exaspérés par l'excès de leurs souffrances, ces infortunés répétaient au milieu des sanglots : *Vive notre bon Napoléon, soyez le bien venu, c'est Dieu qui vous envoie, délivrez-nous des kosaques.* Ceux qui ne pouvaient approcher de lui, couraient auprès des officiers de sa suite, pour leur raconter les outrages qu'ils avaient endurés, et dans des termes énergiques, ils exprimaient une vive reconnaissance pour leurs libérateurs.

Emu par cet accueil touchant, Napoléon n'avait plus sa contenance sévère, et sur sa physionomie régnait une expression de bienveillance et de bonté qu'on trouvait en lui, lorsqu'après une vive anxiété, il entrevoyait les lueurs de l'espérance. De la main et de la tête, il saluait affectueusement ceux auxquels il ne pouvait parler, et par une attention délicate et rare en lui, il ne songeait qu'à modérer son cheval, dans la crainte de blesser ceux qui se pressaient sur son passage. Ainsi, l'homme qui, depuis douze ans, dépeuplait la France, après avoir attiré l'ennemi des bords de la Moskowa, était encore reçu avec joie, et béni par les malheureux que lui-même avait faits.

Blucher, de Doulevens, se porta sur l'Aube, pour se rapprocher de Schwarzenberg. Napo-

léon fut alors tenté de suivre le plan pour lequel il avait une propension extrême, et qui consistait à occuper les Vosges, pour intercepter à l'ennemi ses communications avec le Rhin et l'Allemagne. Mais, la grande armée alliée se dirigeant sur Troyes, il craignit de laisser sa capitale à découvert, et se détermina à marcher rapidement sur Blucher. Nos troupes, enflammées par le succès obtenu à Saint-Dizier, étaient pleines d'ardeur et de confiance. Les habitans, aigris par l'oppression des Etrangers, partageaient leur enthousiasme et adoptaient avec transport, le système de défense qu'on organisait à la hâte.

Par la difficulté des chemins, notre avant-garde arriva fort tard à Montiérender. Napoléon, informé que Blucher prenait position autour de Brienne, ordonna de se porter avec célérité sur cette ville (29 janvier), ne laissant à Saint-Dizier, qu'une partie du corps de Marmont. Brienne n'a point de murailles, et ne renferme que des maisons en bois; elle est dominée par un château dont le site escarpé en rend les approches très-difficiles. Dans ce château, qui servait autrefois d'école militaire, Napoléon avait puisé les premiers élémens de la guerre. Là, se rassemblaient toutes les armées de l'Europe, et on crut un moment que le flambeau qui avait embrasé le monde, allait être éteint au lieu même où il s'était allumé.

Le général Lanskoï, en évacuant Saint-Dizier,

s'était réuni à l'armée de Blucher qui cherchait à passer l'Aube sur le pont de Lesmont, avec les corps de Sacken et une partie de celui de Langeron, commandé par Alzuziew. Schwarzenberg, instruit de l'arrivée de Napoléon, avait envoyé les Bavarois vers Joinville, pour secourir Yorck, compromis par la reprise de Saint-Dizier. Pendant ce temps, les corps du Prince royal de Wurtemberg et de Giulay, formant l'avant-garde de la grande armée alliée, étaient en position autour de Bar-sur-Aube. Blucher était à peine instruit de l'arrivée de Napoléon, qu'on lui amena un officier français fait prisonnier sur la route de Vitry, et dont les dépêches, destinées au duc de Trévise, prescrivaient à ce Maréchal de quitter Troyes pour se réunir à l'Empereur. Alors Blucher contremanda le passage de l'Aube; et après avoir ordonné la destruction du pont de Lesmont, il voulut se porter sur la forte position de Trannes, par où devait déboucher la grande armée alliée. Mais, au moment où il allait exécuter ces nouvelles dispositions, notre avant-garde parut, et il n'y eut plus moyen d'éluder la bataille (1).

(29 janvier). L'action commença, vers deux heures après midi, par une reconnaissance suivie de quelques coups de canon. Les généraux Grouchy et Lefebvre-Desnouettes, commandant

(1) Voyez *Planche V*, sur laquelle on peut suivre les opérations militaires qui ont eu lieu entre Brienne, Bar-sur-Aube, Troyes et Arcis.

l'un la cavalerie de l'armée, l'autre une division de celle de la garde, exécutèrent différentes charges qui entamèrent les Alliés, et les forcèrent à se replier sous les murs de Brienne. A quatre heures, le duc de Bellune arriva, et fit avancer la division Duhesme; le feu se prolongeait sur toute la ligne; mais, l'artillerie de l'ennemi, placée plus avantageusement que la nôtre, foudroyait nos fantassins, et causa dans leurs rangs, quelques momens d'hésitation et de désordre. Le prince de la Moskowa, dont le courage s'enflammait à la vue des obstacles, sentant la nécessité de ne pas exposer plus long-temps ses troupes sous un feu aussi meurtrier, prit avec lui six bataillons, attaqua le corps d'Alzuziew, par la route de Maizières, et le repoussa jusque dans les faubourgs. La division Duhesme, assaillie par une nombreuse cavalerie, fut enfoncée, et perdit huit pièces de canon. Cependant, le général Château, gendre et chef d'état-major du duc de Bellune, à la tête de deux bataillons, pénétra dans le parc de Brienne, et, à la faveur des inégalités du terrain, gravit jusque vers la sommité du château. L'ennemi, le croyant inexpugnable, avait négligé de le faire occuper par des forces suffisantes; après un combat fort vif, mais de courte durée, les Français s'en emparèrent, au moment où Blucher et son état-major venaient d'en sortir. Cette action audacieuse et habile décida du succès de la journée. La cavalerie de Saken, réunie à celle du

comte Pahlen, eut ordre de se porter sur notre gauche. Ce mouvement, opéré vers la fin du jour, nous fit perdre du terrain; Blucher, ne pouvant se maintenir dans la ville qui est dominée par le parc, chargea le corps de Saken de s'avancer par la grande avenue, pour nous en déloger. Le brave chef de bataillon Henders, du 56e régiment, avec quatre cents hommes seulement, repoussa constamment les efforts des Russes qui, malgré leur ténacité accoutumée, furent obligés de se retirer, après avoir éprouvé des pertes énormes.

Les Russes et les Prussiens défendaient la ville avec autant de courage que nos troupes en déployèrent à la défense du château. Le combat fut si acharné que les rues, les places, les vergers et l'intérieur du parc étaient encombrés de morts et de blessés. Cependant, Napoléon fit jeter dans la ville, des obus qui l'eurent bientôt incendiée. Malgré l'embrasement, le feu de notre vive mousqueterie et les efforts de la jeune garde, l'ennemi se maintint dans Brienne, et pendant plus de trois heures, soutint le combat à la lueur des flammes au travers desquelles on voyait des femmes, des enfans et des vieillards qui abandonnaient leur habitation, pour aller, au cœur de l'hiver, chercher un asile dans les forêts voisines.

Le lendemain, avant le jour, l'armée de Silésie se retira du côté de la Rothière. Napoléon, après avoir couché au village de Maizières, à une lieue

en deçà de Brienne, fit son entrée dans cette ville qui, à l'exception du château et de quelques maisons isolées, n'était plus qu'un monceau de cendres. Cette circonstance fut remarquée par ses ennemis et par ses flatteurs. Pour les uns, c'était un sujet de reproche, les autres au contraire disaient avec enthousiasme : c'est de là que le héros est parti pour s'élancer aux plus hautes destinées; sur un pareil théâtre, la victoire ne pouvait lui être infidèle. Cependant, ce premier succès fut dû à une faute du maréchal Blucher. Forcé d'accepter le combat, il négligea de faire occuper le château duquel dépendait toute la force de la position.

Cette victoire, gagnée par Napoléon en personne, dans une circonstance où tout semblait dépendre des premières opérations, fut considérablement exagérée, et servit de texte aux amplifications des gazettes. Partout où s'étendait sa puissance, on parla de l'affaire de Brienne comme d'un événement décisif. A la vérité le champ de bataille nous resta; mais, dans un moment où l'armée était si peu nombreuse, c'était marcher vers sa ruine que de payer cet avantage par le sang de tant de braves. On évalua notre perte à plus de deux mille hommes. Le général Lefebvre-Desnouettes reçut un coup de baïonnette dans les côtes. Le général Decouz, connu par sa valeur et commandant une division de la garde, fut blessé mortellement. Le contre-ami-

ral Baste périt aussi dans cette sanglante journée: c'était un homme de tête et de cœur, qui, depuis la campagne de Saxe avait demandé à prendre rang dans l'armée de terre, pour servir plus efficacement sa patrie menacée.

Napoléon attribua la retraite des Coalisés à la crainte d'être forcés de renouveler le combat; dans cette fausse conjecture, malgré un brouillard très-épais, il s'avança contre eux, et par des batteries placées avantageusement, il fit canonner leur ligne de cavalerie, pendant qu'elle était attaquée par celle du général Grouchy et par le corps du duc de Bellune. Le jour suivant (31 janvier), notre avant-garde poussa plus loin, et s'avança jusqu'aux villages de la Rothière et de Dienville.

Les succès, obtenus sur l'armée de Silésie, n'empêchèrent point la jonction de Blucher et de Schwarzenberg: ces deux généraux se trouvant réunis, le dernier fit dire à Blucher que Giulay, le Prince royal de Wurtemberg et les réserves russes se dirigeaient sur Trannes, pour le secourir, pendant que les comtes de Wrède et Wittgenstein opéraient sur sa droite. L'armée française, trop faible pour résister à des forces si nombreuses, aurait dû se retirer sur Troyes; mais Napoléon, trompé par un faux rapport, crut que Schwarzenberg se portait sur la route d'Auxerre, et qu'en attaquant l'armée de Silésie, il achèverait de la détruire avant qu'elle fût secourue. Dans cette persuasion, il fit avancer les divisions Dufour et

Ricard qui n'avaient point pris part au combat de Brienne; elles furent confiées au général Gérard qui occupait Dienville. Le duc de Raguse, avec la division Lagrange et le 1er corps de cavalerie, eut l'ordre de se maintenir à Chaise et à Morvilliers, pour protéger la retraite en cas de défaite.

Telles furent les dispositions de la première bataille rangée qu'on allait livrer en France. Par un ordré du jour, les soldats alliés furent avertis de se préparer au combat; pour éviter toute méprise entre tant de nations différentes, on leur ordonna de porter une écharpe blanche au bras gauche, en signe de ralliement. Cependant l'assurance de Blucher fit soupçonner à l'Empereur qu'on l'avait trompé sur la marche de Schwarzenberg; persuadé que le feld-maréchal prussien ne cherchait qu'à donner le temps à l'armée combinée de se porter sur Troyes, il ordonna de se diriger sur cette ville. Mais, le pont de Lesmont ayant été brûlé, il fallait attendre qu'on l'eût rétabli. Nos premières colonnes commençaient à s'ébranler, lorsque vers midi, le comte Grouchy annonça que de grands mouvemens avaient lieu, et que des masses d'infanterie ennemie se présentaient devant la Rothière et Dienville, où le gros de notre armée était en position. L'Empereur monte aussitôt à cheval et parcourt les avant-postes. La neige et un temps très-obscur auraient rendu dangereuse une retraite précipitée, devant

un ennemi trois fois plus nombreux. Napoléon le sentit; pour éviter un grand désastre, il contremanda la retraite, et voulut, par une contenance assurée, déjouer les projets des Alliés.

Ceux-ci s'étant aperçus de notre position critique, et rassurés par la multitude de leurs soldats, cherchèrent à nous déborder en se dirigeant vers le pont de Lesmont. Le Prince royal de Wurtemberg, conjointement avec le général de Wrède, engagèrent l'action en attaquant la ferme de la Giberie et le village de Chaumenil, occupés par le duc de Bellune qui, pendant trois heures, les défendit avec acharnement sans pouvoir les conserver. Napoléon, voulant à tout prix reprendre ces deux villages, accourut en personne avec une partie de sa garde: voyant l'impuissance de cette tentative, il fit jouer toute son artillerie contre la Giberie et Chaumenil; après une lutte sanglante, il parvint à les enlever. Mais, le prince de Wurtemberg et le général de Wrède, ne voulant pas se laisser arracher un avantage qui leur avait coûté si cher, déployèrent de nouveaux efforts, et reprirent les deux villages où ils ne se maintinrent qu'à force de sacrifices. Notre centre ayant détaché des troupes pour aller secourir le duc de Bellune, Sacken profita de cet affaiblissement pour l'attaquer avec toute son infanterie, et parvint jusqu'à l'église de la Rothière où les combattans luttaient de courage et d'obstination, quoique contrariés par

des flocons de neige si épais, que plusieurs fois les artilleurs, ne sachant où pointer, suspendirent leurs feux.

La résistance qu'opposait notre droite, donna à Napoléon le temps de préparer de nouvelles dispositions; il se mit à la tête de la cavalerie des généraux Colbert et Piré, et fit exécuter une charge qui, sur le centre, arrêta les progrès des Coalisés. Pendant ce temps, le duc de Reggio qu'on avait rappelé de Lesmont, arriva avec deux divisions de la jeune garde, et contribua à faire reprendre l'offensive. Toutes ces nouvelles colonnes, suivies d'une nombreuse artillerie, se dirigeaient sur la Rothière; Napoléon était avec elles: Blucher accourt pour s'opposer à ses efforts. Le premier eut un cheval tué sous lui; un kosaque est frappé à côté du second. Trois fois, nos troupes prennent et reprennent l'église de la Rothière, tandis que les Russes occupaient le reste du village. Sur tous les points, on croise la baïonnette, et l'on fait feu à bout portant: des deux côtés, règne la même animosité; des deux côtés, éclate la même bravoure. La division Duhesme fut détruite; les soldats, qui purent échapper, se réfugièrent dans Petit-Mesgnil; retranchés dans les maisons, ils y vendirent chèrement leur vie.

Si nos troupes étaient excitées par Napoléon, celles des Alliés l'étaient aussi par la présence de l'empereur de Russie, du roi de Prusse et du

prince Schwarzenberg. Placés au centre de l'action, ils en observaient les progrès, et, selon les vicissitudes des armes, s'avançaient ou se retiraient. Les succès du Prince royal de Wurtemberg ayant découvert le flanc droit du duc de Raguse, ce Maréchal porta aussitôt une de ses brigades contre le corps bavarois; mais, cette brigade, abordée par la division Rechberg, fut chassée de Morvilliers et vivement poursuivie, ainsi que la cavalerie du comte Milhaud qui, dans ce désordre, perdit plusieurs pièces d'artillerie.

Dans la crainte d'être enfoncé sur ce point, Napoléon envoie, pour le fortifier, une colonne de cavalerie avec vingt-quatre pièces de canon; le général Grouchy, ayant pris une fausse direction, Saken s'empara de cette artillerie. Vers la fin du jour, Napoléon voulut encore tenter une dernière attaque sur la Rothière, et prescrivit au duc de Reggio de marcher tête baissée sur ce village, avec la division Rothenbourg. Cette division s'ébranle au moment où le général Colbert venait de refouler les Russes; une brigade pénètre dans la Rothière; accueillie par une grêle de balles, elle en fut chassée, à la suite de l'action la plus meurtrière.

Ce dernier effort devenu infructueux, Napoléon désespéra de la victoire, et vers les neuf heures du soir, il ordonna au général Drouot d'incendier la Rothière, afin de contenir les Alliés, pendant que l'armée opèrerait sa retraite sur

Brienne (1). Heureusement, sur notre droite, le général Gérard conservait toujours le village de Dienville, unique point vers lequel l'ennemi avait été arrêté, et par où l'on pouvait repasser l'Aube, en supposant que le pont de Lesmont eût été impraticable. Durant la bataille, le corps de Giulay, pour nous enlever ce poste important, renouvela plusieurs fois ses attaques; il y perdit plusieurs bataillons, sans ébranler la constance du général Gérard et de ses braves soldats dont la plupart voyaient le feu pour la première fois. A minuit seulement, il abandonna Dienville, et après avoir effectué sa retraite, il fit sauter le pont. La nuit seule sépara les combattans : ceux de la première ligne restèrent à peu près dans leur position respective. Les avant-postes étaient si près les uns des autres, qu'on s'entendait parler mutuellement. Le prince de Neuchâtel, en les parcourant, faillit tomber au pouvoir de l'ennemi. Un de ses aides de camp fut pris à côté de lui. Dès une heure du matin, les bagages filèrent par la route de Lesmont; on laissa dans Brienne une multitude de blessés qu'on ne put transporter.

L'armée passait sur la rive gauche de l'Aube, pendant que le prince de la Moskowa, avec de

---

(1) Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814, par F. Koch, chef de bataillon, tome 1er, page 185.

la grosse artillerie, défendait les approches du pont de Lesmont, et que le duc de Raguse, avec la division Lagrange et le premier corps de cavalerie, occupait les hauteurs de Ronay. Le général de Wrède, impatient d'enlever ces hauteurs que Napoléon avait choisies pour protéger notre retraite, voulut surmonter les obstacles qu'opposaient nos soldats et le terrain. Déjà ses troupes occupaient la moitié de Ronay; mais, la Voire, dont les eaux débordées submergeaient toute la plaine, les séparait de l'autre moitié du village. Nos tirailleurs, retranchés derrière des murs crénelés, engagèrent un feu soutenu, et réunis à la cavalerie du général Curto, firent mettre bas les armes à cinq cents Bavarois qui avaient franchi la rivière, à la faveur d'un pont mal détruit. Enfin, la cavalerie Austro-Bavaroise parvint à trouver un gué, et tourna la position de Ronay. Le duc de Raguse se retira sur Rameru, après avoir retardé de vingt-quatre heures, la marche de l'ennemi qui s'emparait à peine du pont de Lesmont, lorsque notre armée approchait de Troyes.

Les Alliés présentèrent la bataille de la Rothière, comme une affaire générale dont tout l'honneur appartenait aux combinaisons de Blucher, tandis que la gloire en était due à la bravoure des armées qui, toutes deux, déployèrent une valeur égale, et où seulement les masses les plus nombreuses écrasèrent les plus faibles. De

son côté, Napoléon parla de cette action, comme d'un simple engagement d'arrière-garde, tandis que les résultats eurent pour nous, les conséquences d'une véritable défaite. Les généraux Forestier et Marguet furent tués; nous perdîmes cinquante-quatre bouches à feu, et environ deux mille hommes.

Cette bataille fut une tache à la réputation militaire de Napoléon; elle accrut l'ardeur de ses ennemis, et affecta d'une manière grave, la confiance des jeunes soldats, qui profitèrent du désordre de la retraite pour rentrer dans leurs foyers. A la vérité, les Alliés avaient éprouvé de grandes pertes; mais le terrain qu'ils gagnèrent, et les trophées restés en leur pouvoir, n'attestèrent que trop une victoire dont ils avaient sujet de s'enorgueillir. Car, si, dans ce jour, nous n'avions pas la vieille garde, de leur côté, ils n'avaient pu disposer des corps de Colloredo, de Wittgenstein, de Kleist et d'Yorck. Le maréchal Blucher acquit une haute réputation, et fit oublier la faute qu'il avait commise à Brienne. Schwarzenberg, pour la célérité de ses mouvemens et la justesse de ses dispositions, reçut les éloges de l'armée, et de l'empereur Alexandre, une épée magnifique. Le Prince royal de Wurtemberg et le comte de Wrède, dont l'intrépidité contribua beaucoup au gain de la bataille, furent tous les deux décorés du grand cordon de l'ordre de St.-George.

Quoique la retraite de Napoléon sur Troyes, eût pour but de se réunir à la vieille garde, néanmoins, les Souverains alliés et leur conseil ne s'opposèrent point à cette jonction qu'il leur eût été facile d'empêcher. En arrivant à Brienne, ils se rendirent au château, pour régler dans quel ordre ils poursuivraient leur marche. Etonnés et satisfaits d'avoir vaincu Napoléon, au centre de son empire, ils avaient encore une si haute opinion de son génie et de son influence sur l'esprit des soldats, qu'ils n'osèrent l'amener à une situation désespérée. Ils décidèrent que l'armée de Silésie se porterait par Châlons, longerait la Marne, et irait se joindre aux corps de Bulow et de Winzingerode qui, après avoir envahi le Nord de la France, devaient se réunir vers Château-Thiery, pour marcher sur la capitale. La grande armée alliée devait s'y diriger par les deux rives de la Seine, et se lier à celle de Blucher, par un corps de cavalerie légère.

La réunion à notre armée de dix mille vieux guerriers, familiarisés avec les combats et habitués à vaincre, contribua beaucoup à dissiper le découragement qu'avait causé la bataille de la Rothière. En arrivant à Troyes, Napoléon apprit que Blucher s'était séparé de Schwarzenberg. Pour profiter de cette faute, il fit reconstruire, sur la Barce, le pont de la Guillotière que nos troupes avaient détruit en se retirant. Ce pont rétabli, il feignit de vouloir revenir sur

Brienne et couper les colonnes ennemies, pendant qu'elles étaient en marche. Ce stratagème laissa les Alliés dans l'incertitude de savoir si notre armée se retirerait sur Sens ou sur Nogent. Le corps bavarois ayant cessé de poursuivre le duc de Raguse, ce Maréchal prit position à Arcis-sur-Aube, où il fut protégé par un renfort de quinze cents cuirassiers. L'hésitation fit perdre aux ennemis, le fruit de leur victoire. Napoléon profita du repos qu'on lui laissait, pour réorganiser son armée, et quand, par trop de timidité, ses adversaires suspendaient leur marche, il se fortifiait de tout ce que cette irrésolution ajoutait à l'essor de ses talens et à la confiance de ses troupes.

Bientôt de nouveaux rapports lui annoncèrent que de fortes colonnes ennemies se dirigeaient sur Troyes, dont l'unique défense ne consistait qu'en quelques ouvrages élevés à la hâte. Pendant ce temps, notre armée, campée autour de la ville, occupait les lieux susceptibles d'être défendus, et manifestait l'intention de tenir jusqu'à la dernière extrémité, pour attendre l'arrivée des renforts qui venaient de la Bretagne, de la Normandie et des armées d'Espagne.

La position des Maisons-Blanches ayant été attaquée par la division autrichienne de Maurice Lichtenstein, le duc de Trévise fit marcher sur le pont de Clerey, un détachement de la vieille garde qui, après l'avoir bravement défendu, fut

forcé de livrer à l'ennemi, les deux rives de la Seine. Les Souverains alliés, établis à Lusigny, près Vandœuvres (4 février), apprenant que cette rivière avait été forcée, ordonnèrent à leurs troupes d'enlever le pont de la Guillotière et toutes les positions que nous avions encore sur la Barce. Dans la persuasion que notre arrière-garde seulement leur disputerait l'entrée de Troyes, ils se flattaient d'y arriver le soir même. La vive résistance qu'ils éprouvèrent, en voulant passer la Barce où le prince de Colloredo reçut un coup de feu à la cuisse, confirma le rapport de quelques prisonniers français qui assurèrent que Napoléon était à Troyes, avec la ferme résolution de s'y maintenir.

Cette circonstance, à laquelle les Alliés étaient loin de s'attendre, les obligea de changer leurs dispositions; car, la présence de Napoléon, à leurs yeux, équivalait à une puissante armée. Aussi, s'informaient-ils, avec soin, du lieu où était sa personne. De ce seul renseignement dépendaient leurs manœuvres, et ce même guerrier, que l'on poursuivait comme vaincu, obligeait encore ses ennemis à se retirer dès qu'il se disposait à accepter le combat. En sortant de Troyes pour aller à leur rencontre, il apprit qu'ils venaient de rétrograder sur Vandœuvres.

Cependant, les Souverains étrangers tenaient à s'emparer de l'ancienne capitale de la Champagne, où ils étaient sûrs de trouver un parti qui

désirait leur arrivée, et se préparait à seconder leurs desseins; n'osant attaquer de front Napoléon, ils cherchèrent à l'obliger de se retirer, en lui coupant ses communications avec Paris. Dans cette vue, ils poussèrent de nombreux détachemens sur les routes de Saint-Florentin et de Sens. Napoléon ne s'effraya point des démonstrations qu'on faisait pour l'envelopper, bien décidé à n'abandonner Troyes, que lorsqu'il aurait la certitude que les deux armées alliées s'étaient séparées. Pour mieux accréditer le bruit, qu'il voulait défendre le passage de la Seine au pont Saint-Hubert, il ordonna qu'on démolît plusieurs maisons du faubourg d'Arcis.

Napoléon, débordé par deux armées, dont l'une marchait par l'Yonne, et l'autre, le long de la Marne, hésitait encore à abandonner Troyes, lorsque des dépêches de son frère Joseph achevèrent de le déterminer. Ces dépêches alarmantes lui annonçaient que Paris était dans la stupeur, et qu'on y regardait l'arrivée des ennemis comme inévitable et prochaine. Pour mieux cacher la résolution qu'il allait prendre, Napoléon envoie un corps d'arrière-garde à la rencontre de Schwarzenberg, mais tandis qu'il feignait de vouloir livrer bataille, le gros de son armée se retirait vers Nogent-sur-Seine.

Le Prince royal de Wurtemberg se préparait à recevoir l'attaque, quand il apprit la nouvelle de l'évacuation de Troyes. S'étant présenté devant

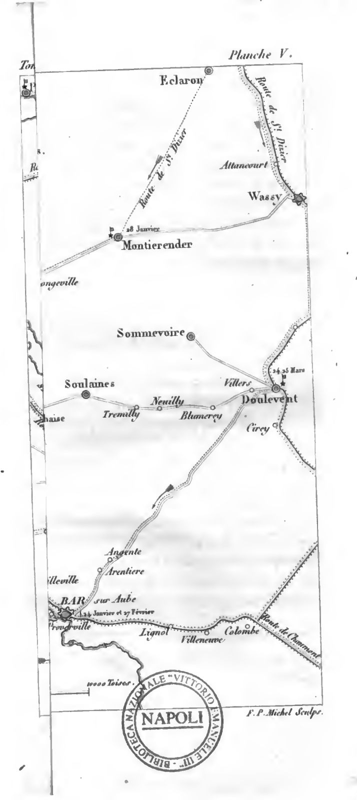
les portes (7 février), quatre heures après le départ de nos troupes, il força les palissades et entra dans la ville, sans éprouver la moindre résistance. L'Empereur, en la quittant, n'avait point prévenu le maire. Ce magistrat était dans une irrésolution extrême, et ne savait quelle conduite tenir en cette circonstance difficile. Alors, les notables de Troyes allèrent à la rencontre du prince de Wurtemberg, et lui présentèrent les clefs que celui-ci fit passer au généralissime. En même temps, le général de Wrède, à la tête de sa cavalerie légère, se mit à la poursuite de notre arrière-garde. Cent mille hommes prirent position autour de Troyes, d'où ils envoyèrent des éclaireurs dans toutes les directions, et particulièrement sur la route de Sens. Déjà l'hettman Platow avait paru aux portes de cette ville, avec une nuée de kosaques.

Le découragement qui affectait les citoyens, se propagea bientôt dans les camps. Nos soldats étaient consternés de nos marches rétrogrades. Après avoir été si long-temps victorieux, la fierté de leur caractère ne pouvait supporter les souffrances de l'adversité ni se plier aux humiliations de la retraite. Celle de Troyes sur Nogent s'effectua la nuit, par un temps affreux. Pendant cette marche pénible, le dégoût qu'éprouvaient les troupes se manifesta d'une manière accablante; les chemins étaient impraticables, et la fatigue extrême. Aucune précaution n'ayant été prise, le

défaut d'ordre, et des mesures précipitées firent manquer les subsistances; les privations, se faisant vivement sentir, accrurent le nombre des déserteurs qui se disaient malades ou blessés; jusqu'à Nogent, les fossés étaient remplis de fusils, de gibernes et de schakos que des conscrits jetaient pour marcher avec plus de facilité, tandis qu'un grand nombre de soldats aguerris, pressés par la faim, s'éparpillaient dans les villages voisins et tombaient entre les mains des éclaireurs ennemis. Enfin, la désorganisation était effrayante (1). Ce fut sous ces tristes auspices que l'armée s'établit à Nogent, à vingt-trois lieues de la Capitale. Elle choisit pour position, un plateau situé en avant de cette ville, protégé par un ruisseau et des alentours marécageux. Là, elle reçut quelques renforts qui remplirent les vides qu'avait laissés la désertion.

Napoléon qui n'avait su assurer ni la paye ni la subsistance de ses troupes, ne fut informé des excès qu'elles commettaient, que lorsque les soldats du train eurent pillé un château des environs qui appartenait à sa mère. Alors la vérité arriva jusqu'à lui; pour ramener l'opinion fortement prononcée contre son système de guerre, il sentit la nécessité de réorganiser son armée, et de la

(1) Journal des opérations du 6e corps, par le colonel Fabvier, page 29.


Planche V.
Eclaron
Route de St. Dizier
Route de St. Dizier
Attancourt
Wassy
28 Janvier
Montierender
ongeville
Sommevoire
24 25 Mars
Villers
Doulevent
Soulaines
Neuilly
Tremilly
Blumerey
Cirey
Argente
Arentiere
illeville
BAR sur Aube
24 Janvier et 27 Février
Proverville
Lignol
Villeneuve
Colombe
Route de Chaumont
10000 Toises
F. P. Michel Sculps.

soumettre à cette austère discipline qu'un trop long séjour chez l'étranger lui avait fait oublier. Dans ce but, il témoigna à ses troupes, son mécontentement sur des excès qui devenaient des crimes quand ils étaient commis sur le territoire de la patrie. Les habitans fuient partout, disait-il dans cet ordre du jour, et l'armée qui doit défendre le pays, en devient le fléau. Il rendait les chefs de corps responsables, et leur ordonnait de prendre des mesures sévères pour faire cesser l'inconduite de leurs soldats.

Quoique les opérations militaires fussent poussées de part et d'autre, avec une grande vivacité, néanmoins, les puissances belligérantes, soit par ruse, soit avec sincérité, ne cessaient de proclamer leur amour pour la paix. L'empereur d'Autriche n'entendait point que ses vues pacifiques entraînassent la chute de l'Empire français; Alexandre, se rappelant aussi qu'il avait partagé l'admiration qu'on portait jadis à Napoléon, autant par amour-propre que par un reste d'égard, cédait à cette déférence. Ces deux Monarques ayant les intentions les plus franches, pensaient que rien n'était impossible à une politique sage, inspirée par des sentimens de bienfaisance, et secondée par la force des armes; ils se flattaient que Napoléon, corrigé par le malheur, apporterait enfin dans ses transactions, les idées généreuses dont ils étaient animés. L'Angleterre, n'osant encore dévoiler tous ses projets, mani-

festait le désir de souscrire à une paix conforme aux intérêts de l'Europe. La Prusse seule avait une politique assez franche pour déclarer hautement que le repos du monde était incompatible avec la souveraineté de Napoléon.

Lord Castlereagh qu'on attendait depuis longtemps, après avoir installé à Amsterdam, le prince d'Orange comme roi de Hollande, joignit à Bâle le corps diplomatique. Les ministres et ambassadeurs étrangers, ayant passé le Rhin, arrivèrent à Langres, le 28 janvier. C'est dans cette ville qu'ils entrèrent en conférence pour arrêter les principes et fixer la marche des négociations qu'on voulait entamer; il fut convenu que les plénipotentiaires des quatre grandes puissances traiteraient de la paix avec l'empereur Napoléon, au nom de l'Europe entière; que la France rentrerait dans ses limites de 1792, et qu'elle n'aurait pas le droit d'intervenir sur le sort des provinces détachées de son empire; enfin, que Napoléon renoncerait à la souveraineté de l'Italie et au protectorat de l'Allemagne et de la Suisse.

Ainsi furent jetées les bases du congrès qui devait s'ouvrir à Châtillon-sur-Seine, sans néanmoins suspendre le cours des opérations militaires. Cette clause, si nuisible à la paix, prouvait que les parties contractantes règleraient leurs prétentions sur le succès de leurs armes. Le duc de Vicence, ayant enfin reçu ses passe-ports, écrivit à l'Empereur, pour lui demander de nou-

velles instructions, en supposant que les Alliés exigeassent des cessions autres que celles indiquées par le manifeste de Francfort. Mais Napoléon, qui ne se soumettait qu'avec répugnance à des négociations par lesquelles il fallait consentir à de nombreux sacrifices, jusqu'alors avait différé de s'expliquer, dans l'espoir d'améliorer ses affaires; ce ne fut que lorsque la fortune l'eut trahi à la Rothière, qu'il écrivit à son ministre *d'accélérer le moment qui devait mettre un terme à l'état de souffrance de ses peuples.*

Ce fut sous ces auspices qu'allait s'ouvrir le congrès de Châtillon, où le duc de Vicence venait d'être envoyé. Lord Castlereagh s'y rendit aussi pour les intérêts de l'Angleterre. Il fut convenu qu'on respecterait la neutralité de cette ville. Les conférences commencèrent le 4 février; et le 9, c'est-à-dire, huit jours après la bataille de La Rothière, M. de Caulaincourt annonça au prince de Metternich, que si l'on accordait à Napoléon un armistice, il consentait à faire rentrer la France dans ses anciennes limites, et qu'il remettrait sur-le-champ, une partie des places appartenant aux pays auxquels nous devions renoncer. Le duc de Vicence *suppliait* M. de Metternich de mettre cette note sous les yeux de François II, afin qu'il pût juger de l'étendue des sacrifices que Napoléon était résolu de faire; mais les Alliés, convaincus que dans ces négociations, il fallait distinguer les apparences des

intentions réelles, jugèrent qu'il convenait de substituer à la proposition d'un armistice, celle de signer les préliminaires de paix.

Sur cette entrefaite, le général Yorck, que Blucher avait laissé sur la Moselle, après avoir repris Saint-Dizier, se porta sur Vitry, vaillamment défendu par le général Montmarie. Un renfort inattendu, amené par le duc de Dantzig, ranima l'énergie des habitans. Leur résistance permit au duc de Tarente de devancer les Prussiens, et d'arriver avant eux, à Châlons (31 janvier), où se trouvait le grand parc d'artillerie. Au bruit de l'arrivée de l'ennemi, ce Maréchal envoya vers Aulnay, huit mille hommes; mais, les Prussiens, dont le nombre était supérieur, attaquèrent ce corps sur ses derrières, et, après lui avoir enlevé quelques centaines de prisonniers, sommèrent Châlons de se rendre. Le duc de Tarente n'ayant pas répondu à cette sommation, Yorck fit jeter des obus qui mirent le feu dans plusieurs quartiers. Aussitôt, la garnison s'avança pour repousser l'ennemi, et Châlons allait devenir le théâtre d'un combat sanglant, lorsque les autorités, avec l'approbation du Maréchal, promirent à l'ennemi que, s'il s'engageait à épargner la ville, l'armée française ne tarderait pas à l'évacuer.

Le duc de Tarente, après avoir arrêté les Prussiens pendant deux jours, fit sauter le pont de pierre sur la Marne. Il assura ainsi sa retraite et

la conservation de cent bouches à feu. Yorck, à la faveur d'un pont de bateaux, se mit à la poursuite du Maréchal qui lui disputa toutes les positions susceptibles d'être défendues. La valeureuse garnison de Vitry, secourue par le général Excelmans, rejoignit le duc de Tarente auprès de Crezancy, où elle releva le général Brayer qui, sur ce point, soutint la retraite avec opiniâtreté. Enfin le Maréchal, arrivé à Château-Thiery, fit sauter le pont, et essaya de défendre la ville; mais l'ennemi, au moyen de quelques bateaux, passa la rivière sous le feu de notre arrière-garde qui se retira vers La Ferté.

On ne saurait dépeindre l'émotion cruelle qu'éprouva la population éminemment française de Château-Thiery, en entendant sonner la première trompette prussienne. L'idée de passer sous la domination de soldats étrangers qu'on avait tant de fois vaincus, plongeait dans la consternation tous ces bons citoyens. Les ennemis, forcés de s'arrêter pendant qu'on rétablissait le pont, se répandirent dans la ville, exigeant d'une manière impérieuse, tout ce qui était nécessaire à leurs besoins comme à leurs caprices, molestant les uns, pillant les autres, et annonçant avec jactance, qu'ils ne faisaient que passer pour se rendre à Paris où ils étaient certains de faire leur entrée triomphante.

Yorck était suivi par Sacken qui, de Sézanne, se dirigeait sur Montmirail. Mais, tandis que ces

deux généraux se portaient en avant, Blucher, dont tous les corps étaient isolés, s'était arrêté à Soudron, pour rassembler dans la plaine de Vertus, les troupes russes et prussiennes qui arrivaient de Mayence et de la Meuse, et dont il voulait former une masse imposante, pour marcher sur Paris, pendant qu'il croyait Napoléon du côté de Troyes, occupé à faire face à Schwarzenberg.

La régence, d'après les instructions de l'Empereur, s'était bornée à mettre la Capitale à l'abri d'un coup de main. Cette mesure timide lui avait été prescrite pour épargner aux habitans, l'appareil d'une résistance qui devait attirer sur eux de longs malheurs. Il paraît qu'elle était sage et prévoyante, car, du moment qu'on se mit à palissader les barrières, et à exécuter des travaux autour de Saint-Denis, de Belleville, et auprès de Vincennes, ces préparatifs de défense confondirent le système de mensonge et de dénégation qu'avait adopté le gouvernement pour cacher ses disgrâces. La bataille de La Rothière qui, jusqu'alors, avait passé pour une victoire, fut regardée comme une défaite, et on n'ajouta plus foi à ces bulletins et à ces correspondances officieuses qui tendaient à présenter, sous un aspect favorable, les résultats de cette journée. Enfin on comprit que l'armée, qu'on nous peignait tremblante, battue et dispersée, se rapprochait chaque jour de Paris.

Napoléon était encore à Nogent, lorsqu'il reçut du duc de Tarente, plusieurs dépêches annonçant que l'armée de Silésie se portait sur Paris dont le sort était compromis, si l'on ne se hâtait de l'arrêter. Cette armée, composée de Russes et de Prussiens, manifestait une grande défiance pour les troupes autrichiennes, et, par des raisons faciles à deviner, tenait à entrer la première dans notre Capitale. Le nom de *Paris* était le mot de ralliement des soldats. On dit même que, par enthousiasme, ils l'avaient écrit sur leurs schakos. Pleins d'ardeur et d'impatience, ils se portaient sur Meaux avec précipitation, ne laissant dans les villes qu'ils traversaient, que de très-faibles garnisons occupées à contenir les paysans qui sur ce point, ayant pris les armes, interceptaient les routes et arrêtaient les courriers. En même temps Blucher, de Soudron se dirigeait vers la plaine de Vertus, précédé du corps de Sacken dont les éclaireurs étaient déjà à La Ferté-sous-Jouare. Ainsi l'armée de Silésie, se trouvant au-delà du rayon dans lequel manœuvrait Napoléon, se croyait hors de ses atteintes, et sûre de son entreprise.

Paris, menacé d'une effroyable catastrophe, offrit l'aspect le plus morne, lorsque cette Capitale, le centre des plaisirs et le sanctuaire des arts, devint le refuge des ambulances de nos armées battues et découragées. Les arri-

vages de la Seine et de la Marne, à qui les habitans devaient leur prospérité et leurs subsistances, avaient cessé depuis que le pays qu'arrosent ces deux rivières, était devenu le théâtre de la guerre. Les mêmes bateaux qui jadis apportaient l'abondance, étaient alors chargés de blessés et de mourans. On fuyait les promenades publiques; et, dans ces lieux réservés aux jouissances de la vie, on ne voyait que des soldats mutilés par le canon, percés par des coups de lance, et dont les larges blessures n'avaient point été pansées. Ces braves soldats, restes précieux échappés à tant de batailles, pâles, défigurés, accablés de misère, et livrés aux plus cruelles souffrances, se traînaient dans les rues, ou bien, assis sur une borne, d'une main ils tenaient encore leur arme, et de l'autre imploraient des secours. Les jeunes conscrits arrachés à leurs chaumières, uniques soutiens de leurs familles désolées, à peine sortis de l'enfance, avaient été conduits sur le champ de bataille, pour être en butte aux premiers coups de l'ennemi. Ces malheureux, en proie à toutes sortes d'infortunes, couverts de boue et de sang, poussaient des cris douloureux, et invoquaient la mort comme un bienfait.

Le gouvernement, en peignant la conduite des soldats étrangers sous les couleurs les plus noires, au lieu d'exciter un soulèvement contre eux, frappa de terreur les citoyens. Toutes les



familles opulentes, effrayées par le récit de tant d'excès, sortaient de Paris, pour aller au fond de l'Ouest, se mettre à l'abri d'une avarice et d'une brutalité dont la politique exagérait les violences; la classe fortunée qui encourageait l'industrie et prévenait la misère, était remplacée par une foule de malheureux qui, fuyant leurs villages envahis, accouraient dans la capitale, et, par le récit de leurs maux, excitaient la commisération publique. Le tableau déplorable de leur infortune frappait d'autant plus les Parisiens, qu'eux-mêmes allaient être exposés à de pareils fléaux. La perspective de tant de calamités, en consternant les esprits, causait une fermentation dont nulle éloquence ne pourrait retracer l'image.

Le séjour que Napoléon fit à Troyes, l'inaction des combattans autour de cette ville, et même la retraite sur Nogent, opérée à l'époque où le congrès de Châtillon venait de s'ouvrir, avaient donné l'espoir qu'on obtiendrait un armistice; mais, lorsque les progrès de l'ennemi eurent fait évanouir ces espérances, ceux qui devaient donner l'exemple du courage et de la fermeté furent les premiers à exciter les alarmes. Tremblans pour leurs dignités, leurs titres et leur fortune, l'adversité les accable : les uns fuient pour assurer leur vie, d'autres restent pour enfouir et garder leurs richesses. La Régente, ses ministres et ses conseillers se préparent aussi à quitter la Capitale

pour se retirer sur la Loire; les trésors, les objets d'arts les plus précieux et les archives du gouvernement sont emballés à la hâte, et envoyés dans les départemens les plus reculés. Enfin, tous les esprits judicieux sont intimement persuadés qu'on touche au dénouement de cette grande crise.

La détresse où l'Etat se trouvait plongé, justifiait l'opinion que l'heureuse étoile de Napoléon l'avait abandonné. Depuis l'ouverture de cette campagne, rien en effet, n'annonçait le retour de ses talens; il lui fallait pour faire cesser le découragement répandu dans la France et dans l'armée, un de ces coups d'éclat qui lui avaient été si familiers, et que la France attendait de son génie. De sa position de Nogent, il observait que Schwarzenberg, en se portant vers Sens, et Blucher, sur La Ferté, effectuaient le plan arrêté par les Coalisés, de tenir l'armée française renfermée entre la Seine et la Marne, et de se présenter devant la Capitale de l'empire, avec toutes leurs forces réunies. Quoique ce plan fût hardi, et parût d'une exécution facile, néanmoins Napoléon, en capitaine expérimenté, en saisit tous les défauts, et remarqua que le mouvement des Alliés, incohérent et precipité, était en contradiction avec leur prudence habituelle. Les deux armées ennemies marchaient éloignées l'une de l'autre à plus de trois journées de distance, et ne pouvant se prêter un mutuel secours, s'exposaient

à être battues séparément. Outre cela, le corps de cavalerie légère qui servait à établir leur communication, avait été imprudemment rappelé pour rejoindre Platow, à l'extrême gauche de leur grande armée.

Napoléon, campé sur la Seine et protégé par cette rivière, se trouvait hors du danger où sa défaite de la Rothière l'avait placé. Quoiqu'il eût perdu beaucoup de terrain, sa position devenait plus rassurante; sa cavalerie, considérablement renforcée et s'élevant à douze mille chevaux, contribuait à relever ses espérances. Frappé d'un de ces rayons lumineux qui, dans les beaux jours de sa gloire, avaient éclairé sa carrière militaire, il résolut de laisser devant Nogent et Montereau, les corps des ducs de Bellune et de Reggio, avec la réserve de Paris que commandait le général Gérard, et le 6e corps de cavalerie. Outre ces troupes, la division Alix occupait Sens, et des dépôts de cavalerie et de gardes nationales, sous les ordres des généraux Pajol et Pactod, devaient défendre les lignes de l'Yonne et du Loing.

Lorsque ces dispositions furent arrêtées, Napoléon se proposa, par une marche rapide, de tomber sur les flancs de l'armée de Blucher. Ce général, en s'éloignant trop de Schwarzenberg et en dispersant ses divisions, les avait mises hors d'état de lier leurs opérations et de se soutenir mutuellement. Il donnait en même temps à Napoléon, la facilité de recourir à sa tactique accou-

tumée, consistant à couper son ennemi, pour tomber avec des forces réunies, sur des corps isolés.

Napoléon avait calculé qu'en se frayant un passage par la route de Villenoxe, il arriverait en deux jours, sur celle de Châlons à Paris, et qu'en débouchant vers Sézanne pendant que l'armée de Silésie était en marche, il pourrait, après avoir enfoncé son centre, attaquer et disperser les deux corps d'Yorck et de Sacken qui marchaient en tête, et se porter ensuite sur Blucher. Les difficultés qui s'opposaient à l'accomplissement de cette manœuvre audacieuse, auraient rebuté tout autre que Napoléon, mais il ne désespéra pas de l'exécuter, en songeant qu'il commandait à des Français, tous intrépides, et pour la plupart exercés aux plus rudes fatigues de la guerre,

La route qu'il avait choisie, tracée au milieu d'immenses marais, a dix lieues d'étendue et n'est point pavée; le sol gras sur lequel elle est pratiquée, se trouvait détrempé par les pluies abondantes qui n'avaient cessé de tomber depuis le commencement de l'hiver. Lorsque Napoléon eut arrêté son plan, il expédia ses ordres au prince de la Moskowa et au duc de Raguse. Ce dernier, campé à Romilly, fut averti que l'Empereur, marchant avec le gros de son armée sur Sézanne, il devait se porter en avant pour former l'avant-garde. Aussitôt que cette résolution fut connue des chefs de corps, ils en furent

surpris et la blâmèrent amèrement. Tous assuraient que c'en était fait de l'armée; mais, accoutumés à obéir, ils se mirent en mouvement. Dès la première journée, les inquiétudes qu'on avait manifestées parurent se réaliser; les artilleurs annoncèrent que leurs pièces étaient embourbées, et qu'il était impossible de sortir de la forêt de Traconne au milieu de laquelle passe cette route marécageuse. Napoléon répond : « qu'il faut toujours avancer, quand même on laisserait les canons. » Malgré l'obéissance passive des soldats et le zèle des officiers qui les stimulaient, l'artillerie aurait été abandonnée sans le secours de cinq cents chevaux fournis par les habitans de Barbonne, et que le maire amena avec une ardeur inspirée par l'amour de la patrie.

Le mécontentement était à son comble parmi les militaires; jamais, même aux époques les plus désastreuses, ils ne s'étaient exprimés avec autant de licence; on accusait hautement Napoléon d'avoir perdu la tête; on maudissait le mauvais génie qui lui avait inspiré une entreprise qu'on qualifiait d'extravagante et d'insensée; et si, dans ce fatal moment, un faible corps ennemi se fût présenté pour nous combattre, l'armée était dans une désorganisation si grande, qu'on l'aurait aisément précipitée dans les marais qu'elle avait la témérité de vouloir franchir.

Les premières colonnes n'arrivèrent à Sézanne, qu'à dix heures du soir. La garde im-

périale et l'artillerie étaient encore à plusieurs lieues en arrière, quoiqu'elles marchassent depuis plus de vingt-quatre heures. Après avoir surmonté toutes les difficultés au milieu d'une longue nuit d'hiver, le lendemain, vers midi, tout se trouva réuni, mais dans l'état le plus déplorable. Quantité de chevaux n'ayant pu résister à l'excès de la fatigue, tombèrent sur la route; il fallut aussi abandonner plusieurs bouches à feu et beaucoup de caissons qui contenaient des vivres et des munitions. Malgré ce délabrement, et sans avoir reçu aucune distribution de vivres, l'armée fut forcée de se porter en avant dans des chemins semblables à celui qu'elle venait de parcourir.

Napoléon était incertain si de Sézanne il se dirigerait sur Montmirail ou sur Champaubert; mais, le général Grouchy, à la tête de la cavalerie, ayant aperçu un corps ennemi d'environ six mille hommes, campé près du village de Saint-Gond, apprit, à la suite d'un léger combat, que ce corps était celui du général Alzuziew qui défendit vaillamment la ville de Brienne, après que nous nous fûmes emparés du château. On l'avait laissé dans cette position pour lier les forces de Blucher avec celles de Sacken et d'Yorck (1).

---

(1) Voyez *Planche VI*, où l'on a tracé la marche de l'armée française, pour servir à l'intelligence du récit des

Le duc de Raguse étant arrivé le premier, franchit les étangs de Saint-Gond et attaqua le village de Baye. Aussitôt que le général Alzuziew nous vit déboucher par une route qu'il croyait fermée par les manœuvres de Schwarzenberg et la nature des chemins, il déploya ses bataillons; quoique surpris, il se défendait avec ordre et bravoure; mais, la cavalerie du 1er corps, appuyée par les divisions Ricard et Lagrange, se rendit maîtresse du village de Baye. Les Russes se concentrèrent autour de Champaubert, avec l'intention d'opérer leur retraite sur Châlons, lorsque le général Girardin, avec deux escadrons de service de la garde, et marchant en tête de la cavalerie Doumerc, leur coupa cette route. Jusqu'alors, Alzuziew avait combattu avec un aplomb et un sang-froid admirables; cette manœuvre le déconcerta : n'ayant que de l'infanterie, il fit former des carrés pour se faire jour à travers nos masses de cavalerie; ne pouvant y parvenir, il voulut se diriger sur Epernay, mais, déjà la division Ricard lui barrait également le passage. Les Russes coupés de toute part, se troublent, et se dispersent; bientôt infanterie, artillerie et bagages, se sauvent à travers les champs, s'égarent dans les bois, et tombent

---

combats de Champaubert, Montmirail, Château-Thiery, Vauchamps, Fère-Champenoise, etc.

sous le fer de nos cuirassiers qui les poursuivent avec furie, ou sous les baïonnettes de ces conscrits coiffés d'un bonnet à forme féminine, et qu'on appelait les *Marie-Louise*, en l'honneur de la Régente qui les avait envoyés.

Des grenadiers russes, s'étant ralliés à la voix de leurs chefs, veulent encore résister; mais, foudroyés par la mitraille, ils mettent bas les armes au nombre de deux mille, parmi lesquels étaient le lieutenant-général Alzuziew, deux généraux de brigade et plusieurs colonels. Quinze cents ennemis restèrent sur le champ de bataille, leur artillerie tomba en notre pouvoir ou fut jetée dans les marais. Tout ce corps, à l'exception d'un petit nombre de soldats que la nuit déroba à nos recherches, fut pris ou détruit. Vers les sept heures du soir, les généraux Colbert et Laferrière se portèrent rapidement sur Montmirail, où ils surprirent et enlevèrent deux à trois cents kosaques. Cette journée de Champaubert, si honorable pour Napoléon, ne fut point meurtrière, et prouva que les expéditions bien conçues peuvent, sans être sanglantes, avoir les résultats les plus décisifs. L'armée française n'eut guère plus de cinq cents hommes tués ou blessés. Parmi ces derniers, était le général Lagrange atteint d'un coup de feu à la tête.

Dès que le général Sacken eut appris la défaite du corps d'Alzuziew qui le liait à l'armée de

Blucher, il se détermina à quitter La Ferté-sous-Jouare et à rétrogader vers Montmirail, après avoir donné avis au général Yorck, de la manœuvre inattendue de Napoléon. Aussitôt, le général prussien quitta les environs de Meaux, et se rapprocha de Montmirail. Pour empêcher qu'ils ne fussent secourus, le duc de Raguse s'était porté sur Etoges, afin de contenir Blucher qui, retardé dans sa marche par les mauvais chemins, arrivait à peine à Vertus, lorsque Yorck et Sacken étaient déjà à Meaux et à La Ferté. Informé de la marche hardie de Napoléon, il envoya le comte de Vitte au prince Schwarzenberg, pour l'engager à faire une diversion sur les derrières de l'armée française. En attendant, il resta dans sa position, afin d'observer la direction qu'allait prendre cette armée.

Le corps d'Alzuziew ayant été défait, ceux d'Yorck et de Sacken se trouvant coupés, il fallait que Blucher les abandonnât, ou qu'il s'exposât à être battu, s'il cherchait à s'avancer. Nos soldats étaient alors dans une disposition redoutable pour l'ennemi; la victoire de Champaubert les avait électrisés. Oubliant leurs souffrances pour ne songer qu'à la gloire qu'ils venaient d'acquérir, ils se reprochaient les plaintes qu'ils avaient élevées contre leur chef, quand il fut sur le point de les ensevelir dans les marais; les clameurs de la veille paraissaient autant de blasphèmes. On était honteux d'avoir osé soupçonner le gé-

nie de Napoléon; et chacun, plein de confiance en lui, ne croyait mieux expier une erreur momentanée, qu'en protestant qu'il était infaillible, et qu'il fallait avoir pour lui, l'obéissance la plus aveugle.

Le général Sacken, en revenant sur Montmirail, rencontra une multitude de soldats russes qui lui confirmèrent la défaite d'Alzuziew. La position de Sacken devenait critique; l'armée française le séparait, ainsi que le général Yorck, de l'armée de Silésie. Pour retirer de sa victoire tout le fruit qu'il en attendait, l'Empereur vint prendre position à une demi-lieue en avant de Montmirail; et, tandis que le duc de Raguse contenait Blucher, le général Nansouty, envoyé à la rencontre de Sacken, se plaça en deçà d'un ravin sur lequel il se proposait de l'arrêter. Au moment où le corps russe commençait à se déployer pour forcer le passage, Napoléon arrive aux avant-postes du général Nansouty, et fait occuper, par le prince de la Moskowa, le village de Marchais où l'ennemi dirigeait son aile droite. La division Ricard s'y était à peine établie, que le général Sacken l'attaqua. Plusieurs fois le village fut pris et repris, et les Russes mettaient autant d'acharnement à l'enlever, que cette brave division à le défendre.

L'action durait depuis plusieurs heures, et les deux armées conservaient leur même position. l'Empereur attendait l'arrivée de sa garde, qui

n'avait quitté Sézanne que dans la matinée, et il prolongea le combat, en ne l'entretenant qu'avec de l'artillerie. Le jour commençait à baisser, lorsque la garde arriva et rendit l'action générale. Aussitôt, Nansouty se porte avec sa cavalerie à l'extrémité de notre aile droite, déborde l'ennemi, et lui coupe sa retraite sur Château-Thiery. Pour l'attirer dans le piége, l'ordre fut envoyé au général Ricard, de céder le terrain du côté de Marchais. Le général Sacken, trompé par cette ruse, dégarnit son centre pour se porter sur le point où il se croyait victorieux.

Pendant ce temps, l'artillerie de la garde, placée au centre de notre ligne, faisait un feu continu sur la ferme de l'Epine-aux-Bois où se trouvaient les principales forces de l'ennemi, qui regardait cette ferme comme la clef de la position; aussi l'avait-il garnie de quarante pièces de canon et d'un triple rang de tirailleurs. Napoléon, sur la droite de la route, ayant autour de lui sa vieille garde, les lanciers polonais et les gardes d'honneur, s'aperçut que Sacken était tombé dans le piége, en dégarnissant son centre, pour profiter d'une apparence de succès; alors, il ordonna au général Friant, de prendre avec lui quatre bataillons de vieux grenadiers, d'attaquer la ferme de l'Epine-aux-Bois, et de l'enlever. Le prince de la Moskowa, marchant à la tête des bataillons, les animait par son courage. Le duc de Trévise s'avançait également avec six bataillons de

la jeune garde, pour appuyer la droite du général Friant. A l'approche d'une troupe si redoutable, la fusillade devint terrible; les Russes et les Prussiens, cachés derrière des haies, soutenaient avec persévérance le feu de nos soldats; mais, la vieille garde, que nul obstacle ne pouvait arrêter, eut bientôt débusqué les tirailleurs ennemis; ceux-ci se retirèrent en désordre sur leurs masses qui furent attaquées avec une héroïque fermeté.

Les combattans étaient si rapprochés, que les armes à feu ne pouvaient plus jouer, on recourut à la baïonnette; la mêlée devint affreuse, et le succès paraissait indécis, lorsque Napoléon, toujours placé sur la grande route, fit avancer la cavalerie de sa garde, et lui ordonna de fondre sur l'ennemi qui osait disputer le terrain avec tant d'opiniâtreté. Toutes les fois qu'un régiment défilait, il saluait l'Empereur des acclamations accoutumées; puis, il partait au grand trot. L'ardeur était telle, qu'un instant après on voyait distinctement les mêmes cavaliers, au milieu des carrés russes, jonchant la terre de cadavres. Quand les gardes d'honneur parurent, Napoléon leur dit, avec véhémence: *Braves jeunes gens, voilà l'ennemi; souffrirez-vous qu'il aille à Paris? Il n'ira pas, il n'ira pas*, s'écrièrent-ils tous à la fois, en brandissant leurs sabres. Ces fils de famille, auxquels il ne manquait que l'expérience pour rivaliser avec l'élite de notre cavalerie, jugeaient des événemens comme s'ils eussent dé-

pendu de leur courage. Avides de gloire, ils se précipitèrent avec impétuosité sur des masses d'infanterie russe qui résistaient encore. Parvenus à la hauteur de l'Epine-aux-Bois, les gardes d'honneur tournèrent le village de Marchais, pendant que le duc de Dantzig et le général Bertrand l'attaquaient avec deux bataillons de la vieille garde. Tout ce qui se trouva dans ce village, fut tué ou fait prisonnier. Notre infanterie profita du succès de la cavalerie, pour jeter dans les rangs ennemis une confusion telle, qu'officiers et soldats se dispersèrent, abandonnant leurs canons et leurs bagages.

Yorck, en apprenant la défaite d'Alzuziew, avait suspendu sa marche sur La Ferté, et cherchait à venir au secours de Sacken : déjà ses éclaireurs se montraient sur la route de Château-Thiery; l'Empereur s'en aperçut, et fit charger, par des escadrons de sa garde, deux brigades Russes qui se portaient sur Fontenelle. En vain les premières troupes d'Yorck s'avancèrent pour soutenir Sacken : la vieille garde, qui n'avait point encore pris part à l'action, tomba sur les Prussiens, et s'empara d'un parc de voitures, de plusieurs pièces d'artillerie et de dix drapeaux qu'elle enleva au milieu des carrés taillés en pièces.

Bientôt, un profond silence succède au bruit du canon et au feu roulant de la mousqueterie; les Russes, désespérant de se faire jour, se retirè-

rent à travers les champs, dans le plus grand désordre. La division Ricard les poursuivit jusqu'à la forêt de Nogent, et tua ou prit tout ce qu'elle trouva les armes à la main. Nos troupes accablées de lassitude, exténuées par la fatigue des marches, la fougue des combats, et la privation des choses les plus nécessaires à la vie, furent forcées d'abandonner l'ennemi qui, à la faveur des ténèbres, se mit à l'abri de nos poursuites, en laissant le corps d'Yorck pour protéger sa retraite.

La victoire de Montmirail redoubla l'enthousiasme de l'armée. Depuis l'ouverture de la campagne, jamais succès aussi importans, achetés par moins de sacrifices, ne s'étaient succédés avec une telle rapidité; dans aucune affaire, nous n'avions pris autant de canons, et fait un si grand nombre de prisonniers Russes. Plus de six mille des leurs étaient hors de combat, et nous n'avions à regretter qu'environ mille braves. De pareils avantages, obtenus dans une circonstance qui paraissait désespérée, causaient une joie universelle, et l'exagération se mêlant à la vérité, fit croire que les corps de Sacken et d'Yorck étaient totalement détruits.

Le lendemain (12 février), l'Empereur, présumant que Sacken s'était retiré par La Ferté, se porta sur cette direction avec une partie de sa garde. Arrivé à Vieux-Maisons, il apprit que l'ennemi, craignant sans doute d'être refoulé par le

duc de Tarente, avait pris une route de traverse et s'était dirigé en totalité sur Château-Thiery. Les paysans assuraient que sa retraite se faisait dans une confusion extrême. Les chemins offraient, en effet, la preuve de son désordre; à chaque pas, on rencontrait des voitures chargées de bagages, des canons tous attelés, et une multitude de blessés, ayant autour d'eux, des armes dont leurs mains défaillantes ne pouvaient plus se servir.

A deux lieues de Vieux-Maisons, nous atteignîmes les Alliés, et nos troupes les poursuivirent avec ardeur. Auprès des Caquerets, à la faveur d'une belle position, ils voulurent ralentir notre marche; aussitôt, six bataillons de la division Christiani s'élancent sur les Prussiens; en même temps, le prince de la Moskowa, à la tête de trois mille chevaux, charge leur cavalerie, la culbute, et dans sa déroute elle entraîne tout avec elle. Pendant que cette charge s'opérait sur notre droite, l'infanterie de la garde continuait à pousser celle de l'ennemi. Le général Freudenreich, ayant voulu résister à nos troupes, le comte Belliard, homme d'une bravoure peu commune, prit avec lui la cavalerie des généraux Defrance et Laferrière, et, par des manœuvres aussi bien conçues que brillamment exécutées, tomba sur les masses ennemies et leur fit beaucoup de prisonniers. Le général Letort, avec les dragons de la garde, accourut pour le seconder; ce dernier,

ayant enfoncé deux carrés, leur fit mettre bas les armes, ainsi qu'au général Freudenreich qui les commandait.

Enfin, vers quatre heures du soir, on repoussa l'ennemi des dernières hauteurs qui dominent Château-Thiery, jusque dans les faubourgs de cette ville. Là, était le prince Guillaume de Prusse avec une réserve de deux mille hommes d'élite. Les colonnes rompues, et les soldats de tous les corps arrivant pêle-mêle, lui confirment la nouvelle de la bataille perdue. Aussitôt ce Prince s'avance pour recueillir cette masse désorganisée qu'il cherche à rallier. Ses ordres ne sont point écoutés : les Russes et les Prussiens, accablés de lassitude, mourant de faim, envahissent les maisons et ne veulent plus en sortir. Pour avoir du pain ils présentent leurs baïonnettes à des familles éplorées; et assouvissent, sur des êtres faibles et sans défense, la colère que leur inspire leur défaite. Le duc de Trévise à la tête de notre avant-garde, paraît alors sur les hauteurs et s'avance comme un torrent contre les débris de cette armée qu'il accule vers la Marne.

Napoléon espérait que le bruit de ses victoires exciterait les habitans à couper les deux ponts de bateaux que l'ennemi avait fait construire. Quoiqu'ils y fussent très-disposés, le prince Guillaume de Prusse sut les contenir jusqu'à six heures du soir, que les corps d'Yorck et de Sacken passèrent sur la rive droite. Aussitôt que les ponts

furent brûlés, on se canonna mutuellement, et la fusillade d'une rive à l'autre continua bien avant dans la nuit. L'ennemi se retirait sur Reims; mais en fuyant, il se livrait, de l'autre côté de la ville, à des violences qui allaient l'exposer aux réactions les plus cruelles.

Au point du jour, la ville étant évacuée, hommes, femmes, enfans, vieillards, riches et pauvres, accourent en foule sur les bords de la Marne, et tendent des mains suppliantes vers leurs libérateurs. Dans ce moment, Napoléon s'avance près du pont en pierre qui venait d'être détruit. A sa vue, les malheureux habitans firent éclater leur allégresse par les plus vives acclamations; tous se présentent pour réparer le pont, malgré le feu des kosaques qui, laissés en tirailleurs, s'opposaient à sa reconstruction. Le zèle infatigable des Champenois eut bientôt rendu le passage libre. Alors une nombreuse population se confond avec les militaires et présente un spectacle attendrissant : ici, on voyait un fils recevoir les embrassemens de son père qui lui devait sa délivrance; là, une mère en pleurs racontait à son époux les outrages qu'avait essuyés sa famille; plus loin, un frère courait vers son aîné, et, pour venger sa patrie, demandait à servir avec lui; enfin, les parens, les amis, les femmes et les enfans s'élançaient dans les bras de nos soldats; et, de leurs yeux, coulaient des larmes de joie et de sensibilité.

Un second pont plus solide s'élevait comme par enchantement : à peine terminé, l'infanterie de la jeune garde le franchit au pas de course pour aller sur la route de Reims. Napoléon s'avance à la tête de ses invincibles vétérans ; il fait sonner le tocsin qui bientôt retentit sur la Marne et dans toutes les campagnes. Mais, les paysans de ces contrées, n'ayant pu répondre à cet appel qu'après le passage de l'ennemi, ne secondèrent que faiblement les détachemens que le duc de Trévise avait poussés sur les routes de Soissons et de Reims. Le duc de Tarente qui, depuis Vitry, avait fait face aux Prussiens, n'ayant plus que trois mille hommes, se réorganisait à Meaux, et fut dans l'impossibilité de harceler les vaincus. La Champagne, qui depuis plusieurs jours était envahie, offrait le triste tableau des calamités que la guerre entraîne après elle. Plusieurs villages étaient déserts, d'autres avaient été brûlés. Quelques habitans, réduits à la misère, erraient autour de ces cendres fumantes. Ces infortunés, environnés de leurs familles, assis sur les ruines de leurs maisons détruites, racontaient en pleurant, à nos soldats, les pertes qu'ils avaient éprouvées et les honteux traitemens qu'ils venaient d'endurer.

Après la retraite des ennemis, les paysans s'emparèrent des fusils trouvés sur le champ de bataille. Plus de cinq mille d'entre eux s'armèrent ainsi, et demandèrent à seconder nos trou-

pes. Cette levée, quoique tardive, ramassa, en six jours, plus de deux mille prisonniers; mais on doit dire, à la louange de ces braves gens, que, quoiqu'ils eussent été pillés et violentés, ils répugnaient à maltraiter les vaincus qu'ils avaient désarmés. Les habitans de Château-Thiery se montrèrent moins humains : à peine eûmes-nous paru sur la rive gauche de la Marne, qu'ils exercèrent leur fureur sur les blessés russes et prussiens qu'ils jetèrent dans la rivière. Les malades restés dans les maisons, étaient déjà traînés au milieu des rues et auraient subi le même sort, si nos premières troupes parvenues dans la ville, n'avaient arrêté ces atrocités et mis un terme à l'effervescence d'une populace que l'excès de ses maux avait rendue féroce. Pour excuser les étrangers de leurs violences envers les habitans de Château-Thiery, on a prétendu que ceux-ci avaient voulu couper le pont qui leur servit de retraite, quoiqu'il soit prouvé qu'aucune tentative ne fut faite à cet égard, et que les vexations des Prussiens, dans cette ville, commencèrent dès l'arrivée du corps d'Yorck, époque à laquelle ils se croyaient tout permis dans la persuasion que, sous peu de jours, Paris serait en leur pouvoir.

Blucher, forcé de disperser le corps d'armée qui lui restait pour contenir les villes et villages laissés en arrière, se trouvait considérablement affaibli, et ne pouvait s'opposer à nos succès:

aussi, resta-t-il trois jours à Vertus, spectateur immobile des désastres de son armée. Il attendait patiemment le résultat de la mission du comte de Vitte, lorsqu'il apprit que l'Empereur se dirigeait sur la route de Reims, et qu'il n'avait laissé, pour couvrir sa marche, que le corps du duc de Raguse. Dans l'espoir de surprendre ce Maréchal, le 13 février, il réunit au corps de Kleist la division Urusow; et avec cette armée, forte d'environ trente mille hommes, il fondit auprès d'Etoges sur le duc de Raguse. Celui-ci ne voulut point soutenir un combat qui ne lui offrait aucune chance favorable, et opéra sa retraite sur la route de Montmirail, pour se rapprocher du gros de notre armée qui se trouvait à Château-Thiery.

Napoléon, trop entendu dans l'art militaire pour s'éloigner de la Marne, sachant que Blucher était resté sur ses derrières, n'eut pas plutôt appris que celui-ci voulait reprendre l'offensive, qu'il quitta Château-Thiery, dans la nuit, et, par une marche forcée, arriva avec la vieille garde à Montmirail, le 14, à huit heures du matin. Le duc de Raguse suspendit aussitôt sa marche rétrograde, et, avec les divisions Lagrange et Ricard, attaqua le village de Vauchamps, au moment où le général Grouchy, avec sa cavalerie, tourna la droite des ennemis, rompit cinq de leurs bataillons, et se porta à plus d'une lieue en arrière de leur ligne de retraite; douze pièces

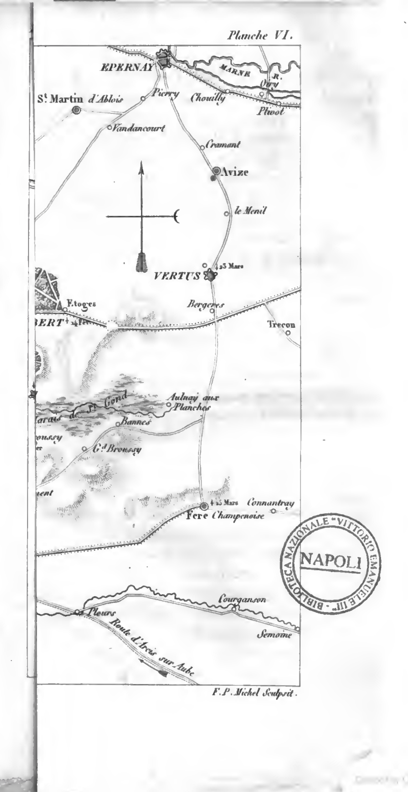
d'artillerie, qui devaient marcher avec lui, ne purent le suivre, par la difficulté des chemins. Blucher, se voyant coupé, se retira sur Champaubert; mais, au lieu d'appuyer ses aîles à des étangs ou le long des bois, il marchait dans des plaines immenses, donnant à notre cavalerie la facilité de fondre sur ses bataillons qu'il laissait pour ainsi dire flotter dans l'espace. Napoléon profitait de cette faute, en le faisant charger par ses escadrons de service qui, auprès de Fromentières, enfoncèrent et prirent un carré de deux mille hommes.

Arrivé à la position où nous comptions lui barrer le passage, Blucher mit son infanterie en carré, et sa cavalerie sur ses aîles. Le général Grouchy, impatienté de ne pas voir arriver son artillerie, lorsque celle des Prussiens commençait à jouer, chargea successivement trois de leurs carrés dans lesquels il pénétra et qu'il tailla en pièces; n'ayant point de canons, il ne put les inquiéter plus long-temps. Cependant, par une marche de flanc rapide, il parvint encore à couper la route à l'ennemi, entre Champaubert et Etoges. Le prince Auguste, se voyant de nouveau cerné par notre cavalerie, tira son épée en criant : *Mourons plutôt que d'être pris!* Mais le général Gneisenau, dont les talens donnaient à la bravoure de Blucher la direction la plus réfléchie, fit observer à ce Prince que plusieurs de nos bataillons étaient embusqués au travers des

bois, et que ce n'était qu'avec la baïonnette et de l'artillerie qu'on pouvait se faire jour. Cet avis ayant été approuvé, Blucher fit tirer à mitraille sur notre cavalerie qui, toujours privée de ses canons, ne put riposter. Sans ce contre-temps, l'armée prussienne eût été anéantie. Néanmoins, le général Grouchy, avec les généraux Doumerc, Bordessoulle et Saint-Germain, fond sur les ennemis, disperse leurs carrés et les met dans le plus affreux désordre. Poursuivis dans leur retraite, ils sont obligés de passer sous le feu roulant de notre infanterie masquée par la forêt de Champaubert que nos soldats, ravis de leurs succès, appelaient la *Forêt Merveilleuse*. Les cris des vainqueurs étouffant ceux des vaincus, redoublent l'ardeur de nos braves qui, entourés de trophées, marchent sous les yeux de leurs chefs en chantant l'hymne de la victoire.

L'artillerie de la garde profita des avantages qu'offrait l'offensive, et, avec cinquante bouches à feu, ne cessa de tirer à mitraille depuis Fromentière jusqu'auprès d'Etoges. Blucher voulut avec la division Ziethen, se maintenir dans ce village, tandis que le prince Urusow défendait le débouché de la forêt; mais, le corps Marmont, s'étant remis à la poursuite de l'ennemi, surprit cette arrière-garde qui fut abordée par le 1er régiment de marine; on lui prit huit pièces de canon et mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient plusieurs colonels et le lieutenant-

Planche VI.



F. P. Michel Sculpsit.

général Urusow blessé d'un coup de baïonnette. Enfin, l'armée de Silésie prit position au village de Bergères, et s'y rallia à la faveur de la nuit, diminuée d'un tiers, et après avoir perdu des canons et des drapeaux. Malgré ses revers, la constance de cette armée ne fut point ébranlée, et sa fermeté dans le malheur honora ses officiers et ses soldats. Le lendemain matin, Blucher se retira sur Châlons pour tâcher de rallier les corps d'Yorck et de Sacken.

Les glorieuses journées de Champaubert, de Montmirail, de Château-Thiery et de Vauchamps, furent une ample compensation de l'échec éprouvé à la Rothière. Si l'arrogance des Prussiens s'était accrue par un premier succès, elle dut être cruellement abaissée par ces défaites successives. De son côté, Napoléon enorgueilli d'avoir remporté quatre victoires dans six jours, et dissipé une armée triple de la sienne, se flatta que de si brillans avantages produiraient une impression telle, que les Parisiens revenus de leur stupeur et pleins d'admiration pour celui qui les avait délivrés, sortiraient de l'abattement, pour manifester leur enthousiasme, et s'associer à la gloire de nos armées. Le courrier, chargé d'en porter la nouvelle, par hasard ou plutôt à dessein arriva aux Tuileries pendant qu'on passait une revue. Aussitôt, les détails de l'action de Champaubert se publient avec rapidité; ils passent de bouche en bouche, et l'exaltation en agrandit

et dénature les résultats. De toutes parts, on affirme que l'armée de Silésie est anéantie, qu'officiers et soldats ont été tués ou pris avec leur général en chef. Une salve de soixante coups de canon donne à ces nouvelles un plus grand caractère d'authenticité. A ce signal, les esprits abattus reprennent courage; chacun s'excite à la confiance, et s'anime au combat. Ceux que l'intérêt privé rattachait à Napoléon, ou qui, par esprit national, désiraient la victoire, séduits par des rapports flatteurs, cherchaient à relever l'éclat de cet événement par l'enflure et l'exagération de leurs discours. Selon eux, il ne restait plus ni Russes ni Prussiens sur la Marne, et bientôt la défaite de l'armée de Schwarzenberg devait assurer la stabilité de l'empire. Tout, en effet, semblait justifier cette espérance. L'Empereur se montrait alors ce qu'avait été le général Buonaparte, et, si sa tyrannie n'eût fatigué tous les esprits, il n'y a pas de doute que ses hautes combinaisons auraient excité un élan proportionné à la grandeur des circonstances. Sa dernière expédition était une des plus étonnantes de sa vie militaire, non-seulement par l'importance des résultats, mais encore par la profondeur du plan et la hardiesse de l'exécution.

La défaite des Alliés venait de soustraire la Capitale à la vengeance des Russes et des Prussiens. Dans la joie que causa cette heureuse délivrance, on voulut qu'une victoire aussi signa-

lée fût marquée par une espèce de triomphe. Le général Alzuziew, et plusieurs autres officiers supérieurs, avec une colonne de six mille prisonniers, précédés par la musique militaire du conservatoire, défilèrent sur les boulevards à l'heure où ils étaient le plus fréquentés. Le gouvernement ne tira pas de cette pompe l'effet qu'il en attendait; les Parisiens, à la vue de ces soldats désarmés, loin de faire éclater contre eux de l'animosité, manifestèrent la généreuse compassion qu'un peuple valeureux ne refuse jamais à l'ennemi vaincu, procédé d'autant plus digne d'éloge que ces mêmes étrangers n'étaient pas exempts de reproches, et que le gouvernement avait encore exagéré leurs excès. Tant d'humanité, de la part d'une nation dont le caractère a été souvent calomnié, devait faire présager la prochaine réconciliation des peuples civilisés.

Tandis que l'Empereur délivrait la Marne et repoussait jusques vers Reims, les corps de Yorck et de Sacken, de nombreux renforts, venus du Nord, s'avançaient pour se réunir à eux, et leur donner les moyens de réparer les pertes qu'ils avaient éprouvées. Dès que le Danemarck eut accédé à la coalition contre la France, le Prince royal de Suède laissa le corps de Benningsen pour réduire le prince d'Eckmühl, et se dirigea vers Cologne (10 février), où il fut reçu avec de grandes démonstrations de joie, par les habitans qu'il avait allégés des charges de la guerre,

lorsqu'il commandait une des divisions de l'armée de Sambre et Meuse. Pour se justifier de porter les armes contre son ancienne patrie, il publia une proclamation (12 février), adressée aux Français : elle renfermait ses plaintes contre notre gouvernement qu'il accusa de vouloir tout avilir, pour avoir le droit de tout mépriser; en manifestant le désir que la France ne fût plus le fléau de la terre, il annonçait que les souverains alliés ne s'étaient coalisés contre elle, qu'afin de la forcer à reconnaître l'indépendance des états; et, qu'en remplissant ses devoirs envers sa nouvelle patrie, son unique désir était de contribuer au bonheur de ses anciens compatriotes.

C'est aux environs de Cologne que ce Prince comptait réunir le corps Suédois à ceux de Woronzow et de Strogonow, pour agir avec le général Bulow, contre les places fortes de la Flandre et du Brabant. Ce général Prussien, après avoir échoué dans sa première tentative contre Anvers, fut appelé de Bréda par les habitans de Bois-le-Duc, qui lui livrèrent cette place, gardée par une faible garnison, et où se trouvaient cent cinquante bouches à feu et un amas considérable de munitions de guerre. Quelques jours après, Bulow, par égard pour le duc de Clarence venu à dessein de faire incendier la flotte de l'Escaut, au lieu de marcher sur Bruxelles, où il était appelé par un parti nombreux, consentit à faire sur Anvers, une nouvelle tentative (30 janvier).

Réuni au général Graham, ils repoussèrent toutes nos troupes dans cette place contre laquelle ils allaient tenter une attaque régulière. Mais, après quatre jours d'efforts infructueux, ils furent forcés, pour la seconde fois, de renoncer à leur entreprise. Sur cette entrefaite, le général Carnot arrive de Paris, et prend le commandement. Ses dispositions, aussi promptes que bien conçues, achevèrent de déjouer les projets de l'ennemi. Dès-lors, le siége d'Anvers fut converti en un simple blocus. Dix mille Saxons vinrent relever le corps de Bulow qui se dirigea sur Malines. Le général Maison, après avoir long-temps défendu les rives de l'Escaut, évacua Bruxelles et se retira derrière la Marque.

Winzingerode, en arrivant à Namur, au lieu de suivre le duc de Tarente dans sa retraite, chargea le général Czernischew d'entrer en contact avec les divisions Woronzow et Strogonow qui, de Cologne, se portaient sur Réthel, pour se lier à des corps de partisans Prussiens, répandus dans le pays d'entre Sarre et Meuse. Toute la population de ces contrées nouvellement françaises, excédée par la rigueur de la conscription et l'énormité des impôts, courut au-devant des Alliés qu'elle reçut en libérateurs. Les habitans de Luxembourg et de Namur se révoltèrent contre notre autorité, tandis que des bandes de conscrits réfractaires s'opposaient, à main armée,

à l'approvisionnement des places que nous voulions conserver.

Winzingerode s'étant réuni au corps de Bulow, établit son quartier-général à Avesnes ; tous deux prirent la route de Laon. Czernischew, de Rethel se dirigea sur Reims qui, sans difficulté, lui ouvrit ses portes. Là, ayant appris que Soissons n'était pas à l'abri d'un coup de main, il prit cinq mille hommes de troupes légères, et marcha sur cette ville dépourvue de fortifications et dont aucun ouvrage extérieur ne défendait les approches. Quoique Soissons eût été désigné pour y former un camp de réserve, et que son pont sur l'Aisne dût faire soupçonner que ce serait le point par où les armées du Nord chercheraient à opérer leur jonction avec celle de Silésie, on n'y laissa que les débris de six bataillons, mille gardes nationaux et cent gendarmes. Le commandement en fut confié au général Rusca. Ce militaire, d'un caractère dur et opiniâtre, pénétré de l'importance du poste qui lui avait été confié, n'écouta point la sommation qu'on lui fit d'évacuer la ville. Il jura de la défendre jusqu'au dernier soupir. Après avoir fait créneler les maisons, il se porta à la rencontre de l'ennemi. Battu sur la route de Laon, par l'avant-garde que commandait Czernischew, il rentra dans la place. Le lendemain (14 février), il fut attaqué par tout le corps de Winzingerode; mais, un des premiers

coups de canon, tiré contre une batterie, atteignit le général Rusca; bientôt après, il mourut de sa blessure. Cet événement jeta un grand désordre parmi la garnison; les portes et les remparts étant dans un très-mauvais état, les Russes en profitèrent pour pénétrer dans la ville. Plusieurs habitans courageux s'avancent, pour en défendre l'entrée, et se battent dans les rues, avec acharnement. Grand nombre d'entre eux furent tués ou blessés, le reste se fit jour par la route de Compiègne. La ville fut, pendant quelques heures, livrée au pillage. Winzingerode devait, à Epernay, se réunir à Blucher : à la nouvelle de sa défaite, il abandonna Soissons, pour aller à Reims, rejoindre les débris de l'armée de Silésie.

De si puissans renforts devaient faire craindre que cette armée battue ne reprît l'offensive, et ne devînt plus dangereuse qu'elle n'avait jamais été; et comme si le destin eût voulu préparer les habitans de Paris aux malheurs de l'occupation étrangère, par des alarmes continuelles, cette capitale, à peine délivrée sur un point, se trouvait ensuite menacée sur celui où elle se croyait en sûreté. En effet, Schwarzenberg exécutait des mouvemens susceptibles de faire renaître l'inquiétude. Déjà ses troupes légères s'avançaient par les routes de Sens et de Nogent. Un danger si pressant rappela Napoléon sur les bords de la Seine, où les ducs de Bellune et de Reggio

luttaient contre les efforts réunis de la grande armée alliée.

Le commandement de Sens avait été confié au général Alix, dont l'intrépidité et la force de caractère s'étaient fait connaître, par les moyens qu'il déploya pour la conservation du royaume de Westphalie. Quoique ce général n'eût que six cents hommes de troupes de ligne, il voulut tenir jusqu'à la dernière extrémité. A la faveur d'une ancienne muraille, et du large fossé qui entoure la ville, il la mit à l'abri d'une surprise. Platow s'étant avancé pour l'enlever, avec quinze cents kosaques, fut repoussé; désespérant de la réduire, sans artillerie ni fantassins, il se porta sur Courtenay où il délivra des prisonniers Espagnols qu'on dirigeait sur Bourges. Enfin, les kosaques entrèrent à Montargis et à Nemours; ceux du général Seslavin poussèrent des reconnaissances jusqu'aux portes d'Orléans, afin de priver Napoléon des secours qu'il attendait des riches contrées qu'arrose la Loire.

Le Prince royal de Wurtemberg (10 février), décidé à s'emparer de Sens, dont la résistance contrariait sa marche, se présenta devant cette ville avec son corps d'armée. Ayant fait attaquer les faubourgs par son infanterie, il s'en rendit maître, et fit sommer le général Alix de lui livrer la place. Celui-ci répondit « qu'ayant reçu des renforts, il se croyait en état de se défendre. » Le Prince royal voulut alors enfoncer les portes

à coups de canon, tandis qu'avec des obus, il mit le feu dans plusieurs quartiers. Toutes ces démonstrations échouèrent devant l'attitude du général Alix qui, par son courage et sa fermeté, sut à la fois braver les menaces de l'ennemi, et calmer le mécontentement des habitans. Les assiégeans, à la faveur d'une poterne qui donnait dans le jardin d'un des principaux édifices de la ville, forment leur attaque sur ce point; la garnison accourt et leur fait éprouver de grandes pertes, là même où ils croyaient que l'attaque serait la plus facile. Les Wurtembergeois sont assaillis de tous côtés; mais, recevant sans cesse des secours, ils surmontent enfin les difficultés et pénètrent jusqu'auprès de l'entrée de la ville. Quatre de leurs régimens s'avancent malgré les coups de fusil qui partent des maisons qu'on avait crénelées. Enfin, le général Alix, après douze jours d'attaque et quarante heures de bombardement, voyant que sa brave garnison, affaiblie par l'acharnement des combats, ne pouvait plus soutenir les efforts d'un corps de douze mille hommes, réunit à la hâte les braves qu'il commandait, et se retira derrière l'Yonne dont il fit miner le pont. Les Wurtembergeois, irrités de la résistance d'une ville qu'ils ne croyaient pas susceptible de défense, et surtout, furieux des pertes qu'ils avaient éprouvées, se livrèrent au pillage et commirent plusieurs actes de barbarie. Mais, le Prince arrêta ces excès, et, par sa modération,

empêcha que ses soldats eussent à rougir de leur victoire.

Sur la route de Nogent, l'avant-garde autrichienne, commandée par le général Hardegg, ayant repoussé les postes que Napoléon avait laissés sur la Seine pendant qu'il s'était porté vers la Marne, attaqua les positions de Marnay et de Saint-Aubin qu'occupaient nos troupes. Forcées de les évacuer, elles se retirèrent auprès du château de la Chapelle, situé en avant de la ville. En même temps, le comte Pahlen, chef de l'avant-garde de Wittgenstein, se dirigeait vers Pont-sur-Yonne; Bianchi, appuyé par le corps de Giulay, marchait contre Montereau, et les Bavarois, sur Bray. Les ducs de Bellune et de Reggio, n'ayant ni l'un ni l'autre le commandement en chef, ne voulurent point engager d'affaire sérieuse en l'absence de Napoléon, et se déterminèrent à abandonner la rive gauche de la Seine.

Les positions de Nogent, de Bray et de Montereau étant les points principaux par où cette ligne devait être forcée, c'était sur ceux-là que s'étaient concentrées les troupes chargées de la défendre. Dans la première de ces villes, le duc de Bellune en laissant le général Bourmont avec douze cents hommes, lui prescrivit une résistance opiniâtre. Ce général, dont la haute capacité inspirait à son courage les déterminations les plus hardies et les moyens de défense les mieux entendus, fit élever des retranchemens

sur tous les points susceptibles d'être fortifiés. Il fit créneler les maisons, y plaça des troupes, ainsi que sur la tour de l'église et dans le cimetière. Enfin, les débouchés par où sa position pouvait être accessible, furent barricadés. Ces mesures prises, le général Bourmont repoussa le premier effort que tentèrent les Autrichiens pour s'emparer du château de la Chapelle. N'ayant pu le conserver, nos troupes rentrèrent dans Nogent où, pendant trente-six heures, elles se battirent avec un courage héroïque, et firent essuyer à l'ennemi une perte considérable. Par la manière dont le général Bourmont avait placé ses batteries et embusqué ses soldats, les colonnes assaillantes étaient foudroyées dès qu'elles paraissaient, tandis que nos braves défenseurs, parmi lesquels se trouvait une partie des habitans de la ville, étant à couvert par les murs ou par des palissades, perdirent peu de monde. Le général Bourmont, atteint d'une balle au genou, fut remplacé par le colonel Voirol. Les Alliés, irrités de la longue résistance de Nogent dont chaque maison était changée en citadelle, renouvelèrent le lendemain, leur attaque, et jetèrent des obus dans le faubourg. On dit même qu'ils lancèrent des fusées à la Congrève. Le feu fit des progrès rapides, et plusieurs maisons devinrent la proie des flammes.

Le pont de Bray avait été coupé; mais, les gardes nationaux qui occupaient sur l'autre rive,

les maisons crénelées, s'étant mal défendus, permirent aux Bavarois d'en approcher et de s'y établir. A la faveur de plusieurs bateaux, ils passèrent des détachemens qui protégèrent la construction d'un pont. Les Autrichiens s'étant emparés de Montereau, lorsque le corps de Wittgenstein traversait la Seine au-dessus de Nogent, et se portait sur Villenoxe, le duc de Bellune prévit que les braves défenseurs de Nogent allaient être enveloppés, et ordonna au colonel Voirol de l'évacuer et de venir se rallier à son corps d'armée qu'il réunissait autour de Provins. Cette garnison, avant de se retirer, couronna sa belle défense en mettant le feu à la mine qui avait été pratiquée sur le pont : cinquante Russes et un officier, impatiens de traverser la Seine, voulurent le franchir; ils étaient à peine au milieu, que la mine éclata et les ensevelit sous les eaux. Bientôt après, les Coalisés prirent possession de la ville; quoique ouverte de toute part et dépourvue de fortifications, elle leur coûta plus de deux mille soldats, d'où l'on peut conclure que l'invasion de la France leur aurait été fatale, si partout on eût imité le courage des valeureux défenseurs de Sens et de Nogent.

Les Alliés, ayant rétabli les ponts, s'emparèrent, sur la rive droite de la Seine, de toutes les positions qui couvraient Paris. Déjà le duc de Reggio, après avoir fait sauter le pont de Melun, se proposait de se retirer derrière la petite ri-

vière d'Yères, tandis que le duc de Bellune se repliait vers Nangis. Ces deux faibles corps, auxquels se joignirent les divisions Pactod et Pajol, étaient tout ce qu'on avait à opposer à l'armée combinée, forte de cent mille hommes. Tels furent les événemens militaires qui survinrent sur les bords de la Seine, pendant que Napoléon triomphait sur la Marne.

Les Souverains alliés, instruits, par l'arrivée du comte de Vitte, de la défaite de l'armée de Silésie, suspendirent leur marche sur Fontainebleau. Toute leur infanterie campa entre Montereau et Méry; la cavalerie fut placée à Sézanne, sous la protection d'un corps de réserve cantonné à Plancy. Ces dispositions étaient à peine exécutées, que le général Diebitch, envoyé par les Souverains alliés, avec un corps de cavalerie, pour rétablir les communications avec l'armée de Silésie, leur fit annoncer, par le général Haake, que les pertes de cette armée ne l'avaient pas affaiblie au point de ne pouvoir plus concourir à l'ensemble des opérations; que Blucher allait être relevé sur la Marne, par Bulow et par Winzingerode; et qu'il pourrait agir efficacement sur les derrières de Napoléon, si, comme tout l'annonçait, il s'éloignait de cette rivière pour se rapprocher de la Seine. Rassuré par ces nouvelles, le prince Schwarzenberg se détermina à continuer son mouvement offensif. Les corps de Wittgenstein et de Wrède se portèrent sur

Nangis et Melun; et le 16 février, le général Bianchi fit occuper Fontainebleau par sa cavalerie légère.

Dès-lors toutes les campagnes voisines de Paris furent couvertes d'Allemands, de Russes, de Kosaques, de Baskirs et de Kalmoucks, spectacle douloureux pour tous les bons et fidèles Français, maudissant, dans le fond du cœur, le funeste génie qui, des bords du Wolga, avait attiré ces hordes jusque sur les rives de la Seine. Ces Tartares indisciplinés, campés au milieu des villes les plus civilisées de l'Europe, présentaient avec nos mœurs, un contraste affligeant. Ils arrêtaient les citoyens dans les rues, et les voyageurs sur les grands chemins, pour les fouiller et les voler. Les uns pillaient les maisons, et se chargeaient de plus de butin qu'ils n'en pouvaient porter; d'autres allaient dans les fermes, pour y enlever les vivres, les grains et les bestiaux : souvent on a vu ces barbares, rangés autour des arbres qu'ils avaient abattus, faire rôtir des quartiers de bœuf et des moutons entiers, au feu de leurs bivouacs. Si à leurs manières brutales et sauvages on joint la peinture fidèle de tous les désordres, les excès et les violences qu'entraînait la difficulté d'exprimer les premiers besoins de la vie, alors on aura une idée du désespoir et de la consternation qui régnaient dans ces contrées, jadis si heureuses et si paisibles.

Les habitans de ces campagnes désolées, en refluant vers Paris, réveillèrent les alarmes que les succès obtenus contre l'armée de Silésie semblaient avoir pour toujours dissipées. L'inquiétude et l'effroi se manifestaient avec des démonstrations si vives, que déjà les fonctionnaires se préparaient, comme auparavant, à sortir de la capitale, et ceux à qui l'espérance d'un meilleur avenir avait fait déterrer leurs effets les plus précieux, se disposèrent à les enfouir encore; mais, le souvenir des victoires qu'avait remportées Napoléon, dans une circonstance aussi critique, excitait le plus grand nombre à ne pas désespérer de son étoile, et à travailler au maintien de la sécurité publique.

Notre armée triomphait dans les plaines de Vauchamps, lorsque Napoléon apprit que la capitale, qu'il avait délivrée de Blucher, était menacée par Schwarzenberg. Aussitôt, il suspend ses opérations sur la Marne, et, dans la saison la plus rigoureuse, il s'avance avec rapidité pour combattre l'armée Austro-Russe. Rendu à La Ferté, après une marche de quatorze heures, il se fit précéder par le corps du duc de Tarente qui s'élevait alors à plus de douze mille hommes. L'armée, encouragée par ses succès, obéissait aveuglément. Victorieuse des Russes et des Prussiens, elle n'était plus affectée des infidélités passagères de la fortune, et pensait que la dé-

faite des Autrichiens serait à la fois éclatante et facile.

Le duc de Reggio et le duc de Bellune, forcés d'abandonner leur position, se portaient au-devant de l'Empereur, lorsqu'ils joignirent à Guignes (15 février), le duc de Tarente qui formait son avant-garde. Le lendemain, Napoléon arriva sur le même point. Ainsi, par l'effet d'une admirable célérité, toutes nos troupes, après avoir combattu sur la Marne et sur la Seine, à plus de trente lieues de distance, dans l'espace de deux jours d'hiver, se trouvèrent réunies. Cette concentration arrêta la marche rapide des Coalisés qui déjà se portaient sur la rivière d'Yères. Leurs premières colonnes s'étant repliées, se mirent en ligne entre Guignes et Nangis, pour faire face à celles de Napoléon. Celui-ci, informé que le corps de Wittgenstein occupait ce dernier bourg, résolut de l'attaquer le lendemain. Les Russes étaient autour de Mormant, lorsque la division Gérard et toute la cavalerie des corps de Kellermann et de Milhaud tournèrent ce village que foudroyait notre artillerie (17 février). Un bataillon du fameux 32e régiment s'avance à la baïonnette, et entre dans Mormant; l'infanterie russe, abandonnée dans cette vaste plaine, se forme vainement en carrés; elle est enfoncée par nos charges de cavalerie auxquelles une division de dragons, arrivée d'Espagne, prit une part glorieuse. Après

le combat, des nuées de kosaques essayèrent de couvrir la retraite; partout ils furent chassés et taillés en pièces; leurs vêtemens bizarres et de couleur tranchante, ressortaient d'une manière pittoresque dans cette plaine couverte de neige. Là, des débris d'armes, de casques et de bonnets russes, marquaient distinctement les endroits où l'on s'était battu avec le plus d'opiniâtreté; plus loin, on rencontrait des caissons renversés, des pièces démontées, et l'observateur ne pouvait s'empêcher de réfléchir à ce concours d'événemens qui, aux champs de la Brie, avaient amené des chevaux andaloux et des chevaux tartares, pour expirer l'un à côté de l'autre, sous les murs de Paris.

La perte qu'éprouva le corps de Wittgenstein, dans cette action, qu'on appela le combat de Nangis, fut évaluée à quatre mille hommes, parmi lesquels beaucoup de prisonniers, douze canons, et quarante caissons; une immense quantité de fusils furent ramassés sur le champ de bataille. Wittgenstein, obligé de rétrograder, ainsi que le corps Bavarois qui avait été enfoncé dans sa position de Villeneuve-le-Comte, ne furent point poursuivis. Notre cavalerie, harassée par trente-six heures de marche, ne put profiter du succès obtenu par l'infanterie. Napoléon, furieux de voir échapper les Bavarois, accusa le général l'Héritier, dont il avait précédemment loué l'extrême bravoure, de n'avoir pas chargé, comme il le

devait, avec ses dragons. Il injuria aussi de la manière la plus outrageante, un des généraux de la garde à qui les kosaques venaient d'enlever quelques pièces d'artillerie. Enfin, il rejeta sur le duc de Bellune, la faute d'un retard occasionné par des obstacles qui empêchèrent pendant un jour, l'arrivée de l'ordre qui lui prescrivait d'avancer.

L'ennemi profita de cette circonstance pour se mettre à l'abri de nos poursuites, en occupant les hauteurs de Montereau et le château de Surville. Non-seulement cette position couvrait les ponts de la ville, mais elle protégeait la retraite. Schwarzenberg, après avoir fait repasser la Seine à ses bagages et aux troupes qui formaient ses réserves, laissa, pour la défense de ce poste important, deux divisions Autrichiennes, commandées par Bianchi, et le corps Wurtembergeois, fort d'environ dix mille hommes. Notre avant-garde, dont l'audace ne pouvait suppléer au nombre, fut obligée de se replier.

Le jour suivant, de très-grand matin, le général Château commença l'attaque avec impétuosité. Malgré leur valeur, nos soldats furent repoussées; ce jeune général, impatient de venger par une action éclatante, l'injustice de l'Empereur envers le duc de Bellune, son beau-père, revint trois fois à la charge. S'étant mis à la tête des tirailleurs, il fut blessé à mort en voulant enlever le pont de Montereau. Napoléon paya un juste

tribut à l'héroïsme de ce brave militaire; mais, les éloges qu'il lui donna, étaient moins un hommage rendu à sa mémoire, qu'une insulte indirecte contre ceux qui venaient d'encourir sa disgrâce.

Le général Gérard, commandant la réserve dite de Paris, allait se porter au secours du second corps et rétablir le désordre qu'avait occasionné la défaite des troupes du général Château, lorsque Napoléon l'investit du commandement du 2ᵉ corps, avec l'autorisation de recommencer l'attaque selon ses vues. Les Wurtembergeois et les Autrichiens, profitant de leur excellente position et du feu de quarante pièces d'artillerie, la reçurent sans s'ébranler. Jusqu'à trois heures du soir, le combat fut très-animé. Napoléon, voyant qu'une action combinée et générale pouvait seule procurer la victoire, concentra une partie de ses forces, et se mit à leur tête, suivi de son état-major. Aussitôt, trente mille de nos soldats et soixante pièces de canon s'avancèrent à la fois; ils furent suivis par le général Pajol qui arriva, avec sa division, par la route de Melun. En voyant ces dernières troupes, composées, en grande partie, des gardes nationales de la Bretagne et du Poitou, l'Empereur leur dit avec feu : *Montrez de quoi sont capables les hommes de l'Ouest; ils furent de tous temps les défenseurs de leur pays et les plus fermes ap-*

puis de la monarchie (1). Ces paroles électrisent les braves Vendéens; ils gravissent le flanc du plateau qu'occupaient les Alliés, et les attaquent avec vigueur. Ceux-ci, se voyant débordés, et leur artillerie sur le point d'être prise, se retirèrent avec précipitation et dans un désordre tel, que la cavalerie du général Delort, en les chargeant, passa le pont de Montereau pêle-mêle avec les fuyards, et les poursuivit dans les directions de Troyes et de Sens.

Au bruit de la victoire, les habitans de Montereau sortent de leurs maisons, et d'opprimés deviennent oppresseurs. Irrités des mauvais traitemens qu'ils avaient endurés, ils se présentent, avides de vengeance, et barricadent les rues, pendant que les femmes et les enfans font pleuvoir sur l'ennemi, les tuiles et les pierres. Les uns arrachent les armes aux prisonniers et s'en servent contre les fuyards; d'autres se présentent à nos soldats pour les guider à travers les sentiers. Enfin, la ville fut transformée en un véritable champ de carnage où la haine et l'esprit de vengeance firent éclater des sentimens réprouvés par l'humanité et par les lois de la guerre. Dans ce sanglant combat, nous prîmes quatre drapeaux, six canons et un général; un

(1) Voyez Bulletins de l'armée, Journal de l'Empire du 22 février 1814.

des princes de la famille Hohenlohe fut tué. On estima la perte totale de l'ennemi à près de cinq mille soldats, parmi lesquels le prince de Wurtemberg compta plus de la moitié des siens, tant ce jeune guerrier, avide de renommée, recherchait en toute occasion, le poste le plus périlleux!

Les autres corps français, voisins de l'armée que commandait Napoléon, profitèrent des succès qu'il obtenait, pour reprendre également l'offensive. A Orléans, les kosaques furent repoussés par des troupes récemment détachées des armées d'Espagne. Les généraux Charpentier et Alix chassèrent de Fontainebleau, le général autrichien Hardegg, et poussèrent leurs avant-postes jusqu'à Moret, tandis que le duc de Reggio poursuivait l'ennemi vers Provins, à travers les traces de sang et les colonnes de feu qui marquaient sa retraite.

La cavalerie du duc de Tarente trouva dans les châteaux de Montigny, des tables magnifiquement servies et que la flatterie avait ornées de laurier. Napoléon saisit cette circonstance pour annoncer dans ses bulletins que l'empereur de Russie et le roi de Prusse avaient failli être pris dans Bray, tandis que le duc de Tarente, après avoir combattu toute la journée auprès de cette ville qu'occupaient les Bavarois, ne put y pénétrer, et fut forcé pour passer la Seine, de la redescendre jusqu'au pont de Montereau.

Le duc de Reggio également trouva trop d'obstacles devant Nogent et suivit la même direction que le maréchal Macdonald. La dispersion de nos forces, un seul passage pour franchir la Seine, et le retard qu'apporta la nouvelle organisation que l'Empereur voulut donner à ses troupes, retardèrent la poursuite des vainqueurs, et permirent aux Alliés d'utiliser leurs réserves placées en échelons sur les routes qu'ils parcouraient. C'est ainsi qu'ils arrivèrent à Troyes, sans s'être laissés entamer et sans avoir perdu ni canons ni équipages.

La grande armée combinée, après avoir menacé la capitale, était en pleine retraite, et paraissait abandonner l'offensive. Napoléon, joyeux d'un second triomphe aussi inopiné que le premier, s'écria : « *Mon cœur est soulagé, je viens de sauver la capitale de mon Empire.* » La surprise que devaient produire ces événemens inattendus, se communiqua bientôt dans Paris et dans tout le reste de la France. Chaque jour, des courriers tenant en main des branches de laurier, traversaient les rues et les boulevards en criant : *Victoire! victoire!* Des succès aussi merveilleux tenaient du prodige; ils commençaient à enflammer tous les cœurs, et un moment, notre délivrance parut infaillible et prochaine.

A cette même époque, le duc de Castiglione, avec une armée de dix-sept mille combattans, venait de reprendre Bourg et Mâcon, tandis que

le général Marchand, après avoir enlevé le passage des Echelles, rentrait dans Chambéry. L'Empereur, voyant que l'heure était venue de porter à l'ennemi un coup décisif, fit écrire par le duc de Feltre au maréchal Augereau, de se porter en toute hâte, sur Genève et dans le pays de Vaud, et que là, il trouverait des partisans qui n'attendaient que son arrivée pour se déclarer en faveur des Français; par une allusion flatteuse et faite pour réchauffer le cœur le plus glacé, ce ministre, au nom de la patrie, le sommait d'oublier ses cinquante-six ans et de ne se souvenir que des beaux jours de Castiglione (1); enfin, il le conjurait de se mettre à la tête de ses troupes et d'agir vigoureusement, en faisant sur les derrières de l'ennemi, une grande et utile diversion.

Les Alliés, malgré leur nombre, semblaient devoir céder aux combinaisons d'un homme dont le génie retrouvait les brillantes conceptions qui l'élevèrent au rang suprême. On eût dit que cette campagne d'où dépendaient les destinées de la France, allait, par la grandeur du péril et le merveilleux de ses résultats, rajeunir l'ancienne gloire de Marengo et d'Austerlitz. Napoléon avait en effet recouvré l'art de vaincre. Placé entre la Seine et la Marne, avec son acti-

(1) Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814, par F. Koch, chef de bataillon. Tome 2ᵉ, page 232.

vité accoutumée, il avait su se multiplier par la rapidité de ses marches, et se portant tour-à-tour contre Blucher et Schwarzenberg, il venait de triompher de chacun d'eux. Cette tactique, la première dans l'art de la guerre, en sauvant deux fois Paris, ranima l'ardeur des habitans, moins irrités de leurs maux que reconnaissans envers celui qui les dissipait, après les avoir causés. Ils ne cessaient de dire : « Napoléon a sauvé nos » biens, nos femmes, nos enfans, notre honneur » national; par nécessité, il faut se rattacher à son » gouvernement qui, quoique oppresseur, nous » préservera des affronts et des vengeances que » nous reserve l'ennemi. »

Afin d'entretenir ces nobles dispositions, plusieurs de nos Maréchaux, à la suite de nos victoires, publièrent des bulletins où ils invitaient les bons Français à saisir les armes abandonnées par l'ennemi, et à profiter du moment favorable pour s'affranchir et se venger. Ces écrits, pleins d'enthousiasme, exaltèrent les peuples de la Champagne, et déjà les habitans de plusieurs villes de la Marne, se réunissant au bruit du tocsin, commençaient à former des rassemblemens nombreux.

Les Souverains étrangers, craignant que nos succès n'enflammassent la nation, redoutèrent son soulèvement. Les chances de la guerre leur parurent si douteuses, qu'ils désespérèrent un instant de leur entreprise; ils s'avouèrent vaincus,

et, pensant qu'une suspension d'armes faciliterait le succès des négociations, on chargea le général autrichien, comte de Paar, le lendemain du combat de Montereau, d'aller aux avant-postes, pour demander un armistice. Napoléon, au lieu d'accepter cette proposition, n'en profita que pour écrire à son beau-père, une lettre remplie de récriminations et d'offres captieuses qui ne servit qu'à mieux faire sentir à François II, la nécessité de ne jamais se détacher de ses alliés.

Dans la soirée du même jour, un secrétaire du cabinet, arrivant de Châtillon, apporta un traité préliminaire, fondé sur des bases que Napoléon avait consenties peu de jours avant d'avoir obtenu ses brillans avantages. Les conditions qu'on lui imposait ne pouvaient être présentées dans une circonstance moins opportune. Il venait de vaincre Blucher, et Schwarzenberg fuyait devant lui; ébloui par ses victoires, il crut recouvrer bientôt la totalité de son Empire, et dans la crainte que le duc de Vicence ne conclût un traité désavantageux, il lui retira ses pouvoirs illimités, et lui reprocha, avec amertume, de n'avoir pas su donner aux négociations, une tournure plus favorable à ses intérêts. Il ne lui cacha point qu'il ne se soumettrait à rien d'onéreux, tant que les chances de la guerre entretiendraient ses espérances. Sa volonté, à cet égard, était si manifeste qu'il dit, en présence de plusieurs généraux, à l'agent diplomatique

qui lui présentait la minute du traité : « C'est par » trop exiger! les Alliés oublient que je suis plus » près de Munich qu'eux de Paris ».

La paix qu'on lui proposait, était basée sur les principes nécessaires au rétablissement de l'équilibre politique en Europe. Elle conservait à Napoléon, la France telle qu'elle était sous ses anciens Rois, et nous rendait, avec l'indépendance nationale, nos colonies, notre commerce et le libre exercice de notre industrie; et, en supposant que Napoléon désirât davantage, les Souverains étrangers s'engageaient à discuter, dans un esprit de conciliation, le vœu qu'émettrait la France de dépasser, pour des objets d'une mutuelle convenance, les limites qu'elle avait avant la révolution.

Les Alliés, en exigeant l'occupation de Besançon, de Béfort et d'Huningue, agissaient selon les lois de la prudence; mais Napoléon, qui ne voulait plus la paix, se prévalut de cette clause pour alléguer que ces conditions n'étaient point celles émises par le manifeste de Francfort. Dans le but de rendre les Alliés odieux à la nation, il prétendit qu'ils osaient exiger l'occupation de la capitale et de nos trois principales places maritimes. Au moyen de cette supercherie, ses partisans eurent le droit de se récrier sur l'injustice des étrangers; ils publièrent, qu'on voulait déshonorer celui que la victoire avait si longtemps couronné; que son trône, tout rayonnant

de gloire, ne pourrait plus subsister, dès qu'on l'aurait flétri par un pareil opprobre; et, que c'était vouloir une guerre d'extermination, que de placer l'Empereur entre le désespoir et l'infâmie.

Un conseil de régence ayant été convoqué, pour délibérer sur les véritables conditions de ce traité, la majorité déclara qu'il fallait les accepter. Napoléon qui s'était flatté de trouver dans les grands de son Empire, des instrumens dociles à ses volontés, fut indigné de leur sagesse, surtout en songeant que ses derniers succès auraient dû réveiller leurs espérances et ouvrir à leur ambition une nouvelle carrière. Dans l'impossibilité d'obtenir les immenses secours que nécessitait sa position, il renouvela ses intrigues auprès des ministres autrichiens auxquels il opposait toujours le lien formé par eux et qui l'unissait à une de leurs Archiduchesses. Cette circonstance paraissait assurer sa couronne, et doit être regardée comme la véritable cause de l'obstination de Napoléon, et de la répugnance qu'avaient les Alliés à renverser l'ennemi de tous les trônes et de toutes les libertés.

LIVRE DIXIÈME.

TROYES ET BORDEAUX.

Le séjour des Souverains alliés dans la capitale de l'ancienne Champagne, eut pour Napoléon des suites funestes. Tandis qu'il triomphait sur la Marne, ces Souverains, par la sagesse de leurs principes et leurs promesses consolantes, réparaient les maux de la guerre, calmaient les cœurs ulcérés, et gagnaient par la douceur plus qu'ils n'avaient perdu par les armes. Cependant, ils ne s'étaient encore exprimés que d'une manière vague sur la possibité de renverser notre gouvernement.

Cet empire, fondé sur la gloire, et que l'ambition avait agrandi en épuisant les trésors et en faisant couler les larmes du peuple, étonnait l'imagination sans exciter aucun amour. Son éclat disparaissait avec la victoire qui jusqu'alors l'avait illustré. Ceux qui en partageaient les faveurs, s'intéressaient à sa durée; mais, la majorité des Français, tributaire du petit nombre dont il fallait soutenir les prétentions et alimenter les prodiga-

lités, commencèrent à revenir de leur illusion, dès qu'ils eurent la certitude que les ennemis, bien plus que Napoléon, avaient le désir sincère de rendre la paix à l'Europe, et de faire jouir la France d'un repos qui devait assurer son bonheur.

Les trois Monarques alliés eurent à peine passé le Rhin, qu'ils acquirent la conviction de la terreur qu'inspirait le chef de l'Empire et du danger qui les menaçait, si ce conquérant parvenait à exciter, en sa faveur, l'élan de la nation; ils avaient été frappés surtout de la patience héroïque et du courage admirable de ce petit nombre de guerriers qui, rangés autour de sa personne, étaient toujours sûrs de trouver la victoire en combattant sous ses yeux. Ils comprirent alors qu'il n'était pas donné à des étrangers de renverser seuls un empire fondé par les Français, et qu'on ne pourrait le détruire sans recourir à ceux qui l'avaient élevé.

Une circonstance singulière, mais qui probablement n'était pas inattendue, ne fit que les fortifier dans cette idée. M. Laharpe, né Suisse, ancien instituteur d'Alexandre, se trouvait depuis longues années séparé de son élève. A cette époque, il vivait à Paris et fréquentait la société du prince Talleyrand; la police n'approfondit point la nature de cette liaison, et même sa vigilance ne fut pas éveillée, lorsque M. Laharpe demanda à retourner dans son pays, au moment où il fallait, pour y rentrer, traverser l'armée al-

liée. Quoi qu'il en soit, il quitte Paris : arrivé à Bar-sur-Aube, les ennemis l'arrêtent; il est conduit au quartier-général des Souverains alliés, et leur annonce que la chute de Napoléon est indubitable, puisque la majorité du Sénat et du Corps Législatif n'attendait qu'un appui, pour prononcer sa déchéance. Il ajouta « que des fonctionnaires mécontens, des militaires oubliés, et beaucoup de propriétaires de biens nationaux pressurés par des décomptes illégaux, se déclaraient aussi contre sa tyrannie. » Ces nouvelles achevèrent de fixer l'incertitude des Coalisés, et les raffermirent dans le projet qu'ils avaient, d'associer la France à leur entreprise.

Ce dessein était d'autant plus naturel, et d'autant plus avantageux pour les Souverains étrangers, qu'il était une conséquence des principes énoncés dans la déclaration de Francfort. Les dernières victoires de Napoléon avaient donné un nouvel essor aux élans de son ambition, au point que les conférences de Châtillon, sans être dissoutes, parurent suspendues. Il n'y avait donc plus moyen de traiter avec le chef de l'Empire. D'après de sages combinaisons et pour la tranquillité de l'Europe, les Alliés devaient profiter de leur parfait accord, afin de procurer à la morale, un triomphe complet sur le système de ravage et de bouleversement dont la France fut longtemps le foyer. Toute transaction avec Napoléon n'eut été qu'un palliatif qui, sous l'apparence

des bienfaits de la paix, n'aurait servi qu'à prolonger les calamités de l'univers. Lord Castlereagh profita de cette occasion pour mettre au jour les projets de l'Angleterre, et ses ouvertures donnèrent bientôt une direction nouvelle à la politique étrangère.

Les cabinets de Berlin et de Pétersbourg partageaient à cet égard, l'opinion de tous les hommes d'Etat de la Grande-Bretagne. Mais, Alexandre, toujours enclin aux vues les plus généreuses, insistait pour qu'on laissât aux Français, une entière liberté dans le choix de leur gouvernement. Quant aux cours de Vienne, de Munich et de Stuttgard, elles ne pouvaient point encore entrer dans les mêmes vues : leur alliance avec Napoléon ou avec des princes de sa famille, les plaçait dans une situation délicate. L'Autriche regardait l'existence de l'Empire français, comme un contre-poids sans lequel la Russie, dont elle avait tout à craindre, devenait formidable. De même, la Bavière, le Wurtemberg et les autres petites Cours d'Allemagne, en se plaçant sous la protection de la France, avaient contribué à l'affaiblissement de l'Autriche; pour prix de leurs services, elles furent érigées en royaume ou obtinrent des augmentations de territoire, et elles appréhendaient qu'un jour, il ne leur restât plus que la triste humiliation d'être dépossédées, après avoir renversé celui qui fut leur créateur.

Ces derniers motifs, très-puissans pour les

Princes coalisés, étaient cependant contraires à l'intérêt et aux vœux que formaient leurs sujets, en prenant les armes contre la France. Dans cette grande lutte, les peuples d'Allemagne étaient excités par une haine violente contre Napoléon. Aussi la force et la durée d'une parfaite intelligence entre les Souverains, dépendaient de cette haine nationale. Les trois grands Monarques, pénétrés de l'étendue de leurs devoirs, des dangers qui menaçaient leur trône, et des satisfactions qu'ils devaient aux généreux sacrifices de leurs sujets irrités, décidèrent d'un commun accord : que les intérêts privés seraient toujours éconduits en faveur du bien général; que, si Napoléon refusait d'adhérer aux bases d'un traité nécessaire pour enchaîner son ambition, la nation française serait alors consultée; et que, si elle se manifestait en faveur de l'ancienne monarchie, on ne balancerait plus de rappeler au trône, la famille des Bourbons.

L'Angleterre, dont les armées et les conseils influaient puissamment sur les résolutions des Souverains, était alors l'unique refuge de cette famille infortunée qui, depuis la bataille de Leipzig, avait recouvré l'espoir de régner sur la France. Tous les émigrés restés fidèles à Louis XVIII, depuis cet événement, expédiaient des agens sur le Continent; déjà le colonel de Boissy avait été fusillé à Paris (2 février), pour être revenu des prisons d'Angleterre, avec des

instructions de MM. de Lachâtre et Blacas, tendantes à favoriser le retour des Bourbons. Le motif de ce jugement fut à peine remarqué, tant on attachait encore peu d'importance aux prétentions des royalistes.

Cependant, le gouvernement britannique était persuadé que le parti royal, quoique assoupi par le règne glorieux de Napoléon, reprendrait son ascendant, lorsque les calamités de la guerre auraient désabusé la nation des prestiges de la victoire. Dès que Wellington eut franchi les Pyrénées, les émigrés ou Français royalistes réfugiés à Londres, ainsi que les agens d'un ancien comité royal établi à Bordeaux, dont le zèle ne s'était jamais refroidi, même quand toute espérance semblait être évanouie, affirmèrent au ministère anglais, que les vœux secrets de la nation française étaient très-prononcés en faveur de ses légitimes souverains.

D'après cette assurance, l'Angleterre comprit qu'en associant la cause des Bourbons à celle de l'Europe, elle pourrait opérer, en faveur des Coalisés, une puissante diversion, et se détermina à favoriser le départ des Princes de cette famille pour différens points du Continent. Le duc d'Angoulême, en allant joindre l'armée de Wellington, mit le pied sur l'ancienne France, accompagné du comte Etienne de Damas, du duc de Guiche et du comte d'Escars, ses fidèles compagnons pendant la durée d'un long et pénible exil.

Wellington fit au Prince l'accueil le plus flatteur; mais, forcé de se soumettre aux ordres d'une politique encore incertaine et timide, il le supplia de ne prendre aucun titre, et il ne fut considéré dans l'armée, que comme simple volontaire. En arrivant à Saint-Jean de Luz, on lui laissa publier (2 février), un manifeste de Louis XVIII, et une adresse à l'armée, dans laquelle il engageait les habitans du Midi à briser leurs chaînes et à marcher sous les bannières de leur Roi qui promettait d'oublier ses souffrances, pour ne s'occuper que du bonheur du peuple. Ces proclamations, à défaut de la presse, étaient reproduites à la main, et, l'impatience qu'on avait de les lire, les faisait multiplier et circuler avec une prodigieuse rapidité.

La coalition n'accordait donc aux Bourbons aucun appui ostensible : leur retour étant subordonné au vœu des Français, Napoléon mettait un soin extrême à ce que les prétentions et les actes de cette famille demeurassent ignorés. La masse de la nation était si bien identifiée avec l'existence de l'empire que l'arrivée sur le continent du duc d'Angoulême et du comte d'Artois, ne causa aucune sensation, et ne fit pas même soupçonner que les Alliés eussent le dessein de les favoriser un jour.

La faculté que les Etrangers laissaient aux Français, de se choisir un gouvernement quelconque qui ne fût pas celui de Napoléon, était



interprétée comme un piége qu'on nous tendait, afin de nous affaiblir par la discorde. Si les Alliés, au contraire, nous eussent exhortés à adopter une monarchie constitutionnelle sous les auspices des Bourbons, la guerre alors n'aurait pas été si prolongée, et ses résultats n'eussent plus été indécis. La certitude d'une prompte paix nous aurait ralliés sous les lois de l'ancienne monarchie dont la révolution nous avait fait regretter les douceurs. L'offre généreuse des ennemis parut si étonnante et si contraire aux manœuvres habituelles de leurs cabinets, que chacun la jugea trop surnaturelle pour la croire sincère.

Telle était la disposition des esprits en France et la marche que suivait la politique des chefs de la coalition, lorsqu'ils arrivèrent à Troyes. Cette ville, plus qu'aucune autre, renfermait un grand nombre de royalistes qui, soit par intérêt, soit par esprit de parti, ou par un sentiment de religion, avaient conservé, durant le cours de nos discordes civiles, beaucoup de respect pour tout ce qui tenait aux vieux principes; et selon leur opinion, le repos de l'Europe dépendait essentiellement du retour des Bourbons. Aussitôt que nos troupes eurent abandonné Troyes, les principaux habitans se crurent pour toujours affranchis d'un joug pesant, et résolurent entre eux de manifester, au nom de leur patrie, l'attachement qu'ils conservaient aux princes de la famille royale.

Dans ce dessein, MM. de Vidranges et Gouault, anciens émigrés, se rendirent chez le Prince royal de Wurtemberg qui jamais ne partagea l'attachement que le roi, son père, avait voué à Napoléon. Ils lui demandèrent s'il savait quelles étaient les intentions des puissances confédérées sur le sort de la France ? Le Prince, convaincu de la loyauté de leur démarche, leur avoua que depuis son entrée sur notre territoire, le peuple n'avait manifesté aucune opinion politique, et que les Souverains s'étaient promis de ne jamais prescrire aux Français, la manière dont ils devaient être gouvernés; mais, que Troyes étant une ville populeuse, elle pourrait émettre son vœu auprès de l'empereur Alexandre, et que cette démarche influerait sur les déterminations d'un monarque qui s'était fait une espèce de religion, du bonheur du monde. Ces deux royalistes, touchés d'une pareille confidence, ne dissimulèrent pas qu'ils partageaient la croyance générale que l'empereur d'Autriche était contraire à la cause des Bourbons. Le Prince protesta que ce monarque saurait sacrifier ses plus chères affections pour assurer les bienfaits d'une paix durable, et que Marie-Louise serait reconduite, avec tous les honneurs dus à son rang, dans la capitale de son auguste père. Ma sœur, ajouta-t-il, mariée avec Jérôme Bonaparte, se trouve dans une position semblable; eh bien, elle redeviendra princesse de Wurtemberg. Qui,

dit-il avec feu, *il est temps que tout rentre dans l'ordre.*

Le marquis de Vidranges communiquait son projet à ses amis, lorsque le comte de Rochechouart et le colonel Rapatel, tous deux au service de Russie, lui apprirent la nouvelle que Napoléon avait tenue secrète. « Vos anciens Princes » vont rentrer en France, lui dirent-ils. Déjà, » dans plusieurs villes, les habitans se disposent » à arborer la cocarde blanche; il est temps de » se prononcer! » Alors MM. de Vidranges et Gouault reprennent leur croix de Saint-Louis, et, sur-le-champ, rédigent une adresse à l'empereur de Russie, au nom des principaux habitans de Troyes. Le général Barclay de Tolly procura une audience du Czar à une députation composée de neuf royalistes. M. de Vidranges, portant la parole, supplia l'empereur Alexandre de se montrer propice au désir qu'ils formaient de voir rétablir la maison de Bourbon sur le trône de France.

Alexandre, moins affirmatif que le prince de Wurtemberg, ne dissimula point qu'une semblable démarche était prématurée. « Je ne suis » pas tout-puissant, ajouta-t-il; les chances de » la guerre sont incertaines; et, quels seraient » mes regrets, si de braves gens comme vous » étaient compromis et sacrifiés! Nous ne venons » pas pour donner nous-mêmes un roi à la » France, nous voulons seulement connaître ses

» intentions ; c'est à elle à se déclarer, mais
» hors de nôtre ligne militaire; car, il importe
» qu'on ne croye pas que l'opinion a pu être in-
» fluencée par la présence de nos armées. » M. de Vidranges fit observer au Czar, que la France ne pourrait se prononcer tant qu'elle serait sous le couteau : « Bonaparte n'est point aimé, lui dit-
» il, mais on le craint. D'ailleurs la France sera
» toujours en révolution, tant qu'elle ne rentrera
» pas sous la dynastie légitime. Les trônes ne se-
» ront en sûreté, que quand les Souverains érige-
» ront en principe cette grande vérité; et l'Europe
» ne connaîtra point les douceurs de la paix, tant
» que Bonaparte conservera l'autorité. » *C'est pour cela*, répondit le sage Alexandre, *qu'il faut le dompter avant de rien décider.*

Les royalistes de Troyes, loin d'être découragés par les prudentes lenteurs qu'exigeait la politique, députèrent au comte d'Artois, le marquis de Vidranges qui fut spécialement chargé de lui apporter une copie de l'adresse qu'ils avaient présentée aux Souverains alliés. Le même jour (11 février), pareil événement eut lieu à Pont-sur-Seine. Le comte Wittgenstein annonça à la population de cette ville, que les Souverains alliés étaient décidés à protéger la nation française et à seconder de tout leur pouvoir le rétablissement des Bourbons, si l'opinion se déclarait en leur faveur. En même temps, Wittgenstein communiqua un manifeste de Louis XVIII, daté de Hart-

wel (1er janvier). L'émotion que causa cette lecture inattendue à plusieurs habitans de Pont-sur-Seine, leur fit verser des larmes de joie et d'attendrissement. Aussitôt, ils publièrent le manifeste avec solennité, et beaucoup d'entre eux arborèrent la cocarde blanche, aux cris de *vive le Roi* (1).

Le vœu que venaient d'émettre quelques citoyens de la Champagne, n'offrait pas assez d'unanimité pour qu'on osât fonder sur leur secours, de grandes espérances. D'ailleurs, Napoléon se fortifiait au sein même des désastres, et par la rapidité de ses manœuvres, trompait tous les calculs et renversait toutes les combinaisons. L'esprit militaire, chez les Français, semblait reprendre son ancienne énergie; nos soldats, enflammés par des succès récens, ne comptaient plus le nombre de leurs ennemis, tant ils étaient avides de les combattre, et assurés de les vaincre!

Les généraux alliés, déterminés par ces hautes considérations, se repentirent de s'être séparés après la bataille de la Rothière, et résolurent de réunir en une masse principale, comme ils l'avaient fait à Leipsig, toutes les armées de la

---

(1) S. M. Louis XVIII, par ordonnance du 10 juillet 1816, a récompensé le dévouement de cette ville, en l'autorisant à s'appeler *Pont-le-Roi*. Voyez Faits historiques relatifs aux événemens qui ont eu lieu le 11 février à Pont-sur-Seine, par le chevalier de Brunel, page 31 et 32.

ligue européenne. Blucher venait à peine de rallier ses troupes aux environs de Châlons, qu'il reçut l'ordre de s'avancer vers Troyes, pour se réunir à Schwarzenberg. Son armée, quoique battue et dispersée, au moyen des renforts qu'amena le prince Gorczakow, se trouva sous peu de jours, complétement réorganisée. Certaine que celle du Nord venait la relever sur l'Aisne et sur la Marne, elle s'achemina vers Troyes, forte de cinquante mille hommes, pour former l'aile droite de l'armée Austro-Russe. Arrivée auprès d'Arcis-sur-Aube, elle fut encore grossie par une division du corps de Langeron venue de Vitry.

L'armée française, étant partie de Montereau le 20 février, se dirigeait sur Troyes, à la poursuite des Coalisés. Favorisés par un froid très-vif, ils ne perdirent dans leur retraite, ni artillerie, ni bagages. Sur la route, les habitans, toujours enclins à flatter les vainqueurs, assuraient à nos généraux qu'une grande mésintelligence régnait parmi les troupes ennemies. Napoléon, ravi de l'uniformité des rapports qui lui parvenaient, se persuada que la différence des intérêts et la communauté des revers allaient enfin désunir les Alliés. Pour accroître leur méfiance, il évitait de livrer à Schwarzenberg, une action générale qui eût dissipé le soupçon de collusion qu'il cherchait à accréditer. Il préféra écrire à ce Prince, une lettre dans laquelle il faisait ressortir les avanta-

ges de sa nouvelle position, lui laissant entrevoir qu'il reprendrait bientôt la ligne du Rhin, si l'empereur François ne consentait à un rapprochement qui pût amener la paix.

Le duc de Reggio se présentait devant Châtres et Megrigny, lorsqu'il vit un corps considérable se rassembler autour de Mery-sur-Seine. Napoléon reconnut que cette ville était occupée par le corps de Wittgenstein qu'on avait laissé en position, pour empêcher que l'armée de Silésie ne tombât au milieu de la nôtre. Blucher, après avoir relevé Wittgenstein, parut vouloir se maintenir dans Mery, pendant que le gros de son armée, protégé par la Seine, cherchait à joindre les Alliés. Napoléon, impatient de déboucher sur la rive opposée, ordonna au général Boyer, de commencer l'attaque. Aussitôt les Prussiens sont culbutés, et en fuyant ils brûlent le pont.

Le feu communiqua aux premières maisons de la rive droite. Le vent du nord, qui soufflait avec violence, propagea l'incendie au point que dans l'instant, la ville devint la proie des flammes. Blucher, se croyant à l'abri de nos poursuites, se disposait à la retraite; mais le pont, quoique en bois, subsistait encore : bientôt nos tirailleurs accourent pour le sauver et le franchir. De nouveaux bataillons russes et prussiens le leur disputent et s'y maintiennent, malgré notre mousqueterie. Les progrès de l'incendie

furent tels que les ennemis, étouffés par la fumée et les flammes, sortirent de la ville. Le pont n'étant pas tout à fait brûlé, nos voltigeurs passent en déterminés sur des poutres à demi-consumées. Le général Gruyères, avec sa brigade, les suit; toute la nuit, nos troupes restées dans Mery combattirent avec fureur, mais, leur chef étant tombé dangereusement blessé, elles repassèrent le pont après avoir essuyé de grandes pertes.

Lorsque les Alliés apprirent que Napoléon avait franchi la Seine, et qu'il s'avançait vers Troyes, ils regardèrent leur jonction comme manquée, et résolurent de former à Blucher, une armée puissante qui pût encore une fois marcher sur Paris. Tant de variation dans le plan de campagne des ennemis, en dénotant leur incertitude, prouvait combien, malgré leur immense supériorité, ils craignaient de commettre leurs armes au hasard d'une seule bataille.

Les Souverains alliés, avec leurs ministres et leurs principaux généraux, se réunirent à Troyes, chez le roi de Prusse, pour répondre à la lettre de Napoléon, et aviser aux moyens d'arrêter les progrès de l'armée française. Dans ce conseil, Schwarzenberg annonça qu'auprès de Lyon, le général Bubna avait été forcé de rétrograder, et que le duc de Castiglione avait repris Bourg, Mâcon, Chambéry, et menaçait Genève. En même temps, le prince Metternich exposa la situation

des affaires politiques; son rapport rédigé avec toute l'adresse d'un diplomate consommé, fut de nature à surprendre et à décourager les Alliés; il produisit une telle impression sur l'empereur de Russie qu'on décida d'envoyer le prince Venceslas Lichtenstein, auprès de Napoléon, pour lui annoncer que ses propositions pacifiques seraient favorablement écoutées.

L'Empereur était encore au bourg de Châtres (23 février), quand le prince Lichtenstein lui apporta cette nouvelle. Quelques jours de délai lui étant nécessaires pour renforcer son armée, il feignit de goûter ces ouvertures, et autorisa son major-général à prier le généralissime de désigner, entre Vandœuvres et Troyes, un lieu où des commissaires pourraient se rendre pour entamer les négociations. Dans la crainte que la demande des Alliés n'eût pour but de faciliter leurs opérations, et de réparer la faute qu'ils avaient commise en se séparant, il voulut profiter de l'enthousiasme que la victoire inspirait à ses troupes, pour rentrer à Troyes. Jusqu'alors, il refusa de consentir à une suspension d'armes qui lui aurait enlevé l'offensive.

Pendant que le duc de Raguse était à La Ferté-Gaucher, pour observer les mouvemens hostiles qu'on pourrait de nouveau tenter sur Paris, Napoléon ordonna aux ducs de Reggio et de Tarente de marcher sur Troyes et de poursuivre l'ennemi. Le gros de l'armée combinée avait éva-

cué Troyes, quand nos éclaireurs se présentèrent devant cette ville; les dernières vedettes de son arrière-garde étant rentrées dans le faubourg, nos troupes se disposaient à y pénétrer, lorsqu'un parlementaire vint annoncer à nos postes avancés, que si nous ne donnions pas à l'arrière-garde le temps de se retirer, la ville serait incendiée.

Nos préparatifs pour l'attaque s'étant ralentis, nos troupes impatientes voulurent la recommencer. Les ennemis jetèrent des obus dans trois faubourgs qui, en moins d'une heure, furent la proie des flammes. Aux approches de la nuit, nos soldats parvinrent à s'y loger, et tentèrent plusieurs assauts qui furent constamment repoussés. Au point du jour, pendant que les Coalisés se disposaient à effectuer leur retraite, le prince Venceslas Lichtenstein revint auprès de Napoléon, comme parlementaire, et le supplia de suspendre son entrée de quelques heures, lui exprimant de nouveau combien l'empereur d'Autriche désirait conclure la paix. Napoléon promit de n'entrer dans Troyes qu'à midi; mais, les habitans ayant ouvert une des portes (24 février), nos troupes s'y précipitèrent. Secondée par leur présence, la populace armée de haches, de fourches et de couteaux, tomba sur des détachemens isolés, et massacra plusieurs Wurtembergeois. Nos soldats, après dix-sept jours d'absence, furent reçus avec joie : leur apparition

excita l'enthousiasme, et permit à la majorité des citoyens de donner un libre cours aux sentimens qu'excitait leur délivrance. Bientôt après, le comte de Valmy prit la route de Bar-sur-Seine, et la division Duhesme, celle de Bar-sur-Aube. Le corps Gérard, soutenu par celui du duc de Reggio, passa le pont de La Guillotière, et se porta sur Lusigny.

Tout ce qui s'était passé à Troyes, pendant le séjour des Alliés, était connu de Napoléon. Le vœu qu'avaient exprimé les royalistes étant contraire à l'opinion d'une partie des habitans, surtout depuis que la victoire redevenait favorable au gouvernement impérial, il voulut faire un exemple sévère de ceux qui, les premiers, avaient osé se prononcer en faveur des Bourbons. Ne pouvant punir l'entière population de Pont-sur-Seine, qui s'était publiquement déclarée, il différa sa vengeance, pour l'exercer de suite dans une grande ville qui avait été le foyer du parti royaliste, et où ne se trouvait qu'un petit nombre de citoyens compromis. A huit heures du matin, il entra dans Troyes, et ordonna d'arrêter MM. de Widranges et Gouault. Le premier étant parti pour Bâle, évita la mort qui lui était destinée; l'autre, au lieu de fuir, persista à vouloir demeurer auprès de sa femme qu'il aimait éperduement.

M. de Gouault, ayant été arrêté, fut conduit à l'hôtel-de-ville, où une cour prévôtale le con-

damna à mort. M. Duchâtel, chez qui l'Empereur était logé, poussé par un sentiment d'humanité, profita d'une audience particulière pour lui rappeler qu'un jour de victoire devait être un jour de clémence, et il le supplia, au nom de de la ville de Troyes, d'accorder la grâce à un de ses malheureux citoyens qui venait d'être condamné. Napoléon, lui lançant un regard farouche, lui dit, d'un air irrité : Oubliez-vous que vous êtes chez moi ? Sortez. L'infortuné Gouault, sur les onze heures du soir, parut à la lueur des flambeaux, entouré de gendarmes, et portant sur son dos et sur sa poitrine, un écriteau sur lequel étaient tracés ces mots : *Traître à la Patrie.* Arrivé sur la place destinée aux exécutions criminelles, ce martyr de la royauté ne souffrit point qu'on lui bandât les yeux, et mourut avec fermeté pour l'amour de son Roi (1).

La populace, excitée par cet acte impitoyable, fit éclater sa joie à la suite de cette exécution. Ainsi la rentrée de celui qu'on appelait libérateur, fut marquée par une sentence de mort, et par des excès que ne commirent point ceux que l'esprit national nous forçait à regarder comme ennemis. Des citoyens qui n'avaient éprouvé que de bons traitemens de la part des Souverains

(1) Histoire de la campagne de 1814, par M. Alphonse de Beauchamp, tome IIe, page 23 et 25.

étrangers, après le retour de Napoléon, furent en butte à ses reproches et à ses menaces. On dit même qu'il fit appeler le propriétaire chez qui avait logé l'empereur de Russie, pour lui faire remettre, en faveur des hospices, la bague dont son hôte l'avait gratifié. La réprimande dont il accompagna cet acte arbitraire, fut violente, grossière et outrageante pour l'épouse de ce paisible habitant.

Immédiatement après son arrivée à Troyes, Napoléon, informé que les commissaires, nommés pour conclure un armistice de quinze jours, se rendraient à Lusigny, chargea le comte Flahaut de s'y rendre, pour se réunir au général Schouwalow, au comte Ducca et au général Rauch, commandant le corps du génie prussien. Pendant qu'on entamait ces négociations, les Souverains alliés sentirent la nécessité d'arrêter un nouveau plan de campagne, en supposant que les tentatives pour amener la paix, n'eussent aucun succès. Dans ces vues, ils convoquèrent, à Vandœuvres, un conseil de guerre où le prince Schwarzenberg, d'après les instructions de son Souverain, partagé entre le désir d'humilier Napoléon et celui de ne pas perdre Marie-Louise, se montra l'ennemi déclaré de toutes les opérations qui pouvaient amener un prompt résultat. Les chefs des divers corps de l'armée alliée, alarmés de la politique versatile du cabinet autrichien, donnèrent à la timidité de Schwarzenberg

un nom si odieux, qu'il n'aurait pu demeurer chef de la coalition, si, dans un ordre du jour, il n'eût expliqué l'opinion qu'il avait émise, d'une manière assez honorable pour détruire les soupçons injurieux qui planaient sur son compte et sur celui de sa Cour, et si, en même temps, il n'avait été décidé que l'armée du général Bubna, renforcée de quarante mille hommes, marcherait sur Lyon, tandis que l'armée de Silésie, forte de cent mille combattans, se porterait derechef sur Paris.

A des mesures aussi vigoureuses, Napoléon ne pouvait opposer que des actes sévères et tyranniques; alarmé du mouvement royaliste qui s'était manifesté à Troyes, il rendit un décret, d'après lequel tous les Français qui se trouvaient dans les armées étrangères, devaient être traduits devant les tribunaux, pour y être condamnés, et leurs biens confisqués. Les mêmes peines étaient appliquées à tous ceux qui porteraient les signes et les décorations de l'ancienne dynastie.

Quoique Napoléon fût un despote, et qu'en guerre comme en paix, il n'eût point réalisé les nobles espérances que donnait un grand homme, néanmoins, à cette époque, quiconque tenait à l'honneur national se rattachait à ce conquérant, et ne pouvait souffrir que des Français se confondissent avec ceux qui, en promettant de délivrer la patrie, devaient nécessairement humilier sa gloire, restreindre ses limites, et tarir la

source de ses prospérités. Aussi, ces arrêts, malgré leur sévérité, furent généralement approuvés, et beaucoup auraient voulu en voir faire l'application sur deux guerriers, nés parmi nous: placés sur les trônes de Suède et de Naples, ils levaient leurs étendards contre les anciens compagnons d'armes qui furent les instrumens de leur gloire et de leur élévation.

Tandis que l'armée Française avait la douleur de voir, à la tête de nos ennemis, deux de ses meilleurs généraux, le prince Eugène la dédommageait de tant d'ingratitude, en fixant les regards de l'Europe, par l'habileté de ses manœuvres et la loyauté de ses actions. Depuis trois mois qu'il campait sur l'Adige, le général autrichien Bellegarde espérait lui faire abandonner cette ligne, par la diversion que le roi de Naples devait opérer contre nous. Fatigué des lenteurs de ce dernier, il le pressait, chaque jour, de commencer les hostilités, afin que sa réconciliation avec Napoléon fût désormais impossible. Il l'exigeait avec d'autant plus d'instances, que le corps de Nugent, entouré de Napolitains, était tout à fait à la discrétion de leur armée. Car, quoique les transfuges soient les plus dangereux ennemis de ceux qu'ils ont trahis, ils ne donnent jamais assez de garanties pour dissiper la méfiance qu'ils inspirent.

Le roi de Naples, informé des progrès que les Alliés faisaient en France, n'hésita plus à signifier

au Vice-Roi, sa déclaration de guerre, sous le prétexte que la garnison d'Ancône avait fait une sortie contre les troupes Napolitaines. Mais, ce n'était qu'une vaine formalité : depuis vingt-cinq jours, les hostilités étaient commencées. La conduite de Joachim obligeant le prince Eugène à quitter les bords de l'Adige, pour se concentrer entre le Mincio et le Pô, il ne put dissimuler tout ce que la défection du beau-frère de Napoléon avait de pénible pour un cœur qui toujours ferma l'oreille à la séduction, et ne s'écarta jamais de ses devoirs envers son bienfaiteur. A ce sujet, il s'exprima avec une noblesse admirable, se bornant à plaindre une infidélité qu'il jugeait indigne d'un guerrier dont la fermeté de caractère semblait être garantie par son rang, ses exploits et son brillant courage. Dans une adresse qu'il publia, il apprit à l'armée que les Napolitains, après avoir été reçus dans le royaume d'Italie comme des frères, et avoir solennellement promis leurs secours, pour prix de cette confiance, tendaient la main à l'ennemi, aux lieux mêmes où leurs armes devaient s'unir aux nôtres. Le Vice-Roi annonçait aux Français et aux Italiens, qu'il comptait sur eux comme on devait compter sur lui, que désormais, HONNEUR ET FIDÉLITÉ serait sa devise, et que l'on ne pouvait être immortel, si l'on ne savait vivre et mourir fidèle à ses devoirs, à ses sermens et à la reconnaissance.

La noble conduite du prince Eugène électrisa

les cœurs qu'avait consternés la déloyauté de Joachim ; sa devise devint le cri d'union de tous les braves. Des couplets improvisés pour célébrer cette circonstance, retentirent dans les camps et jusqu'au sein des plus petites villes. Malgré l'ardeur des troupes, le Prince se retirait vers Mantoue, et tout donnait à penser que sa retraite se prolongerait jusqu'à Crémone. Dans cette persuasion, le feld-maréchal Bellegarde se prépara à passer le Mincio, et à nous couper la retraite sur Bozzolo, avant que notre avant-garde y fût arrivée. Le Vice-Roi, instruit du mouvement des Autrichiens, à la faveur des immenses fortifications de Mantoue, déroba à l'ennemi les manœuvres nécessaires à l'exécution du plan qu'il méditait.

Arrivé auprès de cette vaste forteresse, Bellegarde aurait dû ordonner des reconnaissances pour s'assurer si réellement l'armée française effectuait sa retraite : s'il eût agi ainsi, il se serait convaincu que nous avions gardé les têtes de pont de Goïto. Mais, au lieu de marcher avec précaution, il fit passer brusquement une de ses divisions auprès de Valleggio, et une autre auprès de Pozzolo ; notre seule aile gauche campée à Monzembano, sous les ordres du général Verdier, était en évidence. Pendant que les deux divisions ennemies s'avançaient pour l'attaquer, le Vice-Roi, avec l'élite de son armée, dès le point du jour, profita de la tête de pont

conservée à Goïto, pour se porter sur la rive gauche.

Le comte Bellegarde reconnut bientôt sa faute et se hâta de la réparer : dans ce but, il concentra ses réserves autour de Pozzolo et de Valleggio, et arrêta le Vice-Roi qui cherchait à couper toute communication entre les deux parties de l'armée autrichienne, placées à cheval sur la riviere ; ces réserves se battirent avec une telle opiniâtreté, que nos troupes furent forcées de renoncer à la réussite complète d'un plan dont malheureusement les moyens d'exécution n'étaient point proportionnés à l'importance de l'entreprise. Cette bataille, l'une des plus remarquables par la disposition singulière des combattans, coûta à l'ennemi quatre mille hommes tués ou blessés, et nous procura deux mille cinq cents prisonniers. Elle eût été célébrée, comme elle le méritait, si les grands événemens survenus autour de Paris, n'avaient détourné l'attention publique de tout ce qui se passait hors de ce théâtre où devaient se décider les destinées du monde.

Tandis que le prince Eugène, avec une armée affaiblie chaque jour par de nouveaux combats, arrêtait sur le Mincio, les forces ennemies, évaluées au triple des siennes, le roi de Naples, soit qu'il eût été informé de nos succès sur la Marne, soit qu'il n'eût pas encore cet endurcissement qui étouffe la reconnaissance, ne s'a-

vançait qu'avec une circonspection extrême, et agissait selon les progrès que les Alliés faisaient en France. S'il lui parvenait des nouvelles favorables à nos armes, éprouvant le juste châtiment de sa défection par les inquiétudes dont il était rongé, il suspendait aussitôt sa marche et nous faisait dire qu'il était encore le même pour sa patrie, et que dans toutes les occasions, il nous prouverait son amour pour elle. Agité par de secrètes alarmes, ni les Alpes, ni la coalition ne pouvaient le rassurer, et dans son juste effroi, le génie de son maître le faisait encore trembler; toujours il croyait voir Napoléon vainqueur, s'avancer pour lui reprocher sa perfidie, et le chasser ignominieusement du trône où il l'avait élevé.

Mais, lorsque son aide-de-camp Pignatelli, qu'il avait envoyé au quartier-général de Bellegarde, lui eut appris que l'armée de Schwarzenberg était à Fontainebleau et à Nangis, il s'empara de Ferrare et de Bologne. Il était précédé du général Nugent qui prenait possession du Modenais, au nom de l'archiduc François qu'il appelait François IV d'Este. Le Vice-Roi, loin de se laisser abattre par l'état critique de nos affaires, fit fortifier Plaisance, et avec les conscrits rassemblés à Alexandrie et les restes de la division Sévéroli, revenus d'Espagne, il forma un corps de huit mille hommes qui, sous les ordres du général Danthouard, furent chargés de la défense du Taro.

Sur cette entrefaite, la garnison française de la citadelle d'Ancône, après avoir tenté une sortie, et essuyé un bombardement qui incendia ses bâtimens, capitula, sous condition de ne pas servir d'un an contre les Alliés. En Toscane, quoique Florence fût occupée par les Napolitains, nos troupes conservaient encore Livourne et Pise; les hostilités allaient commencer contre ces deux villes, lorsque le duc d'Otrante qui s'était retiré à Lucques auprès de la princesse Eliza, avec le titre de commissaire de l'empereur Napoléon, fit dire au roi de Naples qu'il était autorisé à traiter avec lui, de l'entière évacuation de la Toscane. Joachim, après avoir consulté le général Nugent et le comte Mier, ambassadeur autrichien, expédia le général Joseph Lecchi auprès du duc d'Otrante, et tous les deux conclurent une convention (24 février), par laquelle les troupes françaises évacuèrent la Toscane et les Etats Romains, aux mêmes conditions qu'on imposa à la garnison d'Ancône. Ce traité honteux, en faisant capituler des troupes avant d'avoir combattu, allait livrer Gênes aux Anglais, et doit être regardé comme une conséquence du rôle flétrissant que n'a cessé de jouer un homme qui, par ses immorales variations, sut toujours assurer l'impunité à ses crimes politiques.

Joachim menaçait Plaisance, lorsque le Vice-Roi confia la moitié de son armée au comte Grenier, auquel il prescrivit d'attaquer le général

Nugent qui s'était porté sur l'Enza. Mais, le roi de Naples, informé que son beau-frère était rentré à Troyes, craignit ce retour de fortune, et, sous le prétexte qu'il n'était pas secondé par Bellegarde, il se retira. Le général Nugent, surpris par nos troupes, au moment où il sortait de Parme, plaça trois mille hommes sur les remparts, pour protéger sa retraite. A la suite d'une action très-vive, nos troupes s'emparèrent de cette ville, et prirent tous ceux qui voulurent la défendre. Quelques Napolitains prisonniers furent renvoyés à Joachim, pour fortifier le soupçon qu'avaient les Autrichiens, d'une intelligence secrète entre le prince Eugène et lui.

Quelques jours après, le roi de Naples, afin de calmer Bellegarde et lord Bentinck, fondit avec dix mille hommes, sur le faible corps que nous avions laissé pour garder la Secchia. Quoiqu'il eût des forces triples des nôtres, il fut obligé de se porter sur tous les points où l'action était vivement engagée. Le brave général Sévéroli qui les commandait, ayant eu la jambe emportée, ne voulait point quitter le champ de bataille; cependant, le général Rambourg le remplaça, et après avoir soutenu quelque temps cette lutte par trop inégale, il se retira sur la rive gauche du Taro, et les nouvelles dispositions que le Prince ordonna, nous permirent de conserver cette ligne.

A cette époque, nos opérations militaires sur

les frontières d'Espagne, quoique conduites avec talent, n'étaient plus favorisées par la fortune. En retirant quinze mille hommes d'élite, au duc d'Albuféra, pour les diriger sur Lyon, on l'affaiblit au point qu'il ne pouvait plus se maintenir en Catalogne; les habitans de cette vaste province, enhardis par nos malheurs, ne cessaient de nous faire une guerre acharnée, et souvent avec succès. Secondés par les troupes anglaises et par celles que commandaient les généraux Saarsfield et le baron d'Eroles, ils réussirent à passer sur la rive gauche du Llobregat. Mais, un événement affligeant pour le duc d'Albuféra, fut la trahison dont les troupes de Lérida et de Méquinenza furent les victimes. Un officier étranger, attaché à l'état-major du Maréchal et qui connaissait le chiffre dont il se servait pour sa correspondance secrète, voulant se réconcilier avec les Espagnols sous lesquels il avait servi, envoya aux commandans de ces deux places, l'ordre simulé de sortir avec leur garnison, en vertu d'une convention qui les obligeait de se rendre à Barcelonne. Ces garnisons, s'étant mises en marche sans défiance, tombèrent au milieu de l'armée anglaise, et, après avoir capitulé, elles furent traitées de la manière la plus outrageante. Nos soldats, renfermés dans Tortose, allaient éprouver le même sort, si le général Robert, en découvrant le piége, ne s'était mis à l'abri de cette perfidie.

Le duc de Dalmatie était dans une position aussi critique que celle du duc d'Albuféra : depuis les dernières affaires qui avaient eu lieu sur la Nive, son armée, campée le long de l'Adour et de la Bidouze, décrivait une ligne qui s'étendait depuis Bayonne jusqu'à Saint-Jean-Pied-de-Port. Mais, le Maréchal, forcé de camper dans des provinces épuisées par des réquisitions continuelles, n'entendait autour de lui que les plaintes amères des habitans. Lord Wellington, au contraire, se trouvait en possession du riche bassin qu'entourent les Pyrénées, la Bidouze et l'Adour. Afin de gagner l'affection des habitans, il rappela à ses officiers, que les maux les plus graves éprouvés par les Français, en Espagne et en Portugal, avaient été causés par l'indiscipline; pour empêcher qu'aucun excès ne se commît dans son armée, il régla les bases d'un système d'administration pour tout le pays qu'occupaient ses troupes La liberté du commerce fut entière, et toutes les fournitures qu'on lui faisait étaient payées en argent. Ces sages mesures lui furent plus avantageuses que les meilleurs renforts. Les habitans, qui à son approche s'étaient enfuis, demandaient à rentrer dans leurs foyers, et apportaient des vivres et des fourrages dont ils recevaient la valeur. Rassurés par ces actes de justice, ils se livraient à leurs affaires avec autant de sécurité que si ces contrées eussent été en pleine paix.

Napoléon, absorbé par la guerre qu'il soutenait

en personne, songeait peu à celle d'Espagne, persuadé qu'elle devait cesser depuis qu'il avait consenti à replacer Ferdinand VII sur le trône. Mais les Espagnols étaient trop grands, trop fiers pour oublier qu'ils avaient été outragés par l'enlèvement de leur Roi. Tous les maux qu'entraîna cet attentat, étaient encore présens à leur mémoire; ils se rappelaient que leur fidélité avait été taxée de trahison, et que, pour prix de leur vertueuse persévérance, on les avait spoliés, proscrits et massacrés. Par un retour de la justice divine, leur oppresseur s'abaissait alors devant eux, et, après leur avoir déclaré une guerre inhumaine, il était obligé d'implorer une paix humiliante. L'énergie des Cortès déjoua sa politique insidieuse, en rejetant avec indignation, le traité de Valencey. Alors, pour désunir les Anglais et les Espagnols, il fit répandre le bruit que Wellington aspirait au trône d'Espagne: des vertus modestes et une conduite loyale confondirent l'imposture, et prémunirent ce grand capitaine contre des traits aussi envenimés.

Quoiqu'accablé par la force de la justice, Napoléon ne se rebute point; sous le prétexte de porter à Madrid, des articles additionnels au traité de Valencey, il recourt aux offices d'un de ses plus illustres prisonniers. Il triomphe de la généreuse inimitié de Joseph Palafox, le glorieux défenseur de Saragosse, en lui annonçant qu'il le destine à contribuer au rétablissement de son Roi. Pala-

fox, dont la mission était évidemment la même que celle du duc de San Carlos, en arrivant à Madrid, annonça à la régence que le duc d'Albuféra était chargé de veiller à l'exécution du traité qui replaçait Ferdinand sur le trône. La régence répondit que, par un traité antérieur avec l'Angleterre, l'Espagne s'était engagée à ne conclure aucune paix séparée; qu'elle était impatiente de remettre entre les mains du Roi, l'autorité dont elle n'était que dépositaire; que déjà un ambassadeur était parti, pour représenter Sa Majesté au congrès dans lequel les puissances européennes devaient donner au monde une paix solide; que dans ce congrès, la paix serait signée, et qu'elle serait ratifiée non par la régence, mais par le Roi lui-même dans son palais de Madrid où il serait installé avec la liberté la plus absolue, pour occuper un trône resplendissant de l'héroïsme de ses sujets. Un nouveau décret des Cortès, du 31 janvier, confirma celui du 1er, et déclara que Ferdinand ne serait reconnu Roi, que lorsqu'il aurait signé de son plein gré, la constitution qui lui serait présentée.

Ce dernier trait d'énergie couronna la gloire de cette grande nation, dont l'admirable persévérance brillera dans l'avenir aussi long-temps que la vertu sera vénérée sur la terre, et tourna tout entier à la honte d'un despote qui, depuis l'origine jusqu'à la fin de cette guerre, fut condamné à ne jamais connaître la trempe d'âme des

Espagnols, et à ne pouvoir apprécier la noblesse de leur sublime caractère. Au lieu de suivre le conseil du duc d'Albuféra qui proposait de s'en rapporter à la loyauté du prince des Asturies et de le renvoyer dans ses Etats, pour disposer des armées de Catalogne et d'Aragon, l'Empereur voulut qu'on renfermât quatorze mille hommes de vieilles troupes dans les places fortes d'Espagne, jusqu'à ce que les négociations avec la régence fussent terminées.

Tels étaient les événemens politiques survenus par-delà les Pyrénées, depuis que Wellington avait mis le pied sur le territoire français. L'inaction dans laquelle il demeura pendant deux mois donne à comprendre qu'il en attendait l'issue avant de se porter plus loin. Lorsqu'il eut la certitude que l'opinion publique en Espagne, avait fait échouer les manœuvres insidieuses de Napoléon, il pensa que rien n'entraverait son entreprise. Nos meilleurs régimens étaient allés renforcer l'armée qui couvrait Paris; on les avait remplacés par des soldats peu aguerris, tandis que de son côté, le général anglais avait été joint par sa cavalerie et par les réserves espagnoles. Après avoir tout préparé pour triompher des obstacles que lui présenteraient la nature du terrain et l'habile antagoniste qui devait s'opposer à ses progrès, il se détermina, plein d'espérance, à poursuivre le cours de ses opérations.

Le 14 février, notre aile gauche fut attaquée

et se retira vers Saint-Martin. Le lendemain, le général Harispe abandonna Saint-Jean-Pied-de-Port. Réuni au général Paris, ils ne purent garder la ligne de la Bidouze, et allèrent occuper la rive droite du gave d'Oleron. Le mouvement offensif de Wellington avait pour but de reconnaître nos forces, et le résultat l'affermit dans son projet de nous livrer bataille. Il fit bloquer Bayonne et voulut jeter un pont sur l'Adour, sous la protection de la flotille du contre-amiral Penrose; mais, les vents contraires empêchèrent la flotille d'agir, et la garnison de Bayonne, quoique considérablement diminuée, contraria à tel point les préparatifs pour la construction du pont, que Wellington, contraint de renoncer à cette entreprise, porta toute son attention sur son aile droite.

Pendant qu'on forçait le gave d'Oleron auprès de Navarreins, le général Béresford s'emparait des retranchemens élevés auprès d'Astingues. Nos troupes se replièrent derrière le gave de Pau, par la tête de pont de Peyre-Horade, et prirent position sur les hauteurs qui sont autour de la ville d'Orthès. Béresford, renforcé de deux divisions, marcha contre notre armée, réduite à trente-cinq mille hommes, tandis que le général Picton menaçait notre centre. Le général Hill, dès le point du jour, passa le gave au-dessus d'Orthès pour venir attaquer le général Clauzel; notre droite, commandée par le comte Reille, fut

également attaquée par le général Béresford qui, quoique maître du village de Saint-Boès, ne put jamais nous chasser des hauteurs qui le dominent; nos soldats sur ce point, déployèrent une grande intrépidité. Le combat était meurtrier, et la victoire incertaine. Wellington, voyant qu'il ne pouvait triompher de notre droite, changea ses dispositions; il fit avancer trois divisions auxquelles il donna l'ordre d'enfoncer notre centre que le duc de Dalmatie avait confié au général d'Erlon. L'action fut engagée avec un tel ensemble et avec des troupes si nombreuses, que les nôtres, malgré leur résistance héroïque, se trouvèrent compromises. Le général Béchaud venait de perdre la vie, et le général Foi ayant été blessé, le désordre se mettait dans nos rangs. Le Maréchal, pour prévenir une déroute, ordonna la retraite et céda la victoire. Dans cette bataille, nous eûmes trois mille hommes hors de combat. Les ennemis ne perdirent aucun officier de marque, ils n'eurent à regretter qu'un grand nombre de leurs soldats.

L'armée française se retirait dans un ordre parfait(1), et paraissait vouloir couvrir Bordeaux; ayant ensuite pris la route de Toulouse, elle se rallia à Aires, sur l'Adour, et soutint un combat acharné contre deux divisions ennemies. Le duc de Dalmatie, par une manœuvre très-habile,

(1) Rapport de Wellington au ministère anglais.

d'Aires se porta sur Tarbes, feignant de menacer la droite de Wellington et d'aller à la rencontre du duc d'Albuféra dont on annonçait le prochain retour. Le général anglais, redoutant l'arrivée du vainqueur de Tarragone et de Valence, s'arrêta à Saint-Sever, pour connaître la véritable cause du mouvement hardi et inattendu que faisait le duc de Dalmatie. Pendant ce temps, le général Hope, chargé de jeter un pont sur l'Adour, effectua cette entreprise difficile, malgré la vive opposition de la garnison de Bayonne que commandait le général Thouvenot.

L'apparition du duc d'Angoulême, sur le sol du midi, avait produit dans ces contrées trop peu de sensation pour imprimer aux opérations des Alliés, un nouveau caractère; aucun acte extérieur ne s'était encore manifesté si ce n'est sa proclamation et celle attribuée à Wellington; mais, on croit que cette dernière était l'ouvrage des royalistes de Toulouse et de Bordeaux, dont le zèle cherchait à paralyser les mesures de l'autorité, et à redoubler la méfiance et le mécontentement au sein d'une population écrasée sous le triple fléau de la conscription, des impôts et de la stagnation du commerce. Le duc de Dalmatie, pour atténuer l'effet de ces écrits, mit à l'ordre du jour, une adresse à l'armée, pleine d'énergie et d'enthousiasme pour le Souverain auquel le devoir lui imposait alors le dévouement le plus absolu.

La ville de Bordeaux, grande, riche et très-peuplée, depuis longues années renfermait beaucoup de royalistes dévoués à l'ancienne monarchie; durant le cours de la révolution, toujours sacrifiés, ils n'osaient rien entreprendre sans une grande probabilité de succès. Aussitôt après la bataille de Leipsig, M. Peffau de Latour accourut de Londres, pour exciter leur zèle et réveiller leurs espérances. Mais, avant d'agir, ils insistèrent pour qu'un Prince de l'ancienne famille régnante vînt donner l'essor à leur parti, et par sa présence, imprimer un mouvement au reste du midi. Informés de l'arrivée du duc d'Angoulême au quartier-général des Anglais, ils lui firent parvenir l'expression des vœux et des désirs que formaient les habitans de leur ville. En attendant, ils propagèrent le manifeste du Prince, et en secret organisèrent des corps prêts à agir, dès que l'apparition d'un Bourbon légitimerait un soulèvement formé, non pour favoriser les armées étrangères, mais pour rétablir l'ancienne monarchie, à laquelle ils avaient toujours été attachés et à qui les Français devaient une illustration acquise par plusieurs siècles de gloire et de prospérité.

A la même époque (19 février), le comte d'Artois obtint enfin la permission des Alliés d'entrer en France; en mettant le pied sur cette terre chérie, les habitans des villes et villages le reçurent aux cris de *Vive Louis XVIII, vivent les Bourbons!*

les vieillards, les femmes, les enfans baisaient ses mains et ses habits. Le Prince les accueillait avec bienveillance; et l'expression touchante de son affabilité faisait couler de douces larmes. C'est ainsi qu'en traversant la Franche-Comté, il arriva à Vesoul où la population excitée par l'enthousiasme, le supplia de sortir de sa voiture, pour mieux contempler ses traits chéris(1). Du sein de cette ville, il publia (22 février), une adresse aux Français, rédigée dans le même esprit que celle du duc d'Angoulême, et qui lui attira la faveur populaire, parce qu'il promettait, au nom de Louis XVIII, son frère, l'abolition de la conscription et des droits réunis.

Les conférences de Lusigny n'ayant pas suspendu les opérations militaires, Blucher, après avoir manqué sa jonction avec Schwarzenberg, rétrograda vers Sezanne, pour aller se réunir à l'armée du Nord; car, tandis que Napoléon était à Troyes et qu'il poussait ses troupes jusques vers Bar-sur-Aube, on espérait que le général prussien pourrait faire sur Paris, une troisième tentative plus heureuse que les deux premières. Les négociations entamées à Lusigny, après huit jours de discussions infructueuses, furent rompues. Napoléon déclara qu'elles avaient échoué, parce que les ennemis voulaient éten-

(1) Lettre du comte François d'Escars. Vesoul, 22 février 1814.

dre leur ligne du côté du Rhône et de la Saône, afin de couper nos communications avec l'Italie.

Les Souverains alliés entrevirent alors qu'il n'y avait plus moyen de traiter avec le chef de l'Empire, et qu'il fallait se résoudre à ne poser les armes qu'après l'avoir renversé. Mais, les difficultés et la résistance qu'on leur opposait, ne faisaient que s'accroître à mesure qu'ils approchaient du terme de leur entreprise. Ils en conçurent de si vives craintes, qu'ils se décidèrent à consommer, par la séduction, la chute d'un pouvoir que leurs forces auraient vainement ébranlé, si elles n'avaient été secondées par l'attachement que beaucoup de Français conservaient encore à la famille des Bourbons.

Quoique le parti royaliste n'eût point de chef avoué, il se composait d'un grand nombre de personnages d'une illustre naissance, à la tête desquels se trouvait, en secret, le prince Talleyrand. Lorsque Napoléon, sous le titre de premier Consul, étonnait l'Europe par la sagesse de ses vues, les talens de ce Ministre lui furent d'un merveilleux secours; du faîte de la prospérité, il le disgracia, pour avoir eu le courage de désapprouver l'usurpation sacrilége du trône d'Espagne. Depuis, il languissait dans l'oubli et recherchait l'occasion de se venger, en servant sa haine et son pays. Ses manières affectueuses, dans les relations qu'il avait entretenues à l'époque où notre politique asservissait tous les cabinets, lui

avaient attiré l'estime des Souverains étrangers. Ils voyaient en lui, non-seulement un modèle d'urbanité, mais l'homme qui pouvait le mieux concilier les intérêts de l'Europe avec le repos de la France.

Afin de travailler à ce grand œuvre, M. de Talleyrand choisit, pour son principal agent, le baron de Vitrolles, homme adroit, insinuant, à la fois plein de courage et de sagacité, et qui n'occupait alors que des fonctions obscures. Quoique d'une haute naissance, il n'avait point les préjugés de sa caste, et victime des maux de la révolution, il était un de ceux qui en conservait le moins de souvenir. Connaissant à la fois les hommes et les choses, ses vues s'élevaient à la hauteur de l'événement qu'il méditait. Quoiqu'il donnât à ses discours, toute la chaleur d'un homme de parti, il savait aussi plier son langage à cet épanchement qui captive la confiance et entraîne la persuasion, sans s'écarter de la réserve que commande la politique. Enfin, jamais négociateur n'avait été mieux choisi.

M. de Vitrolles, chargé de la dangereuse mission d'aller au congrès de Châtillon, faire valoir les droits des Bourbons, eut des entretiens secrets avec les premiers ministres des quatre grandes puissances: il leur assura que le congrès avait terrifié le parti royaliste ; que les Alliés perdaient, en négociant, les avantages qu'ils avaient obtenus par les armes. L'expé-

rience, ajouta-t-il, doit avoir appris aux Souverains, qu'avec Bonaparte, la paix ne sera qu'une trève, et que, pour obtenir cette paix tant désirée, il faut abattre une tyrannie à tous également odieuse, à tous également fatale. Enfin, M. de Vitrolles leur promit, au nom de ceux dont il était l'envoyé, de faire prononcer la population Parisienne en faveur de Louis XVIII, sitôt qu'elle serait arrachée à une violente oppression. Cette offre séduisante explique la tendance qu'avaient sans cesse les Alliés, à détacher sur la capitale une forte armée, pendant qu'un autre corps, non moins considérable, faisait face à l'Empereur.

Le congrès de Châtillon était encore ouvert; mais, depuis que le duc de Vicence n'avait plus de pleins pouvoirs pour réaliser le but dans lequel cette réunion avait été convoquée, les ministres des quatre puissances sentirent la nécessité de resserrer leur union, et, par un traité offensif et défensif, dont la durée fut fixée à vingt ans, ils promirent de ne pas se séparer avant d'avoir atteint le but de leur alliance. Telle était la situation des choses, lorsque Napoléon fut informé que Paris était de nouveau menacé. Blucher, après avoir chassé devant lui, le duc de Raguse qui campait à La Ferté-Gaucher, se dirigea sur Meaux. Le pont de cette ville ayant été coupé, il fut forcé, pour effectuer le passage de la Marne, d'étendre ses coureurs jusqu'au pont de Lagny.

L'Empereur forme aussitôt le projet de se porter sur les derrières de Blucher et de sauver la Capitale, en renouvelant les manœuvres de Champaubert et de Montmirail. Avant de quitter Troyes, il met à la disposition du duc de Tarente, les corps du duc de Reggio et du général Gérard, soutenus par deux divisions de cavalerie et plusieurs régimens venus d'Espagne. Il lui recommande d'employer tous ses efforts pour contenir la grande armée Austro-Russe, pendant qu'il va se porter sur la Marne. On raconte que, pour mieux cacher son absence à l'ennemi, le lendemain de son départ, les soldats, sur toute la ligne, poussèrent les acclamations qu'on lui prodiguait lorsqu'il passait les troupes en revue.

Napoléon quitta Troyes, avec sa garde, le 27 février, malgré un temps pluvieux et des chemins qui, à tout autre que lui, auraient paru impraticables. Mais, cette fois, Blucher, plus prudent, voyant qu'il ne pouvait effectuer son passage à Meaux, se hâta de jeter un pont sur la Marne, avec l'intention de se réunir à l'armée du Nord qu'il savait avoir dépâssé l'Aisne. Le duc de Raguse s'était rallié au maréchal Mortier qu'on avait laissé à Villers-Cotterets, pour observer Bulow et Winzingerode. Les forces totales de ces deux Maréchaux ne s'élevant pas à dix mille hommes, ils se hâtèrent d'envoyer le colonel Fabvier, pour demander des secours à la régence. En arrivant à Paris, cet officier ne put parler à

Joseph Bonaparte qu'on ne voulut pas réveiller. Admis auprès du duc de Feltre, ce ministre lui annonça qu'il allait prendre toutes les mesures qu'il était en son pouvoir d'ordonner. Dans cette grande crise, Joseph ne fut frappé que d'une chose, c'est que le colonel eût été chez le ministre avant de lui parler (1). Du reste, cette mission causa dans Paris, une sensation d'autant plus vive qu'on ne s'occupait que de plaisirs et de fêtes. On recevait aux invalides, les drapeaux pris à Montmirail et à Champaubert, et ce dernier hommage de la victoire, au temple du dieu Mars, se célébrait avec pompe, pendant que les canons consacrés aux réjouissances publiques étaient demandés pour protéger la Capitale.

Dans cet intervalle, Tettenborn, à la suite d'une reconnaissance poussée de Fère-Champenoise, se hâta d'annoncer à Blucher, que Napoléon s'avançait avec l'élite de son armée. Le général prussien sentit alors combien il devenait urgent de mettre la Marne entre lui et son terrible adversaire. Après qu'on eut construit deux ponts au-dessus de Meaux, le corps de Kleist prit position au village de Gué à Trêmes, et fut attaqué brusquement par un corps de jeune garde, commandé par le général Christiani. En même

(1) Journal des opérations militaires du 6e corps, par le colonel Fabvier, page 44.

temps, des renforts envoyés de la Capitale, avec quarante-huit pièces de canon, joignirent le duc de Trévise auprès de Lisy. Les cris tumultueux, que poussaient des conscrits pleins d'ardeur, redoublèrent l'alarme des Alliés, et ils crurent un moment, être resserrés entre une armée sortie de Paris et celle qu'amenait l'Empereur.

Depuis que nous avions repris Soissons, le maréchal Mortier avait placé garnison dans cette ville, et on se flattait que la retraite serait coupée à l'armée de Silésie, puisque le pont de Soissons était le seul sur lequel elle pût passer l'Aisne. Napoléon, en arrivant à La Ferté, instruit de la situation critique où se trouvait Blucher, courut à sa poursuite, avec ses troupes animées par l'espoir d'un grand succès. Sur cette entrefaite, Bulow, s'étant rendu maître de Laon, tenta une entreprise sur La Fère dont la position importante contrariait sa marche. Après avoir lancé quelques obus sur la ville, un capitaine prussien, nommé Martens, somma la place; selon la propre expression du rapport de Bulow, l'éloquence de ce parlementaire détermina le gouverneur à capituler (27 février), et à livrer à l'ennemi, des subsistances immenses et un matériel d'artillerie estimé à plus de vingt millions. Après cette reddition inouie dans les fastes de la guerre, les corps de Bulow et de Winzingerode se portèrent sur Soissons, pour secourir Blucher.

La retraite de ce général devenait difficile, et le passage de l'Aisne allait lui devenir fatal, car tandis que l'Empereur, se portant sur Maizy (1), lui serrait son flanc droit, les ducs de Raguse et de Trévise marchaient sur Soissons où ils espéraient, de concert avec la garnison, exterminer l'armée de Silésie. Cette armée était réduite à la plus fâcheuse extrémité, lorsque le commandant de Soissons, effrayé par l'arrivée des corps de Bulow et de Winzingerode qui se présentèrent sous les murs de la place avec des démonstrations menaçantes, crut que la ville allait être enlevée. Le capitaine Martens ayant été envoyé pour parlementer, cette même éloquence qui avait fait tomber les remparts de La Fère, ouvrit aussi à l'ennemi, les portes de Soissons. Le commandant eut la faiblesse de signer une capitulation qu'il crut honorable par cela seul qu'on lui permettait de se retirer sur Villers-Cotterets, avec ses troupes et son artillerie. Cependant, le bruit du canon lui indiquait assez que notre armée s'avançait, et que les fanfaronnades de Bulow n'avaient pour but, que de dégager Blucher de la position fâcheuse où l'avaient réduit les manœuvres de l'Empereur. Les habitans de Soissons, et les braves Polonais, composant la garnison, le

---

(1) Voyez *Planche VII*, où l'on a tracé l'itinéraire de la marche de l'armée française entre la Marne et l'Aisne.

sentirent si bien, qu'ils firent éclater leur indignation de ce qu'au moment où l'armée de Silésie était perdue, on lui facilitait les moyens de se réunir aux corps de Bulow et de Winzingerode. A la faveur de cette circonstance, les Russes et les Prussiens échappèrent aux ducs de Trévise et de Raguse, et allèrent prendre position, les uns sur les hauteurs de Craône, les autres sur celles de Laon.

Les ducs de Trévise et de Raguse tentèrent sur Soissons, une attaque sérieuse ; les Russes, que commandait le général Langeron, la soutinrent avec une bravoure égale à celle de nos troupes. Cette ville ayant perdu pour nous toute son importance, Napoléon rappela auprès de lui les deux Maréchaux qui en faisaient le siége. Les habitans du pays, renfermés entre l'Ourcq et la Marne, opprimés par une immense quantité de troupes étrangères dont la retraite précipitée rendait les besoins encore plus impérieux, avaient abandonné leurs maisons et leurs chaumières, et par la fuite, cherchaient à éviter des vexations dont on avait à dessein, exagéré les violences. Au milieu d'une nuit très-obscure, cinq cents de ces malheureux fugitifs de tout âge et de tout sexe, surpris par une pluie affreuse, allèrent se réfugier dans une carrière; les rigueurs de la faim ne tardèrent pas à redoubler leurs souffrances. Les pleurs et les gémissemens se mêlaient au bruit du canon, et ajoutaient

à l'horreur d'une position aussi terrible. Bientôt le feu de la mousqueterie, les cris des combattans, le tumulte des armes et le trépignement des chevaux retentirent avec un horrible fracas sur ces têtes innocentes. Tous se croient dévoués à la mort ; on dit même que plusieurs femmes enceintes, saisies par la frayeur, accouchèrent avant terme. Enfin, prêts à succomber de misère et d'effroi, ne pouvant plus demeurer dans ce séjour méphytique où depuis quarante-huit heures ils étaient ensevelis, ces êtres infortunés prennent la résolution d'aller se livrer à tous les dangers de la guerre. Mais, qui pourrait dépeindre la joie et les transports de ces femmes, de ces enfans et de ces vieillards, lorsqu'auprès de Marigny, au lieu de tomber dans les mains des étrangers, ils se trouvent au milieu des soldats français, dont ils bénissent le courage, et qu'ils regardent comme leurs amis, leurs frères et leurs libérateurs (1).

Napoléon profita de cette scène touchante, et dit aux principaux chefs de famille : Allez raconter aux Parisiens, les horreurs dont vous avez été les témoins, et dont vous êtes malgré moi les victimes. En arrivant à Paris, ces députés, dans une séance extraordinaire convoquée par

(1) Rapport des trois fonctionnaires du canton de Lisy sur Ourcq, inséré dans le journal de l'Empire, 15 mars 1814.

le Préfet, exposèrent les souffrances que leur pays avait endurées. Sans vouloir justifier les ennemis qui sur plusieurs points, s'étaient livrés aux violences et à la dévastation, néanmoins l'historien manquerait à son caractère d'impartialité, s'il n'avouait que les rapports publiés par le gouvernement étaient remplis de faits imaginés dans l'intention de soulever le peuple. Cet artifice produisait un effet contraire à celui qu'on en attendait: les uns attribuaient ces calamités au ressentiment des nations dont nous avions excité le courroux, et en rejetaient l'odieux sur celui qui l'avait provoqué; chez les autres, le tableau de nos maux ne causait souvent que le découragement et la terreur.

Aussitôt qu'un département était délivré, l'Empereur disait aux habitans: « Armez-vous pour » défendre vos biens et vos familles. » Ceux qui gémissaient sous le poids de l'invasion, il les exhortait à sonner le tocsin dès qu'ils entendraient le canon de nos troupes; il leur prescrivait de se rassembler pour fouiller les bois, couper les ponts, intercepter les routes, et de tomber sur les flancs et sur les derrières de l'ennemi, lorsqu'il battrait en retraite. Il décréta que tout fonctionnaire public et tout habitant qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, le refroidirait en dissuadant les citoyens d'une légitime défense, serait considéré comme traître et puni comme tel. Par un autre décret, rendu le même jour,

(5 mars) il annonça que si les généraux étrangers faisaient fusiller les Français, pris les armes à la main, leur mort serait immédiatement vengée par celle d'un nombre égal de prisonniers. Cependant, il eût dû se rappeler qu'il avait souvent usé du droit injuste de la guerre, d'empêcher les citoyens de défendre leurs foyers.

Le général Nansouty, à la tête de notre avant-garde, passa l'Aisne auprès de Berry-au-Bac, et fit prisonniers deux cents hommes de cavalerie, avec le prince Gangarin qui les commandait. L'Empereur, s'étant dirigé avec son armée, vers les positions choisies par l'ennemi, reconnut qu'il était campé en échelons, depuis le plateau de Craône jusqu'aux approches de Laon (1). Un corps de dix mille chevaux, sous les ordres de Winzingerode, se dirigeait sur la route de Reims pour rompre notre ligne d'opération, pendant que nous attaquerions Craône. Les corps d'Yorck, de Kleist et de Langeron, commandés par Blucher, devaient protéger cette cavalerie, tandis que Sacken soutiendrait au centre l'infanterie. Enfin Bulow, avec vingt mille hommes, se tenait en réserve pour occuper, en cas de revers, l'importante position de Laon. A la faveur des bois, nos nombreux tirailleurs, soutenus par

(1) Pour la bataille de Craône et les combats sous Laon, Voyez *Planche VII.*

de l'artillerie, s'approchèrent de l'ennemi et furent repoussés. Alors, l'Empereur ordonna au prince de la Moskowa de marcher sur la ferme d'Eurtebise; il fit aussi attaquer la droite des hauteurs de Craône, par deux bataillons de la garde, dont l'un fut commandé par le jeune Caraman. Cet officier, en dirigeant cette colonne, mérita les éloges de Napoléon qui, dès ce jour, le compta parmi ceux dont les talens devaient réaliser les espérances.

Le lendemain, l'ennemi évacua sa position pour en choisir une autre, voisine du plateau de Craône. Napoléon la reconnut lui-même, et s'assura qu'elle était plus forte que la première. Un passage étroit était le seul point par où elle fût accessible. Loin d'être rebuté par cette nouvelle disposition, il chargea le prince de la Moskowa de l'attaque principale, tandis que le comte Nansouty cherchait à déborder la droite; mais le Prince, dans son impatience, n'attendit pas les troupes qui devaient le seconder; accueilli par un feu meurtrier, il fut forcé de s'arrêter.

Depuis qu'on avait ôté au duc de Bellune, le commandement du 2e corps, il se trouvait à la tête de deux divisions de la jeune garde. Napoléon lui prescrivit d'appuyer le maréchal Ney, et de s'emparer de l'abbaye de Vauclers que les ennemis défendaient avec opiniâtreté. Lorsqu'il les eut chassés, il s'avança vers le défilé; atteint d'une balle à la cuisse, il fut contraint d'aban-

donner le champ de bataille. Malgré cet accident et la mort d'une foule de nos soldats qui tombaient sous le feu des Russes, ce passage fut forcé. Le général Drouot, suivi de plusieurs batteries, franchit le défilé pendant que le prince de la Moskowa s'avançait pour déborder la droite ennemie; de part et d'autre, une effroyable canonnade s'engagea sur les collines; nos artilleurs avaient si peu d'expérience, que plusieurs fois le général Drouot mit pied à terre pour leur montrer la manière de pointer; mais, pleins d'ardeur et de courage, ils se portaient partout où les Russes opposaient de la résistance.

Le prince de la Moskowa venait d'enlever un défilé, lorsque les généraux Grouchy et la Ferrière furent blessés, en débouchant avec leur cavalerie qui resta long-temps exposée aux ravages de la mitraille. Napoléon, informé par le maréchal Ney, que ses rangs éclaircis par le grand nombre de blessés, étaient sur le point d'être enfoncés, fit approcher le duc de Trévise et le général Charpentier auquel il confia la conduite du corps que venait de quitter le duc de Bellune. Tandis que ce mouvement s'opérait, le comte Woronzow fit charger les troupes qu'il avait devant lui, et repoussa les divisions Curial, Meunier et Boyer de Rebeval. Cinq officiers de son état-major furent tués ou blessés, et le comte Strogonow, commandant le centre, eut la douleur de voir tomber son fils à côté de lui.

Blucher ignorait le succès de Woronzow, et la manœuvre tentée par Winzingerode n'ayant pas réussi, il craignit de compromettre Sacken, et lui ordonna de se retirer sur Laon. Napoléon, étonné de voir rétrograder l'ennemi sur un point lorsqu'il était victorieux sur un autre, profita du désordre qu'occasionnait la retraite de Sacken, pour ordonner à la cavalerie du général Colbert et au général Charpentier, de rétablir nos affaires sur l'aile où nous avions faibli. Cette double attaque s'exécuta avec ensemble. Les troupes de Woronzow furent culbutées par celles du général Charpentier, pendant que les généraux Curial, Meunier et Boyer revenaient à la charge. Dès lors, les Russes plient de toute part. Pour compléter la victoire, Napoléon voulut tenter une action générale et fit avancer les batteries de réserve; le comte Belliard, à la tête des lanciers et des dragons de la garde, déborda l'ennemi; mais, Woronzow et Sacken, en ordonnant des charges habilement conçues et exécutées avec vigueur, arrêtèrent l'impétuosité de nos escadrons. De son côté, Nansouty accourut avec deux divisions de grosse cavalerie, pour renforcer l'attaque; les ravins et les accidens de terrain rendirent ses manœuvres infructueuses. Enfin les Alliés, battus et enfoncés, se retirèrent en toute hâte, pour aller rejoindre les troupes qu'ils avaient laissées sur les hauteurs de Laon. Quant au mouvement que Blucher se réservait d'effectuer sur notre droite, il

fut si mal dirigé, que les corps s'égarèrent et ne prirent point part à la bataille.

Telle fut la journée de Craône, dont les deux partis revendiquèrent également l'honneur. A la vérité, le terrain nous resta; mais, nous achetâmes cet avantage par des sacrifices énormes. Nos pertes surpassèrent d'un tiers, celles de l'ennemi; huit mille des nôtres arrosèrent de leur sang, ces stériles lauriers. Nous ne fîmes point de prisonniers, et aucuns trophées en drapeaux ou canons ne signalèrent cette action sanglante. Les généraux Lanskoï et Oreschakow restèrent sur le champ de bataille couvert de cadavres russes et de débris d'armes, d'affûts et de caissons. Napoléon, étonné des succès obtenus avec des troupes dont la totalité ne s'élevait pas au tiers de l'armée alliée, et qui, au prix de leur vie, lui procuraient des victoires inouies, ne se dissimulait pas qu'il usait ses dernières ressources; et, en donnant à son frère Joseph, les détails de cette victoire, il lui écrivait avec sang-froid : *la vieille garde seule se soutient, le reste fond comme neige* (1).

Le lendemain de la bataille de Craône (8 mars), le prince de la Moskowa poursuivit le général Woronzow jusqu'au village d'Etouvelle; le chemin qui conduit à cette position, resserré entre deux

(1) Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814, par F. Koch. Tome Ier, page 403.



marais, en rendait les approches très-difficiles, et il fallait s'en emparer, pour arriver à Laon. Le colonel Gourgaud, officier d'ordonnance de l'Empereur, reçut l'ordre de partir dans la nuit, de Chavignon, avec deux bataillons de la vieille garde. Nos intrépides grenadiers, ayant tourné le village d'Etouvelle, abordent les Russes à la baïonnette, et les réveillent au cri de *vive l'Empereur!* L'ennemi, à l'aspect de ces braves, se retira en toute hâte, et fut harcelé jusqu'à Laon, par le prince de la Moskowa.

Cette ville, que Napoléon avait négligé d'occuper, offrait une des plus fortes positions qu'il eût jusqu'alors rencontrées. Située sur un plateau élevé, dont les bords escarpés dominent une vaste plaine, couverte de villages et de bois, elle est entourée d'un mur flanqué de tourelles. La force de son assiette avait déterminé les Alliés, à défaut de places fortes, d'en faire leur entrepôt. Tout le corps de Bulow, campé sur ces hauteurs, occupait la ville, et, selon l'ordre de bataille, formait le centre de l'armée combinée dont les ailes s'étendaient depuis Laneuville jusqu'à Athies. Au point du jour (9 mars), Napoléon voulut profiter d'un brouillard épais, pour s'emparer des villages de Semilly et d'Ardon, si voisins de Laon, qu'on peut les regarder comme les faubourgs de cette ville. A onze heures, l'action durait encore; l'atmosphère commençant à s'éclaircir, Blucher s'aperçut que toute notre armée s'avançait vers

lui. Aussitôt, il met en réserve les corps de Sacken et de Langeron, suivis d'une nombreuse artillerie. La position des ennemis était très-forte. Napoléon voulut les attirer dans la plaine, et ordonna au centre et à la gauche de reculer, tandis que le duc de Raguse s'avançait par la route de Reims.

Napoléon ne pouvait se résoudre à rester dans l'inaction jusqu'à ce que le corps de ce Maréchal fût arrivé au lieu indiqué. Dans son impatience, il lui envoyait, à chaque instant, des officiers, pour l'engager à presser sa marche; tous tombèrent entre les mains des kosaques. Alors, l'Empereur ordonna au général Charpentier, à qui les environs de Laon étaient particulièrement connus, de tenter une attaque sur Clacy, qui eut un plein succès. Mais, au moment où l'on s'emparait de ce village, Bulow expulsait d'Ardon, la division Poret de Morvan, qui perdit à la fois son général et un colonel.

Cette action se passait au centre, pendant que le duc de Raguse opérait sur la droite. Après avoir chassé Yorck du village de Veslud, il poursuivit sa marche, et fit jouer une artillerie formidable. Plein de confiance dans le succès, il s'avança vers Athies. Yorck, forcé de se replier, mit le feu à ce village; nos troupes s'en emparèrent, et aux approches de la nuit, établirent leur bivouac. Blucher, persuadé que Napoléon arrivait par la route de Reims, envoya sur ce point,

les corps de Langeron et de Sacken, pour soutenir Yorck et Kleist auxquels il donna ordre de reprendre l'offensive. Aussitôt, vingt-quatre escadrons, profitant de la sécurité du sixième corps, fondent sur les derrières du village d'Athies. Les Prussiens n'éprouvant aucune résistance, font main basse sur nos soldats, et enlèvent au duc de Raguse, son parc de réserve. Ce Maréchal accourait au secours des troupes surprises, lorsque le prince Guillaume de Prusse, suivi des corps d'Yorck et de Kleist, réengage l'action, et menace de nous couper la retraite. Effrayés de ce combat nocturne, plusieurs conscrits perdent toute attitude militaire, et se jettent sur nos carrés qui, dans l'obscurité, tiraient indistinctement sur tout le monde. Les cavaliers des deux partis tombaient dans les fossés, se confondaient entre eux, et ne savaient sur qui se dirigeaient leurs coups. Pour nous approcher de plus près, l'ennemi criait : *Vive l'Empereur !* et les nôtres, pour s'échapper, poussaient d'effrayans *hourras* (1)! beaucoup se réfugient dans les bois, le reste se retire en désordre, et ne se rallie qu'au point du jour. Enfin, quarante canons, cent vingt caissons, et plus de douze cents prisonniers des corps de Marmont et d'Arrighi, tombèrent au pouvoir des Prussiens.

(1) Journal des opérations militaires du 6e corps, par le colonel Fabvier, page 51.

Le jour suivant (10 mars), Blucher, voyant que l'armée impériale était encore rangée en bataille en avant de Clacy, résolut d'enlever ce village. Sept fois, l'ennemi revint à la charge, et sept fois, ses efforts échouèrent devant la bravoure de nos troupes qui, sur ce point et au centre, se maintinrent avec une rare intrépidité. Napoléon, encouragé par ce succès, se persuada que Blucher, affaibli par cette attaque, n'avait pu accabler le 6e corps, qu'en dégarnissant le point en face duquel il se trouvait. Il ordonna aux généraux Curial et Meunier d'enlever le plateau de Laon; mais les Prussiens, ayant démasqué leurs batteries, nous firent renoncer à cette entreprise.

Une heure avant le coucher du soleil, Napoléon, en proie aux plus vives inquiétudes, et consterné de voir que le courage héroïque de ses troupes ne pouvait lui procurer un succès éclatant, fit faire une reconnaissance sur la route de La Fère, par le général Drouot qui lui affirma que, sur ce point, l'ennemi était inabordable. Peu satisfait de ce rapport, il chargea le comte Belliard de pousser sur cette route, un parti de cavalerie. Ce général, arrêté par les Russes, confirma le premier rapport. Malgré l'impossibilité d'effectuer son plan, Napoléon hésitait encore. L'opiniâtreté que mettaient les ennemis à défendre des positions qui n'étaient que les postes avancés de leur camp retranché, lui donna la

mesure du danger qu'il y aurait à vouloir les forcer, et le décida enfin à effectuer sa retraite sur Soissons, pendant que le duc de Raguse se retirait sur Fismes. Pour se former une juste idée de la force du plateau de Laon, il suffit de dire que l'homme qui jamais n'avait été arrêté par les difficultés, fut obligé de rétrograder et de déclarer, à la face de l'Europe, qu'il avait, pour la première fois, trouvé un obstacle insurmontable.

Le bruit a couru qu'à cette même époque, le Prince royal de Suède avait envoyé son médecin auprès de Napoléon, pour le prévenir de se hâter de faire la paix, et qu'il se perdrait, s'il balançait plus long-temps; mais, Napoléon dédaigna cet avertissement, et sa réponse au Prince de Suède confirma que son obstination ne fléchissait point à l'approche du danger. On raconte aussi que l'empereur d'Autriche, convaincu que les résolutions des Alliés allaient porter à son gendre le coup fatal, envoya de nouveau, le prince Venceslas de Lichtenstein, pour lui faire sentir la nécessité de se soumettre à ce qu'on lui proposait; qu'autrement, il serait obligé de l'abandonner à la merci de ses ennemis qui, pour hâter sa catastrophe, paraissaient décidés à rappeler les Bourbons. En recevant cette communication, Napoléon garda un profond silence, puis il s'écria : «Je ne m'effraye point d'une »aussi vaine menace ; une paix désavantageuse à la »France serait fatale à l'Autriche; mon empire est

»nécessaire pour balancer celui de Russie.» L'empereur François II, voyant que la présomption de son gendre était un obstacle insurmontable à ses vues pacifiques, dit : *Eh bien, il cessera de régner!* Au reste, je ne garantis point ces particularités; mais, comme elles ont été publiées (1), et qu'elles sont empreintes d'un grand caractère de vérité, ce serait négligence, dans une histoire exacte, de ne pas les rapporter.

Blucher n'inquiéta point l'armée française dans sa retraite; il se borna à la faire suivre par la cavalerie de Winzingerode, tandis que le gros de son armée reprit ses positions entre Craône et Laon. Cette timidité permit à Napoléon, de réparer le grave échec qu'il venait d'essuyer. Sa retraite, ne pouvant être cachée plus long-temps, eût détruit l'effet moral de ses prétendues victoires, si la fortune ne s'était fait un jeu de perpétuer ses illusions; car, au moment où le congrès de Châtillon allait se dissoudre, elle lui ménageait à Reims, ses dernières faveurs.

L'Empereur, en dirigeant un corps sur cette ville, avait eu le désir de se venger des habitans auxquels il ne pardonnait pas de s'être rendus à une poignée de kosaques. A la suite d'un léger combat, le général Corbineau reprit Reims où

(1) Histoire de la Campagne de 1814, par Alphonse de Beauchamp. Tome IIe, page 112.

il fit prisonniers, quatre bataillons. Le général russe Saint-Priest, depuis plusieurs jours, était en position à Châlons; informé de cette perte, il réunit trois faibles divisions aux réserves prussiennes qui avaient été employées aux siéges de Torgau et de Wittenberg. Avec ce corps d'environ seize mille hommes, il marcha sur Reims, et dirigea sa principale attaque sur la porte de Laon, dont il parvint à s'emparer.

Le général Corbineau, n'ayant que de faibles moyens de défense, se trouva surpris dans cette grande ville où l'ennemi pénétrait par toutes les issues. La garnison, livrée à elle-même, fut faite, en partie, prisonnière; le reste se retira vers Châlons-sur-Vêle (1), et se rallia à la division des gardes d'honneur du général Defrance. Napoléon, informé que nous avions été chassés de Reims, ordonna au duc de Raguse, de marcher sur cette ville, mais de ne rien hasarder, jusqu'à ce qu'il fût arrivé avec le gros de l'armée.

Après avoir mis Soissons à l'abri d'un coup de main, il laissa le maréchal Mortier pour couvrir cette place, et se porta sur Reims. Le 13 mars au soir, il n'était qu'à une lieue de cette ville, lorsque, auprès de Ronay, deux bataillons prussiens voulurent arrêter le corps du duc de Raguse. Assaillis aussitôt par la division Ricard, ils mirent

(1) Pour le combat de Reims, voyez *Planche VII*.

bas les armes. Deux divisions de cavalerie prirent également trois autres bataillons qui cherchaient à gagner le pont de Sillery. Saint-Priest, voyant que notre armée était forte et puissante, ordonna la retraite, et, pour la favoriser, laissa sa première ligne en position. De part et d'autre, cent pièces d'artillerie jouaient avec furie; toutes les hauteurs étaient occupées; pendant qu'on les attaquait, nos ingénieurs cherchaient à réparer les ponts de Saint-Brice pour tourner la ville.

Dans ce moment, l'Empereur reçut un officier avec une dépêche du roi de Naples qui, informé de ses victoires, lui exprimait son repentir de l'avoir abandonné, et lui donnait l'assurance qu'il n'attendait que ses ordres, pour tout réparer. Napoléon, absorbé par des événemens plus importans, reçut cette lettre avec indifférence, et la donna à un général qui le suivait, en lui disant: *Que me veut-il? Il est bien temps à présent qu'il m'a perdu!* Il allait continuer à s'élever contre l'ingratitude de son beau-frère, lorsque son attention fut détournée par une charge de cavalerie qu'effectua le 3e régiment des gardes d'honneur, commandés par le général Ségur. Cette brave jeunesse, impatiente d'en venir aux mains, chargea les ennemis avec intrépidité, et les rejeta dans le faubourg, après leur avoir enlevé mille fantassins et cinq cents cavaliers, avec toute leur artillerie. C'est dans cette charge brillante que le général Ségur fut blessé. Moins heureux que lui,

le major de Belmont fut atteint d'un coup mortel, en marchant à la tête de ses compagnons d'armes qui, pour le venger, redoublèrent d'ardeur et de courage.

Le duc de Raguse, parvenu dans le faubourg, rassembla son artillerie. Ses canons tiraient sur l'ennemi qui fuyait en désordre, quand les généraux Krasinski et Excelmans coupèrent la route de Laon par où les Russes se retiraient, et achevèrent de porter la confusion dans leurs colonnes. La prise de Reims nous valut trois mille prisonniers, onze bouches à feu, beaucoup de bagages et un équipage de pont. Les Russes eurent encore à regretter la mort de huit cents hommes tués et d'un nombre double de blessés. Le général Saint-Priest, chef de ce corps d'armée, eut l'épaule fracassée par un éclat d'obus. L'empereur, pour donner à comprendre que la foudre qu'il tenait en ses mains, était toujours prête à frapper ceux que sa tyrannie avait armés contre lui, prétendit que ce général, naturalisé Russe, avait été frappé par le même boulet qui atteignit Moreau. Il crut flétrir sa mémoire en lui reprochant d'avoir ravagé son pays, lorsqu'on savait que les excès de la révolution forcèrent la famille Saint-Priest à changer de patrie, et que les kosaques ne furent conduits en France, que par celui qui prétendit dicter des lois à la Russie du haut du Kremlin.

Après de vaines tentatives pour se retirer sur

Laon, l'ennemi opéra sa retraite, partie sur Rethel, et partie sur Châlons; les Prussiens seuls rejoignirent Blucher et lui apprirent une défaite qu'il aurait pu prévenir si, au lieu de rester dans sa position, il eût profité de ses succès. Cette faute permit à Napoléon de reprendre Reims où il entra (14 mars), à deux heures du matin, au bruit des acclamations de ce même peuple qui, après avoir accueilli les kosaques, le reçut comme un libérateur. Ses troupes avaient été renforcées par des détachemens venus de Paris; il les passa en revue, et leur donna une organisation nouvelle. Ce jour fit succéder l'espérance à la tristesse; les paysans venus en foule dans la ville, paraissaient au comble de la joie et manifestaient le plus vif désir de s'unir à l'armée. C'est au milieu de l'exaltation populaire que M. de Rouzeville, victime de son dévouement à la cause royale, fut fusillé, pour avoir adressé une lettre au prince Wolkonski.

Le général Maison, chargé de la défense du Brabant, avait été forcé de se retirer derrière la Marque, pour couvrir notre ancienne frontière. Ayant reçu l'ordre de se réunir à la garnison d'Anvers, il se porta sur Oudenarde. Le duc de Saxe-Weimar, nommé gouverneur-général des Pays-Bas, sans cesse troublé dans l'exercice de ses fonctions, rassemble un corps nombreux, marche à lui, et le force à rétrograder sur Courtray. Le général Maison comptait s'y main-

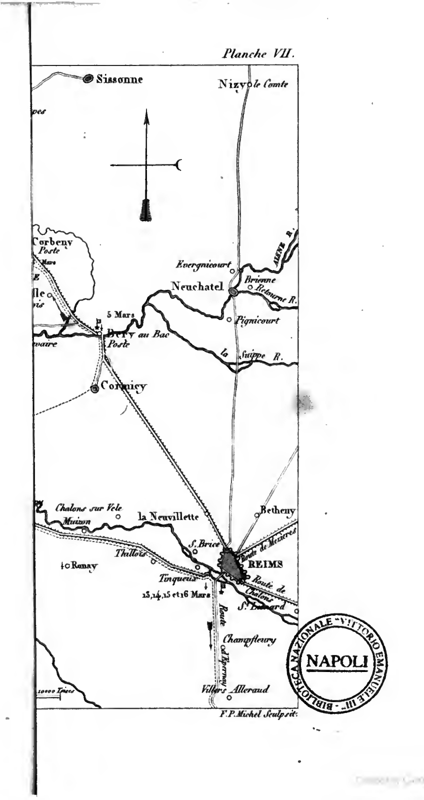


Planche VII.
Sissonne
Nizy le Comte
Corbeny
Poste
5 Mars
Evergnicourt
Neuchatel
Brienne
Retourne R.
Aisne R.
Pignicourt
Bery au Bac
Poste
La Suippe R.
Cormicy
Chalons sur Vele
Muizon
la Neuvillette
Betheny
S. Brice
Thillois
Ronay
REIMS
Route de Mezieres
Tinqueux
13,14,15 et 16 Mars
Route de Chalons
Route d'Epernay
Champfleury
Villers Alleraud
F.P.Michel Sculpsit.

tenir, mais, le corps Prussien de Borstel, joint aux Brabançons, l'obligea de l'évacuer ainsi que Menin, et de se retirer sous Lille. Carnot avait fait une sortie pour favoriser cette opération; apprenant qu'elle avait échoué, il ravagea les environs et rentra dans Anvers.

Le beau fait d'armes de la garnison de Berg-op-Zoom étant digne de figurer d'une manière brillante dans l'histoire des siéges, je crois devoir raconter la défense de cette place qui, par la bravoure des soldats et l'intelligence des officiers, nous procura une victoire d'autant plus glorieuse et d'autant plus inattendue, qu'elle fut remportée sur le général Thomas Graham que l'assaut de Saint-Sébastien avait rendu odieusement célèbre, et à une époque si critique pour nos armes, qu'elle prouva que la valeur française lorsqu'elle est bien dirigée, ne se laisse point abattre par l'inconstance de la fortune. Berg-op-Zoom, défendu par deux mille sept cents hommes, après avoir été bloqué par les habitans du pays, mêlés à quelques kosaques, fut exclusivement assiégé par les Anglais. Pour mieux cacher leurs projets, ils feignirent d'en négliger l'investissement; mais, le 8 mars, vers les dix heures du soir, pendant qu'on était dans une parfaite sécurité, ils appliquèrent des échelles sur les remparts, franchirent le pont-levis, et parvinrent sur le terre-plein.

Aussitôt la garnison prend les armes; le gé-

néral Bizannet fait veiller à la tranquillité publique. Demi-heure après, une autre colonne ennemie, à la faveur de la basse marée, s'empare de l'arsenal et des deux bastions qui l'avoisinent. On envoyait des secours sur ce point, lorsqu'une fusillade, plus vive que les deux premières, se fit entendre du côté opposé; c'était le général Goore qui, à la tête des siens, prenait en flanc la garnison. Déjà on entendait le cri des Anglais qui annonçaient à ceux du dehors, qu'ils allaient leur ouvrir les portes. De nouvelles troupes, amenées par le général Cook, entrent aussi dans la ville sans éprouver de résistance; elles se précipitent dans les jardins, occupent les maisons, et fusillent par les fenêtres, nos soldats assaillis sur tous les points.

Cependant, l'artillerie de quatre bastions qu'il nous restait encore, et celle de la garnison, en tirant à mitraille, foudroyaient tout ce qui se présentait dans les rues et sur les quais. Des patrouilles et des hommes isolés se prenaient souvent corps à corps. Les munitions venant à manquer, on distribue des cartouches : alors, l'espoir renaît parmi nos soldats, et le combat recommence avec une ardeur extrême. La colonne du général Goore reçut une décharge à bout portant, perdit trois cents hommes, et allait mettre bas les armes, si elle n'eût été secourue par un régiment des gardes anglaises, qui repoussa un de nos bataillons. Celui-ci se rallie à la voix du major

Hugot de Neuville, et forme une phalange serrée qui, tour à tour, est repoussée et victorieuse. Enfin, le général Goore et plusieurs officiers supérieurs tombent, mortellement blessés; la déroute des Anglais devient complète, et tous fuyent vers le bastion d'où ils étaient venus. Mais, une de leurs colonnes ne pouvant plus avancer ni reculer, officiers et soldats mettent bas les armes. La garnison redevenue maîtresse de trois portes, il ne restait plus à l'ennemi que le côté du port, où le combat se soutint avec un grand acharnement.

Vers les deux heures du matin, à la faveur d'un beau clair de lune, on décida de former trois colonnes d'attaque, pour rejeter l'ennemi loin des remparts. Ces colonnes s'ébranlent et refoulent les assaillans qui tombent dans les fossés dont la glace était brisée; ceux qui parvinrent à sortir, étaient mitraillés par le canon des remparts, et allaient être submergés par la marée montante, s'ils n'eussent agité des mouchoirs blancs, et demandé comme une grâce, d'être reçus prisonniers.

Les troupes du général Cook jugèrent que leur position n'était pas tenable, et au moyen de leurs échelles, se précipitèrent hors de la place. Cependant, le régiment des gardes tenait toujours; soutenu par l'exemple de son général, il se défendait avec le courage du désespoir, sur les remparts, dans les jardins et sur le quai.

Nos soldats se disposaient à incendier le quartier où ce régiment opposait la plus vive résistance, lorsque le lieutenant-colonel de ce même corps, déjà prisonnier, courut auprès de ses compatriotes, au milieu de la mêlée, et leur fit comprendre l'inutilité d'une aussi horrible boucherie. Alors, le feu cessa; le général Cook se rendit avec tous les siens en nombre tel, qu'ils dépassaient de beaucoup, celui des soldats de la garnison. Huit cents Anglais, avec deux généraux, périrent dans cette attaque. Enfin, quatre drapeaux relevèrent les trophées d'une action glorieuse, et qui ne fut meurtrière que pour nos ennemis (1).

Cet événement attéra les Anglais, et rendit le duc de Weimar si timide que, malgré sa grande supériorité, il n'osa rien entreprendre avant l'arrivée de quinze mille Prussiens qu'il attendait, et se borna à garder la ligne de Courtray à Charleroi. La forteresse de Maubeuge, quoique délabrée, ne se laissa point intimider par ses sommations menaçantes; femmes et enfans se disposaient à repousser l'ennemi. Ce noble patriotisme rappelait l'époque mémorable où tous les Français savaient eux-mêmes défendre leurs murailles.

(1) Voyez relation de la surprise de Berg-op-Zoom, le 8 et 9 mars 1814, par le colonel du génie Legrand, et le rapport du général Graham au ministère anglais.

Malgré les progrès de la coalition, aucune de nos places fortes ne s'était encore rendue, et tout donnait l'espoir que la valeur de leurs braves garnisons serait glorieusement récompensée. Huningue, abondamment pourvue de vivres, repoussait avec vigueur, les attaques des Autrichiens qui bombardaient la ville. Les soldats, renfermés dans Béfort, faisaient de fréquentes sorties, pour se procurer des vivres, et enlevaient à l'ennemi, plusieurs pièces dont ils armaient leurs remparts. La garnison de Newbrisack communiquait avec celle de Schlettstat, et toutes deux combinaient leurs incursions. Les troupes de Strasbourg se portant loin de la ville, firent éprouver aux assiégeans, des pertes considérables. Enfin, les défenseurs des principales forteresses du nord rivalisèrent de constance avec ceux des places du Rhin, et souvent se renforcèrent des prisonniers français qu'ils avaient délivrés. Les conséquences qui pouvaient résulter d'une lutte aussi incertaine, auraient inspiré aux ennemis, des craintes sérieuses sur les dangers de leur invasion, s'ils n'eussent été certains que cette grande crise touchait à son dénouement.

Pendant les trois jours que Napoléon demeura à Reims, il était dans l'attente du résultat définitif des conférences de Châtillon dont la prolongation allait expirer. S'étant hâté d'envoyer au duc de Vicence, de nouveaux pouvoirs, les bruits

de paix s'accréditèrent au point, qu'on ne doutait plus au quartier-général, qu'elle ne fût signée. Les plénipotentiaires alliés en remettant au duc de Vicence, le projet du traité, conforme aux bases consenties par Napoléon, donnèrent à entendre, par M. de Stadion, qu'on lui laissait la faculté de présenter un contre-projet, pourvu qu'il répondît aux conditions proposées par les cours alliées. Le duc de Vicence se hâta de faire entrevoir à l'Empereur, que les choses étaient arrivées au point que les événemens militaires n'avaient plus qu'une faible influence sur les questions fondamentales de la paix. « Si la réponse que Votre Majesté aura » reçue de l'empereur d'Autriche, n'est pas de na- » ture à la rassurer, je ne vois pas (lui marquait- » il dans une de ses lettres) qu'il puisse rester » aucun espoir de traiter à des conditions diffé- » rentes des bases de Francfort. » Napoléon reçut cet avis à La Ferté-sous-Jouare, au moment où il comptait, sous les murs de Soissons, porter les derniers coups à l'armée de Silésie. Sa réponse, dictée par la présomption que lui donnait l'espoir d'une prochaine victoire, fut qu'il voulait donner à l'Empire français, ses limites naturelles, et qu'il fallait faire naître des incidens, afin de gagner et d'obtenir des éclaircissemens sur la future constitution de l'Europe.

Le duc de Vicence ne communiqua point cette

dépêche dont l'esprit seul pouvait exciter une rupture. Il lui écrivit de nouveau, pour lui annoncer formellement que, s'il n'envoyait pas le contre-projet demandé, tout était perdu. A ces motifs, ce ministre en ajouta de plus puissans encore, en informant Napoléon qu'il avait reçu la visite d'un agent diplomatique, chargé par le prince de Metternich, de lui faire des reproches sur la lettre écrite à François II, et que ce Souverain, après avoir tout épuisé pour éviter que les choses en vînssent à cette extrémité, serait forcé de consentir à ce que voudraient les Alliés, si Napoléon ne se hâtait de profiter de cet avis pour conclure la paix.

Le congrès avait été prolongé jusqu'au 15 mars. Ce jour étant arrivé, le duc de Vicence, d'après ses instructions, remit un contre-projet qui acheva de prouver que les disgrâces n'avaient pas changé le caractère de Napoléon. Quoique réduit à la situation la plus critique, il demandait à conserver une étendue de pouvoir, incompatible avec l'établissement d'un système d'équilibre, et hors de proportion avec les autres grands États de l'Europe. Il voulait garder les positions offensives au moyen desquelles son gouvernement avait menacé toutes les couronnes et opéré tant de bouleversemens. Il voulait que des membres de sa famille fussent placés sur des trônes étrangers, et que ce même empire, qui, depuis tant d'années, commandait par la force des

armes, fût encore l'arbitre de la destinée des peuples et du sort de tous les rois.

Les plénipotentiaires alliés, dans l'avant-dernière conférence qui eut lieu le 18 mars, répondirent que la marche suivie par le gouvernement français, donnait la certitude qu'il cherchait à traîner en longueur des négociations inutiles, puisque dans son contre-projet, il exposait des vues contraires à celles que les puissances regardaient comme nécessaires à la reconstruction de l'ordre social, et qu'en les prolongeant elles ne serviraient qu'à induire en erreur les peuples pour qui la paix était devenue le premier besoin. Sur cette entrefaite, Napoléon reçut la nouvelle que Bordeaux était sur le point de proclamer le retour des Bourbons; que la Vendée se préparait aussi à secouer son autorité; et que dans les Vosges, le comte d'Artois avait été reçu avec transport. Il comprit alors, mais trop tard, que les avertissemens qui lui avaient été donnés, allaient se réaliser; pour les prévenir, il se hâta d'envoyer au duc de Vicence (17 mars) l'autorisation de conclure la paix, à tout prix. Mais, deux jours après, les ennemis interceptèrent une de ses dépêches renfermant des instructions pour ce ministre, où, en l'autorisant à souscrire au traité qu'avaient proposé les Alliés; il lui mandait que, malgré les stipulations, il fallait sous un prétexte quelconque, différer indéfiniment la reddition d'Anvers, de Mayence

t d'Alexandrie, qu'il appelait les trois grandes clés de l'Empire (1).

Les Souverains étrangers comprirent qu'en continuant les négociations sous de pareils auspices, ils manqueraient l'objet pour lequel l'alliance avait été formée, et qu'en signant des traités basés sur la ruse et la mauvaise foi, c'était tromper l'attente des nations, et tomber aux pieds de l'ennemi commun. Dans un moment aussi décisif, ils déclarèrent, que la paix seule pouvait mettre un frein à cet esprit de domination universelle, sans exemple dans les annales du monde; que cette paix devait être celle de l'Europe; que toute autre était inadmissible. Enfin, ils protestèrent que la France livrée à tous les maux, ne pourrait plus attribuer ses souffrances qu'au chef de son gouvernement qui, prodigue de sang, sacrifiait l'intérêt public à son intérêt personnel (2).

A cette époque, les diplomates anglais firent connaître officiellement à la coalition, le plan qu'ils n'avaient encore communiqué que d'une manière vague et peu précise, et qui consistait à replacer les Bourbons sur le trône de France. Jusqu'alors la politique avait jugé prudent de ne pas l'avouer,

---

(1) Discours de lord Castlereagh dans la chambre des communes, le 28 avril 1815.

(2) Déclaration des Puissances, après la rupture du congrès de Châtillon.

dans la crainte que la cour de Vienne n'y mît opposition. Mais, quand on eut la certitude que l'opiniâtreté de Napoléon était un obstacle insurmontable aux prétentions de cette puissance, on lui fit entrevoir que le rétablissement de l'ancienne dynastie calmerait l'esprit de conquête dont la France était animée, et qu'elle ne contrarierait point ses vues ambitieuses sur l'Italie. C'est ainsi que l'empereur d'Autriche, étouffant dans son cœur ses sentimens paternels, pour la seconde fois, consentit à immoler sa fille, certain de recouvrer par ce sacrifice, tout ce que ses armes n'avaient pu obtenir par quinze années de guerre. Dès que lord Castlereagh eut la certitude que les Alliés étaient d'accord sur le point essentiel, il se hâta d'informer le comte d'Artois, de la délibération qui venait d'être prise, et l'engagea à quitter Vesoul. D'après cet avis, le Prince se rendit à Nanci où il était plus à portée de réunir autour de lui, tous ceux qui conservaient encore le souvenir des bienfaits dont la France était redevable à sa famille.

La rupture du congrès de Châtillon fit évanouir les apparences d'une paix jugée indispensable par les meilleurs esprits et par les officiers les plus éclairés; dès qu'on en fut instruit, les généraux et les hommes d'état regardèrent cette nouvelle comme si funeste, qu'ils cherchèrent à la tenir cachée, pour ne pas décourager les bons citoyens, et accroître leur douleur. D'a-

près la déclaration des Souverains alliés, Schwarzenberg et Blucher se disposèrent à poursuivre les hostilités avec plus de vigueur. Eux aussi protestèrent qu'ils ne faisaient point la guerre à la nation française; mais à son gouvernement; qu'ils n'aspiraient qu'à rétablir l'ordre et la paix, et qu'il était nécessaire que la population ne prît point part aux combats à outrance qu'on allait livrer à l'ennemi du genre humain qui ne voulait pas se soumettre à restituer par la force ce qu'il n'avait obtenu que par la violence. La nation était sourde à ces promesses: tant l'amour de la patrie lui faisait un devoir de se méfier des étrangers! Ainsi, la guerre se prolongeait sans résultat, le sang ne cessait de couler, près de cent mille hommes avaient péri ou étaient mis hors de combat, depuis que les Coalisés avaient passé le Rhin. Des villes florissantes étaient saccagées, des provinces dévastées; au nord et à l'est, deux puissantes armées menaçaient tour à tour la capitale, sans pouvoir y pénétrer. Une seule manœuvre de Napoléon, exécutée par des soldats dont la valeur et la constance étaient héroïques, suffisait pour faire échouer tous les projets formés contre lui.

De part et d'autre, on combattait avec acharnement, et toujours avec des succès balancés; les uns avaient pour eux le nombre, les autres l'audace et le courage, guidés par un génie familiarisé avec toutes les combinaisons militaires.

La paix tant désirée s'éloignait d'un pays qui, sans elle, ne pouvait prospérer. On eût dit que, pour répandre ses bienfaits, le ciel dans sa justice voulait que tous nos malheurs fussent réparés par les vertus de ceux que nous accablâmes d'outrages. Le premier acte qui devait préluder à l'heureuse délivrance de la patrie, appartenait à la contrée la plus voisine du berceau d'Henri IV, sous la protection de l'armée qui, après avoir conservé en Espagne le trône des Bourbons, venait aussi proclamer en France, le retour de cette famille dont l'histoire est liée à celle de nos pères. En vain, les honneurs, les richesses, et la gloire des armes cherchèrent à nous consoler de son absence; nous ne trouvâmes point le bonheur, et, pour jouir enfin d'une douce liberté, il fallut se replacer sous l'antique bannière qui allait justifier son emblême de paix et de concorde, en faisant cesser une cruelle animosité entre les nations civilisées.

Nous avons vu que les royalistes de Bordeaux étaient depuis long-temps en relation avec Louis XVIII; favorisés par les événemens, ils obtinrent l'autorisation de former un comité dont M. Taffard de Saint-Germain fut le chef; sa prudence et sa loyauté inspiraient la confiance générale. Ce comité, composé d'un grand nombre de personnes de toutes les classes, renfermait beaucoup d'artisans dont le zèle était d'autant plus louable qu'il était très-désintéressé.

M. de Gombault, sous le prétexte de former une association pieuse, réunit une société politique à laquelle s'attacha M. Louis de Larochejacquelin, frère du célèbre vendéen de ce nom. Depuis l'origine de la révolution, cette famille nourrissait le désir de contribuer au rétablissement de l'ancienne monarchie, avec une constance et une ardeur que les dangers et les persécutions ne purent ni ébranler ni refroidir.

Le comité, rassemblé sous la direction de M. Taffard de St.-Germain, avait long-temps délibéré sans rien conclure : celui qui le présidait, voyant que Wellington tenait en échec l'armée du duc de Dalmatie, et que Napoléon, pressé par la confédération européenne, ne pouvait disposer d'aucune force contre Bordeaux, déclara qu'un mouvement royaliste dans l'intérieur, influerait sur les déterminations des Souverains étrangers auxquels il était urgent de prouver que la dynastie des Bourbons avait encore des partisans.

Depuis la bataille d'Orthès, Wellington, autorisé par son gouvernement, manifestait envers le duc d'Angoulême, des dispositions plus favorables, et l'avait invité à se rendre à son quartier-général de Saint-Sever. Après la retraite du duc de Dalmatie, la ville de Bordeaux ne fut séparée de l'armée anglaise que par la division du général Darricau. M. Taffard de St.-Germain, à qui ces circonstances étaient connues, en profita pour

envoyer M. Bontemps-Dubarry, récemment arrivé d'Angleterre, auprès du duc d'Angoulême, avec une lettre et quelques instructions verbales. A Saint-Sever, cet officier trouva MM. Larochejacquelin et Queyriaux qui, à peine informés du débarquement du Prince, l'avaient joint à Saint-Jean-de-Luz, pour lui annoncer que les royalistes du Poitou et de la Vendée étaient prêts à défendre sa cause. Aussitôt, le duc d'Angoulême chargea M. Bontemps-Dubarry, d'aller faire part à lord Wellington, des dispositions de Bordeaux, et de lui représenter qu'il serait urgent de détacher un corps sur cette ville, où toute la population était impatiente de s'affranchir des rigueurs du gouvernement impérial.

Wellington pensait que des raisons d'État et les vicissitudes de la guerre pourraient déterminer les Souverains alliés à signer avec Napoléon, un traité de paix, et qu'alors les royalistes, mis à découvert, seraient précipités dans l'abîme. Retenu par cette crainte généreuse, qu'on ne saurait trop louer dans un étranger; il résista aux sollicitations de M. Bontemps-Dubarry, comme il avait résisté aux instances d'une députation de Toulouse et à celles de M. Larochejacquelin, tant le général anglais partageait, à cet égard, la persuasion où était alors l'Europe, de l'impuissance du parti royaliste. Comptant davantage sur la force de ses armes, il dit à ces envoyés de rester à son quartier-général, et qu'il se con-

vaincrait de la vérité de leur assertion, aussitôt qu'il aurait passé l'Adour.

Néanmoins, M. Bontemps ne se rebuta, ni ne se laissa intimider par le danger. Il peignit avec tant de chaleur, tant de force, l'ardent désir et le besoin pressant qu'éprouvaient les royalistes de la Guienne, de saisir, au péril de leur vie, un moment aussi décisif, que le Duc fut enfin ébranlé, et lui demanda une heure de réflexion. Lorsqu'elle fut écoulée, M. Bontemps retourna auprès de lord Wellington, et le trouva disposé à seconder une insurrection qui correspondait avec ses opérations militaires. En le congédiant, il lui dit avec bienveillance: Vous pouvez assurer au duc d'Angoulême, que le maréchal Béresford se dirigera demain matin, sur Bordeaux, avec son corps d'armée. A cette nouvelle, le Prince fit partir de suite M. Bontemps, pour aller trouver M. Taffard, et lui rendre compte du résultat de ses instances auprès de lord Wellington ; il lui remit des instructions pour le succès de l'entreprise, et lui recommanda, sur toute chose, d'épargner le sang , dans le cas où une lutte serait inévitable.

Déjà le commissaire extraordinaire de la 11[e] division militaire, ayant perdu l'espoir de sauver le département de la présence de l'ennemi, donne les ordres les plus prompts pour le déplacement de toutes les autorités , et , dans des termes peu mesurés, lance une proclamation contre

le duc d'Angoulême. Sur-le-champ, on ordonna l'évacuation des magasins et établissemens publics. Pour détruire deux frégates en construction, on allait mettre le feu aux chantiers, si les habitans ne s'y fussent opposés. Le général Lhuilier, qui commandait le département de la Gironde, ne put réunir que deux mille conscrits, et, croyant avoir affaire à toute l'armée anglaise, il se retira, persuadé qu'une résistance inconsidérée compromettrait à la fois sa troupe et la ville de Bordeaux.

Pour éviter la commotion fâcheuse qu'aurait excitée l'opposition des autorités municipales, M. Taffard, depuis plus d'un mois, s'était associé M. Tozia, adjoint de M. Linch, maire de Bordeaux. Celui-ci, par ses fonctions, avait contracté des engagemens avec l'Empire, il avait reçu le titre de comte, et tout récemment encore, il venait d'être nommé officier de la légion d'honneur. Ces considérations réunies donnaient à penser que, malgré son amour pour son pays, il serait combattu par la nature de ses fonctions, et surtout par la reconnaissance qui devait le lier à l'homme dont il avait reçu tant de dignités. Cependant, M. Linch, après avoir été sondé par M. Larochejacquelin, reçut les ouvertures que lui fit M. de Mondenard, et consentit à avoir une entrevue avec M. Taffard: les révélations de ce dernier achevèrent de le tirer d'incertitude. Il adhéra au plan formé par les

royalistes, et s'entendit avec le commissaire du Roi, pour hâter et assurer sa prompte exécution.

Après beaucoup de dangers, M. Bontemps arriva à Bordeaux, au moment où cette ville était affranchie des troupes et des principaux fonctionnaires; il rendit compte à M. Taffard et au conseil qu'il présidait, de l'heureuse issue de sa mission, et de l'approche du duc d'Angoulême. Le commissaire du Roi, voyant qu'il ne fallait plus hésiter (11 mars), donna l'ordre, par écrit, à tous les chefs des compagnies qu'il avait organisées, de se munir de cocardes blanches, pour s'en parer lorsque le Roi serait proclamé; on prépara aussi un drapeau blanc, pour l'arborer sur la tour de l'église Saint-Michel, à l'arrivée du maréchal Béresford qui s'avançait sans difficulté. Les habitans de Roquefort et de Bazas reçurent le duc d'Angoulême avec acclamation, avant que Bordeaux se fût déclaré.

Enfin, dans la matinée du 12 mars, le bruit de l'approche des troupes anglaises se répand de toute part; des estafettes courent à leur rencontre, et les députés, parmi lesquels étaient MM. Larochejacquelin et Bontemps, partent pour aller porter au duc d'Angoulême, le vœu des Bordelais. Bientôt après, arrive le colonel Vivian, envoyé au maire par le maréchal Béresford, pour lui annoncer que sa Seigneurie croyait entrer dans une ville alliée, et soumise à

Louis XVIII. M. Linch lui en donna l'assurance; aussitôt, un détachement de cavalerie de la garde nationale se rend à la mairie, pour offrir ses services, et précéder les fonctionnaires dans leur marche. Le maire et ses adjoints acceptent cette offre; ils se réunissent au commissaire du Roi et aux membres du conseil royal, pour se rendre hors des portes de la ville. Les compagnies organisées se distribuent sur les routes, mais avec l'ordre de ne prendre la cocarde blanche qu'au signal convenu.

Le cortége ayant dépassé les barrières, un coup de canon se fait entendre. A ce bruit, l'étendard des Bourbons se déploie et flotte sur la tour la plus élevée; et c'est en le montrant au maréchal Béresford, que le maire lui dit : » Général, » la ville où vous allez entrer, n'est point une » ville ennemie et conquise; l'auguste Prince du » sang de nos Souverains, au-devant de qui nos » cœurs volent, et qu'en ce moment vous précédez, nous est un sûr garant que vous n'oublierez pas que notre Roi est l'allié du vôtre. A » ce titre, je vous offre les clefs de Bordeaux, où » vous serez témoin de notre amour pour les » Bourbons. A ces témoignages se joindront » les sentimens de notre gratitude pour nos libérateurs (1). » Ce discours, terminé par le cri

(1) Exposé fidèle des faits authentiquement prouvés qui ont

de *vive le Roi!* pénétra d'émotion ceux qui purent l'entendre. Béresford lui-même y répondit du ton le plus affectueux. Plus de dix mille habitans dispersés sur la route, quoique, pour la plupart, n'étant pas dans le secret, entrevirent dans cet événement, la fin de tous leurs maux, et suivant l'exemple donné par le maire, reconnurent des alliés dans ceux qu'un moment auparavant on considérait comme ennemis. Aussitôt les emblêmes de l'Empire disparurent, et la cocarde blanche, passant des mains des gardes nationaux dans celles du public, fut portée par tout le monde, au bruit des acclamations unanimes de *vive le Roi! vive le duc d'Angoulême! vivent les Bourbons!*

L'enthousiasme, aussi prompt que la pensée, se communique d'une extrémité de la ville à l'autre. Chaque maison, chaque fenêtre se décore du drapeau blanc. Les Anglais et les Portugais reçoivent avec effusion de cœur, les embrassemens des Bordelais, et partagent leur allégresse; spectacle touchant qu'offraient des peuples naguères ennemis, et qui, au seul nom des Bourbons, étouffent leur ressentiment, pour se livrer à un bonheur d'autant mieux senti, que, depuis long-temps, il était vivement désiré, et que, peu

---

précédé et amené la journée de Bordeaux au 12 mars 1814, par M. J. S. Rollac.

de jours avant, on n'osait l'espérer. Lord Béresford fut conduit à la mairie : à peine y était-il rendu, que M. de Guiche se présente et annonce le duc d'Angouleme. A cette nouvelle, la joie redouble ; une nombreuse population se précipite sur la route par où le Prince doit arriver; on vole à sa rencontre pour tomber à ses pieds ; chacun veut toucher, baiser avant les autres, une main qui reporte sur la France, les bénédictions du ciel. Au milieu de cet empressement, aucune opposition ne se manifesta, et aucun accident ne troubla la félicité publique.

De nombreux détachemens de jeunes royalistes accompagnent M. Linch, pour aller au-devant du duc d'Angoulême. Aussitôt qu'on l'aperçoit, le maire met pied à terre pour le haranguer ; les transports de la multitude, mais plus encore l'émotion dont il était agité, l'empêchent de se faire entendre, il ne peut s'exprimer que par des mots entrecoupés ; ses yeux mouillés de larmes se portent avec attendrissement sur la main que lui tend le Prince qui, en l'embrassant, prononce ces paroles, dignes du petit-fils de Henri IV: *Oubli du passé, bonheur pour l'avenir.* Telles furent les promesses qu'il fit, au nom du Roi, dont il était le digne mandataire.

Le duc d'Angoulême se dirigea vers la cathédrale, suivi d'une foule immense ; les uns cherchaient à le reconnaître, d'autres le montraient à ceux qui ne l'avaient jamais vu, et tous le bé-

nissaient d'avoir mis un terme à leurs longues calamités. Pour répondre à cet empressement, il se montrait attentif à le satisfaire; à tout instant il s'arrêtait, et les acclamations du peuple en devenaient plus vives et plus prolongées; chacun était jaloux de voir le neveu du Roi, et de témoigner à l'époux de la fille infortunée de Louis XVI, l'affection qu'inspire la vertu persécutée. L'archevêque l'attendait à la porte de la cathédrale, il n'avait pas voulu quitter Bordeaux, dans l'espérance de voir bientôt réaliser ce que son cœur désirait; l'église était parée pour recevoir celui qu'on regardait comme un ange de paix. La sensation qu'excita sa présence fut si forte, qu'aucune considération pour la sainteté du lieu, ne put réprimer la bruyante allégresse que chacun faisait éclater pour exprimer avec énergie, les sentimens dont il était pénétré. Après un *Te Deum*, chanté et répété par tous les cœurs, le Prince, pour prouver aux Bordelais sa reconnaissance, se rendit à l'hôtel-de-ville, et pria les magistrats de témoigner aux habitans, combien il était touché de leur ardent amour. Il fut accompagné jusqu'à son palais, où son cortége, souvent arrêté par l'affluence du peuple, ne put arriver qu'à l'entrée de la nuit dont les ombres furent dissipées par une brillante illumination.

Ensuite, il parut une proclamation du maire de Bordeaux, dans laquelle ce magistrat rendait compte de l'événement mémorable auquel

il avait contribué. Il se félicitait d'avoir accueilli, au nom de ses administrés, un Prince dont la présence changeait en alliés, des peuples irrités. Il assura que les étrangers étaient unis pour détruire le fléau des nations, et le remplacer par un monarque, père du peuple, qui pouvait seul apaiser le ressentiment des Espagnols; contre lesquels nous avait lancés le despotisme le plus perfide; enfin, que les Bourbons, en déplorant les terribles ravages de la tyrannie qu'amène la licence, oublieraient les erreurs causées par les illusions de la liberté.

Tels furent, pour Bordeaux, les événemens du 12 mars. Cette journée, la plus importante que puissent consacrer les fastes d'une ville, attesta que les calculs, inspirés par les circonstances et la crainte, n'entraient point dans le caractère franc et généreux des habitans du Midi. Il fallait une sorte d'héroïsme pour oser se prononcer contre Napoléon, au moment où sa puissance était encore reconnue, et lorsque, en acceptant la paix qui lui était offerte, il pouvait tirer une vengeance terrible de ceux qui avaient osé s'affranchir de son autorité. Mais, de quels tourmens son âme devait être agitée, en songeant que lorsqu'il voulait que toute la France se levât, pour le seul intérêt de sa personne, une grande ville avait reconnu un drapeau, ennemi du sien, et que le souvenir des Bourbons, que vingt ans de victoires et de conquêtes semblaient

avoir effacé, restait encore gravé dans le cœur des Français. Cet exemple, plus dangereux pour lui que tous les efforts de la coalition, allait comme une flamme électrique, se communiquer aux deux extrémités de la France, et substituer un gouvernement sage, pacifique et ami de la vraie liberté, à un empire qui, par son despotisme, faisait regretter les temps passés, et qui, par la déplorable ambition de son chef, avait désenchanté jusqu'au noble sentiment de la gloire.

LIVRE ONZIÈME.

PARIS.

La grande armée Austro-Russe, commandée par Schwarzenberg, avait profité de l'absence de Napoléon, pour attaquer le corps du duc de Reggio et du général Gérard. Le général Duhesme, forcé par les manœuvres de l'ennemi, évacua Bar-sur-Aube, et les Bavarois en prirent possession. Le duc de Reggio, selon l'ordre qui lui avait été donné, voulut reprendre cette ville. Les Bavarois allaient succomber sous les charges vigoureuses du comte de Walmy, si Wittgenstein n'était accouru pour les secourir; un combat acharné s'engage: les nôtres culbutaient l'ennemi, mais, à la faveur de nouveaux renforts, il combina une attaque générale contre la brigade du général Montfort et les dragons venus d'Espagne, qui, quoiqu'écrasés par une artillerie formidable, déployèrent la valeur la plus brillante.

Le duc de Reggio, ne pouvant avec quinze mille hommes, faire face à plus de quarante mille, abandonna le champ de bataille et se retira sur Van-

dœuvres. Les généraux Schwarzenberg et Wittgenstein n'obtinrent cet avantage qu'après avoir été blessés. Au milieu de l'action, un vaste incendie se manifesta dans Bar-sur-Aube; bientôt un nouveau malheur acheva la ruine des habitans; on les accusa d'avoir fait feu sur le prince Charles de Bavière, lorsque notre premier choc eut forcé ses troupes à battre en retraite. Sous ce prétexte spécieux, la ville fut livrée au pillage.

Napoléon, en donnant au duc de Tarente, le commandement des forces laissées sur l'Aube, lui avait ordonné de rejeter l'ennemi par-delà cette rivière et de s'emparer de La Ferté; ce Maréchal, inquiet sur la position du duc de Reggio, laissa devant cette ville, les divisions Brayer et la cavalerie du général Milhaud, pour se porter avec le reste de son corps d'armée, sur la direction de Bar. Pendant ce temps, les généraux Milhaud et Brayer, après avoir soutenu un engagement sérieux contre Giulay, abandonnèrent La Ferté, et rejoignirent le 11e corps à Fontette, où ils apprirent la malheureuse issue du combat de Bar-sur-Aube. Le duc de Tarente se retira vers Bar-sur-Seine; mais, attaqué (2 mars) par le Prince royal de Wurtemberg et par Giulay, il fut obligé d'évacuer cette ville. Aux environs de Troyes, le maréchal Macdonald et le duc de Reggio se rangèrent en bataille entre Laubressel et Paillot. Le prince Eugène de Wurtemberg enleva le premier de ces villages, à la suite d'une lutte sanglante. Tan-

dis que la cavalerie du comte Pahlen menaçait les derrières de notre ligne, les Bavarois, après avoir forcé le passage de la Barce, tournèrent le pont de la Guillotière que nos troupes ne purent plus défendre. Le maréchal Oudinot se replia sur Troyes; mais, la cavalerie de Wittgenstein le chargea dans sa retraite précipitée, s'empara d'un de ses convois d'artillerie, et lui fit près de mille prisonniers, pour la plupart vieux soldats.

La division Duhesme, en occupant le village de Saint-Parre, donna le temps à l'armée de se rallier; battue, mais non découragée, elle quitta Troyes dans la nuit; sa valeureuse arrière-garde prit position à la Vacherie, derrière un bras de la Seine, et résolut de tout sacrifier pour laisser à nos colonnes, la facilité de s'éloigner. Le lendemain, au point du jour, elle opposa une vive résistance au général Rayewski (1). Le comte de Wrède qui s'était chargé de l'attaque de front, fit sommer le général Gérard d'évacuer la ville. Celui-ci répondit qu'il n'en sortirait que dans huit heures. L'action ayant recommencé, le général Sébastiani, gouverneur de Troyes, fit annoncer que si l'on cessait le feu, dans une heure l'armée se retirerait. Ce délai expiré, les Austro-Bavarois trouvèrent tous les passages barricadés

(1) Ce général avait remplacé Wittgenstein, blessé le 27 février, au second combat de Bar-sur-Aube.

et furent obligés de tourner la ville. Cet incident et l'obscurité de la nuit, accrue par un épais brouillard, mirent fin à leur poursuite.

Les Alliés s'établirent de nouveau à Troyes, et poussèrent leur avant-garde vers Nogent et Méry. Le duc de Tarente, quoique malade, avait alors le commandement en chef de l'armée dont la force ne s'élevait pas au-delà de vingt-cinq mille combattans. Avec d'aussi faibles moyens, un échec aurait consommé sa ruine, et un succès eût été sans résultat. Frappé de cette vérité, il brûla les ponts de bateaux établis sur la Seine, et se retira sur la rive gauche, pour occuper Provins et Nangis. Bray et Montereau furent conservés comme têtes de pont. Le centre de l'armée combinée se borna à reprendre possession du pays compris entre l'Yonne et la Marne. Toutes ces opérations furent terminées le 6 mars.

Schwarzenberg, instrument passif d'un cabinet qui flottait entre le désir de vaincre et la crainte de triompher, fut à peine arrivé sur les bords de la Seine, qu'il prétendit qu'avant de pousser plus loin, il fallait avoir des renseignemens positifs sur la situation de l'armée du Sud et de celle de Silésie. Pendant les huit jours de prolongation qui furent donnés au congrès de Châtillon, il s'amusa à rédiger des plans d'attaque et de défense, pour toutes les hypothèses possibles; mais, dès que François II se fut convaincu de l'inutilité des efforts qu'il avait faits

pour engager son gendre à se soumettre à la nécessité, il vint à Troyes, et convint avec ses alliés, qu'on ne pouvait le dompter que par la force.

En même temps, on reçut la nouvelle que l'armée du Sud, rentrée dans Mâcon, se portait sur Lyon; et que Napoléon, battu sous les murs de Laon, était contraint de se retirer sur la Marne; dès-lors, les Alliés résolurent d'aller à sa rencontre. Schwarzenberg établit son quartier-général à Pont-sur-Seine, et dirigea le corps de Rayewski sur Villenoxe et Provins. Le duc de Tarente, concentré autour de cette dernière ville, liait ses opérations à celles du duc de Reggio. Afin de déborder les extrémités de la ligne qu'occupaient ces deux Maréchaux, le Prince royal de Wurtemberg, après s'être emparé de Sens, s'avançait vers Fontainebleau, et Platow vers Sézanne.

Napoléon, informé de cette marche, malgré le danger d'abandonner Paris à l'armée de Silésie, se détermina à quitter Reims (17 mars), pour aller combattre Schwarzenberg. Le maréchal Ney, à qui une expédition sur Châlons avait été confiée, chassa les Prussiens de cette ville et fut reçu avec transport, par les habitans qui envoyèrent une députation à l'Empereur, pour le remercier de les avoir délivrés après quarante jours de servitude. Le prince de la Moskowa, persuadé que la population de la Champagne et de la Lorraine était portée à se soulever, proposa de se jeter en

partisan dans ces provinces, pour ramasser les garnisons, et guerroyer sur les derrières des Alliés. Mais, son projet ne fut point approuvé.

A la nouvelle que l'Empereur s'avançait par Epernay et Vertus, Schwarzenberg suspendit ses projets contre le duc de Tarente, et de Pont-sur-Seine, se dirigea vers Arcis-sur-Aube. Quoique Châlons fût occupé par le prince de la Moskowa, on allait se diriger sur cette ville, lorsque de nouveaux rapports apprirent au généralissime autrichien, que Napoléon avec sa garde, s'avançait vers Plancy; après avoir délibéré, les Alliés résolurent de repasser l'Aube et d'aller à Trannes, prendre la même position qu'on avait à la journée de la Rothière. Mais Alexandre, prévoyant le danger d'une manœuvre si timide, voulut qu'on livrât bataille entre Troyes et Arcis. Cette opinion ayant prévalu, on donna les ordres nécessaires pour rallier l'armée. Les Wurtembergeois et le corps de Rayewski et de Giulay, chassés des plaines de la Brie, se réunissaient de Troyes à Charmont. Pendant ce temps, les habitans de Plancy rétablirent le pont; notre avant-garde en profita pour franchir l'Aube et culbuter quelques partis de cavalerie.

La vive discussion qui, la veille, avait agité le conseil des Alliés, et la séparation du corps de Giulay, accréditèrent le bruit que l'Empereur d'Autriche se détachait de la coalition; sur ce faux bruit, Napoléon court vers Méry, et ordonne aux dragons de sa garde, de passer la Seine au-

dessous de cette ville, et de poursuivre les Autrichiens qu'on disait se retirer sur Troyes et Dijon. Bientôt, il reconnut son erreur, et revint à Plancy. Le lendemain, précédé par le corps du prince de la Moskowa, il se mit en marche avec toute sa garde à cheval, et prit la rive droite de l'Aube; la garde à pied le suivait sur la rive opposée.

Il entrait à peine dans Arcis, qu'on vint lui annoncer qu'une nombreuse cavalerie manœuvrait dans les plaines de la rive gauche de l'Aube. Quoique persuadé qu'elle n'était là que pour couvrir une retraite, il ordonna aux généraux Sébastiani et Excelmans, de la reconnaître. Leurs escadrons se furent à peine avancés, que ceux des ennemis présentèrent des masses imposantes, appuyées par des lignes d'infanterie. Nos premières colonnes, engagées inconsidérément, se trouvèrent bientôt sous le feu de soixante pièces en batterie, situation d'autant plus critique pour ces troupes, qu'en cas de défaite, il fallait passer un défilé d'une demi-lieue, où plusieurs ponts servaient de passage au milieu des marais.

La conservation d'Arcis était pour Napoléon, de la plus haute importance; il avait cru surprendre un corps de l'armée ennemie, et c'était, au contraire, sa propre avant-garde qui se trouvait compromise. Déjà notre cavalerie se retirait devant celle des Russes; Napoléon voit le danger, il vole au-devant de nos escadrons, et leur dit d'un ton plein de feu : n'êtes-vous pas les

vainqueurs de Champaubert et de Montmirail? puis, mettant l'épée à la main, il ordonne de nouvelles charges. On dit même que, se plaçant à la tête des troupes, il les ramena au combat, et que la lance d'un kosaque allait mettre fin à une vie jusqu'alors si glorieuse, si un de ses officiers n'eût détourné le coup. Le cheval qui le portait fut atteint d'un boulet, et son Mameluck plusieurs fois tira le sabre pour le défendre. Enfin, Napoléon, dans ce jour, se montra le digne chef d'une armée dont les ennemis admiraient l'héroïsme, et, par son intrépidité, rétablit l'action, au moment où elle prenait un caractère alarmant.

L'ennemi, par son attitude, cherchait à provoquer la bataille. Le prince de la Moskowa, avec une poignée de braves, résiste, près de Torcy, aux attaques des Austro-Bavarois dont les forces se multiplient. Des deux côtés, on combattait avec furie; les Bavarois, découragés par la mort du général Habermann, commençaient à plier, lorsque des grenadiers et des cuirassiers russes accourent à leur secours, et les ramènent à la charge. On conseillait à Napoléon de faire repasser l'Aube à sa cavalerie, et de défendre Arcis avec de l'infanterie; mais, vers la fin du jour, la garde étant arrivée de Plancy, elle entra en ligne. Aussitôt, une effroyable canonnade recommença. Nos bataillons, quoique écrasés, demeurèrent immobiles sous les murs

d'Arcis, et bientôt cette ville ainsi que le village de Torcy, devinrent la proie des flammes. Ce combat sanglant dura toute la journée, et n'eut aucun résultat : les deux armées conservèrent leur même position.

Le corps du duc de Reggio et la cavalerie des généraux Defrance et St.-Germain s'étant réunis à Napoléon, il attendit le lendemain avec impatience. Au point du jour (21 mars), il augura d'un mouvement rétrograde que firent les Alliés, qu'ils se retiraient. Dans cet espoir, il s'avance pour les poursuivre; mais, à sa grande surprise, il les trouve campés sur les hauteurs de Mesnil-la-Comtesse, avec des forces plus considérables que celles de la veille, et dans une attitude encore plus menaçante. Jusqu'à une heure après midi, les deux armées restèrent en présence, et tout annonçait qu'on allait livrer bataille. Déjà nos troupes débouchaient par Arcis et se déployaient dans la plaine. Elles étaient à peine en ligne, que le prince de la Moskowa et le général Sébastiani représentèrent à l'Empereur qu'une bataille, dans une telle position et avec des forces aussi inégales, compromettrait ses dernières ressources. Cette fois, Napoléon se rendit à l'évidence : il ordonna de repasser l'Aube; mais, au lieu de se rapprocher des corps de Marmont et de Mortier pour couvrir Paris, l'armée se porta sur Vitry et Saint-Dizier.

Napoléon, après avoir fait filer devant lui, l'ar-

tillerie et les bagages, laissa au duc de Reggio et au général Sébastiani, le soin de protéger la retraite. Elle s'effectua en bon ordre, et les efforts du Prince royal de Wurtemberg et de Giulay échouèrent devant la bravoure de cette arrière-garde qui résista aux attaques les plus vives. A minuit, le pont d'Arcis fut coupé, et le duc de Reggio, avec trois brigades arrivées d'Espagne, se réunit au maréchal Macdonald, après que l'armée fut sortie des mauvais chemins de Vitry.

On crut d'abord que cette retraite, opérée en plein jour, en présence de l'ennemi, avait pour but de l'attirer loin de la capitale, et sur un terrain plus favorable. Parmi les différentes versions, répandues à dessein d'expliquer cette marche inconcevable, je dois citer celle qui attribue à Napoléon, le projet d'avoir voulu se porter en Bourgogne, dans l'espérance de faire sa jonction avec le duc de Castiglione, présumant que, d'après les ordres qui lui avaient été transmis, et avec les renforts qui lui étaient arrivés, ce Maréchal devait avoir repoussé le général Bubna jusqu'aux sources de la Saône. Mais, son inaction laissa la facilité au corps de Bianchi et aux troupes de réserve cantonnées dans la Bourgogne, de se réunir à l'armée, dite du Sud, et qui, alors, fut portée à cinquante mille hommes, dont le prince de Hesse-Homburg prit le commandement.

Le général Marchand, arrivé aux portes de

Genève, rétrograda devant le comte Bubna qui, avec six mille hommes, délivra cette ville. Dans la vallée de la Saône, le prince de Hesse-Homburg nous obligea également d'évacuer Lons-le-Saulnier. Enfin, l'armée Autrichienne s'avançant toujours sur Lyon, le duc de Castiglione se retira jusqu'à la montagne de Limonest où il fit ses dispositions pour livrer combat. Quoique nos troupes ne s'élevassent qu'au tiers de celles des Autrichiens, elles se battirent vaillamment, et plus de trois mille de ces derniers furent mis hors de combat. Le 13e de cuirassiers et le 7e de ligne soutinrent l'attaque avec une brillante valeur, et reprirent à l'ennemi, une réserve d'artillerie dont il s'était emparé.

Le 19 mars, le prince de Hesse-Homburg n'entreprit rien. Le jour suivant, ses troupes se répandirent sur les collines du Mont-d'Or. Une action sanglante eut lieu au village de Dardilly qui fut pris et repris, et où le général Estève se distingua. Forcées de se replier sur la position qu'occupait le général Digeon, elles soutinrent vaillamment les efforts de l'ennemi, quand le duc de Castiglione accourut, et par sa présence et ses discours, ranima l'ardeur de nos soldats accablés par le nombre. A sa voix, nos braves s'avancent contre les Autrichiens, établis en force sur les hauteurs de la Duchère. Le combat recommence avec un nouvel acharnement; notre artillerie fit des prodiges. Le 13e de cuirassiers chargea une batterie de

six pièces, et enleva le bataillon qui voulait la soutenir ; de même, un escadron du 4e hussards, chargea un régiment sur la route de Clermont, et prit le colonel avec quatre cents hommes. Malgré ces brillans faits d'armes, nos troupes ne purent résister plus long-temps à des adversaires si nombreux, et se replièrent dans le faubourg de Vaize où les Autrichiens excitèrent l'alarme en jetant des obus.

Les autorités de Lyon avaient reçu des instructions du gouvernement, pour ne laisser ni habitans ni habitations dans les lieux envahis, et elles craignaient que des agens, envoyés par la police de Paris, ne s'apprêtassent à exécuter ces ordres inhumains. On dit même que des listes de proscription avaient été dressées, et que les magistrats et les principaux citoyens qui parleraient de se rendre, seraient désignés à la vindicte publique. Afin de prévenir ces odieux complots, on avait multiplié le nombre des surveillans, et la garde nationale était sous les armes, pour arrêter les malfaiteurs.

Dans cette circonstance critique, le duc de Castiglione convoqua un conseil, composé du commissaire extraordinaire, du préfet, de M. d'Albon, maire, et de ses adjoints, auxquels il fit connaître les forces respectives des deux armées, les secours qu'il attendait, et les ordres qu'il avait reçus. Lui et le sénateur Chaptal démandèrent si les habitans étaient dans l'intention de se dé-

fendre, et ce qu'on devait espérer de la garde nationale. M. d'Albon leur répondit, que la ville, épuisée par les fournitures de vivres, n'avait de subsistances que pour quatre jours; que l'ennemi occupant les hauteurs, Lyon était en son pouvoir, quand même les citoyens se résoudraient à faire de leur ville, une autre Saragosse. Alors, M. de Sainneville, l'un de ses adjoints, ajouta, que l'Empereur avait consacré, comme un principe de guerre, que les grandes cités ne devaient point prendre part aux événemens militaires; que les Lyonnais étaient fatigués de sacrifier leurs ressources et leur sang à un système de guerre perpétuelle qui avait déjà ruiné la ville, comme le reste de la France, et qui la menaçait des plus affreuses calamités; que le tocsin, les levées en masse, et les autres moyens indiqués par le Gouvernement, étaient des mesures de désespoir, faites pour redoubler les alarmes, sans être d'aucun secours. « Je n'ignore point, » ajouta-il avec véhémence, que les magistrats » sont chargés d'une grande responsabilité; mais, » le moment n'est pas loin où d'accusés qu'ils pour» raient être, ils deviendront à leur tour accu» sateurs. Nos plus dangereux ennemis ne sont » pas dans les camps étrangers : ils sont parmi » ces hommes que nous avons au milieu de nous, » et qui n'attendent que les désordres d'un bom» bardement, pour achever la ruine de la se» conde ville de France, qu'il est de notre devoir

» de conserver pour la patrie, pour l'Europe, » pour nous-mêmes (1). »

Le maréchal Augereau, dont le nom était autrefois synonyme d'audace et de bravoure, cette fois parut touché des horreurs de la guerre, et se laissa persuader que Lyon, qui avait soutenu avec ses seuls habitans, un siége mémorable contre les puissantes armées de la république, ne pouvait tenir quelques jours, lorsqu'il avait près de vingt mille hommes à opposer aux ennemis, et que dix mille vieux soldats arrivaient à son secours. Quoi qu'il en soit, ce Maréchal ordonna la retraite et partit dans la nuit, précédé ou suivi d'un grand nombre de fonctionnaires publics, laissant à la ville la faculté de régler ses destinées.

L'évacuation se fit dans un ordre parfait; la garde nationale prit les postes que nos troupes occupaient. On défendit aux habitans de sortir de leurs maisons. Le général Digeon, chargé de l'arrière-garde, passa le Rhône avant six heures du matin; pendant ce temps, le duc de Castiglione établissait son quartier-général à Vienne et de là à Valence, pour défendre la ligne de l'Isère, derrière laquelle venaient de se retirer les généraux Dessaix et Marchand. Au point

(1) Mémoires sur les événemens militaires et politiques survenus dans Lyon en 1814 et 1815, par J. Guerre.

du jour, le corps municipal envoya un parlementaire au quartier-général du prince de Hesse-Homburg, pour lui proposer les clés de la ville, et le prier d'y faire une entrée pacifique. Les autorités se présentèrent le plus tard qu'elles purent, afin de donner du temps à l'armée qui se retirait; le Prince, en les recevant, promit d'user des plus généreux procédés, et assura que la garde nationale ferait le service conjointement avec les Autrichiens. Le 22 mars, à 11 heures, vingt mille hommes seulement entrèrent dans la ville. Alors, on s'étonna de la retraite du maréchal Augereau, et les clameurs s'élevèrent contre lui; mais, bientôt après, d'autres colonnes arrivèrent par différens points, et formèrent un total d'environ quarante mille combattans, dont les deux tiers se portèrent sur la route de Vienne; le reste forma la garnison de Lyon.

En arrivant à Valence, le duc de Castiglione reçut du ministre de la guerre, la nouvelle de l'occupation de Bordeaux par les Anglais, et l'ordre de diriger en poste sur Libourne, six mille hommes des dix mille qu'il attendait de Catalogne. Dès-lors, le Maréchal jugea que tout était perdu, et, par l'effet du trouble où le jetèrent des événemens aussi désastreux, il se hâta de détruire le pont de l'Isère, et annonça l'intention de se retirer au Pont-Saint-Esprit, pour disputer aux Autrichiens le passage du Rhône, et empêcher leur jonction avec Wellington.

A cette même époque, l'empereur François II venait de quitter le grand quartier-général de l'armée alliée, et de Bar-sur-Aube s'était dirigé sur Dijon, sous prétexte de se mettre en communication avec son armée du Sud. En passant à Châtillon, tout le corps diplomatique se réunit à lui. Le 25 mars, ils arrivèrent à Dijon, où ils firent afficher le manifeste qui annonçait que la paix avec Napoléon n'était plus compatible avec le repos de l'Europe; mais, en se prononçant contre son gouvernement, ils ne parlèrent point des droits que revendiquaient les Bourbons. Il paraît que le départ de l'empereur d'Autriche était nécessité par ce sentiment de convenance qui ne lui permettait pas d'assister à la catastrophe d'un empire qu'il avait consolidé. Il est même probable que les Russes et les Prussiens provoquèrent son éloignement, pour prévenir l'effet qu'auraient produit sur un père, les larmes de sa fille chérie qui, en demandant la régence, aurait sollicité pour la France, un mode de gouvernement trop nuisible aux vues politiques de la Russie et de l'Angleterre.

Le même jour où les Autrichiens entrèrent dans Lyon, Schwarzenberg, incertain de la route que prenait son adversaire, le fit suivre par les Bavarois, les Wurtembergeois, et par le corps de Rayewski. Le lendemain, le comte Ochewski informa Barclay de Tolly qu'il avait enlevé, auprès de Sommepuis, quatorze bouches à feu de notre

arrière-garde, et lui transmit deux dépêches du prince de Neuchâtel qu'il avait interceptées, et qui annonçaient au duc de Tarente, que Napoléon allait se porter sur Joinville. Barclay de Tolly chargea le général Diebitsch de transmettre ces dépêches importantes au prince Schwarzenberg qui les reçut à Dammartin. N'osant rien prendre sur lui dans une circonstance aussi décisive, il se rendit à Pougy, auprès de l'empereur Alexandre, pour provoquer un conseil de guerre, où il fut résolu que, puisque Napoléon s'était décidé à se porter sur les derrières de l'armée alliée, le généralissime, sans s'inquiéter de cette manœuvre, dirigerait toutes ses troupes sur Châlons, pour se réunir à Blucher. Malgré cette décision, et quoiqu'on eût la certitude que Vitry était resté au pouvoir des Prussiens, Schwarzenberg ordonna des mouvemens qui parurent indiquer le projet de suivre l'armée française vers Saint-Dizier, plutôt que de marcher sur Châlons.

Cette déviation au plan dont l'importance était généralement reconnue, obligea l'empereur de Russie à réunir un conseil privé à Sommepuis (24 mars), où assistèrent le prince Wolkonski et les généraux Barclay de Tolly, Toll et Diébitsch. Ce dernier démontra avec autant de chaleur que de précision, la nécessité de marcher sur Paris, et prouva que la conquête de cette capitale détacherait de Napoléon, l'opinion publique, que ses bulletins mensongers rendaient encore flot-

tante entre lui et les Alliés. Les autres membres du conseil applaudirent à cet avis; Alexandre l'adopta, et immédiatement après il fit dire, par le général Toll, au prince Schwarzenberg, que les Alliés perdraient le fruit de leurs travaux, s'ils hésitaient lorsqu'ils touchaient au moment d'accomplir leur vaste entreprise; que la France, quoique lassée de son joug, se livrerait à l'enthousiasme si son chef était vainqueur, et qu'alors, toute entière à la disposition d'un tel homme, elle deviendrait dans ses mains, un instrument invincible; qu'il fallait prendre de meilleures mesures, et que sans retard, toutes les réserves devaient être mises en mouvement, et marcher sur Paris. « Pour arriver à notre but, ajouta » le Czar, est-il une occasion plus favorable ? Na-» poléon s'éloigne de sa capitale à laquelle se » rattache sa domination; profitons de cette faute » pour nous rapprocher de Blucher; une fois » notre jonction opérée, passons la Seine à Paris, » et là finiront nos travaux ».

Le roi de Prusse était absent; mais, Alexandre se rendit garant de son approbation. Cette résolution énergique produisit un tel effet sur les généraux, qu'ils ne doutèrent plus de la réussite de leur plan. Animée par l'espérance et remplie de courage, l'armée alliée se porta sur Châlons, pour se joindre à Blucher. Napoléon en s'opposant avec habileté à cette jonction, avait jusqu'alors éloigné sa catastrophe. Tout

lui faisait une loi de persévérer dans ses manœuvres, afin de déjouer le projet que ses ennemis poursuivaient avec trop de constance, pour ne pas laisser entrevoir leurs véritables desseins.

On a répandu le bruit que l'inexplicable marche de Napoléon avait eu pour but d'enlever le comte d'Artois. L'excursion que fit le général Piré, du côté de Chaumont, accrédita une conjecture d'autant moins fondée, qu'à cette époque, ce Prince devait être arrivé à Nancy. L'expédition était plutôt dirigée dans l'espoir de s'emparer de l'empereur d'Autriche et du corps diplomatique qu'on savait devoir se rendre à Dijon. D'autres ont pensé que Napoléon, ne sachant plus quelle manœuvre tenter, et persuadé que Paris pourrait, pendant quelques jours, faire face à l'ennemi, résolut de faire la guerre sur les derrières de l'armée alliée. Voici un fait qui m'autorise à publier cette dernière version comme la plus probable.

Le fameux Drouet, le même qui arrêta Louis XVI à Varennes, ayant été chassé par les Prussiens de sa sous-préfecture de Sainte-Ménehould, instruit qu'on agitait le rétablissement de l'ancienne monarchie, en conçut une frayeur si grande, qu'il usa de toute l'influence qu'il avait sur les habitans des Ardennes pour les exciter à prendre les armes. Lorsqu'il eut formé un rassemblement considérable, il annonça à l'Empereur que les habitans de la Marne, de la Meuse et des Vosges

étaient disposés à se lever en masse, et, qu'impatiens de se joindre à lui, ils le suppliaient de presser son arrivée. Napoléon crut d'autant plus à cette nouvelle, qu'il avait laissé des instructions pour organiser le soulèvement des provinces envahies auxquelles il avait envoyé des officiers expérimentés, des munitions et des armes de toute espèce; d'où l'on peut conclure, que l'espérance dont Drouet l'avait flatté, le porta à la fausse opération qui amena sa ruine. Ainsi, le même homme qui avait été cause de la mort de Louis XVI, devenait la cause involontaire du rétablissement des Bourbons.

Napoléon, après avoir passé la Marne à Frignicourt, fit sommer la garnison de Vitry, d'évacuer la ville. Quoique l'armée demandât à l'enlever d'assaut, Napoléon ne voulut point y consentir, craignant de s'arrêter à une entreprise peu importante, et prit la route de Saint-Dizier. L'armée combinée qui le suivait, approchait de Vitry, lorsque l'empereur de Russie reçut la nouvelle que le maréchal Blucher était entré à Châlons. Bientôt après, les généraux Czernischew et Winzingerode, formant son avant-garde, arrivèrent avec une nombreuse cavalerie. Pour s'assurer de la marche de Napoléon, on leur ordonna de le suivre et de l'observer. En attendant, Blucher resta sur la Marne, avec les corps de Woronzow et de Sacken. Ceux d'Yorck, et de Kleist, d'Epernay se portèrent sur le chemin de

Montmirail; enfin, Bulow qui s'occupait du siége de Soissons, fut prévenu de se tenir prêt à marcher sur Paris.

La majorité des habitans de cette ville, témoins des derniers succès de Napoléon, se flattaient toujours qu'il remporterait bientôt une victoire décisive qui délivrerait la France. Quoique fatigués d'un pouvoir tyrannique, ils portaient un cœur éminemment français, et ne pouvaient se persuader que des étrangers renverseraient le gouvernement, sans attenter à nos libertés. L'attitude impassible de ces citoyens était imposante; aussi, les Alliés n'avançaient qu'avec crainte devant cette capitale immense. La grandeur des monumens qu'avait entrepris Napoléon, et les chefs-d'œuvre que procurèrent ses conquêtes, semblaient avoir associé toute la population à sa prodigieuse fortune. Cette population formait à elle seule une nombreuse armée, aussi fière de conserver nos trophées qu'intéressée à défendre ses foyers; elle imprimait aux étrangers une terreur salutaire, surtout lorsqu'il leur venait dans la pensée que Napoléon pouvait arriver, et les placer entre la capitale et lui. Leur retraite, à la vue de tout un peuple excité par l'amour de la patrie, l'enivrement de la victoire et la soif de la vengeance, eût été impossible, et peu de ceux qui avaient franchi le Rhin, auraient pu le repasser pour aller raconter la nouvelle de leur défaite.

Alexandre, persuadé qu'il entrerait aisément

dans Paris, dès que Napoléon n'en intercepterait plus les passages, se proposait d'y paraître en libérateur, si, comme on le lui assurait, sa présence suffisait pour mettre fin à une guerre sanglante. Cette idée sublime séduisait à tel point les chefs de la coalition, que le roi de Prusse, le prince Schwarzenberg, les ministres et les généraux, entraînés par des sentimens si magnanimes, concouraient tous avec joie, au succès d'une entreprise à la fois généreuse et hardie, et qui seule pouvait donner à ce grand drame, un heureux dénouement.

L'empereur Alexandre redoutait peu le conseil de régence, qui par la faiblesse de ses actes, décélait sa nullité. Il entretint des relations avec Paris, afin de bien connaître l'esprit d'une ville dont les déterminations avaient toujours entraîné celles du reste de la France, et qui, sous un calme apparent, préparait une étonnante révolution. Cette capitale était divisée en deux partis: l'un, composé de royalistes, fondait sa délivrance sur le retour des Bourbons; l'autre, quoique le plus considérable, était le moins apparent, parce que tous ses vœux se prononçaient en faveur d'une sage liberté, et qu'il attendait, pour se manifester, l'occasion qui pouvait la lui donner. Parmi ceux là, presque tous servaient Napoléon, mais beaucoup ne lui obéissaient que par crainte ou par nécessité.

Les royalistes, à la tête desquels se trouvaient quelques noms de l'ancienne noblesse, désiraient

renverser le trône impérial, dans l'espoir que, sous les auspices des Bourbons, ils recouvreraient leurs prérogatives. Mais, ce parti, malgré son zèle, était si peu au courant des affaires politiques, qu'il fut la dupe d'une fausse proclamation, attribuée au Prince royal de Suède, et dans laquelle ce Prince témoignait le désir de travailler au retour de Louis XVIII. Sur la foi de cette pièce apocryphe, le comité royal résolut d'entrer en relation avec Charles-Jean, et d'envoyer des agens auprès du comte d'Artois, pour lui soumettre la marche et le résultat de la négociation. En arrivant à Laon, les députés royalistes s'adressèrent au général Bulow qui leur apprit, que le Prince royal de Suède était à Liége, qu'il avait peu d'influence dans les conseils de la coalition, et que si l'on s'intéressait aux Bourbons, c'était à l'empereur Alexandre qu'il fallait s'adresser (1).

Alors, plusieurs agens du même comité, se rendirent auprès de ce Souverain, et lui assurèrent que la France abhorrait le despotisme à l'égal de l'anarchie, et soupirait après le retour des bons Princes qui l'avaient gouvernée; qu'elle renfermait des royalistes ardens, et que la classe la plus favorisée par la révolution, accablée de lassitude, et sans sécurité pour l'avenir, voulait aussi la paix et la liberté civile; qu'à la vérité, les

(1) Voyez Journal d'un Français, par le comte Gain-de-Montagnac.

habitans des campagnes commençaient à s'armer, mais qu'ils applaudiraient à la chute de Napoléon, si elle les délivrait du double fardeau de la conscription et des impôts vexatoires. Enfin, ils engageaient les Souverains alliés à déclarer que, sans contrarier les volontés de la nation, ils verraient le retour des Bourbons, comme la garantie d'une solide paix. Pour mieux confirmer ce qu'ils avançaient, ils ne cessaient de répéter à l'empereur de Russie, ce que M. de Vitrolles avait dit à ses ministres : « Arrivez à Paris, et » sous huit jours, Napoléon sera détrôné. »

Alexandre, qui n'avait jamais eu la pensée d'imposer un gouvernement à la France, ajoutait peu de foi aux données transmises par des personnes qui, en général, nourrissaient contre les choses et les hommes de la révolution, une haine qu'entretenaient en eux, l'amour-propre blessé et de vieux préjugés. Aussi, accordait-il plus de confiance au parti que dirigeait le prince de Talleyrand, composé de ceux qui avaient exercé de hautes fonctions, et qui paraissaient s'entendre avec les royalistes, touchant le point essentiel, pour les Alliés, c'est-à-dire, le renversement de Napoléon. Ce parti consentait à la restauration de l'antique monarchie, mais il voulait qu'elle se relevât sur des bases généreuses, et dégagée de tous les abus de l'ancien régime vers lequel nul esprit raisonnable ne voulait rétrograder.

Les relations que le prince Metternich entrete-

nait avec M. de Talleyrand, pouvaient faire craindre que les hommes associés à ce ministre disgracié n'abandonnassent Napoléon, que pour mieux assurer leur fortune et leurs dignités, en déposant sa couronne sur le berceau de son fils. La Russie aurait vu avec effroi, la puissance autrichienne se renforcer de toute celle de l'Empire français. Dans cette crainte, Alexandre, le roi de Prusse, et les agens de l'Angleterre, se rapprochèrent des royalistes, tandis que les ministres de l'Autriche répandaient le bruit que la régence satisferait les Français. Enfin, le Prince royal de Suède avait aussi des prétentions à régner sur la France, et déjà ses partisans s'occupaient à lui procurer des suffrages. Toutefois, rien n'avait encore précisé comment se terminerait le grand œuvre qu'on méditait. Aucune vue n'était fixe, et rien n'assurait les espérances d'un parti qui, dans Paris surtout, se trouvait en minorité.

Dans cette incertitude, les Souverains alliés décidèrent qu'ils se prononceraient selon le vœu des Français. Mais, les ministres russes, plus prompts que ceux de l'Autriche, s'assurèrent du prince Talleyrand, dont l'opinion tenait un sage milieu entre les hommes de la révolution et ceux de l'ancien régime. Celui-ci gagna les royalistes, en leur promettant le retour des Bourbons; et, en donnant l'assurance d'un gouvernement constitutionnel, il fit consentir à ses vues, la majorité du

Sénat et du Corps municipal. Enfin, une grande partie de la garde nationale promit de protéger les opérations du premier corps de l'Etat, et d'applaudir à ses décisions. Dès-lors, on se flatta que l'élan donné par la capitale, en faveur de l'ancienne dynastie, se propagerait avec rapidité dans les provinces.

Ce plan arrêté, Blucher reçut l'ordre de diriger toutes ses troupes sur Paris. Winzingerode, qu'on avait envoyé vers St.-Dizier, avec dix mille chevaux et une nombreuse artillerie, prit toutes les mesures imaginables pour persuader à Napoléon, que la grande armée combinée le poursuivait, tandis qu'elle faisait volte-face de Vitry, et en trois colonnes, marchait sur la capitale. Un temps superbe favorisait cette vaste opération. Les deux corps des maréchaux Mortier et Marmont, qu'on pouvait à peine évaluer à seize mille hommes, étaient l'unique force qu'on eût à opposer dans un si grand danger.

On expliquera l'isolement de ces deux corps, en rappelant que Napoléon après avoir quitté la Marne, pour aller à la rencontre de Schwarzenberg, prescrivit à leurs chefs de se maintenir entre Soissons et Reims, et de couvrir Paris, si Blucher venait à passer l'Aisne. Le duc de Trévise, forcé d'évacuer Reims, se réunit à son collègue, auprès de Fismes, où le général Vincent, en station à Château-Thiery, leur transmit l'ordre de l'Empereur, de suivre, par Epernay, le mouve-

ment de son armée principale. Cette ville étant occupée par Tettenborn, ils se portèrent sur Château-Thiery, afin de rejoindre l'Empereur, par Montmirail et Champaubert. A Vertus, on trouva des lettres adressées à Tettenborn, et qui annonçaient la résolution prise par l'empereur de Russie, de se porter en masse sur Paris. Mais, on crut voir un piége dans l'oubli de ces papiers, et cette précieuse découverte ne fut d'aucune utilité.

Les deux Maréchaux s'avançaient avec sécurité, ne présumant pas que Napoléon eût commis la faute de s'engager derrière l'armée alliée, lorsque le duc de Raguse, après avoir dépassé Vertus, aperçut une colonne considérable, et à sa grande surprise, reconnut qu'elle était ennemie. Aussitôt il se replie sur Fère-Champenoise (25 mars); la cavalerie du général Rayewsky le poursuit, et lui enlève des caissons et des bagages. Celle que le prince Constantin commandait en personne, charge nos cuirassiers et notre infanterie, pendant que les Autrichiens et les Wurtembergeois les attaquent avec vigueur. Nos troupes, assaillies de tous côtés, ne peuvent résister à des masses si nombreuses. Elles se retirent vers Sézanne, et laissent à l'ennemi, des canons et des prisonniers.

Auprès de Fère-Champenoise, les Souverains alliés, ayant entendu sur leur droite, une forte canonnade, rappelèrent la cavalerie qui pour-

suivait les maréchaux Marmont et Mortier; ceux-ci profitèrent de cette circonstance pour se retirer sur Allement. Le bruit d'artillerie qui causait aux ennemis, de l'inquiétude et de l'étonnement, était produit par le combat que venait d'engager une colonne de cinq mille hommes, commandée par les généraux Pactod et Amey, à laquelle s'était réuni un immense convoi de munitions de toute espèce, que le ministre de la guerre envoyait à Napoléon. Cette colonne cherchait aussi à rejoindre l'armée; attaquée auprès de Villeseneux, elle voulut se retirer sur Fère-Champenoise, dans l'espoir de se réunir aux deux Maréchaux; mais, placée au milieu des armées alliées qui suivaient des routes parallèles, il lui était impossible d'échapper. Quoique cernée de toute part, et composée en partie de conscrits et de gardes nationaux, elle se forme en carré, et par sa mâle assurance, résiste au feu des canons et aux charges de la cavalerie.

Le colonel Rapatel, qui avait fermé les yeux au général Moreau, et que l'empereur de Russie avait mis au nombre de ses officiers d'ordonnance, s'approche de cette troupe qui, désespérant de vaincre, voulait du moins mourir avec honneur. « Mes compatriotes, crie-t-il aux soldats, cessez » une lutte inutile, vous aurez votre liberté. » Ces paroles étaient à peine sorties de sa bouche, qu'il tomba, frappé de deux balles. Il fut vivement regretté d'Alexandre qui voyait en lui, le

fidèle ami du grand homme dont il chérissait la mémoire. Quoique l'artillerie eût éclairci les rangs de cette poignée de guerriers, il fallut les arracher, malgré eux, à la mort qu'ils continuaient de braver. Réduits à moins de quatre mille, parmi lesquels se trouvaient sept généraux, ils défilèrent sous les yeux du Czar, qui rendit hommage à leur valeur, par les paroles les plus honorables.

Les corps des maréchaux Mortier et Marmont, et la cavalerie du général Belliard, après s'être fait jour à travers les Prussiens qui occupaient le bourg de Sézanne, se retirèrent précipitamment, par la route de Meaux; le désordre devint encore plus grand, par l'arrivée subite des troupes d'Yorck et de Kleist qui débouchèrent sur La Ferté-Gaucher, pendant que celles des Maréchaux arrivaient (26 mars). La division Compans, qui venait de passer, franchit la Marne à Trilport. Le duc de Trévise, avec une division de la garde, entreprit vainement de rouvrir le passage; alors, les deux Maréchaux, à travers champs, se dirigèrent sur Provins et envoyèrent à Nogent, la division Souham, pour assurer à Napoléon, le passage de la Seine, en supposant, comme il était probable, qu'il arriverait par Troyes. Auprès de Nangis, ils se séparèrent. Le duc de Trévise campa à Guignes, et le duc de Raguse se rendit à Melun. A Brie-Comte-Robert, ils se rejoignirent, et se dirigèrent ensemble vers

Charenton, pour venir prendre position sur les hauteurs qui dominent Paris. Dans les différens combats qu'ils ne cessèrent de soutenir, ces corps essuyèrent de très-grandes pertes. Celle de l'artillerie fut dans une proportion encore plus forte; l'ennemi l'évalua à cent pièces, mais dans ce nombre de canons, étaient compris ceux du convoi.

Ces malheureux débris comptaient autant d'officiers que de soldats. A côté d'un vieux militaire qui, sous des haillons, conservait un air martial, se trouvaient des conscrits enlevés avant l'âge et pouvant à peine porter des armes trop pesantes pour leurs débiles mains. Ils oubliaient leurs propres infortunes pour ne s'occuper que des malheurs publics; souffrant la faim et endurant les fatigues sans se plaindre, des larmes de douleur roulaient dans leurs yeux, en songeant aux humiliations dont notre belle France allait être abreuvée. L'espoir de couvrir la Capitale, jusqu'au moment où arriverait Napoléon, était la seule pensée qui pût les soulager, et apporter dans leur âme ulcérée, quelque consolation.

Le quartier-général de Schwarzenberg s'établit à Coulommiers, le 27 mars. Blucher, le même jour, porta le sien à La Ferté. Le lendemain, ils continuèrent leur marche; l'un devait passer la Marne à Lagny, et l'autre se dirigeait sur Meaux. Des gardes nationales, mêlées aux troupes réglées, voulurent arrêter Blucher, mais elles furent repoussées et perdirent leur chef. Le géné-

ral Vincent, chargé de défendre Meaux, retarda la marche des Coalisés, en rompant le pont.

On n'ignorait pas que les deux corps laissés pour protéger Paris, pendant que Napoléon se portait en Champagne, avaient été battus et détournés de leur route naturelle; mais, personne ne soupçonnait que l'ennemi s'avançât avec autant de célérité, et surtout avec des forces aussi considérables. Ceux qui s'intéressaient à l'honneur national, ou à l'autorité de Napoléon, cherchaient à rassurer les esprits faibles, et excitaient la masse du peuple à s'armer de tout ce que le désespoir offrirait à leurs mains. N'est-ce pas la troisième fois, disaient-ils, que l'ennemi s'avance, et nos armées ne l'ont-elles pas toujours repoussé? En dissimulant le danger, ils exagéraient les moyens de résistance, et exhortaient les habitans à s'ensevelir sous les ruines de la ville, plutôt que d'en permettre l'accès à des Barbares. Pour donner une énergie plus grande à ceux qui parlaient de se défendre, ils leur assuraient que le corps qui s'avançait, n'était qu'une colonne égarée, tombée dans le piége tendu par l'Empereur.

Cependant, le péril était pressant. En vain, plusieurs officiers, qui avaient précédé le maréchal Marmont, annoncaient à Joseph et aux membres de la Régence, qu'une armée innombrable s'avançait, et qu'il fallait déployer, pour la contenir, toutes les ressources de la Capitale. La crainte

qu'inspirait l'Empereur, les empêchait de rien prendre sur eux-mêmes, et, pendant que l'ennemi avançait, ils expédiaient des courriers en Champagne, pour demander des instructions.

Malgré le dévouement qu'avait manifesté la garde nationale parisienne, Napoléon s'était méfié d'elle, et n'avait rien prescrit à son frère, sur l'utilité qu'il pouvait en retirer; il avait négligé de l'organiser, dans l'espoir qu'il pourrait se dispenser de la mettre en activité, et, au lieu de trente mille hommes qu'elle aurait pu donner, il ne s'en trouva que douze mille, dont la moitié seulement avaient des fusils de munition. Le général Ornano, chef des dépôts de la garde, rassembla quatre mille conscrits qu'il arma à la hâte, pour en former une division dont le général Michel prit le commandement. Ces troupes, après avoir été passées en revue dans la cour des Tuileries, allèrent prendre position sur les hauteurs environnantes (27 mars).

Depuis l'invasion des Normands, les Parisiens n'avaient vu déployer dans leurs murs, des préparatifs de combats contre des armées étrangères. Pour la première fois, ils entendirent au milieu de la nuit, le bruit lugubre de la marche des canons qui, sans les excès d'une ambition effrenée, n'auraient jamais retenti dans le sanctuaire des arts, que pour célébrer des victoires ou des fêtes. Ces dispositions guerrières, au milieu d'une ville regardée comme l'asile des plaisirs et

le centre de l'industrie, produisaient une sensation douloureuse sur l'esprit des habitans. Navrés d'un appareil aussi affligeant, ils se figuraient que tout allait être livré au pillage ou à la fureur des flammes. Dans leur effroi, ils se demandaient les uns aux autres: où est l'Empereur? Qu'est devenue son armée? Quel sera notre sort, s'il arrive? Vainqueurs ou vaincus, qu'allons-nous devenir? Partout on entendait les plaintes, les lamentations et l'inquiète rumeur d'une population peu accoutumée à souffrir, confondus avec les gémissemens des riches dont l'existence voluptueuse n'avait jamais connu les douleurs de la vie.

Les Prussiens, après avoir éprouvé une perte considérable auprès de Claye, se portèrent sur la route de Soissons, et laissèrent celle de Meaux, à l'armée de Schwarzenberg. Le général Rayewski en éclairait la marche, et s'avança contre notre arrière-garde, campée à Ville-Parisis. A la suite de quelques légères escarmouches, l'ennemi, pour rassembler ses forces, proposa un armistice de quatre heures. Les généraux Compans et Vincent y consentirent, dans l'espoir d'être bientôt secourus. Il ne restait plus à ces deux généraux, que quelques milliers d'hommes de nouvelle levée. Aucune mesure n'avait été prise pour la défense. Les redoutes dont on avait vanté la construction, n'étaient pas même tracées; et les malheureux soldats qui, depuis plusieurs jours, combattaient avec une constance héroïque, eurent

peine à trouver du pain. Enfin, après avoir résisté auprès de Chelle et de Bondy, le général Compans prit position sur les hauteurs de Belleville.

Le gouvernement cherchait à calmer l'agitation des Parisiens, et parlait encore de victoires. Mais, lorsque les promenades, naguères embellies par de brillans équipages et des femmes élégantes, furent couvertes de soldats blessés et de villageois abandonnans leurs chaumières ou leurs fermes, l'affreuse vérité parut dans tout son jour, et consterna les témoins de ces scènes déchirantes. On voyait des paysans traîner avec eux, les débris de leur fortune rustique; puis, arrivaient des charrettes couvertes de paille et servant de lit à leurs familles éplorées. Elles étaient suivies de troupeaux qui devaient les nourrir; mais, leurs malheureux maîtres, souvent étaient forcés de les abandonner, ne pouvant payer les droits que les agens du fisc exigeaient pour en permettre l'entrée. Les Parisiens allaient au devant de ces fugitifs dont l'aspect aurait excité la pitié des âmes les plus insensibles; ils les accablaient de questions, et le récit des maux qu'ils entendaient leur faisait appréhender les mêmes calamités.

La confusion régnait dans les rues et les places publiques. L'abattement était peint sur tous les visages, et le désespoir s'emparait de tous les cœurs. On savait que Napoléon faisait dépendre la conservation de sa couronne, de la résistance de Paris, et qu'il avait prescrit à ses ministres, les

mesures les plus violentes pour en prévenir la reddition. D'après ses volontés, il fallait que les murailles fussent crénelées, les barrières fermées par des redoutes palissadées. Les rues, après avoir été coupées par des fossés, devaient être dépavées et les pierres portées sur tous les étages, pour les précipiter sur l'ennemi. Enfin, l'Empereur avait ordonné qu'on armât la populace, qu'on brulât les faubourgs, qu'on fît sauter les ponts, et qu'on se retirât sur la rive gauche de la Seine qu'on défendrait avec acharnement, jusqu'au moment où il arriverait à la tête de son armée. Dans la crainte que ces ordres barbares fussent exécutés, chacun cachait ses marchandises, enfouissait ses richesses; les banques, les boutiques, les magasins ne s'ouvraient plus, et les maisons de jeu qui, par cupidité, bravent tous les périls, étaient également fermées.

Lorsque nos troupes eurent abandonné Pantin et toute la plaine renfermée entre Montmartre et Saint-Denis, le corps russe de Rayewski traversa la forêt de Bondy, et, dès le 29 mars au matin, porta ses avant-postes vers la Villette et le bois de Vincennes, pour attaquer les corps français qui se ralliaient sous les murs de Paris. Au bruit du canon, les ministres qui formaient le conseil de régence, inquiets sur leur sort, se réunissent. En se communiquant leurs vues, ils augmentent leurs craintes, et se livrent sans réserve à la frayeur que leur cause l'imminence du péril; ils en sou-

dent toute la profondeur, et ne doutent plus que notre Empire épuisé par une lutte inégale, ne soit près de tomber. Loin d'oser braver l'orage, ces hommes si vains, si présomptueux dans la prospérité, sont accablés par ce revers de fortune, quoiqu'ils eussent promis à leur maître, de s'immortaliser par une longue défense; ils craignent pour leurs palais, pour leurs trésors, ils tremblent même pour leur vie, et, sur-le-champ, ils dirigent sur la Loire, de nombreux bagages où se trouvent leurs biens particuliers et les richesses de l'Etat. Ils ordonnent et pressent l'évacuation de leurs bureaux. Enfin, malgré leur impatience de quitter Paris, les agens de la police impériale ne partent qu'après s'être assurés que les flammes ont dévoré toutes les délations secrètes et les actes tyranniques dont ils étaient les auteurs, et qui, après leur avoir ravi l'estime, faisaient craindre à leurs âmes effrayées, le retour de la justice qu'elles avaient si long-temps méconnue.

Dans une première délibération du conseil de régence, il avait été décidé que le Gouvernement et Marie-Louise ne quitteraient pas la capitale. On a dit même que cette Princesse, excitée par des sentimens dignes de sa naissance et de son rang, avait conçu le projet de se présenter à la tête des douze maires de Paris, pour obtenir des Souverains alliés, les conditions les plus avantageuses et les plus honorables. Mais, comme il

entrait dans le plan de ceux qui s'étaient entendus avec Alexandre, d'éloigner la Régence, afin que l'impulsion qu'allaient donner les royalistes, ne fût pas comprimée par la fille des Césars, M. de Talleyrand, par ruse, conseilla le départ, et Cambacérès, le fit adopter, par peur. D'autres affirment qu'un ordre précis de Napoléon motiva cette résolution, parce qu'il craignait que sa femme et son fils ne fussent amenés à Vienne en triomphe ; mais, ce même ordre enjoignait à Joseph Buonaparte, de rester à son poste jusqu'à la dernière extrémité.

Il fallut user de violence pour faire abandonner à Marie-Louise, le palais des Tuileries. Elle pressentait les résultats de son fatal éloignement ; ses yeux étaient mouillés de pleurs; le roi de Rome pleurait aussi ; le chagrin de cet enfant affligeait l'Impératrice, et augmentait la répugnance que lui causait ce triste voyage. Pressée par tous ses conseillers, elle monta en voiture, portant son fils qu'elle arrosait de ses larmes. Une douleur aussi auguste affligeait tous les témoins de cette scène attendrissante. Chacun s'apitoyait sur la fatalité attachée à poursuivre cette infortunée princesse qui, après avoir été deux fois chassée par son époux, de la ville où elle vit le jour, fuyait devant son père, de la capitale où elle régnait en souveraine. L'Impératrice et le roi de Rome sortirent de Paris, suivis des ministres et des grands dignitaires, à l'instant où la garde nationale se

portait au-devant de l'ennemi. Le prince Talleyrand, comme vice-grand électeur, devait aussi accompagner la régente; mais, à peine eut-il dépassé les barrières, qu'il prétexta l'oubli de papiers importans, et rentra dans Paris, où il prépara tout pour l'accomplissement de ses desseins.

Marie-Louise, en s'éloignant, ne pouvait détacher ses regards attendris de cette grande cité, où elle avait joui de toutes les illusions de la souveraineté, et dont l'élite des citoyens lui manifestait un si généreux dévouement. Les cruelles circonstances de son départ, et les réflexions accablantes qui venaient en foule l'assiéger, l'avaient réduite à l'état le plus déplorable. Depuis Paris jusqu'à Rambouillet, aucune parole ne fut proférée dans la voiture où elle était avec les dames de la cour, également affligées. De profonds soupirs interrompaient seuls ce morne silence, et presque toujours c'étaient ceux de l'Impératrice dont le cœur était tour à tour déchiré, par la vue de son fils et par les douloureuses pensées que lui suggérait la situation de son époux.

La garde parisienne, pleine de patriotisme et de courage, se disposait à combattre, persuadée qu'elle serait secondée par le gouvernement dont elle défendait les intérêts. Cette ardeur se changea en indignation, lorsqu'elle apprit que les membres de la régence, au lieu d'offrir l'exemple du courage, osaient, en fuyant, recommander aux Parisiens, de veiller au salut de la capi-

tale qu'eux-mêmes abandonnaient. Joseph Bonaparte, de retour d'une reconnaissance qu'il avait été faire sur les hauteurs voisines de Paris, s'entretint, aux Tuileries, avec les ducs de Raguse et de Trévise. On décida que le premier de ces Maréchaux occuperait, avec les généraux Compans et Ornano, la position de Romainville et de Pantin; et que le second se mettrait en ligne entre le Canal et Montmartre. Sur cette hauteur, Joseph établit son quartier-général. Le reste des troupes devait, avec la garde nationale, défendre les parties de l'enceinte que l'armée ne couvrirait pas.

En réunissant aux corps de Marmont, de Mortier et de Compans, les quatre à cinq mille hommes, commandés par les généraux Ornano et Michel, et les six mille gardes nationaux, qui, sur les douze mille qu'on avait rassemblés, purent seuls entrer en ligne, on trouvera que Paris n'opposa, pour sa défense, qu'environ trente mille soldats aguerris, parmi lesquels étaient cinq mille cavaliers. Joseph, en qualité de président de la régence, était le chef de cette armée; la connaissance qu'on avait de son caractère, de son inexpérience, et surtout le souvenir de sa conduite en Espagne, paralysaient l'ardeur des militaires, et leur faisaient présager que le courage le plus héroïque n'aurait, sous ce chef inhabile, que des résultats désastreux. Soit qu'il eût alors l'intention de défendre une capitale dont dépendait la fortune de sa famille, ou soit plutôt,

qu'il voulût masquer sa fuite par une fanfaronnade, il fit afficher une proclamation, pour rassurer les Parisiens, et leur promettre de ne pas les quitter.

Le trente mars, à trois heures du matin, on battit la générale dans tous les quartiers de Paris; à ce bruit, avant-coureur de la bataille, les gardes nationaux désignés pour renforcer l'armée active, se lèvent avec précipitation et se rendent aux postes qui leur sont assignés. Leurs femmes et leurs enfans en pleurs s'efforcent de les détourner d'une résolution qui pouvait pour toujours, les ravir à leur famille; mais, l'honneur les appelle et les rend insensibles aux doux sentimens de la nature. Les militaires et la plupart des citoyens, étrangers aux projets que méditaient les différens partis, de bonne foi se rattachaient à la même cause; car, jusqu'à ce jour, les Français n'avaient qu'une opinion; tous étaient pénétrés du devoir de sauver la capitale, et d'obéir à un gouvernement dont on blâmait les fautes, mais, sans lequel on devait craindre l'asservissement de la patrie.

Tandis que les troupes de ligne et les gardes nationaux se préparaient à soutenir une honorable défense, les généraux alliés, après avoir laissé les corps de Sacken et de Wrède en observation, aux environs de Meaux, décidèrent que leurs deux armées se dirigeraient en masse, sur les hauteurs de Belleville et de Montmartre qu'on regardait comme le centre et la clé de la position. Avant d'engager l'action, deux parlementaires

s'étant présentés aux avant-postes des ducs de Raguse et de Trévise, ceux-ci ne voulurent point les entendre, et se disposèrent au combat.

Vers six heures, le soleil s'élevant au-dessus de l'horizon, annonçait un jour pur et serein, lorsque le corps russe de Rayewski attaqua les villages de Pantin et de Romainville; l'armée de Silésie était autour de Saint-Denis, tandis que le corps du Prince royal de Wurtemberg, avec celui du comte Giulay, occupaient le bois de Vincennes, et observaient le pont de Charenton. Ces troupes ayant menacé nos positions, l'artillerie joue avec violence, accompagnée d'une vive fusillade qu'entretiennent les nombreux tirailleurs des deux partis; sur tous les points, ils se multiplient, s'écartent, se rapprochent et se livrent un combat acharné. Les partisans du gouvernement impérial, secondés par ceux qui ne pouvaient souffrir la domination des étrangers, profitent de la rumeur qu'excite le bruit du canon et de la mousqueterie, pour provoquer l'insurrection du peuple, convaincus qu'il ne fallait qu'un moment d'enthousiasme pour le déterminer à courir aux armes, et obtenir une victoire signalée.

Dans ce dessein, ils répandent la nouvelle que l'ennemi est repoussé, que Napoléon arrive, qu'on a des canons, des baïonnettes et des piques, qu'il faut en faire usage: « Aux âmes » généreuses, disent-ils, tout doit servir de » défense; si les Barbares osent pénétrer dans

» Paris ; le désordre se mettra dans leurs rangs;
» il faut alors , que chaque citoyen sorte de sa
» maison ; pour achever la destruction d'une ar-
» mée qui trouvera la mort, dans les murs où elle
» s'était flattée d'obtenir la victoire. » Émus par ces paroles énergiques , une foule d'individus de tout âge et de toute condition , et excités par les dangers que courait la patrie , se firent un devoir de l'arracher au courroux de l'Europe dont la vengeance était prête à s'accomplir. Grand nombre d'habitans courent aux barrières, dans l'espoir d'obtenir des armes; très-peu d'entr'eux reçurent des fusils, les autres revinrent en manifestant leur indignation. Alors on leur donna des piques; ils rejetèrent ces armes inutiles en criant à la trahison; mais, ils n'étaient trahis que par le gouvernement qu'ils cherchaient à défendre, puisque, soit ineptie, imprévoyance ou mauvaise volonté, la capitale se trouva prise au dépourvu, à l'aspect du péril dont elle était menacée.

Quoique les généreux défenseurs de Paris eussent la triste conviction qu'il faudrait céder à la force, néanmoins le sentiment de l'honneur les portait à redoubler de zèle, pour épargner à la France, l'affront le plus sensible. Joseph avait aussi quelques velléités de courage; des hauteurs de Montmartre, il expédiait des officiers à tous les postes, pour exciter les gardes nationaux et les troupes de ligne à se défendre. Cette confiance

était entretenue par la persuasion que Paris n'était attaqué que par une portion de l'armée ennemie.

Cette illusion durait encore, lorsque le général Hullin, commandant la garnison de Paris, amena le capitaine Peyre auprès de Joseph. Cet officier qui, la veille, avait été chargé de reconnaître les environs de Pantin, raconta qu'étant tombé dans les avant-postes ennemis, on l'avait conduit à Bondy pour le présenter à l'empereur Alexandre, et que ce Souverain, après lui avoir exprimé sa surprise de notre refus à écouter ses parlementaires, lui avait dit : « Je suis fâché que Paris » s'obstine à se défendre : ce n'est point, comme » on le publie, une division de mon armée qui » se présente sous ses murs, mais bien l'armée » Européenne toute entière. La résistance serait » vaine ; retournez donc auprès de vos chefs, et » annoncez-leur que le général Barclay de Tolly » recevra les députés qu'enverront les autorités » pour entrer en négociation. » Il ajouta qu'Alexandre, en le chargeant d'adresses et de manifestes, lui avait réitéré qu'il serait toujours disposé à traiter ; mais que, si l'enceinte de la ville était forcée, il ne serait plus le maître d'arrêter ses troupes et de prévenir le pillage.

Joseph Bonaparte était alors à table et dans une parfaite sécurité ; après avoir entendu ce récit, il se leva en disant : « Il ne nous reste donc plus qu'à parlementer ! » Pendant qu'il délibérait avec ses officiers, de nombreuses colonnes ennemies,

commandées par Langeron, se déployaient dans les plaines d'Aubervilliers. En même temps, le duc de Raguse lui fit annoncer que ses troupes accablées, étaient sur le point de succomber, et qu'il le priait de lui envoyer des secours. Alors Joseph, désespérant de la fortune d'un frère qui n'avait pu confier sa capitale en de plus mauvaises mains, craignit qu'on ne lui coupât la route de Versailles, et se hâta d'envoyer aux ducs de Trévise et de Raguse, l'autorisation de capituler. Bientôt après, il sortit de Paris, livrant à elle-même la garde nationale qui allait se trouver responsable devant un ennemi irrité, du dévouement qu'elle avait fait éclater pour ceux dont elle était abandonnée.

Malgré le départ de Joseph, le combat ne cessa point. Les pertes étaient énormes, et de part et d'autre, on renouvelait les tirailleurs. Blucher et le Prince royal de Wurtemberg venaient à peine de recevoir l'ordre de marcher, l'un sur Montmartre, et l'autre sur Vincennes ; le général Barclay de Tolly craignit qu'ils ne pussent prendre part à l'action que vers la fin du jour. Ce contretemps, joint aux succès que nous avions obtenus auprès des villages de Pantin et de Romainville, en retardant la prise des hauteurs qui dominent Paris, pouvait changer la situation des affaires ; car, tout faisait augurer que, si Napoléon, même sans armée, arrivait inopinément,

son génie fécond en ressources politiques et militaires, opposerait la résistance la plus opiniâtre (1). Les Souverains alliés, pénétrés de l'urgence du danger, et de la nécessité de tenter un effort extraordinaire, décidèrent qu'il fallait, par une célérité extrême, couronner le but de leur entreprise.

Sur-le-champ, le comte Barclay de Tolly, pour appuyer le général Rayewski, fit avancer sur les hauteurs, entre Pantin et Romainville, deux régimens de grenadiers russes, soutenus par les gardes prussiennes et badoises. Nos troupes les reçurent avec une rare intrépidité, et firent éprouver à ces corps d'élite, une perte si considérable, qu'une division de la garde russe accourut pour les secourir. Malgré leur bravoure, nos soldats furent obligés de céder au nombre, et se retirerent vers Belleville et Ménil-Montant.

Dans la crainte de s'aventurer, le général Barclay de Tolly ordonna aux tirailleurs, de se réunir et d'attendre le mouvement que devaient faire sur les deux flancs, l'armée de Silésie et le corps wurtembergeois, pensant que ces manœuvres faciliteraient la prise de Belleville. Cependant, notre infanterie marcha contre l'ennemi, et lui fit éprouver des pertes qui obligèrent Barclay de

(1) Extrait du Journal de campagne de l'armée russe.

Tolly, de faire avancer deux régimens de cuirassiers. Les Russes, à la faveur des succès qu'obtint cette cavalerie, se défendirent vigoureusement contre les dernières tentatives que nous fîmes pour reprendre les vignes et les bois placés en-deçà de Romainville et de Pantin.

L'artillerie de la garde parisienne, servie par les élèves de l'École polytechnique, se portait sur Vincennes, contre les Wurtembergeois qui commençaient à déboucher, lorsqu'un régiment de hulans sortit de Montreuil pour enlever le convoi. La frayeur des chevaux, l'inexpérience des conducteurs excitèrent un désordre dont les Russes profitèrent pour s'emparer des pièces; mais, le général Vincent, à la tête d'un régiment de dragons, charge les lanciers et les force à abandonner le convoi dont ils ne peuvent emmener que neuf pièces, avec quelques élèves, pour la plupart percés de coups.

Les troupes de Langeron, maîtresses des villages de Saint-Ouen et d'Aubervilliers, s'avançaient par Clichy, et celles de Kleist et d'Yorck marchaient sur la Villette. Aussitôt, nos batteries jouèrent contre les colonnes ennemies, tandis que nos fantassins cherchaient à les contenir par le feu le plus nourri; la garde prussienne qui s'était avancée pour secourir les Russes, fut horriblement maltraitée; mais, appuyée par de nouveaux bataillons, elle repoussa nos troupes, s'empara de la ferme de Rouvroy, et nous força

à évacuer la Villette. Le duc de Trévise chargea le général Christiani de reprendre ce village; tout plie devant nos grenadiers et nos chasseurs vétérans. Trop peu nombreux pour garder le terrain qu'ils viennent de gagner, ils sont forcés de reculer et font face de toute part; plusieurs fois, l'ennemi leur crie de se rendre, mais ces guerriers, sortis victorieux de vingt batailles, ne répondent à des paroles qui n'ont jamais frappé leurs oreilles, qu'en se frayant un passage sur le corps des Prussiens.

Le général Barclay de Tolly, assuré que les mouvemens simultanés des deux armées alliées s'opéraient à la fois, ordonna au prince Eugène de Wurtemberg et au général Milloradowitch, d'agir contre Belleville et Mesnil-Montant, et au prince Gorczakow, de se porter sur Charonne; ces troupes firent aussitôt une attaque générale sur toute la ligne, depuis ce dernier village jusqu'à Montmartre. Le duc de Raguse, voyant que ses troupes allaient être enfoncées, se met à la tête d'un bataillon de la division Ricard, et s'avance pour défendre Belleville; mais, une batterie russe ouvre à l'instant son feu, et jette le désordre dans nos rangs. Les généraux Ricard, Pelleport et Clavel sont blessés; le Maréchal, atteint d'une balle, en reçoit une forte contusion. Auprès de Charonne, la 7e légion parisienne, commandée par M. de Breyannes, arrêta longtemps les efforts du prince Gorczakow.

Malgré la valeur de nos troupes, ces assauts réitérés, livrés par des soldats qu'enflammait le désir de pénétrer dans une capitale si riche et si célèbre, eurent un plein succès, et les rendirent maîtres des hauteurs de Belleville, sur lesquelles se trouvaient vingt pièces mises en batterie. Au même instant, les corps d'Yorck et de Kleist sortent de la Villette au pas de charge, et s'emparent des premières maisons qui touchaient aux barrières, où ils prirent encore de l'artillerie; tandis que sur notre droite, les Russes occupaient Charonne, le cimetière de Mont-Louis, et arrivaient également sous les murs de Paris.

Il n'y avait plus que la butte Saint-Chaumont où notre artillerie tirait encore: c'était celle des élèves de l'école Polytechnique, dont le plus âgé n'avait pas vingt ans; ces jeunes gens possédant une excellente théorie, manquaient de pratique; mais, pour le courage, ils rivalisaient avec les vieux canonniers qu'on leur avait associés. Excités par l'enthousiasme et la gloire, ils se battaient comme des lions, et déjà, ils pointaient avec une rare habileté. Leur feu jonchait de cadavres ennemis, les approches de la position qu'ils défendaient; faiblement soutenus, ils allaient être écrasés; déjà même, grand nombre d'entre eux expiraient autour de leurs pièces, plutôt que de les abandonner. Le général Compans, saisi d'un sentiment pénible, mais plein d'admiration pour cette vaillante jeunesse, envoie, pour la secourir, un

escadron de kosaques polonais, pendant que le général Sockolniki ramasse tout ce qu'il peut trouver de gardes nationaux, se met à leur tête, marche en avant, et, par ce secours inattendu, parvient à délivrer d'une mort certaine ces élèves justement regardés comme l'espérance de la patrie.

La situation du duc de Trévise était aussi critique que celle de son collègue. L'autorisation pour capituler ne lui étant pas parvenue, il tâchait par sa contenance assurée, d'en imposer à Blucher qui hésitait encore à aborder Montmartre. Dans ce moment, arriva le général Dejean que Napoléon avait expédié de Dolancourt; il remit au Maréchal, des dépêches dans lesquelles on lui prescrivait de préserver Paris d'une occupation étrangère, en donnant avis à Schwarzenberg, que des propositions de nature à amener la paix, venaient d'être faites à l'empereur d'Autriche. Le duc de Trévise sentit que cette insidieuse mission ne produirait aucun effet; néanmoins, il envoya son chef d'état-major, avec une lettre confidentielle pour le généralissime autrichien. Celui-ci répondit que son Souverain tenait à la coalition par des liens indissolubles, et qui ne lui permettaient pas de conclure une paix particulière (1).

(1) Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne 1814, par F. Koch, tome II, p. 494.

Dans cet intervalle, le duc de Raguse, profitant de l'autorisation qui lui avait été donnée, fit demander une trêve de quatre heures, avec la promesse de se renfermer dans les barrières, pendant qu'on traiterait de la reddition de Paris. L'empereur Alexandre, toujours prêt à épargner le sang, et pour prévenir la ruine d'une aussi belle ville, adhéra à cette proposition. Le comte Orlow avait déjà sommé le duc de Trévise de se rendre; il reçut pour réponse, qu'on s'ensevelirait sous les ruines de Montmartre, plutôt que de céder Paris à des conditions honteuses; sur cette entrefaite, le maréchal Mortier reçut l'avis que le duc de Raguse allait entamer une convention honorable; il se rendit à la Villette, avec les négociateurs alliés; mais, en son absence, le général Langeron, qui agissait à l'extrême droite du quartier-général de Schwarzenberg, n'étant pas informé de la trêve, engagea un violent combat sur les hauteurs de Montmartre, dont il s'empara ainsi que de l'artillerie qui les défendait.

Les ennemis, maîtres des barrières et des hauteurs de Montmartre, jetèrent quelques obus dans le faubourg de ce nom et jusque vers la Chaussée d'Antin. En même temps, des kosaques pénètrent dans le faubourg Saint-Antoine, tandis qu'une colonne du Prince royal de Wurtemberg franchit le pont de Saint-Maur, traverse le bois de Vincennes, et parvient à s'emparer du pont de Charenton, malgré la bravoure des élèves de

l'école d'Alfort qui le défendaient. Les éclaireurs de ce Prince, s'étant répandus autour de Bercy, firent feu sur des patrouilles de la garde nationale.

La continuation des hostilités, lorsqu'on parlait d'un armistice, parut démentir les espérances dont on s'était flatté, et jeta de nouveau les Parisiens dans la plus cruelle anxiété. Les coups de l'ennemi et ceux que tiraient nos soldats en se retirant, causaient une terreur d'autant plus vive, qu'elle était accrue par les cris de douleur et d'effroi qu'excitaient le bruit de ces détonations. Sur-le-champ, la terreur se propage des boulevards jusque dans les quartiers les plus éloignés. La foule, qui s'était portée sur la rive droite de la Seine pour recueillir des nouvelles, se retire avec précipitation, et court repasser les ponts. Les boutiques qu'on avait entr'ouvertes, sont de nouveau fermées; on barricade les maisons; les rues et les marchés redeviennent solitaires, et, chacun se renfermant attend avec effroi, l'issue de cette crise déplorable. D'autres, moins timides, allaient et venaient sur toutes les directions, et prêtaient une oreille attentive aux récits les plus absurdes et les plus contradictoires. Tantôt, on annonçait que l'ennemi venait d'être repoussé, que le roi de Prusse était fait prisonnier; tantôt, pour susciter un mouvement et faire recommencer les hostilités, les agens du pouvoir impérial renouvelaient le bruit de l'ar-

rivée de Napoléon; n'ayant pas été vaincu, mais seulement trompé par les manœuvres des Alliés, son nom inspirait encore une haute confiance; et si cette nouvelle se fût réalisée, nul doute que l'apparition de ce foudre de guerre n'eût opéré des prodiges, et changé en cyprès les lauriers qu'allaient cueillir ses ennemis.

Immédiatement après la suspension d'armes, l'empereur de Russie et le roi de Prusse s'embrassèrent avec émotion; les yeux humides de douces larmes, et le cœur plein de joie; Alexandre s'écria: la *cause de l'humanité est gagnée, il n'y aura plus de sang répandu!* Ils se portèrent ensuite sur les hauteurs de Belleville. Après avoir contemplé la capitale du grand Empire, ils retournèrent au village de Bondy, laissant leurs différens corps d'armée en position, sur les lieux même où ils avaient combattu.

Ainsi finirent les hostilités contre la capitale; on peut affirmer qu'elles furent sanglantes, et honorables pour ceux qui s'efforcèrent de les repousser. L'importance des résultats et la grandeur des conséquences qui devaient s'ensuivre firent oublier d'une part, la valeur de ceux qui défendaient Paris, et de l'autre, l'énormité des sacrifices qu'il fallait faire pour achever cette grande conquête.

Sans doute il serait déplacé de soutenir que les Parisiens montrèrent un courage héroïque; et d'affirmer que des pères de famille furent disposés à

faire abnégation de leur vie pour un gouvernement qu'ils aimaient peu; mais l'historien, ami de la vérité, pourra, sans la blesser, attester que les généreux citoyens qui s'armèrent dans cette circonstance, furent pénétrés du devoir sacré de défendre leurs foyers, et qu'ils opposèrent la résistance la plus opiniâtre aux efforts de l'ennemi. Soumis aux ordres qu'ils reçurent de généraux expérimentés, ils se placèrent en seconde ligne, pour donner à nos colonnes, l'apparence d'une force plus réelle. Une grande partie de cette garde fut laissée aux barrières pour repousser les troupes légères qui auraient pu se glisser derrière les masses, et venir insulter les faubourgs. Aux principales attaques, elle fournit aussi des tirailleurs qui firent éprouver aux Coalisés, des pertes énormes que ceux-ci évaluèrent, en morts, blessés ou égarés, à plus de neuf mille hommes. Enfin, sur les six mille gardes nationaux qui firent le service de vrais soldats, plus de cinq cents furent tués ou blessés. Ce dévouement mérite d'autant plus d'être célébré qu'il prenait sa source dans le noble sentiment de l'orgueil national; et, lorsque cette garde vraiment citoyenne était délaissée par ceux qui l'avaient armée, loin de se livrer à la juste indignation d'un aussi lâche abandon, elle se soumit toute entière aux conseils éclairés du sage maréchal Moncey qui l'exhorta à demeurer à son poste et à répondre, par sa bonne contenance, à l'attente

publique, observant qu'il importait dans ce moment suprême, de conserver une attitude militaire, afin de ne pas livrer la plus belle ville du monde à des étrangers dont les intentions n'étaient pas encore connues.

Quand on eut la certitude que les hostilités avaient cessé, et qu'une convention allait être signée, l'intérieur de Paris changea d'aspect; une immense population se porta sur les boulevards et vers les faubourgs Saint-Denis et Saint-Martin; elle ne manifestait ni surprise ni frayeur, sa résignation était calme et imposante; on eût dit qu'un secret sentiment donnait l'assurance aux Parisiens, que le dénouement de ce grand drame ne leur serait point funeste. Des femmes élégamment parées, et de brillans équipages allaient en sens opposé à une longue file de bagages, de canons et de charrettes chargées de blessés. Ces malheureuses victimes, environnées de l'estime et de l'amour public, recevaient les soins les plus généreux; chacun s'efforçait d'adoucir leurs souffrances, par tout ce que la compassion peut inspirer de plus touchant.

Dès le départ de Joseph Bonaparte, plusieurs maires s'étaient réunis à l'hôtel-de-ville et délibéraient sur les mesures à prendre pour le salut de la capitale, dont le sort allait influer sur celui de la France entière. Informés des dispositions favorables des Souverains alliés, ils sentirent l'urgence de hâter une capitulation qu'on es-

pérait conclure sous les auspices de la magnanimité. Aussitôt, les préfets du département et de la police se rendirent à la Villette où se trouvaient déjà le comte Orlow et le général de Paar, l'un envoyé par l'empereur Alexandre, l'autre par le prince Schwarzenberg, et qui traitaient de concert avec les colonels Fabvier et Denis, délégués par le duc de Raguse à qui le maréchal Mortier avait laissé le soin de rédiger les articles du traité dont les bases étaient déjà connues, et d'après lesquelles les troupes des deux Maréchaux devaient évacuer Paris, avec armes et bagages, sous la promesse que les Alliés n'y entreraient que le lendemain, 31 mars, à sept heures du matin.

L'absence du chef de la garde nationale plaça les autorités municipales dans une situation critique. Comment, dans une ville si populeuse, remplie de mécontens que la haine et la misère excitaient au désordre, pouvait-on maintenir la tranquillité jusqu'à l'entrée des Alliés? Et, à leur arrivée, comment faire respecter les établissemens publics, les monumens nationaux, et surtout ces magnifiques musées, d'autant plus précieux qu'ils allaient devenir l'unique mais honorable fruit de vingt ans de victoires? Le duc de Conégliano, en partant, avait laissé ses ordres pour le service de cette cruelle nuit; mais, dans une pareille circonstance, il survint une foule d'incidens qui en détournèrent l'exécution. Dès la

chute du jour, des gardes nationaux, pleins de zèle pour la chose publique, se placèrent d'eux-mêmes aux Tuileries, afin de conserver et défendre le château; d'autres coururent aux prisons et continrent les malfaiteurs qui cherchaient à s'évader; les corps-de-garde furent renforcés et les patrouilles se multiplièrent, pour dissiper les attroupemens où se trouvaient beaucoup d'hommes dont la figure sinistre faisait suspecter les coupables desseins. Toutes les maisons étaient fermées; jusqu'au dernier étage, les habitans conservaient de la lumière; et, au moindre bruit, les croisées se garnissaient de femmes, d'enfans et de vieillards, avides de recueillir tout ce qui intéressait leur destinée.

La capitale commençait à respirer et à se rassurer sur son sort, lorsque le guerrier qui, un jour auparavant, aurait pu la sauver par sa présence, faillit, par son arrivée inattendue, en faire un champ de carnage et de désolation. En se portant sur Saint-Dizier, Napoléon s'était flatté qu'il attirerait à lui, les ennemis: il marchait sur Doulevent, avec l'intention de se rapprocher de Paris, lorsque le chef de son arrière-garde lui annonça qu'il était suivi par l'armée alliée. Aussitôt, il revient sur Saint-Dizier, avec toutes ses forces qu'il déploie contre la seule cavalerie de Winzingerode et de Czernischew; il fut victorieux, mais les cinq jours que ce combat lui fit perdre, furent la cause de sa ruine. Pendant qu'il se disposait à enlever

Vitry, et que le maréchal Oudinot se portait sur Bar-le-Duc, il reçut la nouvelle, dans la soirée du 27 mars, que les deux armées alliées s'avançaient vers Meaux ; au lieu de les suivre immédiatement et de prendre comme elles les routes de Sézanne ou de Montmirail, il revint sur Saint-Dizier et Doulevent, et ordonna de se diriger sur Paris, en toute hâte. En passant à Bar-sur-Aube, il reçut plusieurs courriers qui lui firent part de l'état de détresse où se trouvait son frère Joseph ; et qui lui assurèrent que les communications étaient libres ; arrivé à Troyes, à six heures du soir, il eut dû prendre la poste pour être rendu à Paris, dans la matinée du 30 mars : mais il se coucha, et ce ne fut qu'à sept heures du matin, après avoir fait éclairer sa marche par quinze cents cavaliers de sa garde, qu'il partit à franc étrier, accompagné de quelques officiers de confiance.

Napoléon, après avoir traversé, avec précipitation, Sens et Fontainebleau, monta en calèche dans cette dernière ville, et fit annoncer qu'il était suivi par toute son armée. Dans l'espoir de rencontrer les officiers qu'il avait envoyés en avant, il mit pied à terre à la Cour-de-France, près de Juvisy, et se promena, à grands pas, sur la route, ne laissant échapper dans ses paroles et dans ses manières, rien qui pût décéler le trouble ou l'inquiétude. Souvent il prêtait une oreille attentive, et, après l'action de la journée, il se flattait que Paris tenait encore, puisqu'il n'avait

point entendu l'explosion de la poudrière de Grenelle qu'il avait ordonné de faire sauter, si l'ennemi venait à s'emparer de la capitale. Cependant, au milieu d'une épaisse nuit, il voyait le ciel embrasé par le feu des bivouacs, depuis Neuilly jusqu'à Vincennes : spectacle terrible, pour un guerrier dont les exploits avaient toujours eu pour théâtre les contrées les plus éloignées, et qui, récemment encore, avait juré qu'il ne céderait pas un village de l'Empire, quand même les ennemis camperaient sur les hauteurs de Montmartre !

Rongé d'impatience, et le cœur plein d'amertume, il continue sa marche, suivi de trois voitures qui allaient au pas comme la sienne, lorsqu'auprès de Morangis, vers onze heures du soir, il fut joint par le général Belliard qui, pendant que sa cavalerie prenait position autour de Ville-Juif, accourait lui annoncer, que Joseph avait été rejoindre Marie-Louise, et qu'une capitulation venait de livrer Paris aux Etrangers. A ces mots, Napoléon pousse un profond soupir, et dans l'affliction de son cœur, il s'écrie : « Et toi aussi, mon frère, tu » m'as donc trahi ! » Aussitôt, il descend de voiture, avec le prince de Neuchâtel, et les généraux Caulaincourt et Bertrand, puis il ordonne à sa suite, de rebrousser chemin sur la Cour-de-France.

Napoléon manifeste alors, à tous les officiers dont il est entouré, le désir d'aller sur-le-

champ à Paris, réveiller l'énergie de la garde nationale. « L'armée me rejoindra, dit-il, demain ou après-demain, et je rétablirai les affaires. » Le général Belliard lui observa que la garde nationale était liée par le traité, et qu'il courait risque de tomber entre les mains des kosaques, s'il s'avançait vers Paris. « N'importe, » dit-il, suivez-moi avec votre cavalerie. » Mais, Sire, ajouta le général Belliard, cent vingt mille hommes occupent les hauteurs de la capitale, et d'après la convention, je n'y puis plus rentrer. A ces mots, Napoléon s'écrie : « Qui l'a conclue » cette convention? je ne la reconnais pas. Qu'est » devenu Joseph? Où est le ministre de la guerre? » Oui! oui! je veux partir; partout où je ne suis » pas, on ne fait que des sottises. » Dans son impatience et sa colère, il marchait à pas précipités; puis il dit, avec feu : « Les Maréchaux » auraient dû tenir jusqu'à mon arrivée; ils devaient remuer Paris, mettre en action toute la » garde nationale, et lui confier les hauteurs, » hérissées d'artillerie, pendant que les troupes » de ligne combattraient dans la plaine. » Sur l'observation que ces hauteurs étaient mal fortifiées, et qu'il ne s'y trouvait point de pièces de gros calibre, il ajouta, avec feu : « Allons, je vois » que tout le monde a perdu la tête, voilà ce que » c'est que d'employer des hommes sans énergie » et sans talens. Cependant, Clarcke se croit un » grand ministre, et Joseph un bon général,

» mais l'un n'est qu'un traître, et l'autre un imbécile (1). »

A la suite du conseil qu'on tint à la Cour-de-France, il fut décidé qu'on irait à Fontainebleau, pour hâter la marche des premières colonnes de l'armée. Au point du jour, on vit arriver de Paris, une multitude de soldats éparpillés sur la route, et dont le nombre croissait à chaque instant. Napoléon, occupé à réunir ces débris, les dirigeait sur Fontainebleau, où il allait se rendre, sur les vives instances de ceux qui étaient avec lui. Après avoir donné de pleins pouvoirs au duc de Vicence, pour traiter avec les Souverains alliés, il n'attendit point le résultat de cette démarche, et celui qui était entré triomphant dans les principales capitales de l'Europe, s'éloigna de la sienne, au moment où ses ennemis allaient en prendre possession.

On savait que dans la capitulation, il n'était rien stipulé sur les intérêts civils de la ville de Paris, et qu'elle serait seulement recommandée à la générosité des vainqueurs; les deux préfets, MM. de Chabrol et Pasquier, dans la cruelle incertitude où les jetaient d'aussi vagues espérances, résolurent de se rendre au quartier-général de Bondy, avec une députation du corps municipal. Ils furent accompagnés par les commis-

---

(1) Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814, par F. Koch. Tome II, page 564.

saires alliés qui n'eurent terminé leur mission, qu'à deux heures du matin. Ces voitures, réservées pour les jours de pompe et de cérémonie, couvertes de dorures, et dont le feu des bivouacs faisait ressortir la fraîcheur des peintures et l'éclat du vernis, traversèrent un champ de bataille couvert de ruines, de morts et de blessés. Jadis les magistrats des capitales de l'Europe venaient ainsi intercéder Napoléon vainqueur, mais jamais ils n'avaient eu, comme ceux-ci, la douleur de fouler aux pieds de leurs chevaux, les cadavres encore palpitans de leurs amis, de leurs parens, morts autour des murailles qu'ils avaient glorieusement défendues.

Lorsque les députés arrivèrent au quartier-général des Souverains alliés, tout dormait du sommeil des vainqueurs. M. de Nesselrode les reçut et leur promit une audience d'Alexandre. En attendant, ils obtinrent du prince Schwarzenberg, que la garde nationale ne serait pas dissoute, et qu'elle conserverait, jusqu'à l'entrée des Alliés, la garde des barrières et de tous les postes utiles à la tranquillité publique.

Bientôt après, l'empereur de Russie reçut les autorités de Paris; il les accueillit d'une manière affectueuse et distinguée; lui-même prit le premier la parole pour les tranquilliser. Il leur assura, dans un langage plein de bienveillance, qu'il aimait les Français, qu'il n'avait en France, qu'un seul ennemi. « Un homme, dit-il, que j'ai admiré

» et aimé, qui, dévoré d'ambition et plein de » mauvaise foi, est venu m'attaquer, et qui, après » avoir causé la dévastation de mes Etats et l'in- » cendie de ma capitale, m'a réduit à ne trouver » de sûreté que dans la délivrance de l'Europe; » son obstination seule, ajouta-t-il, m'a forcé de » le poursuivre au cœur même de son Empire; » mais, je ne fais la guerre qu'à cet homme, d'au- » tant mieux désigné que je ne le nomme pas. » Enfin, il promit que ses sentimens et ceux des Alliés seraient bientôt connus, et qu'il n'attendait pour s'occuper du bonheur des Parisiens, que d'être assuré de la nature de leur vœu, persuadé qu'il serait celui du reste des Français.

Les préfets et les députés du corps municipal remercièrent l'empereur de Russie de ses dispositions généreuses, et, après avoir obtenu des gages de la félicité publique, se hâtèrent de porter à Paris, ces rassurantes consolations. Le jour commençait à paraître, lorsque leur cortége traversa le champ de bataille, pour la seconde fois. Le feu des bivouacs était éteint. Le soleil, à travers la fumée et les vapeurs de l'aurore, lançait ses premiers rayons sur la sommité de ces collines teintes d'un sang généreux. Les vainqueurs se formaient en colonne; au bruit d'une musique guerrière, et tous portaient au bras, cette écharpe blanche qu'ils avaient prise à la Rothière, et que les Français allaient considérer comme le signe de ralliement du parti royaliste. La plus grande tranquil-

lité régnait dans Paris : la garde nationale continuait à maintenir le bon ordre; la foule commençait à se rassembler sur les boulevards, quand la députation arriva à l'hôtel-de-ville, et rendit l'espérance à des magistrats qui n'attendaient que son arrivée, pour connaître le sort de la capitale, et se pénétrer de leurs devoirs.

Cette grande ville, justement regardée comme le foyer de toutes les révolutions qui décidèrent du sort de la France et ensanglantèrent l'Europe, tour à tour, en proie à l'anarchie de la populace et au despotisme d'un Empereur, se voyait, après vingt ans de guerre, humiliée et vaincue par ceux dont nous avions toujours triomphé : elle n'osait ni ne pouvait se flatter que l'ennemi, en pénétrant dans ses murs, vînt offrir la liberté au peuple qui l'avait opprimé. Cependant, le sort des Français allait dépendre de leur propre résolution; mais, il était à craindre que l'orgueil national ne fît mal interpréter les offres généreuses des Etrangers, et que les charmes de la domination nous fissent méconnaître l'esprit de justice qui, en fixant les droits des nations, donne la liberté à toutes.

La marche des événemens avait donné l'espoir aux royalistes, qu'en organisant un mouvement dont ils se rendraient maîtres, ils entraîneraient la population, comme à Bordeaux, et convaincraient ainsi les puissances alliées, encore irrésolues, que le cœur des Français n'avait jamais cessé

d'être favorable aux Bourbons. Mais, comment pouvoir tramer avec succès, une conjuration contre Napoléon, dans une ville où il avait versé les richesses de l'Europe, et où l'on trouvait à chaque pas, les trophées de ses victoires et les monumens de sa grandeur? A la vérité, le départ de la régence et la retraite de l'armée laissaient le gouvernement impérial sans organe et sans appui; personne n'avait titre ou qualité pour parler en sa faveur. Le père de Marie-Louise était absent, et Schwarzenberg, d'accord avec Alexandre, avait annoncé que ses instructions lui recommandaient de se conformer au vœu des Parisiens. Dès-lors, la défiance et la crainte s'emparèrent de ceux qui exerçaient l'autorité, ils n'osèrent plus en faire usage, et la masse de la nation, accablée sous un joug pesant, donnait à penser, qu'elle reconnaîtrait avec transport l'autorité qui la tirerait de sa servitude. Tout devait donc dépendre de la sensation qu'allaient causer les Etrangers, et de la direction que prendrait la mobilité des esprits.

Déjà plusieurs royalistes s'étaient rendus auprès des généraux russes et prussiens. Les paroles obligeantes qu'ils en avaient reçues, furent interprétées de la manière la plus favorable. Rentrés dans Paris, ils répandirent la nouvelle que tout allait concourir à l'accomplissement de leurs projets. Le corps municipal, sur lequel s'étendait l'influence du prince Talleyrand, en faisant part du

discours d'Alexandre, acheva d'inspirer aux principaux citoyens, des sentimens de gratitude pour les Alliés, et ils se propagèrent rapidement au milieu d'une population qui, la veille, s'attendait à être en proie à toutes les violences.

Enfin commença pour Paris, cette journée mémorable qui devait mettre un terme à notre longue révolution (31 mars). Dès le matin, une foule immense s'était dirigée sur les boulevards, depuis la Magdeleine jusqu'au faubourg Saint-Antoine. La certitude que Paris ne serait point le théâtre de la guerre, calmait les esprits et les prévenait en faveur des Étrangers. A l'aspect de quelques-uns de leurs cavaliers envoyés en avant, pour éclairer la marche, des applaudissemens et des cris de gratitude furent le prélude du spectacle inouï qu'allaient donner tant de peuples assemblés. Ces acclamations furent interrompues par quelques murmures. La populace irritée, voyant des détachemens de kosaques, les reçut d'abord avec des gestes menaçans, et aux cris de *vive l'Empereur!* Ces provocations n'eurent aucunes suites; il y eut même des quartiers où les habitans, sans y être excités, firent éclater leur indignation contre un gouvernement qui les avait si long-temps opprimés.

Au moment où les Alliés entraient dans Paris, il parut une proclamation du prince Schwarzenberg; elle offrait aux habitans une réconciliation sincère et durable, s'ils cherchaient à se placer

sous une autorité salutaire qui pût cimenter l'union des Etats. Dans cet écrit, on engageait les citoyens à accélérer la paix du monde, en imitant la conduite de Bordeaux. On leur promettait qu'aucun logement militaire ne pèserait sur la capitale, et que les Alliés n'agiraient que d'après les fonctionnaires et les hommes d'état les plus estimés. Enfin, on invitait les Parisiens, au nom de l'Europe en armes, à répondre à la confiance placée dans leur sagesse et dans leur amour pour la patrie.

Les chefs du parti royaliste s'emparent aussitôt de cette proclamation; ils la lisent à haute voix, et pour hâter l'effet qu'elle devait produire sur le peuple assemblé, ils la terminaient toujours par le cri de *vive le Roi!* et en jetant des cocardes blanches avec profusion. Ce cri fut répété par un groupe de royalistes, portant la même cocarde et agitant des drapeaux blancs. Quelques-uns d'entr'eux étaient à cheval, et leur nombre se grossissait, en marchant, des personnes de toutes les classes qui suivaient sans avoir des intentions bien prononcées; mais, elles applaudissaient avec transport, à la promesse qu'on leur faisait, d'obtenir la paix, et de n'avoir plus de conscription ni de taxes arbitraires. Les cris de *vive le Roi! vivent les Bourbons!* se faisaient entendre fréquemment; la nouveauté de ces cris, interdits pendant plus de vingt ans, attira bientôt l'attention et la surprise de tout le monde.

Les croisées et les balcons qui donnent sur les boulevards, étaient garnis de femmes élégantes : peu portées pour un régime si contraire à leur sensibilité naturelle, elles firent éclater leur joie à la vue de cette réunion de royalistes. Toutefois cet enthousiasme ne s'était point encore propagé au-delà de la rue Richelieu. Plus loin les signes de royalisme étaient rares, et dans les quartiers plus reculés, on n'en voyait pas du tout.

Les chasseurs à cheval qui ouvraient la marche des Souverains alliés, portaient l'écharpe blanche au bras gauche; cette circonstance, dont j'ai donné l'explication, influa beaucoup sur la conduite des Parisiens qui regardèrent ce signe, comme un indice de la volonté des Etrangers. Cette persuasion facilita le succès des royalistes; elle donna de l'énergie aux plus timides, et fit entrevoir aux opposans, un obstacle invincible.

Ces premières troupes furent suivies des kosaques de la garde; la cavalerie régulière venait après, puis l'infanterie; au milieu était Alexandre, avec tout son état-major; il avait autour de lui, le roi de Prusse, le grand-duc Constantin, le prince Schwarzenberg, et lord Cathcart, ambassadeur d'Angleterre. A côté du Czar était le comte Sosthènes de Larochefoucault qui lui servait de guide; la foule était si considérable, et montrait tant d'empressement à contempler ces illustres personnages, qu'auprès de la porte Saint-Martin, il fallut s'arrêter. Les hommes les plus

distingués par la fortune, le rang ou l'éducation, se mêlaient, se confondaient avec le peuple, pour parler à l'empereur de Russie; chacun voulait le voir et le toucher; on pressait ses mains, ses genoux, ses habits; on le comblait de bénédictions, en lui donnant le titre de libérateur. Emu par cette scène touchante, sa bouche pouvait à peine prononcer les paroles affectueuses que lui dictait son cœur. « Nous ne venons point en conquérans, disait-il à tous ceux qui l'entouraient, nous sommes vos alliés, les Français sont mes amis. »

Si le peuple n'eût reçu les Etrangers avec joie, il n'y a pas de doute que, malgré leur nombre, ils auraient été effrayés de se trouver renfermés dans une ville où toute leur armée semblait être cernée par une immense population. La multitude, concentrée sur les boulevards, ne manifestait que des intentions amicales : un seul et même esprit excitait ses mouvemens, elle se précipitait au-devant d'Alexandre et du roi de Prusse, avec un tel empressement, que malgré leur affabilité, ils ne pouvaient satisfaire l'impatience du public. De tous côtés on entendait, *vive Alexandre! vive Frédéric-Guillaume, vivent nos libérateurs!* A ces cris se mêlaient ceux encore plus bruyans en faveur des Bourbons, et des imprécations contre celui qu'on commençait à qualifier de tyran et d'usurpateur.

La garde nationale, qui débarrassait les ave-

nues pour le passage des troupes, n'avait point quitté la cocarde tricolore, et se conformait à l'ordre de respecter la libre et paisible expression des opinions particulières. Lorsque les Souverains arrivèrent au boulevard Poissonnière, la joie des royalistes éclata d'une manière encore plus vive et plus énergique. Aux acclamations tumultueuses d'une foule empressée, se joignirent les applaudissemens qui partaient de toutes les fenêtres des maisons, situées depuis ce boulevard jusqu'aux Champs-Elysées. Les balcons des plus beaux hôtels étaient garnis de personnes distinguées, et surtout d'un grand nombre de femmes de la haute société, qui battaient des mains, en signe de réjouissance, et agitaient leurs mouchoirs blancs qu'elles faisaient flotter en guise de drapeaux. Des milliers de spectateurs, émus par ce tableau touchant, versent des larmes de sensibilité, et se parent avec transport, de la couleur qui était à la fois le symbole de la paix, et l'indice d'une régénération politique. En vain, les partisans de Napoléon veulent arrêter ce mouvement irrésistible, et faire disparaître les signes du royalisme, leurs discours sont étouffés par les cris de *vive le Roi! vivent les Bourbons*, qui de toute part, font retentir l'air de leurs accords unanimes.

Jamais les pages de l'histoire n'avaient offert l'exemple d'un enthousiasme aussi sincère, aussi éclatant et aussi universel; ces démonstrations

de joie surpassaient, par leur énergie, tout ce que l'ami le plus ardent des Bourbons aurait pu désirer. Les étrangers, moins portés d'affection, mais également intéressés au triomphe de cette cause, ne pouvaient douter que la restauration de l'ancienne dynastie, et le désir de la paix ne fussent devenus le premier besoin des Parisiens qui, après une longue oppression, allaient être rendus à la liberté. Cet élan était d'autant plus vif et d'autant plus passionné, que ce peuple éclairé, tenu dans l'ignorance des événemens, était indigné d'avoir été trompé par de pitoyables artifices. Les armées, qui tant de fois avaient été annoncées comme détruites, exterminées, au lieu de n'offrir que des débris, présentaient aux yeux étonnés, une masse resplendissante de force et d'éclat. Le même peuple qui, la veille, demandait à combattre les Alliés, regardait alors leur entrée dans sa capitale, comme un jour de bonheur. Cet amour et cette bienveillance pour ceux qui, dans l'espace d'une nuit, d'ennemis étaient devenus nos libérateurs, paraissaient unanimes. Mais au fond, le cœur était affligé, les yeux se mouillaient de larmes devant l'appareil d'une troupe étrangère, introduite par la force et la nécessité, aux dépens de notre gloire; et il fallait toutes les vertus d'Alexandre et l'extrême besoin de la paix, pour contenir le noble sentiment de l'orgueil national.

Pendant la marche de cet imposant cortége,

qui dura plusieurs heures, les Souverains répondirent aux acclamations publiques, par une condescendance sans bornes, et leur langage fut toujours l'expression touchante de l'intérêt dont ils étaient animés pour le bonheur de la France. Le peuple était dans l'admiration, en songeant à la générosité des Monarques qui, au lieu de se livrer à leur ressentiment, ne se vengeaient des malheurs de la guerre, qu'en nous offrant les douceurs de la paix. On ne pouvait surtout se lasser d'admirer des Rois qui ressemblaient à des hommes, et qui, bien que nés sur le trône, ne dédaignaient point de s'abandonner aux effusions d'une touchante popularité.

Les royalistes rassemblés autour du Czar, lui demandaient à grands cris, le retour des Bourbons. La foule des citoyens se pressait également entre les généraux et les officiers étrangers, pour leur exprimer leur opinion et les vœux de leur cœur. Malgré le nombre toujours croissant de ceux qui portaient la cocarde blanche, les Alliés répondirent : « Nous ne prétendons point influencer » votre opinion ; déclarez-vous d'une manière » positive et légale, vos volontés seront accom- » plies. » Cependant, on raconte que M.me de Semallé, célèbre pour avoir coopéré au mouvement royaliste (1), les yeux baignés de larmes, se jeta

(1) Histoire de la restauration, par M. Alphonse de Beauchamp, tome II, page 373.

aux pieds d'Alexandre pour lui demander son Roi, qu'il la releva avec bonté, et lui adressa ces paroles rassurantes: « Vous le voulez, la nation » française le désire, eh bien vous l'aurez! » D'autres témoins oculaires ont, au contraire, affirmé (1) que le comte Sosthènes de Larochefoucault, ayant supplié l'empereur de Russie, de rendre à la France ses anciens Princes, n'en obtint point la réponse qu'il désirait.

Tandis que les Souverains alliés étaient aux Champs-Elysées, occupés à voir défiler leurs troupes, le peuple qui, pendant si long-temps, avait été privé des douceurs de la liberté, se déclarait avec fureur contre celui qui la lui avait ravie, et dont la fatale ambition faillit nous exposer aux plus cruelles vengeances. Ce peuple qui, la veille, tremblait devant l'image de son oppresseur, se livrait à toute la violence de sa haine. Dans son indignation, on le vit se presser autour de la colonne d'Austerlitz. Cet admirable monument commandait par lui-même le respect; néanmoins, la populace pour qui rien n'est sacré, dans son effervescence, aurait osé porter une main destructive sur cette colonne immortelle, si le Souverain dont les yeux seuls auraient dû s'en offusquer, n'avait fait publier qu'il la prenait sous sa protection, et qu'on n'ôterait la sta-

(1) Récit historique de la révolution du 31 mars 1814, p. 61.

tue de Napoléon, que pour y substituer celle de la Paix.

Dès-lors, l'animadversion publique s'exerce contre cette statue. Mille bras lui jèttent une corde au cou, et s'efforcent vainement à la renverser, aux cris sans cesse répétés de, *mort au tyran.* Un vaste drapeau blanc couvrit l'effigie de celui qu'on qualifiait naguères de *grand* et de *magnanime*, et la rue qui portait son nom fut appelée spontanément, rue de la Paix. Les Parisiens, libres de donner l'essor à leur ressentiment, ne mettent plus de bornes à l'étendue de leur fureur, ils arrachent avec violence les signes et les emblêmes du gouvernement impérial. Et pour marquer la chute de Napoléon et couvrir sa mémoire d'opprobre, ils se portèrent contre ses images, aux mêmes excès qui éclatèrent dans Rome, lors des funérailles de Néron.

Aussitôt que les troupes alliées furent campées le long des quais, des boulevards et des Champs-Elysées, l'empereur Alexandre se rendit à pied, du palais de l'Elysée à l'hôtel du prince Talleyrand; sur son passage, il recevait avec modestie, les hommages de la foule qui se pressait sur ses pas. Le roi de Prusse le suivit, quelques minutes après. Dans la matinée, M. de Nesselrode s'était entretenu avec M. de Talleyrand, pour préparer l'importante discussion qui allait être agitée dans un conseil général que devaient présider les Sou-

verains alliés. L'empereur d'Autriche avait muni de pleins pouvoirs, le prince Schwarzenberg. Ce général, en qualité d'ambassadeur, dit au duc Dalberg, l'un des hommes les plus zélés pour le renversement de l'empire, qu'il pensait avec le prince Metternich, que l'existence souveraine de Napoléon était incompatible avec le repos de l'Europe, et qu'il n'y avait rien de mieux à faire que de rétablir la dynastie des Bourbons, dès qu'on aurait la certitude que leur retour au trône serait approuvé par la majorité du Sénat et par le vœu de l'armée.

Cette explication de la part de l'Autriche, précéda l'ouverture du conseil. Alexandre, après avoir exprimé les intentions magnanimes qui animaient les Alliés, dit à M. de Talleyrand, qu'il n'avait pas voulu prendre une détermination définitive sans savoir de lui si on pouvait, en prenant ses sûretés, 1° faire la paix avec Napoléon; 2° établir la régence; 3° rappeler la maison de Bourbon. Les deux premières propositions furent combattues par M. de Talleyrand, avec beaucoup de chaleur; il présenta la dernière comme la seule convenable et désirée, la seule qui pût faire renaître la paix et le bonheur; il assura que la France redeviendrait florissante sous les auspices d'une famille identifiée avec la nation, instruite par ses malheurs et par un long séjour sur une terre justement regardée comme l'asile de la liberté; enfin, que les Bourbons seraient ac-

cueillis avec joie, sous les auspices d'une constitution qui garantirait tous les intérêts.

L'empereur de Russie ayant demandé à M. de Talleyrand, quels étaient les moyens pour arriver au résultat qu'il proposait, celui-ci répondit : qu'il fallait faire un appel aux autorités; qu'il s'était assuré du Sénat, et que l'exemple du premier corps de l'État serait suivi par la Capitale et par le reste de la France. Malgré l'extrême condescendance des Sénateurs et les assertions d'un ministre familiarisé avec les commotions politiques, Alexandre hésitait encore, et ce fut pour dissiper les doutes qui suspendaient ses résolutions définitives, qu'il forma un conseil de toutes les personnes marquantes réunies chez le prince Talleyrand, auxquelles il dit du ton de voix le plus soutenu et avec des gestes très-animés : qu'il n'avait point provoqué la guerre; que Napoléon, après l'avoir trompé trois fois, était venu porter ses ravages jusqu'au sein de ses États; que ni la soif des conquêtes ni celle de la vengeance ne l'amenaient à Paris; qu'il avait tout fait pour épargner à cette Capitale du monde civilisé, les horreurs de la guerre; que ses Alliés et lui ne connaissaient que deux ennemis, l'empereur Napoléon et quiconque attenterait aux libertés de la France. Le roi de Prusse et le prince de Schwarzenberg acquiescèrent à des sentimens si nobles, si relevés, qu'il était impossible de les entendre manifester sans en être pénétré. Cette grandeur d'âme d'A-

lexandre, en excitant l'admiration de tous les auditeurs, lui donna, dans ce jour mémorable, des droits éternels à la reconnaissance des Français.

Ensuite, il invita chacun à lui faire connaître les dispositions de la nation, protestant que le vœu de la majorité serait appuyé par toutes les forces des Alliés. On lui affirma que cette majorité était royaliste, et que si elle avait tardé à se manifester, il ne fallait attribuer ce retard, qu'aux négociations de Châtillon; que la Capitale s'était déjà prononcée, et que son impulsion serait suivie de celle des provinces. Le roi de Prusse et le prince de Schwarzenberg furent de nouveau interpellés ; ils répondirent d'une manière conforme au vœu de l'assemblée. « Eh bien, dit Alexandre, « je déclare que je ne traiterai plus avec l'em» pereur Napoléon ; et comme on lui représenta qu'il fallait aussi exclure sa famille, il ajouta, « ni » avec aucun membre de sa famille. » De plus, les Souverains proclamèrent qu'ils respecteraient l'intégrité de l'ancienne France, et qu'ils garantissaient la constitution que la France se donnerait. Sur-le-champ, un manifeste fut rédigé dans cet esprit, Alexandre le signa, et une heure après, cet acte fut imprimé et affiché dans tout Paris.

Cette déclaration fixa le sort de la France et assura la cause des Bourbons. La restauration de cette dynastie sortit de ce conseil. Dès-lors, tous les vœux purent se manifester, tous les esprits et tous les cœurs purent se réunir, pour en

hâter l'accomplissement. Une assemblée de royalistes fut convoquée dans l'hôtel de M. Lepelletier de Morfontaine. Plus de six cents personnes s'y rendirent, et dans leur enthousiasme, elles rédigèrent une adresse énergique à l'empereur Alexandre et au roi de Prusse, pour leur demander qu'une députation de Français allât sous leurs auspices, trouver le frère de l'infortuné Louis XVI, et le supplier de venir rendre à la France les bases inaltérables de la félicité publique. MM. Ferrand, Larochefoucault, de Laferté-Meun et Chateaubriant portèrent cette adresse à l'empereur Alexandre qui leur fit donner, par M. de Nesselrode, l'assurance officielle de la détermination qui venait d'être prise.

L'opinion publique s'était prononcée d'une manière énergique et spontanée, mais elle ne s'était pas encore exprimée par une voie légale. Le Corps législatif qui, par sa nature, devait être le premier organe de la nation, ayant été dissous, ne pouvait se réunir en nombre suffisant pour donner à ces actes, le caractère légitime que nécessitaient les circonstances. Le Sénat était la seule autorité qui pût prendre l'initiative dans ce mouvement régénérateur. Mais, ce corps s'étant toujours prêté à tout ce qui constituait la tyrannie de Napoléon, la France paraissait plus disposée à l'accuser de ses maux qu'à compter sur lui pour sa délivrance. D'ailleurs, plusieurs de ses membres avaient

quitté Paris, aux approches du péril, et ceux qui n'étaient pas initiés dans le projet des royalistes, en voyant la direction que prenait l'esprit public, tremblaient pour leur propre sûreté; ils redoutaient les effets de la haine populaire, et ne pouvaient se flatter de concourir à un acte qui allait être une censure amère de leur précédente conduite.

Dans cet état de crise et d'incertitude, le Corps municipal osa se déclarer le premier; il manifesta le vœu que l'ancienne monarchie fût rétablie dans la personne de Louis XVIII et de ses successeurs légitimes. Cette résolution courageuse, exprimée avec éloquence dans une adresse que rédigea M. Bellart et que signèrent les maires des arrondissemens de Paris, produisit dans la Capitale, une espèce de commotion électrique qui, en se communiquant dans toutes les classes de la société, excita contre Napoléon, une indignation si violente, que cet acte seul aurait suffi pour entraîner sa déchéance.

Les Sénateurs, qui s'attendaient à crouler sous les débris de l'empire, ayant été convoqués par la déclaration de l'empereur de Russie, pour créer un gouvernement provisoire et préparer une nouvelle constitution, se rendent en grand costume, à la séance extraordinaire où ils avaient été appelés par le prince Talleyrand. Ils arrivent pâles et défaits, mais affables et polis, parce qu'ils ne connaissaient pas encore toute l'étendue

de la magnanimité d'Alexandre. Dès qu'ils acquièrent la certitude des hautes fonctions qui leur étaient assignées, l'espérance renaît dans leur cœur, la joie brille sur leur figure; étonnés de l'excès d'une confiance dont ils se croyaient indignes, ils se hâtent de céder au vœu public, avec la même facilité qui les fit plier sous une volonté impérieuse. Ces hommes qui trop long-temps méconnurent leurs fonctions, en souscrivant aux actes qui affligeaient la patrie, se voyant appelés à composer un nouveau gouvernement, reprennent, avec l'appui de la force étrangère, la même assurance qu'ils avaient lorsqu'ils l'insultaient sous la protection de Napoléon.

Soixante-cinq des Sénateurs qui, deux jours auparavant, auraient adhéré à tout ce qu'on eût demandé pour le maintien de l'empire, et qui jusqu'alors ne cessaient de trouver toutes les guerres justes, nécessaires et politiques, méconnaissent le gouvernement qui les avait institués, et, par une singulière métamorphose, applaudissent, avec transport, au grand œuvre de la régénération politique, et nomment le prince Talleyrand, le duc Dalberg, les comtes Beurnonville, Jaucourt et M. de Montesquiou, pour remplacer provisoirement l'autorité impériale. Sur-le-champ, les membres de ce nouveau gouvernement font une adresse aux armées, pour leur annoncer que la France vient de briser le joug sous lequel elle avait gémi tant d'années, et qu'elles seraient re-

belles à la patrie, en demeurant plus long-temps sous les drapeaux de l'homme qui, n'étant pas même français (1), avait trahi toutes nos espérances et compromis l'honneur de nos armes; enfin, que les soldats français cessaient d'appartenir à Napoléon, et que le Sénat et la patrie les dégageaient de leurs sermens.

Les journaux ne tardèrent pas à publier la déclaration de Louis XVIII, datée de Hartwel, qui déjà avait été répandue à Pont-sur-Seine et à Troyes. Dans cette déclaration, ce monarque, prévoyant le sort de Napoléon, dès le 1[er] janvier de cette année, annonçait aux Français que le seul gage de l'union, de la paix et du bonheur devait reposer sur le rétablissement de sa légitime autorité. Il promettait les garanties nécessaires pour inspirer, à tous les cœurs, la confiance et la sécurité. Il assurait aux militaires, la conservation des titres et des emplois dont ils avaient joui jusqu'alors, avec la promesse de donner aux généraux dévoués à sa cause, des récompenses plus réelles que celles d'un usurpateur, toujours prêt à méconnaître ou à redouter leurs services. Les gazettes rendirent aussi publique, la proclamation que fit MONSIEUR, frère du Roi, pour déclarer, en mettant le pied sur la terre de France, que « nos » malheurs devaient être effacés par l'espérance,

(1) Voyez Adresse du gouvernement provisoire.

» nos erreurs par l'oubli, et nos discordes par l'u-
» nion. » Ces nobles pensées dont une longue tyrannie avait fait oublier le langage, en flattant les esprits généreux, excitaient l'enthousiasme, et faisaient verser des larmes d'attendrissement aux âmes les plus rebelles.

Dans la séance du 3 avril, le Sénat déclara la déchéance de l'empereur Napoléon, et délia le peuple et l'armée du serment de fidélité. Cette décision préservait la France de la guerre civile, en donnant à l'opinion publique, la forme d'un vœu national; elle ralliait aux intérêts de la patrie, tous les bons citoyens, elle rompait le prestige qui attachait encore l'armée à son chef, et relevait la dignité d'un corps qu'un excès de complaisance fit tant de fois comparer au sénat de Tibère et de Domitien.

Mais, dans la rédaction de cet acte, ce corps commettait une grande inconséquence en livrant à l'opprobre, un homme auquel la postérité trouvera d'assez grandes qualités pour balancer l'énormité de ses fautes, et auquel ces mêmes Sénateurs devaient leurs éminentes prérogatives et leur étrange fortune. Après l'avoir encensé lorsqu'il commettait tant de violences, ne s'étaient-ils pas privés du droit de prendre part à l'indignation commune? On observait qu'il était bas, qu'il était vil, lorsque cet homme cessait d'être redoutable, d'outrager sa mémoire après lui avoir arraché sa couronne. A peine pouvait-on to-

lérer cet acharnement dans cette foule d'infortunés qui, frappés par son ambition dans tout ce qu'ils avaient de plus cher, exhalaient le ressentiment d'une douleur légitime. D'ailleurs, n'était-ce pas faire injure aux Souverains alliés, que de flétrir un guerrier à qui souvent ils donnèrent des preuves de la plus haute estime. On insultait surtout à l'empereur d'Autriche qui, vaincu par le génie de Napoléon, semblait alors impardonnable de lui avoir livré sa fille.

Lorsque les Sénateurs eurent brisé leurs chaînes dorées, ils se rendirent chez l'empereur de Russie, pour lui présenter leurs hommages. Ce monarque répondit au discours qu'ils lui adressèrent, par ces paroles magnanimes : « Un homme » qui se disait mon allié a envahi mes Etats en » injuste agresseur, c'est à lui que j'ai fait la » guerre et non à la France. Je suis l'ami du » peuple français : ce que vous venez de faire » redouble encore ce sentiment. Il est juste, il » est sage de donner à la France, des institutions » fortes et libérales qui soient en rapport avec » les lumières actuelles. Mes alliés et moi nous » ne venons que pour protéger la liberté de vos » décisions. » Ces paroles si nobles, si douces pour un cœur généreux, émurent la sensibilité d'Alexandre, au point qu'il s'arrêta un instant; puis, il reprit avec émotion : « pour preuve de l'alliance durable que je veux contracter avec votre » nation, je lui rends tous les prisonniers qui sont

» en Russie. Le gouvernement provisoire me l'a-
» vait demandé, et je l'accorde au Sénat, d'après
» la résolution qu'il vient de prendre. »

Ainsi le plus puissant souverain de la terre, dont rien ne pouvait arrêter l'ambition puisqu'il succédait à Napoléon, au lieu d'effrayer le monde par le succès de ses armes, n'aspirait qu'à porter la joie dans les cœurs. Instruit que des militaires se tenaient cachés dans Paris, il leur fit annoncer qu'ils n'avaient rien à craindre, et qu'ils étaient appelés, avec tous les Français, à concourir aux grandes mesures qui devaient décider du bonheur de la France et du monde entier. Son affabilité lui conciliait l'affection générale, et par sa grandeur d'âme, il était encore plus puissant que par ses armes. Dans l'intérieur des familles comme dans les réunions publiques, on ne parlait que des vertus d'Alexandre : chacun aimait à raconter ou à entendre les mots heureux sortis de la bouche de ce bon Prince qui, par un sentiment exquis des convenances, poussait l'attention au point de faire de son triomphe, un sujet d'orgueil pour notre nation. Lorsqu'on l'assura que son arrivée était attendue et impatiemment désirée, il répondit avec grâce : « *N'accusez de mon retard que la valeur française.* »

Le jour où le Sénat prononçait la déchéance de Napoléon, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, parcoururent, à cheval, les plus beaux quartiers de la ville, et accueillirent, avec

grâce, les témoignages de contentement que chacun leur exprimait. Cette popularité qu'on nous avait habitués à regarder comme incompatible avec la puissance souveraine, ajoutait à la grandeur un nouvel éclat, et redoublait la reconnaissance de toutes les classes de citoyens. Ces deux Souverains ayant manifesté le désir d'assister à l'Opéra, on voulut donner la pièce de Trajan; mais Alexandre, dans la crainte d'y trouver des allusions dont sa modestie aurait été blessée, demanda qu'on la changeât pour celle de la Vestale. Cette représentation, unique dans nos fastes, offrit la réunion de plusieurs milliers de militaires, accourus de toutes les parties de l'Europe, couverts de blessures, de décorations, et rassemblés dans un lieu consacré aux plaisirs, après avoir si long-temps combattu pour l'indépendance de leur pays et pour la paix du monde.

A l'aspect d'un pareil tableau, plus imposant, plus majestueux que tous les prestiges de la scène, des transports et des acclamations unanimes retentirent et se prolongèrent dans toutes les parties de la salle. Les deux Monarques exprimèrent combien ils étaient sensibles à l'accueil d'un peuple généreux qui, malgré son esprit national, ne pouvait s'empêcher de leur payer le tribut de gratitude que méritait leur ineffable modération. L'orchestre, par une heureuse inspiration, fit entendre l'air national de *Vive Henri IV*: quoiqu'oublié depuis long-temps, il excita une espèce

de délire. Tous les spectateurs le chantèrent à deux reprises. Les femmes, dont les attraits et la parure ajoutaient à l'éclat de cette fête, partagèrent l'allégresse publique, en agitant leurs mouchoirs, et en jetant des cocardes blanches au milieu du parterre.

Le lendemain, une foule de royalistes portant cette cocarde, et précédés du drapeau blanc, parcourent la ville, en criant *Vive le Roi!* Les fenêtres et les balcons étaient couverts d'une multitude de personnes qui répondaient à ce cri, en le répétant avec transport. *Plus de guerre, plus de conscription*, disait-on, de toute part; les mères, émues par des paroles si rassurantes, regardaient leurs enfans avec tendresse, et se félicitaient, en songeant qu'ils ne seraient plus immolés à l'insatiable ambition des conquêtes. En même temps, parut l'ouvrage célèbre de M. de Châteaubriant, intitulé : *de Buonaparte et des Bourbons*. Cette brillante Philippique fit tomber le voile qui couvrait encore une odieuse tyrannie, et inspira à tous les cœurs français, le besoin impérieux d'une autorité tutélaire. L'effet en fut prodigieux; et telle était alors la haine contre Napoléon, que cette espèce de dithyrambe, inspiré par une vertueuse indignation, fut accueilli dans toute la France et dans toute l'Europe, avec un assentiment que n'obtiendrait pas aujourd'hui l'histoire la plus impartiale et la mieux approfondie.

Le même jour (3 avril), quatre-vingts membres du Corps Législatif, alors à Paris, se réunissent, sous la présidence de M. Félix-Faulcon, pour adhérer à l'acte du Sénat qui décrétait la déchéance de Napoléon Bonaparte et des membres de sa famille. Le Tribunal de Cassation et le Corps des Avocats souscrivirent aussi au renversement de l'Empire, en exprimant le désir qu'une nouvelle constitution assurât la liberté publique, et rendît à la France, son ancienne dynastie. La plupart des conventionnels régicides, qui exerçaient des fonctions publiques, furent les premiers à donner leur adhésion au rappel des Bourbons. Ainsi, tout annonçait que le retour de cette auguste famille au trône serait accueilli avec joie, et que toutes les autorités se soumettraient à la décision du Sénat et aux ordres émanés du gouvernement provisoire.

M. de Nesselrode avait manifesté à la garde nationale, au nom de son Souverain, le désir de lui voir prendre la cocarde blanche. Mais, le chef de l'état-major observa que l'empereur de Russie voulait l'expression libre des opinions, et qu'il fallait que les légions se concertassent, pour écarter toute idée d'intervention d'une force étrangère. La manière dont Alexandre reçut cette observation, prouva qu'il voulait favoriser sans contrainte, la libre manifestation des esprits. Le général Dessoles, dont le nom était avantageusement connu de l'armée, nommé chef de cette garde citoyenne,

se montra jaloux de répondre à cette haute marque de confiance. Il désigna, pour le seconder, le général Ricard, que sa blessure avait retenu à Paris, et dont les talens et l'activité lui promettaient une utile coopération. L'adhésion franche et loyale de ces deux militaires entraîna celle du duc de Bellune, des généraux Dupont, Legrand, et d'une foule d'officiers qui, en suivant leur exemple, se félicitaient d'arracher leur patrie au double joug de Napoléon et de l'Etranger. Enfin, le général Dessolés, d'après l'ordre du gouvernement provisoire, annonça que la garde Parisienne prendrait la cocarde blanche, qui devait être la couleur nationale, puisqu'elle redevenait le signe de ralliement de tous les Français. Ce point d'unité, si nécessaire pour sauver la nation, était un effet admirable de cet amour inné que les peuples conservent à leurs anciens rois. Pour le bonheur de la société, la Providence, en le gravant dans tous les cœurs, voulut qu'il se réveillât chez nous, avec d'autant plus d'énergie, qu'une longue suite d'événemens sinistres et glorieux semblait l'avoir totalement étouffé.

LIVRE DOUZIÈME.

LA PAIX ET LA CHARTE.

Pendant que l'immense population de Paris sanctionnait, par une éclatante adhésion, le renversement de l'Empire, celui qui en avait exercé la suprême autorité rassemblait ses troupes à Fontainebleau. Le duc de Raguse, après avoir pris position sur la petite rivière d'Essone, alla le trouver dans cette ville; leur conférence secrète dura long-temps. Sans doute, l'Empereur lui reprocha de n'avoir pas prolongé d'un jour la défense de Paris, et cet injuste reproche dut ulcérer le cœur du Maréchal.

Napoléon était à Essone, occupé à visiter la position du duc de Raguse, lorsqu'il apprit par les officiers que ce Maréchal avait laissés pour la remise des barrières de Paris, la prodigieuse exaltation du peuple en faveur des Bourbons, et la déclaration d'Alexandre qui mettait fin à toutes ses espérances. Immédiatement après, il retourne à Fontainebleau; triste, pensif et livré à la plus sombre

douleur, il espère que la mission du duc de Vicence changera l'arrêt que viennent de prononcer les Souverains alliés. Mais, ce diplomate en arrivant, lui annonça d'un air consterné, qu'il avait plaidé sa cause auprès de l'empereur de Russie qui, décidé à protéger la volonté nationale, lui donnait pour dernier conseil, de se choisir un lieu de retraite, et qu'à ce prix, la paix générale et le repos de la France n'éprouveraient plus d'obstacles. Le même jour (2 avril), le comte Schouwalow vint à Melun et demanda à conférer avec Napoléon. Le général Flahaut, envoyé pour connaître le but de sa mission, eut avec lui une entrevue.

La garde, restée sur la route de Troyes, était accourue à Fontainebleau. Successivement, le reste des troupes arrivait. Toutes furent attérées en apprenant la prise de la Capitale. L'idée de marcher sur Paris, pour en faire un théâtre de carnage, répugnait aux âmes généreuses. Déjà le trouble et la fermentation se mettaient dans les rangs. Des régimens nommaient des députés pour exprimer leur avis; d'autres délibéraient. Enfin, cette armée, depuis plus de dix années si docile à la voix de son chef, paraissait vouloir s'affranchir d'une obéissance passive. Effrayée des horreurs de la guerre civile, touchée des maux de la patrie, elle en sondait les profondeurs, et après avoir tout fait pour la gloire, elle se laissait émouvoir par la pitié.

Cette journée du dimanche (3 avril) se passa dans une agitation qu'on ne saurait décrire. Cependant, les idées saines prenaient un grand empire sur tous les généraux et les officiers qui ne se laissaient pas entraîner au ressentiment de l'ambition déçue; elles se fortifiaient de plus en plus par les nouvelles de Paris qui, à chaque instant, annonçaient que des autorités entières s'étaient détachées du gouvernement impérial. On savait aussi que plusieurs Maréchaux refusaient d'agir, et qu'un grand nombre de militaires se prononçaient dans le même sens. Mais la masse des troupes aurait encore obéi à Napoléon, quels que fussent ses desseins, tant il avait l'art d'exciter les soldats.

Au sortir de la messe, il ordonne une revue, et fait ranger autour de lui, les officiers et sous-officiers; il leur dit, avec un accent fait pour émouvoir, que l'ennemi l'ayant gagné de vitesse, était arrivé à Paris avant lui, et s'en était emparé; qu'une poignée d'émigrés réunis à des factieux, avaient arboré la cocarde blanche et s'étaient jetés dans les bras des Russes; que depuis la révolution, la France avait été souvent maîtresse chez les autres et toujours chez elle; que même en se bornant à nos anciennes limites, il n'avait pu obtenir la paix, mais que dans peu, il attaquerait la Capitale, et forcerait les ennemis à la quitter. « Puis-je compter sur vous, s'écria-t-il avec feu? » oui! oui! répondirent des milliers de voix ».

» Notre cocarde est tricolore, ajouta-t-il, et » nous périrons plutôt que d'y renoncer. »

Satisfait de la vive impression que produisit cette harangue, il rentre dans le palais avec une contenance assurée, et convoque les chefs de corps pour leur dévoiler ses projets, et en concerter avec eux l'exécution qu'il fixa au 5 avril. Pour éviter des maux incalculables, les Maréchaux et les chefs de corps se rassemblent chez le prince de Neuchâtel; ils délibèrent sur la conduite qu'ils doivent tenir. Dans le feu de la discussion, ils déchirent le voile sanglant qui couvrait les plaies de notre belle pâtrie. En vain un million de français étaient appelés aux armes; la Capitale, et la moitié de nos provinces subjuguées, ne pouvaient plus répondre à cet appel. En vain notre armée eût voulu résister; celle des étrangers, dix fois plus nombreuse, s'avançait pour en exterminer les malheureux débris. Parcourant la France dans toutes les directions, elle n'aurait laissé sur son passage, que des traces de sang et des monceaux de ruines.

Les militaires consternés, en songeant à cette déplorable perspective, pensèrent que la cause de la nation ne devait pas être sacrifiée aux intérêts d'un homme. La nouvelle de sa déchéance fortifia leur résolution, et leur fit entrevoir que l'armée serait rebelle, si elle résistait au vœu qui venait d'être exprimé légalement et avec tant d'enthousiasme; et que, pour éviter d'affreuses

calamités, il fallait conseiller d'abdiquer à celui qui était un obstacle au repos du monde. Cette vérité, fruit malheureux de toutes celles que la flatterie lui avait si long-temps cachées, était difficile à faire entendre à l'homme qui naguère faisait trembler les rois. Le prince de Neuchâtel se chargea de ce pénible message. Vers la fin du jour, il entre dans le palais, et pénètre jusqu'aux appartemens de Napoléon qu'il trouve plongé dans une mélancolie profonde; à la faveur du calme apparent que lui donnait un excès d'accablement, il lui fait envisager son abdication comme le seul moyen de préserver la France d'un affreux déchirement; mais, sa proposition fut repoussée avec violence, et il se retira sans oser insister.

Sur le soir, la garde impériale reçut l'ordre de marcher vers Paris, et traversa dans la nuit, la forêt de Fontainebleau qu'éclairait un beau clair de lune. Un profond silence régnait dans tous les rangs; le cliquetis des baïonnettes se faisait seul entendre, et se mêlait au bruit sourd de la marche pesante d'une nombreuse artillerie. Les plus austères réflexions préoccupaient l'esprit des vieux soldats. La plupart d'entr'eux se rappelaient l'époque où cette même forêt était resplendissante de la pompe qu'étalait Napoléon, dans ses promenades ou dans ses fastueuses parties de chasse. Affligés par ces tristes pensées, ils regrettaient d'avoir trop vécu, et déploraient la prise de notre

Capitale, après être entrés triomphans dans toutes celles de l'Europe; pour laver cet affront, ils voulaient se faire ensevelir sous les ruines de Paris. Noble et sublime orgueil qu'excitait l'amour de la gloire, et que la patrie désavouait quoique fière d'un aussi héroïque dévouement!

Dans la matinée du 4 avril, l'armée allait se diriger sur Essone où se trouvaient la garde et le corps du duc de Raguse. Trois cents pièces de canon, venues du Champ-de-Mars, réunies à celles qu'on avait, formaient une artillerie d'environ sept cents bouches à feu. De leur côté, les Alliés se portaient en avant; et, depuis deux jours, ils occupaient la ligne qui s'étend de Versailles jusque vers Lonjumeau et Athis. Les soldats, qu'avait électrisés la voix de Napoléon, paraissaient disposés à le suivre; et la Capitale, au risque d'être saccagée, pouvait être reconquise si cette armée, petite par le nombre, mais terrible par l'ardeur dont elle était enflammée, fût sortie de Fontainebleau.

La démarche infructueuse du prince de Neuchâtel fit prendre aux Maréchaux, une résolution hardie. Le prince de la Moskowa, se rendant leur interprète, arrête l'élan que Napoléon communiquait aux soldats, en demandant à haute voix, son abdication. Napoléon feint de ne pas l'entendre, et continue à disposer des troupes comme si elles eussent encore été les siennes. La revue terminée, il remonte dans ses appartemens.

Le maréchal Ney le suit, et lui demande s'il a connaissance de la révolution qui vient de s'opérer dans Paris. Napoléon répond, avec un calme affecté, qu'il n'en est pas informé. Alors, le Maréchal, en lui remettant des gazettes, lui dit avec énergie : « Vous n'êtes plus empereur, vous ne » pouvez plus commander, et l'armée ne doit plus » vous obéir. Lisez l'acte de votre déchéance. » Napoléon, quoique confondu par cette foudroyante apostrophe, éclate en vains emportemens; mais, le prince de la Moskowa lui déclare avec fermeté, que son abdication seule peut sauver la France. Une vive discussion s'engageait, lorsque le maréchal Lefebvre entra, et s'adressant à Napoléon, lui dit d'un ton plein de feu : « Vous êtes » perdu; vous n'avez voulu écouter les conseils » d'aucun de vos serviteurs; le Sénat a prononcé » votre déposition. »

Jamais un langage aussi franc et surtout aussi brusque, n'avait frappé ses oreilles; il en fut interdit, et se trouva confondu par des paroles qui achevaient de lui ravir toutes ses espérances; ses yeux et sa voix trahirent sa feinte impassibilité, et son âme violemment agitée, parut suffoquée par la douleur. En même temps, arrivèrent les maréchaux Macdonald et Oudinot; informés des grands événemens survenus à Paris, ils se joignent à leurs compagnons d'armes. Pénétrés de ce principe, que les troupes sont instituées pour seconder les volontés de la

nation et non pour les contrarier, ils résolurent de faire cesser le reproche qu'avait encouru l'armée, en servant trop aveuglément l'ambition d'un homme, sous le prétexte de servir la patrie. Rendus au palais de Fontainebleau, ils déclarèrent à Napoléon, que la révolution était irrésistible; que tout était perdu s'il ne renonçait pas à un trône qu'il ne lui était plus permis d'occuper; et qu'ils ne pouvaient lui obéir plus long-temps sans être rebelles aux lois, à leur pays et à l'honneur.

Napoléon, obligé de céder à la cruelle nécessité, parut se soumettre à déposer le pouvoir, et à souscrire un acte d'abdication en faveur de son fils. Il y joignit une lettre fort pressante pour Alexandre, et dans laquelle il lui rappelait qu'il avait été son ami. Le prince de la Moskowa et le duc de Tarente, cessant de reconnaître Napoléon comme Empereur, continuèrent à le servir comme anciens amis, et méritèrent des éloges pour les égards qu'ils eurent envers ce guerrier malheureux. Ces deux Maréchaux, réunis au duc de Vicence, allèrent porter à Paris, la proposition que faisait Napoléon, de se soumettre aux décisions du Sénat et au vœu de la population parisienne, pourvu que le trône fût conservé à son fils: l'armée, inquiète sur ses destinées, insistait sur cette clause, afin que les principes pour lesquels elle avait si long-temps combattu, subsistassent toujours.

Dans cet intervalle, le duc de Raguse, commandant les postes avancés de l'armée, entretint des relations avec le prince Schwarzenberg (1), et par des arrangemens secrets, lui promit de ne plus combattre, si on voulait assurer la vie à Napoléon. Tel était le parti qu'allait embrasser ce Maréchal, lorsque les députés envoyés à Paris pour demander la régence (4 avril), lui apprirent, en passant à Essone, que Napoléon venait de signer la promesse de son abdication, qu'ils allaient demander la suspension des hostilités, et qu'il avait été désigné pour se joindre à eux. Cette nouvelle jeta le Maréchal dans un embarras qu'il ne put déguiser; il avoua que Schwarzenberg lui avait fait des ouvertures auxquelles il avait répondu. Le duc de Tarente, avec sa franchise accoutumée, lui dit, que s'il n'avait rien conclu, il pouvait encore plaider les intérêts de Napoléon. Le duc de Vicence ajouta que ce rapprochement, dont il ne connaissait pas la nature, était un commencement favorable à leur démarche, et il invita aussi le Maréchal à venir avec eux. Forcé d'y consentir, il laissa le commandement au général Souham que l'Empereur venait d'adjoindre au corps du duc de Raguse.

Les négociateurs, chargés de défendre les intérêts de Napoléon et de sa famille, en passant

(1) Mémoire justificatif du duc de Raguse, page 7.

à Chevilly, où était le quartier-général de Schwarzenberg, allèrent lui faire part de l'objet de leur mission ; mais, le duc de Raguse refusa de paraître avec eux. Les commissaires se rendirent ensuite chez le Prince-royal de Wurtemberg qui leur assura qu'un arrangement avec ce Maréchal, était définitivement arrêté. Celui-ci protesta de nouveau que rien n'était conclu (1).

Le duc de Vicence et les maréchaux Néy et Macdonald, en entrant à Paris, furent témoins de l'allégresse qu'inspirait le rappel des Bourbons, triste présage pour une cause abandonnée par la volonté nationale. Cependant, ils remplirent avec zèle, la mission dont ils s'étaient chargés. Introduits devant l'empereur de Russie, ils profitèrent de sa réception obligeante pour exposer les intentions de Napoléon et les vœux de l'armée. Le Czar, d'abord disposé à accueillir leur proposition, les ajourna au lendemain. Ce début parut aux Maréchaux, d'un si heureux augure qu'ils dépêchèrent un courrier à Fontainebleau, pour annoncer à l'Empereur, l'espérance qu'ils avaient de tout terminer au gré de ses désirs. L'arrivée de ce courrier remplit de joie le quartier-général, mais ne produisit aucune sensation agréable dans le cœur de Napoléon ; il fut triste

(1) Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814, par F. Koch, chef de bataillon. Tome IIe, page 578.

toute la journée. « J'ai abdiqué, dit-il, parce qu'on » l'a voulu, mais ce n'est pas l'intérêt de la France. » Mon fils est un enfant, ma femme n'entend rien » aux affaires. M. Schwarzenberg serait donc *Vice-» Empereur*. Mais, si cela convient à l'Autriche, les » autres puissances y consentiront-elles? Non, car » elles auraient lieu de s'effrayer de l'union de » deux puissans empires : aussi je n'attends rien » de favorable de la démarche des Maréchaux. »

Le jour suivant, l'empereur Alexandre convoqua le prince Talleyrand, le général Dessoles et les principaux Ministres de la coalition, pour délibérer sur l'offre que faisait Napoléon, de se soumettre au décret du Sénat, si l'on voulait que ses droits au trône fussent transmis à son fils. Dans cette conférence célèbre, ces hommes d'Etat alléguèrent que la force militaire n'avait pas le droit de délibérer sur le sort des Empires; qu'elle devait obéir, et ne jamais intervenir dans la succession des trônes; que la nouvelle révolution avait été consentie par les corps de l'Etat, et approuvée d'une manière trop vive et trop spontanée, pour ne pas la regarder comme nationale. Ils établirent que les temps seuls et une longue suite de bienfaits envers un peuple, consacrent le droit de régner sur lui ; qu'en admettant même la légitimité de Napoléon, il avait mérité sa déchéance, pour avoir cherché à se maintenir par les violences qui ôtent au pouvoir son exercice légal, et que ce conquérant ayant voulu

fonder son trône sur la force, ce trône devait s'écrouler par l'absence de la force dont il avait tant abusé.

A toutes ces considérations, puisées dans le droit des nations, se joignaient aussi des motifs politiques fondés sur la sécurité des Etats. La tranquillité apparente qui serait résultée de l'établissement de la régence, aurait encore laissé subsister les mêmes alarmes, tandis qu'en rappelant les Bourbons, la France réparait ses malheurs; sans verser une goutte de sang, elle se retrouvait dans les bras d'une famille célèbre dans nos annales, qui, pendant plusieurs siècles, l'avait gouvernée avec gloire, presque toujours avec bonté, et qui ne s'était reposée d'enfanter des héros, que pour produire des rois vertueux. Enfin, ces ministres ajoutèrent qu'il était temps d'étouffer l'esprit de conquête, non moins dangereux pour les trônes que celui des révolutions, et, qu'en érigeant en principe le système de la légitimité, si nécessaire au repos des peuples, on mettait fin aux coupables espérances qu'une ambition démesurée entretenait dans les rangs de l'armée, depuis qu'un fatal exemple avait prouvé qu'il n'y avait point de limites à la carrière d'un soldat.

Malgré la force de ces raisonnemens et l'acte auquel avait consenti Alexandre, de ne plus traiter avec Napoléon ni avec aucun membre de sa famille, l'assurance donnée par les maréchaux Ney et Macdonald, que l'armée ne renoncerait

jamais à son ancien chef, aurait peut-être apporté quelques modifications à la déclaration du 31 mars. Admis de nouveau auprès de l'empereur de Russie, ils reproduisirent avec chaleur, les argumens qu'ils avaient allégués, lorsqu'un aide-de-camp de ce Monarque lui remit une dépêche; après en avoir pris lecture, il dit aux Maréchaux: « Connaissez-vous bien la volonté de » l'armée que vous m'opposez sans cesse? eh bien! » apprenez que le corps du duc de Raguse s'est » rangé tout entier, du côté des Alliés. » A ces mots, les commissaires protestent que la chose est impossible, et qu'on a fait un faux rapport à Sa Majesté. « En ce cas, ajouta-t-il, prenez et lisez. » En disant ces mots, il leur remit l'avis du prince Schwarzenberg qui confirmait d'une manière irrécusable, cet événement inattendu.

Les négociateurs demeuraient confondus, lorsque le prince de la Moskowa, dont les résolutions promptes et mobiles suivaient l'impulsion du moment, annonça que, puisque l'armée abandonnait l'Empereur, il fallait se soumettre, et que lui-même adhérait à sa déchéance. Sur cette entrefaite, lord Castlereagh arriva de Dijon, et comme la politique de l'Angleterre était toute en faveur des Bourbons, ces deux circonstances non-seulement concoururent à écarter l'abdication conditionnelle de Napoléon, mais achevèrent de lever toutes les incertitudes qui pou-

vaient exister encore touchant le gouvernement qu'il convenait de donner à la France.

Une circonstance imprévue avait précipité la défection du corps que commandait le duc de Raguse. Un moment après que ce Maréchal fut parti avec les commissaires, Napoléon envoya l'ordre au comte Souham, de se rendre à Fontainebleau, sans lui indiquer pour quel motif. Aussitôt, ce général rassemble ses principaux officiers qui tous, à l'exception des généraux Chastel et Lucotte, étaient dans le secret, persuadés que les relations entretenues avec Schwarzenberg étaient découvertes, ils furent d'avis d'exécuter le traité du duc de Raguse et de se rendre à Versailles. On plaça des postes sur la route de Fontainebleau, pour arrêter et conduire au général Souham, les ordonnances et les officiers qui venaient du quartier impérial; et le lendemain, avant le jour, les troupes de ce corps d'armée se mirent en marche dans la persuasion qu'elles allaient attaquer le flanc droit des Alliés.

Cette résolution acheva de désorganiser les troupes dont Napoléon espérait disposer, et le mit dans l'impossibilité d'insister sur les droits de son fils. Dès qu'il fut informé que le 6e corps l'avait abandonné, il donna l'ordre au général Belliard, de faire couvrir la route de Versailles par quelques escadrons, et il lui en expliqua le motif par cette douloureuse exclamation: « Qui

» aurait pu croire un pareil trait de Marmont, » lui que j'ai tiré de l'obscurité, avec qui j'ai » partagé mon pain, dont j'ai fait la fortune et la » réputation. Voilà le sort des Souverains, c'est » de faire des ingrats. »

Cependant le corps du duc de Raguse, s'étant aperçu en arrivant à Versailles, qu'il avait été trompé, murmura hautement; malgré les promesses qu'on leur fit, des officiers brisèrent leurs épées, s'arrachèrent leurs épaulettes; les vieux soldats se débandent et s'éloignent de leurs chefs, puis ils se rallient d'eux-mêmes, pour retourner à Fontainebleau. Mais, les jeunes conscrits, en voyant un Maréchal de France poser les armes, regardèrent la lutte comme terminée. Joyeux d'avoir atteint le terme de leurs pénibles travaux, ils se joignirent à la multitude et arborèrent la cocarde blanche. Les habitans des campagnes, délivrés des horreurs de la guerre, applaudissaient à la détermination de ces soldats qui étaient accueillis avec des transports d'autant plus vifs, que l'acharnement des combats avait fait désespérer de leur vie, et leur famille entière comblait de bénédictions l'événement inattendu qui les avait ramenés.

L'abdication de Napoléon ayant été conditionnelle et postérieure au traité du duc de Raguse, ce Maréchal s'écarta des devoirs de soldat dont il ne pouvait se dégager qu'avec l'autorisation du chef qui lui avait confié le commandement. Jus-

qu'alors, il devait fermer l'oreille aux insinuations étrangères, ou tout au plus ne traiter qu'avec le gouvernement reconnu par la nation. En stipulant pour la vie de son maître, il se montrait plus ingrat que généreux, puisqu'il établissait le doute d'une inviolabilité qui, à cette époque, n'était pas contestée. Et quand même Napoléon fût arrivé au terme de sa vie, n'avait-elle pas été assez illustrée, pour en terminer glorieusement le cours? Ne valait-il pas mieux désirer sa mort, que de vouloir le laisser vivre, après une semblable catastrophe? La suite n'a que trop prouvé qu'en exposant un tel guerrier aux dégradations qu'entraîne l'infortune, on le dépouilla du prestige qui aurait donné à sa chute, toutes les couleurs de l'héroïsme. L'abandon du duc de Raguse fut prématuré, et puisque, parmi nos Maréchaux, il était un de ceux qui travaillaient, moins pour leur fortune que pour vivre dans l'histoire, il aurait dû penser, qu'un jour il serait blâmé par elle d'avoir osé prendre l'initiative, au lieu qu'en suivant le cours des événemens, il eût concilié l'amour qu'il devait à son pays, avec les égards que lui imposait la reconnaissance pour celui qui le combla de bienfaits.

Les militaires, attachés au char brisé de Napoléon, par les liens du serment, se trouvaient dans une position cruelle. Tous les regards étaient tournés vers eux : d'un côté, la patrie les appelait; de l'autre, soumis au chef qu'elle leur avait donné,

ils devaient jusqu'au dernier instant, lui obéir et ne l'abandonner jamais. Une conduite plus conforme au devoir, leur avait été tracée par le général Lucotte. « Les braves ne désertent point, » annonça-t-il dans sa proclamation, datée de » Corbeil (5 avril); ils doivent mourir à leur » poste, et servir avec loyauté, sous tous les gou» vernemens que la majorité de la nation adopte» ra. » Ce brave général, dont les principes seront suivis, tant que l'honneur militaire sera vénéré parmi les peuples civilisés, attendit avec confiance, et reçut avec soumission, les ordres qui lui furent transmis par l'autorité, dès qu'elle eut pris un caractère légitime.

La crise devenant tous les jours plus terrible, Napoléon, pour conserver les militaires restés auprès de lui, lança contre le Sénat une espèce de manifeste, où il remerciait l'armée de ce qu'elle reconnaissait que la France était en lui, et non dans le peuple de la Capitale. Il s'élevait contre le duc de Raguse, en déclarant qu'il n'acceptait ni la vie, ni la liberté de la merci d'un sujet. Il rappelait qu'après avoir comblé de biens les Sénateurs, ceux-ci ne rougissaient pas de l'accuser d'avoir altéré les actes en les publiant; il protesta n'avoir jamais eu besoin de recourir à de tels artifices, puisqu'un signe de sa part était un ordre pour un corps qui toujours avait accordé plus qu'on ne lui demandait.

Pendant que Napoléon en était réduit à ces

tristes extrémités, Marie-Louise et son fils, accompagnés des ministres et du conseil de régence, s'étaient établis à Blois, où ils tenaient de fréquens conseils, sans aucun résultat. Sur les bords de la Loire, on savait que Paris était au pouvoir des Coalisés; mais, par le soin qu'on avait mis à intercepter toute communication, les provinces de l'Ouest ignoraient la détermination que venait de prendre le Sénat, en faveur des Bourbons, et elles obéissaient encore aux lois de l'Empire. Pour recruter l'armée de leur frère, Joseph et Jérôme expédiaient des ordres aux préfets des départemens qui n'étaient pas envahis. Ils se rendirent à Orléans, où se trouvaient des munitions et beaucoup d'artillerie. Leur projet était de concentrer autour de cette ville, un corps nombreux, pour correspondre avec Fontainebleau. Dans l'espoir d'enflammer l'esprit des Français, le conseil de régence fit répandre les nouvelles les plus favorables à sa cause, et qui, quoique absurdes, ranimèrent l'espoir de ceux à qui elles étaient agréables. En même temps, l'armée de Fontainebleau semblait se préparer à recommencer les hostilités, lorsque des nouvelles, venues de Paris, suspendirent des dispositions qui auraient consommé la ruine de cette armée; car, déjà les Alliés avaient dirigé une grande quantité de troupes sur la route d'Orléans.

Tandis que les commissaires étaient occupés à conclure un armistice, avec Schwarzenberg, le

duc de Tarente se chargea d'aller rendre compte à Fontainebleau, du résultat de leur mission. Dès qu'il parut dans l'appartement de Napoléon, celui-ci se lève, court à lui d'un air inquiet, et avec une voix émue, lui demande s'il a réussi? Il n'est plus temps, répond le Maréchal, l'impulsion est donnée, rien ne peut en arrêter le cours, le Sénat vient de reconnaître les Bourbons. Atterré par cette nouvelle, il parut interdit; quand on lui eut démontré qu'il ne pouvait résister à l'entraînement du peuple et à la volonté d'un million de baïonnettes étrangères, il réfléchit un moment, et demanda dans quel lieu on lui permettrait de se retirer avec sa famille? On lui apprit que, d'après le désir qu'il avait manifesté, l'île d'Elbe serait sa retraite.

Napoléon parut alors se soumettre, pourvu que les Hautes-Puissances lui garantissent la souveraineté de cette île, avec une pension de six millions. Feignant d'être excité par le sentiment généreux du bien public, il cacha ses futurs projets, sous le voile de la résignation et de son amour pour la France. Il déclara que, puisqu'il était le seul obstacle au rétablissement de la paix, il renoncerait, pour lui et ses héritiers, à sa double couronne. Puis, il dit au duc de Tarente, de se tenir prêt à partir le lendemain matin, pour aller conclure un traité définitif, basé sur son abdication absolue. A son lever, il annonça publiquement le but de cette nouvelle mission. Dès lors, chacun se

crut permis d'abandonner un chef qui se laissait abattre par les événemens, et eût le droit de l'imiter, en faisant son traité particulier. Beaucoup de généraux se rendirent à Paris, et à l'exemple du maréchal Ney, embrassèrent la cause de leurs anciens rois, pour épargner à la France les horreurs de la guerre civile.

Par l'effet de ces fluctuations qu'éprouve le cœur de l'homme, lorsqu'il faut se détacher de ce qu'il affectionne, Napoléon oubliant sa promesse, un instant après le départ du duc de Tarente, s'occupa d'un projet de jonction avec l'armée d'Italie, et ordonna la revue des 2e et 7e corps. Le duc de Reggio, surpris d'un pareil ordre, après l'annonce officielle d'une abdication absolue, obéit en prenant les mesures que lui suggéra la prudence, pour empêcher le coup qu'il appréhendait. Les deux corps, composés de vieilles troupes venues d'Espagne, ne se souvinrent que de la gloire de leur chef, et malgré sa disgrâce, le saluèrent des plus vives acclamations. Napoléon, en voyant leur air martial et déterminé, conçut des espérances favorables à ses projets, mais après avoir compté ces braves, il redevint morne et pensif. Rentré dans son cabinet, il fit appeler le duc de Reggio, et lui demanda s'il pouvait compter sur son corps d'armée. « Non, » Sire, répondit-il, Votre Majesté a abdiqué. — » Oui, mais sous condition. — Le soldat ne connaît » pas ces subtilités, » reprit le Maréchal. Napoléon,

après avoir réfléchi, dit : « Eh bien, attendons » les nouvelles de Paris. » Pour laisser croire que son autorité était encore la même, il distribuait, avec profusion, des grades et des décorations à ceux des officiers qui, par respect humain, restaient encore auprès de lui.

Dans cet intervalle, le prince de la Moskowa et le duc de Vicence apportèrent à Fontainebleau, (7 avril) la convention où il était stipulé que les hostilités seraient suspendues, et que les armées resteraient dans la position où elles se trouveraient en recevant la nouvelle de l'armistice. Cette trève était d'autant plus heureuse, que déjà, les troupes alliées, se disposant à marcher au centre de la France, livraient des combats sanglans aux différens corps qui, en cherchant à les arrêter, se montraient prodigues d'un sang précieux qu'il n'était plus nécessaire de verser pour le salut de la patrie. Le seul corps du Rhône fut promptement informé de la suspension d'armes. Le duc de Castiglione, campé derrière l'Isère, après avoir fait sauter le pont de Romans et brûlé celui de Valence, instruit par un parlementaire de la révolution qui avait suivi la prise de Paris, convint avec le prince de Hesse-Homburg, que chaque parti garderait ses positions respectives; mais la ville de Sens, cinq jours après le renversement de l'Empire, faillit être saccagée, pour la seconde fois, par la résistance que le général Alix crut devoir opposer au corps de Tettenborn.

Si de pareilles calamités avaient lieu, non loin de la Capitale, à quels fléaux ne devaient pas être exposées les contrées qui, séparées du gouvernement provisoire par celui de la régence, ne pouvaient encore profiter de l'heureuse réconciliation qui venait de s'opérer. Ce ne fut que le 7 avril, que le gouvernement provisoire considéra l'abdication comme définitive, et déclara nul tout ce que Napoléon avait fait en qualité d'Empereur, postérieurement à sa déchéance prononcée par le Sénat. Le même jour, les colonels Saint-Simon et Cook furent envoyés au duc de Dalmatie.

Toutes les dispositions de ce Maréchal tendaient à éloigner l'armée anglo-espagnole du centre de la France. Dans ces vues, il se porta sur Tarbes, faisant payer cher à l'ennemi, le terrain qu'il lui cédait; il s'avança ensuite vers Saint-Gaudens, pour faire sa jonction avec l'armée de Catalogne que devait amener le duc d'Albufera; en arrivant dans cette ville, il apprit que ce Maréchal était encore par delà les Pyrénées; et qu'après avoir eu l'honneur de remettre à la nation espagnole, son Roi légitime, il ne rentrerait en France, que pour défendre le Roussillon. Le duc de Dalmatie, frustré dans ses espérances, par l'habileté de ses manœuvres, gagna trois jours de marche sur son adversaire, et se retira sous les murs de Toulouse.

Cette grande et belle ville, située sur la rive droite de la Garonne, entourée par le canal de

Languedoc et par la petite rivière de l'Ers, fut choisie par le maréchal Soult, comme une position favorable pour attendre les secours qu'on lui avait promis. Après avoir fait fortifier le sommet du plateau de Calvinet, il lia les hauteurs voisines par d'autres redoutes et des lignes palissadées. Le Maréchal détruisit aussi le pont de Las-Bordes sur l'Ers, et fit miner tous les autres.

Ces ouvrages étaient à peine achevés, que Wellington parut (25 mars), avec soixante-cinq mille combattans; il s'établit à demi-lieue de distance de l'armée française, qui ne s'élevait pas à la moitié de la sienne. Mais, cent vingt pièces de canon, placées en batteries, rendaient notre position formidable. Le faubourg Saint-Michel n'était pas gardé, depuis que le duc de Dalmatie avait l'assurance que les routes du Lauraguais étaient impraticables. Dans l'espoir d'attaquer Toulouse sur ce point, Wellington détacha quinze mille hommes vers le confluent de l'Arriège avec la Garonne. Le mauvais état des chemins et le débordement des rivières firent échouer cette manœuvre. Le général anglais se décida alors à franchir la Garonne, au-dessous de Toulouse; le corps de Beresford, qui revenait de Bordeaux, se trouvait isolé sur la rive droite, lorsque le pont construit par l'ennemi, auprès de Grenade, fut rompu (5 avril), par le stratagème de nos officiers du génie.

Wellington, contrarié par ces deux essais in-

fructueux, était dans une grande anxiété, quand un officier anglais, retenu sur parole, et qui depuis quelques années, vivait à Toulouse, comme simple particulier, prit une exacte connaissance des dispositions militaires du duc de Dalmatie, et déguisé en paysan, alla trouver Wellington auquel il fit connaître, dans le plus grand détail, le plan du Maréchal et la position qu'occupait son armée. Le Général anglais, à la faveur de ces renseignemens, jeta, dans la nuit du 7 au 8 avril, un nouveau pont de bateaux, au-dessous de Blagnac, dont le corps espagnol du général Freyre profita, pour aller renforcer le corps de Beresford qui, après avoir employé les deux jours suivans à attaquer nos postes avancés, marcha sur le mamelon de la Pujade. Le corps Espagnol, après s'être emparé du pont de Croix-Daurade, se porta droit à notre camp retranché. Le général Hill, resté sur la rive gauche de la Garonne, s'efforçait d'enlever le faubourg Saint-Cyprien, que le comte Reille défendait comme tête de pont.

Enfin le 10 avril, jour de Pâques, Wellington fit avancer tous ses corps contre l'armée française, dont la ligne formait une circonférence qui s'étendait autour de Toulouse, depuis l'embouchure du canal de Languedoc jusqu'au chemin de Montaudran; dès six heures du matin, l'action commença par le faubourg Saint-Cyprien, et vers l'embouchure du canal; cette fausse attaque avait pour but de nous distraire de celle que

les généraux Freyre et Beresford tentaient de concert contre le mamelon de la Pujade ; notre armée, renfermée dans ses lignes, voit avancer sans en être ébranlée, tous les corps anglais, espagnols et portugais réunis : au signal donné, la brigade Saint-Pol s'élance de son camp retranché, se porte sur la route d'Alby, enfonce les Espagnols et les met en fuite, après en avoir fait un grand carnage. Les généraux Mendizabal et Espeleta furent blessés dans ce combat sanglant. L'armée française, animée par ce brillant succès, se développe sur tous les points pour faire face aux nombreux assaillans dont elle est entourée.

Mais Beresford, au lieu d'attaquer les hauteurs du Calvinet, comme il en avait reçu l'ordre, calcula qu'il lui serait plus facile de les tourner en continuant à remonter l'Ers, et longea le plateau où l'armée française était campée. Wellington fut inquiet de cette manœuvre hardie qui pouvait lui faire perdre la bataille. Beresford le sentit aussi ; mais, le danger de la retraite lui fit hasarder sa périlleuse entreprise.

Nos troupes occupaient toujours quatre fortes redoutes, ainsi que les retranchemens et les maisons fortifiées, et paraissaient résolues de les défendre pied à pied. Beresford attaqua successivement toutes ces redoutes. Malgré les sacrifices qu'il fit pour s'en emparer, il échoua dans son entreprise et fut contraint de céder à la valeur de nos troupes. Mais, loin d'être rebuté par notre

ténacité, il fit avancer les montagnards écossais qui, à la suite d'un combat acharné, nous forcèrent à évacuer la redoute de Sypière et les retranchemens qui protégeaient notre flanc droit.

Le duc de Dalmatie, dans l'espérance de couper le maréchal Beresford, dont une division s'avançait par le chemin de Las-Bordes, ordonna au général Taupin de s'embusquer derrière des haies, et de laisser engager les Anglais au travers de nos redoutes. Le général Taupin, pressé d'arriver, se porta en désordre vers les hauteurs du plateau, et se trouva placé entre les colonnes ennemies et nos batteries du centre qui devaient le protéger, et dont il paralysa les feux. Pour réparer sa faute, cet intrépide militaire voulut rallier ses troupes et les ramener au combat, mais, atteint de trois balles dans la tête, il mourut peu de temps après. Le maréchal Soult, pour soutenir cette division, envoya celle du général d'Armagnac qui lutta contre l'ennemi avec courage : malgré l'énergie de ses efforts, ils furent infructueux; Beresford avait obtenu un ascendant irrésistible qui devait assurer aux Anglais le succès de la journée.

Loin de reprendre les redoutes perdues, il fallut évacuer celles de la Pujade qui nous restaient encore, et où le général Lamorandière périt en les défendant. Beresford, maître du plateau, pouvait s'emparer du chemin de Montaudran, et couper à notre armée la route de Montpellier, la

seule par laquelle on pût se retirer; mais, le duc de Dalmatie, de concert avec le général Clauzel, prit une nouvelle ligne appuyée à la redoute Sacarin; sur ce point la bravoure de nos artilleurs obligea l'ennemi de renoncer à une entreprise dont les suites nous auraient été d'autant plus fatales, que le corps de Hill venait d'enlever tous les ouvrages extérieurs qui défendaient le faubourg Saint-Cyprien.

Lorsque la retraite fut assurée par la route de Narbonne, le duc de Dalmatie fit des préparatifs pour recommencer le combat. La garde nationale de Toulouse montra beaucoup d'énergie et offrit de défendre l'enceinte de la ville. Pendant la nuit, les Anglais et les Espagnols, maîtres des positions, mettaient des obusiers en batterie. On dit même qu'à Balène et à Colomiers, ils préparaient des fusées à la Congrève, pour incendier la ville. Les malheureux habitans, réservés au sort le plus funeste, la veille avaient été témoins des fureurs de la guerre; ils avaient entendu l'horrible détonation d'une formidable artillerie; mais, dans ce jour cruel, l'ennemi s'étant rapproché, ils s'attendaient à éprouver de la part des Espagnols, des dévastations pareilles à celles qui bouleversèrent Madrid, Tarragone et Saragosse.

Malgré leur infortune, quantité d'entre eux se portèrent volontairement sur le champ de bataille, pour soutenir ou porter une foule innombrables de blessés; quoique toutes les maisons

fussent fermées, elles s'ouvraient au cri des victimes de la guerre. Des femmes, des enfans, des vieillards, en sortaient pour offrir du bouillon, du vin, et des pansemens: aussi la conduite des Toulousains demeurera gravée par la reconnaissance, dans le cœur de tous les malheureux qui en ce triste jour, éprouvèrent les bienfaits de leur touchante humanité.

Wellington, impatient d'entrer dans la capitale du Languedoc, fit sommer la ville de se rendre; le duc de Dalmatie lui répondit qu'il persistait à la défendre. Tout annonçait que Toulouse serait, le lendemain, en proie aux plus affreuses calamités. Vers les neuf heures du soir, le Maréchal convoque un conseil de guerre; il y admet les autorités civiles; celles-ci le supplient, le conjurent, d'épargner une ville si florissante et dont la position n'était plus d'aucun avantage pour ses opérations; des Généraux braves et expérimentés, secondent les vœux des habitans, et domptent l'inflexibilité du Maréchal qui consentit enfin à effectuer sa retraite; il en ordonne les préparatifs, et au milieu de la nuit, se dirige sur Castelnaudary, laissant dans les hôpitaux, près de deux mille blessés, parmi lesquels étaient les généraux Harispe, Baurot, Berlier, Saint-Hilaire et Gasquet.

Au point du jour, les habitans de Toulouse qui s'attendaient à la ruine de leur ville, n'entendant plus ni les cris des soldats, ni le tumulte des armes, sortent en foule de leurs maisons; ils par-

courent les rues et les trouvent désertes; chacun se demande quel est le sort de la ville, et par quel événement elle se trouve évacuée. Bientôt, on apprend que notre armée s'est retirée, et que celle de Wellington se dispose à faire son entrée. Le parti royaliste profite de cette circonstance, pour exalter le peuple en faveur des Bourbons; il raconte avec enthousiasme la révolution survenue à Bordeaux, et la manière heureuse dont cette grande ville venait d'échapper aux horreurs de la guerre. Alors, les Toulousains, par cette mobilité de caractère qui distingue les habitans du Midi, convertissent en amour, la haine qu'ils portaient aux Etrangers, surtout en apprenant qu'ils venaient de rétablir l'ancienne monarchie dont le souvenir était le garant de la paix.

La population rassurée, et privée des fonctionnaires qui jusqu'alors avaient maintenu l'autorité de Napoléon, passe d'un excès de douleur à un excès de joie; ravie d'un changement qui met fin à ses angoisses, elle n'hésite plus à suivre l'exemple de Bordeaux, et vole au-devant d'une armée ennemie qui devient pour elle, une armée libératrice. Au même instant, tout comme à Paris, des groupes de royalistes se forment, parcourent la ville, et aux cris de *vive le Roi! vivent les Bourbons! vivent les Enfans d'Henri IV!* ils entraînent le peuple, et font partager leur élan à la garde nationale: celle-ci, séduite par l'espoir d'un meilleur avenir, change d'attitude

et se prépare à recevoir en frères, ceux que la veille elle aurait combattus. Le Corps municipal, cédant au vœu public, fait arborer le drapeau blanc sur le sommet du capitole, et se porte au-devant du vainqueur, pour réclamer sa protection.

A huit heures du matin (11 avril), l'armée anglo-espagnole entra dans Toulouse, par le faubourg Saint-Cyprien; deux heures après, Wellington parut à la tête de son état-major. Quarante mille âmes volèrent à sa rencontre, et par de vives démonstrations, exprimèrent pour sa personne, un enthousiasme que l'esprit national aurait dû réprimer, si par une circonstance, unique dans l'histoire, le peuple n'avait obtenu la paix de ceux qui lui faisaient la guerre. Wellington ignorait encore les changemens survenus à Paris, et après la harangue de l'adjoint du maire, il ne put s'empêcher de lui répondre: «Je serais »fâché que des Français, si dévoués à leur Roi, »fussent victimes de leur zèle louable. On traite »encore avec Napoléon, et la paix avec lui serait »possible; ainsi le moment n'est pas encore venu »d'exprimer avec tant d'énergie vos nobles sen»timens.» Ces paroles, prononcées dans l'intérieur du capitole, excitèrent d'abord le recueillement; un instant de réflexion en fit apprécier toute la délicatesse, et la foule s'écria avec plus de force: *Vive le Roi! vive Wellington!* Ces acclamations se répétèrent dans toutes les salles et

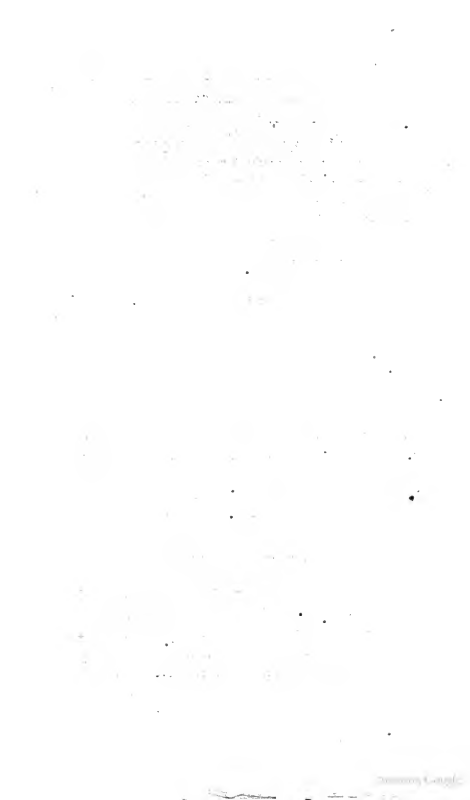


PLAN
DE LA BATAILLE
DE TOULOUSE
Livrée le 10 Avril 1814.

Pour servir à l'Histoire
DE LA CHUTE DE L'EMPIRE FRANÇAIS.

Dessiné par l'Auteur, d'après le Plan de M. C. D. inséré dans son précis Historique de la Bataille de TOULOUSE.

F. P. Michel Sculpsit.



parvinrent jusqu'à la multitude rassemblée sur les places et dans les rues. Le général anglais, touché de l'aveugle abandon d'un peuple généreux, fut entraîné, et s'écria avec les Toulousains : *Vous le voulez; eh bien ! vive le Roi !* La cocarde blanche, après une longue proscription, fut aussitôt arborée, les fleurs de lis reparurent, et le drapeau blanc flotta sur les clochers et sur les édifices publics. Partout, on effaça les attributs du gouvernement impérial, et l'image de son chef fut foulée aux pieds. Chose unique dans les annales des deux peuples! on vit des Anglais et des Français échanger leur cocarde, et pour la première fois, se livrer à des embrassemens sincères.

Les habitans de Toulouse s'abandonnaient à toute la vivacité de leur caractère, sans qu'aucune crainte pût les intimider, lorsqu'ils reçurent la nouvelle que leurs transports étaient approuvés, et qu'ils pouvaient s'y livrer avec sécurité. Les colonels Cook et Saint-Simon, dépêchés, le 7 avril, par les Alliés et par le gouvernement provisoire furent arrêtés à Orléans et conduits à Blois, et ne purent annoncer qu'après la bataille, que le Sénat avait prononcé la déchéance de Napoléon, et que la capitale et l'armée rappelaient au trône, Louis XVIII. A leur arrivée, l'enthousiasme éclate de toute part, et avec une énergie d'autant plus grande, que les Toulousains, n'ayant pas même été retenus par la

prudence, trouvaient dans le triomphe de la cause royale, la plus belle récompense de leur dévouement. Ces importantes dépêches furent communiquées au duc de Dalmatie, mais, ne les trouvant pas assez authentiques pour décider sa soumission, il demanda un armistice afin de s'assurer des faits par lui-même. Cette proposition, quoique naturelle et conforme aux devoirs d'un chef d'armée, fut rejetée par Wellington qui fit partir deux divisions de cavalerie pour aller à la poursuite du Maréchal. Sur cette entrefaite, celui-ci reçut directement les ordres du gouvernement provisoire, et envoya le général Gazan au quartier-général anglais, pour entamer une convention conforme à celle qui avait été conclue aux environs de Paris.

Pour punir Bordeaux d'avoir osé secouer son joug, Napoléon avait dirigé contre cette ville, neuf mille hommes, avec de l'artillerie de siége, sous les ordres du général Decaen. Déjà l'avant-garde de ce corps se trouvait à Périgueux. Beresford ayant rejoint Wellington, les malheureux habitans se préparaient à soutenir une défense opiniâtre, jusqu'à ce qu'ils fussent secourus par les Vendéens. Mais, cette espérance était d'autant plus vague que le duc de Berry, pour soulever les provinces de l'Ouest, attendait les ordres de son père, qui, lui écrivant de Nancy (26 mars), ne lui dissimulait pas l'incertitude de sa position.

Les Bordelais étaient en proie aux vives alar-

mes qu'excite l'appréhension d'une terrible vengeance, lorsque le jour où se livrait la bataille de Toulouse, ils reçurent la nouvelle que leur exemple venait d'être suivi par la Capitale, et que la France entière applaudissait au retour des Bourbons. Aussitôt, une foule innombrable parcourt les rues, remplit les places publiques et se livre à cette joie extrême qu'excite la délivrance d'un grand péril; on se félicite, on s'embrasse; les uns vont aux autels, rendre grâces à Dieu d'une protection si marquée; d'autres allument des feux en signe de réjouissance, et courent auprès du duc d'Angoulême, pour partager avec lui le ravissement que causent les nouvelles. Les premières paroles de ce Prince exprimèrent cette belle pensée : *le sang français ne coulera plus.* Des officiers sont envoyés auprès du général Decaen. Il hésitait d'abord à partager l'allégresse publique, mais lorsqu'il eut la certitude qu'elle était fondée, il se rendit auprès du duc d'Angoulême pour lui offrir son hommage, et annoncer que ses troupes se soumettaient à la volonté nationale.

Tandis que ces événemens se passaient à Toulouse et à Bordeaux, les Alliés rendirent aux mânes de Louis XVI, un hommage expiatoire. Cette imposante cérémonie, en apaisant l'ombre du Roi martyr, inspira au peuple de Paris, des dispositions morales qui méritent d'être mentionnées dans une histoire où l'on s'attache à démontrer que, dans l'enchaînement des

choses humaines, on reconnaît toujours la main de l'Être Suprême qui les dirige. Sur le lieu où Louis XVI avait péri, Alexandre, le jour de Pâques, fit élever un autel pour célébrer la messe, selon le rit grec, et chanter les louanges du Seigneur. Vingt peuples réunis assistaient à ce service divin. Les Souverains, placés auprès de l'autel avec leur suite brillante, refusèrent les siéges qu'on leur avait préparés, et se tinrent debout, la tête découverte. L'évêque grec, après leur avoir présenté la croix qu'ils baisèrent avec respect, l'éleva; à ce signal, monarques, princes et soldats s'inclinent respectueusement, pendant que cent coups de canon retentissent sur les deux rives de la Seine, sans y causer aucun effroi. En voyant des milliers de guerriers s'humilier devant Dieu, et réparer, par un pieux recueillement, l'attentat qui leur fut étranger, il semblait que la suprême justice nous réservait, pour unique châtiment, d'apprendre des Tartares, comment il fallait effacer ce jour de douloureuse mémoire, où une populace féroce couvrit en armes cette même place, pour protéger l'exécution du plus grand de tous les crimes.

Dès qu'on fut informé que le comte d'Artois approchait de la capitale, une foule de gardes nationaux se portèrent à sa rencontre. A chacun d'eux le Prince adressa les paroles les plus affectueuses; il déclara qu'il prendrait leur uniforme pour faire son entrée dans la Capitale; il

les appela ses enfans, et promit de ne rien négliger pour réparer leurs malheurs. Après avoir découpé un ruban blanc en plusieurs morceaux, il en mit un à sa boutonnière, et en distribuant les autres, il dit avec grâce : « unis par les mêmes sentimens, portons tous les couleurs de notre Roi. » Ce Prince se dirigea sur Paris (12 avril), où il était attendu par une foule immense, impatiente de contempler celui qui fut si long-temps victime de l'inconstante fortune. Il était entouré de la plupart des officiers qui partagèrent son exil; à peine approchait-il des barrières, qu'un groupe de Maréchaux vint à sa rencontre. La renommée avait jeté un si grand lustre sur leurs exploits, que tous étaient connus du Prince par leurs victoires. Il était touchant et glorieux pour un Bourbon, de voir réunis autour de lui, les descendans de ceux qui avaient illustré l'ancienne monarchie, et ceux qui faisaient la force et l'ornement de la France nouvelle. Le prince de la Moskowa, au nom de ses compagnons d'armes, assura qu'après avoir obéi avec zèle à un gouvernement reconnu par la nation, le Roi verrait avec quelle fidélité et quel dévouement les Maréchaux sauraient servir leur souverain légitime. » Vous avez tous porté dans les contrées les plus » éloignées la gloire du nom français, répondit » MONSIEUR ; à ce titre, le Roi revendique vos » exploits, tout ce qui a été fait pour la France » ne lui a jamais été étranger. »

Le prince Talleyrand alla aussi au-devant du comte d'Artois, pour lui exprimer le bonheur qu'on éprouvait dans ce jour de régénération. Le frère du Roi, en voyant les membres du gouvernement, les remercia de tout le bien qu'ils avaient fait. « Plus de divisions, leur » dit-il : la paix et la France; je la revois cette » chère France! et rien n'est changé, si ce n'est » qu'il y a un Français de plus ». Ensuite, le Prince accueillit le corps municipal et lui témoigna sa gratitude pour l'initiative qu'il avait osé prendre dans une circonstance aussi périlleuse, et de laquelle avait dépendu le succès de la cause royale. Ce front radieux et cette expression de sincère bonté qu'on lisait sur le visage ouvert d'un fils de France, ramenaient les hommes qu'avaient égarés les principes de la révolution, ou qui, trompés par les formes du despotisme, ne pouvaient concevoir tant de popularité dans un Bourbon.

Le Prince se rendit à l'église de Notre-Dame, remplie de tous les personnages revêtus des plus hautes dignités, et fut reçu sous un dais, sur le parvis de la Cathédrale. « Dieu a mis un terme aux » malheurs des Français, dit-il, allons lui rendre grâce. » Cet hommage à l'Être Suprême, d'un descendant de Saint Louis, était un retour vers nos anciennes mœurs, et causait de la joie à ceux qui, instruits par l'expérience, s'étaient enfin convaincus que la Religion était le plus solide lien de nos devoirs sociaux. Les âmes les moins

crédules admiraient comment la puissance divine faisait abjurer au pied des autels, la haine qui, durant vingt années, avait armé des peuples dont la concorde aurait dû assurer la félicité. Les spectateurs, unis par les mêmes sentimens, n'avaient alors qu'une pensée, la paix et le bonheur de la France.

En rentrant dans le palais de ses pères, le Prince ne put revoir sans attendrissement, des lieux dont il avait été si long-temps exilé. Tout lui aurait été étranger, si l'accueil qu'il recevait n'eût prouvé, qu'après une cruelle absence, les cœurs seuls n'avaient point changé. L'aspect d'un séjour qui lui rappelait les plus douloureux souvenirs, excitait dans son âme des émotions pénibles qui bientôt après, étaient dissipées par celles que lui faisait éprouver l'affection des Français. Il répondait à leur empressement, par les mots les plus heureux; ses paroles, qui le peignaient si bien, causaient les plus douces sensations, et rappelaient cette grâce et cette urbanité qui nous avaient caractérisés entre toutes les nations.

Ce fut sous ces auspices que le Sénat publia la constitution qui lui avait été demandée, et par laquelle Louis XVIII était désigné, comme un Prince qu'un acte libre rappelait au trône de France, sous la condition de jurer fidélité à cet acte. L'indignation des royalistes fut extrême, quand ils virent que les Sénateurs osaient im-

poser des conditions au rétablissement de l'ancienne monarchie. Dans cette circonstance, la passion rendait injuste ; après de si coupables erreurs, un pacte devait rassurer la nation; sans ce gage, elle ne pouvait espérer ni bonheur ni sécurité. Les Souverains alliés, pénétrés de cette vérité, insistèrent pour l'établissement des principes constitutionnels, bien convaincus que l'œuvre de pacification ne serait stable qu'après avoir fixé, parmi nous, les devoirs réciproques du peuple et du Souverain.

Mais on ne pardonnait pas aux Sénateurs d'avoir voulu faire de leur fortune et de leur dignité, une loi de l'État; ils refusaient aux Bourbons leurs droits de succession, lorsqu'eux-mêmes érigeaient, en point fondamental, l'hérédité de leurs majorats. Cette faute grossière, dont la position du Sénat relevait toute l'inconvenance, fut regardée comme un piége que tendit l'ancien esprit monarchique, afin de discréditer l'acte qui devait l'anéantir. Au reste, l'opinion fut unanime, à ce sujet et se déclara contre un corps qui, dans cette grande circonstance, aurait dû s'estimer heureux de racheter son ancienne conduite par plus de dignité, et surtout, par un noble désintéressement, si nécessaire au salut de l'État.

Le comte d'Artois, sans vouloir approfondir les droits du Sénat touchant la constitution, d'où dépendait la consécration du grand principe de la Souveraineté du peuple, trop fatal à la mo-

narchie pour pouvoir être solennellement reconnu par elle, répondit à l'offre qu'on lui fit d'accepter cette constitution, qu'il n'en avait pas le droit, mais qu'il ne craignait pas d'être désavoué, en assurant que le Roi en admettrait les bases. Il forma ensuite son conseil, composé des membres du gouvernement provisoire, auxquels il adjoignit les ducs de Conegliano, de Reggio et le général Dessoles; le baron de Vitrolles, en récompense de ses services et des dangers qu'il avait courus, fut nommé secrétaire de ce conseil.

Dès lors, la cause de Napoléon fut perdue et son autorité anéantie, quand même il n'eût pas voulu ratifier l'abdication qu'il avait promise. Tous ses corps d'armée étaient désorganisés par le refroidissement des principaux chefs. Sa garde même commençait à être ébranlée par des défections partielles; il en témoigna son ressentiment avec toute l'amertume de l'ambition trompée. « Ingrate » armée, dit-il, tu n'es pas digne de moi. » Les généraux qui l'entouraient, justifièrent des braves méchamment calomniés et dont la persévérance n'attestait que trop, l'absolu dévouement envers celui qui trois fois, les avait abandonnés.

Les militaires restés auprès de lui, le saluaient encore des mêmes acclamations qu'au jour de ses triomphes. Ils savaient que le duc de Vicence et les maréchaux Ney et Macdonald, étaient chargés de conclure le traité définitif qui devait fixer son sort et celui de sa famille. Les retards né-

cessités par une négociation de cette importance, commençaient à exaspérer les soldats; déjà ils manifestaient des dispositions qui pouvaient aider leur chef à prendre un parti désespéré. Mais, le 11 avril, veille du jour où le comte d'Artois fit son entrée dans Paris, le traité fut signé. L'île d'Elbe devint la propriété de Napoléon; il conservait son titre d'Empereur, avec une réduction des deux tiers du revenu qu'il avait demandé.

Lorsque le duc de Tarente et les autres commissaires le lui apportèrent pour le ratifier, il fit des difficultés, et parut ne pas vouloir remettre l'acte authentique de son abdication; voyant qu'il fallait se soumettre, et que le sort qu'on lui proposait, ne contrariait point ses vues secrètes, il s'y conforma au grand étonnement de ceux qui, ne pouvant lire dans son âme, admiraient cette apparente philosophie qui feignait d'entrevoir du même œil, la possession d'un rocher et l'Empire de l'Univers.

Après s'être recueilli, il dicta au duc de Bassano, son abdication conçue en ces termes: « Les Puissances alliées, ayant proclamé » que l'empereur Napoléon était le seul obstacle » au rétablissement de la paix de l'Europe, fi- » dèle à son serment, il renonce pour lui et ses » héritiers, au trône de France et d'Italie, parce » qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même » celui de la vie, qu'il ne soit prêt de faire à l'in- » térêt de la France. » Lorsqu'il eut signé cet acte,

Napoléon parut soulagé et causa familièrement avec ses généraux, sur la révolution qui venait de s'opérer; il parla de Louis XVIII avec éloge, et prédit qu'il régnerait heureux et tranquille, s'il ne touchait pas aux intérêts nationaux. Ainsi descendit du trône, le guerrier le plus étonnant qui ait jamais existé. Il se soumettait en apparence, à vivre exilé dans une petite île qu'il regardait comme une planche de salut, après un grand naufrage.

On eut bien la pensée que Napoléon chercherait à reconquérir son Empire; mais, la haine qu'avait inspirée son gouvernement, et la manière franche dont ses meilleurs appuis s'étaient prononcés pour les Bourbons, persuadèrent que ses projets hostiles ne trouveraient point de partisans, et que sa vie politique devait finir avec sa puissance militaire. D'ailleurs, les conditions du traité de Fontainebleau ne pouvaient pas être plus favorables aux Alliés. Napoléon, attaché par les liens du sang à une des premières Puissances du continent, devait obtenir de son beau-père et des autres Souverains qui le qualifièrent de frère, bien plus que les égards que l'on doit au malheur. Il avait été si grand, si terrible, que la coalition réussissait au-delà de ses espérances, en le faisant descendre du gouvernement de l'Europe à celui d'une petite île. A la vérité, lord Castlereagh, bien pénétré du vrai caractère de Napoléon, entrevit le danger de lui

donner une retraite aussi rapprochée des deux grandes contrées dont il avait été le maître. Mais, la difficulté de le placer hors de l'Europe, sans nuire aux colonies Anglaises, fut la raison qui détermina les Alliés à le laisser dans la position que lui-même s'était choisie.

L'enthousiasme que manifestait la Capitale pour l'ancienne dynastie, se propagea rapidement dans toutes les parties du Royaume. La tyrannie sous laquelle on avait long-temps gémi, et les maux sans nombre qu'elle avait attirés, firent regarder sa chute, comme un bienfait de la Providence qui veillait sur nos destinées. Dans les villes et dans les campagnes, on détruisait les emblêmes du gouvernement impérial, pour y substituer ceux de la royauté; de toute part, les actes d'adhésion des autorités civiles et militaires, étaient signés avec empressement par les mêmes hommes qui, peu de jours auparavant, offraient à Napoléon, leur fortune et leur vie.

Les paysans de la Vendée, instruits du triomphe de la cause dont ils avaient été les plus intrépides défenseurs, trouvèrent dans cet événement, la noble récompense d'un zèle dont l'histoire célèbrera l'ardeur et l'héroïque désintéressement. Le nom des Bourbons retentit dans tous les bocages du Poitou. La nuit même, on célébrait ce retour au milieu des feux qu'allumait l'allégresse publique. Dans le Languedoc et dans la Provence, les habitans exprimaient les mêmes sentimens, mais

avec des accens plus marqués et des démonstrations encore plus vives; toutes les villes de ces vastes provinces rivalisaient d'enthousiasme. Pendant plusieurs jours, les habitans véçurent dans une espèce de délire. Les murs étaient tapissés, les rues jonchées de fleurs: de toute part, s'élevaient des arcs de triomphe consacrés à célébrer la paix et le rétablissement d'un trône pacifique qui ouvrait le cœur aux plus douces espérances.

Les Ministres et les grands Dignitaires, attachés au conseil de régence, consternés des progrès de la restauration, décidèrent qu'il fallait se retirer par delà la Loire. Marie-Louise, convaincue que sa persévérance ne serait plus secondée par les efforts de la nation, annonça qu'elle n'avait rien à craindre pour elle ni pour son fils, et que dans son infortune, il était de son devoir d'attendre les ordres de son père. Joseph et Jérôme, pour ne pas se séparer d'une Princesse qui pouvait les protéger, voulurent la faire partir de force, mais, opposant la fermeté à un excès d'audace, elle fit appeler les chefs de sa garde, et les conjura de la mettre à l'abri d'une violence qui n'avait pas été commandée par son époux. Joseph et Jérôme, forcés de renoncer à leur projet, se réfugièrent aux environs d'Orléans. De là, après avoir troublé l'Europe, ils allèrent en Suisse avec la permission de s'établir dans de magnifiques châteaux, tandis que des Princes vertueux avaient été obli-

gés, pour vivre en paix, d'aller chercher un refuge au delà des mers.

Trois jours avant l'abdication de Napoléon, le comte Schouwalow vint à Blois, avec la mission de ramener Marie-Louise à son père. L'arrivée de ce diplomate marqua les derniers instans du pouvoir de la régence. La plupart de ses membres, informés de la modération qui caractérisait la révolution nouvelle, apprenant surtout que les fonctionnaires, restés à leur poste, étaient confirmés, imitèrent l'exemple de Cambacérès, et se hâtèrent d'envoyer leur soumission. Marie-Louise et son fils allèrent à Orléans, d'où ils furent ramenés à Rambouillet, par le prince Sterhasy. C'est dans cette résidence que l'empereur Alexandre alla leur rendre visite. Marie-Louise, descendue du plus beau trône de l'univers, sortit de France sans éclat, et, après avoir parcouru la Suisse, revint à Vienne, au sein de sa famille où elle fut considérée comme une victime que la politique avait immolée à la conservation de l'Autriche.

Tous les militaires français suivirent l'impulsion générale. Les maréchaux Soult, Suchet, et une foule de généraux signèrent individuellement leur promesse de fidélité. Le maréchal Augereau, regardant l'abdication de Napoléon comme un acte de lâcheté, fit éclater son indignation en des termes qui excitèrent à la fois la surprise et le blâme de ceux qui regrettaient le

moins le pouvoir renversé. Le prince de Neuchâtel, qui n'aurait jamais dû quitter celui dont il avait jusqu'alors partagé la fortune, du moins ne s'écarta pas des égards qu'il devait au malheur. Comme major-général, il déclara que l'armée ne pouvait délibérer, qu'elle se soumettait et promettait de servir avec loyauté, le Prince que la nation rappelait au trône de ses ancêtres. Les ducs de Tarente et de Feltre donnèrent pour motif de leur adhésion tardive, la foi jurée à Napoléon. Sachant allier la reconnaissance à leurs devoirs, ils n'acquéraient que plus de droits à l'estime publique, et cette lenteur à méditer toute l'importance d'un nouveau serment, faisait présager qu'ils lui seraient toujours fidèles.

Jamais l'histoire n'offrit un contraste pareil à celui que présenta la grandeur de l'Empire comparée aux circonstances de sa chute ; jamais sceptre plus puissant n'avait pesé sur le monde, et cependant, jamais domination ne s'éclipsa d'une manière moins sensible et si prompte. De telles vicissitudes inspiraient de sublimes pensées, surtout en réfléchissant que Napoléon, dépouillé de son brillant diadême, habitait le palais qui, tant de fois, recueillit les soupirs du vénérable chef de l'Église. Par cette force morale qu'inspire la vertu, ce souverain Pontife, à l'exemple de son divin maître, n'ayant pour sceptre qu'un roseau, sans armes, sans trésors, sans soldats, allait être replacé sur son trône, tandis que son persécuteur, après avoir

disposé de tous les biens de la terre, venait d'être précipité du faîte de la gloire, et recevait sa sentence aux lieux mêmes qui furent le théâtre de son orgueil et de sa tyrannie. Cette catastrophe, la plus frappante et la plus terrible de toutes celles qui jusqu'alors avaient étonné le monde, était si soudaine et si extraordinaire, que les esprits les plus habitués aux inconstances de la fortune, la regardaient encore comme un songe. Si, avec raison, on avait donné le titre d'héroïque aux vertus qui élevèrent un soldat sur le trône, de quel nom fallait-il qualifier la conduite d'un Empereur qui ravagea le monde pour redevenir soldat?

Depuis sa déchéance, son unique occupation était de lire les journaux, pour tâcher d'y recueillir des nouvelles favorables à sa destinée. Ces feuilles qui, peu de jours auparavant ne parlaient de lui qu'avec un langage adulateur, libres alors de toute contrainte, l'accablaient des plus dures invectives et des plus cruelles vérités. Il en frémissait de colère, et oubliant sa position, il s'emportait en menaces contre ses détracteurs; mais, se rappelant qu'il n'était plus rien, il tombait dans un abattement profond, et paraissait anéanti. Par l'effet d'une révolution si subite, son moral était affecté au point que tout son corps éprouva une violente crise, et qu'il demeura long-temps immobile et sans voix. Tout-à-coup il sort de cet état de stupeur, il appelle,

mais au lieu de se trouver entouré de flatteurs, ses appartemens étaient déserts; son mameluck même, fidèle aux mœurs de l'Orient, l'avait déjà quitté; et ses courtisans, semblables aux eunuques du sérail, venaient d'abandonner le sultan détrôné, pour aller saluer le nouvel astre de la Cour.

Le 16 avril, les commissaires nommés par les quatre grandes puissances alliées, se rendirent à Fontainebleau, pour accompagner Napoléon à l'île d'Elbe. Il les reçut avec distinction, et s'informa auprès du colonel Campbell, commissaire anglais, du caractère et des habitudes de lord Wellington; il donna de grands éloges à l'habileté de ce général. Lorsqu'il fut question de tout régler pour le départ, il demanda à prendre la route du Bourbonnais, afin de joindre ses équipages demeurés à Orléans. Il fut si minutieux dans ses affaires domestiques, qu'il se fit payer les différens objets qu'il ne pouvait emporter. Comme il insistait pour avoir l'assurance que les moyens de défense de l'île d'Elbe ne lui seraient pas contestés, le général Koller, commissaire autrichien, la lui donna, et il fut décidé qu'on partirait le 20; mais, dans la matinée de ce jour, il fit appeler ce général pour lui dire qu'il était résolu à ne pas partir, et qu'il allait révoquer son abdication. Je n'y avais consenti, dit-il, que pour la gloire et le bonheur de la France. Aujourd'hui, j'ai reçu plus de mille adresses qui toutes me conjurent de reprendre les rênes de

l'Etat; d'ailleurs n'empêche-t-on pas l'Impératrice de m'accompagner jusqu'à Saint-Tropez, comme on en était convenu?

Le général Koller lui répondit que le sacrifice qu'il venait de faire était une des plus belles actions de sa vie; que Marie-Louise, par sa propre volonté, s'était décidée à ne pas l'accompagner. Alors, Napoléon s'éleva contre les injustices qu'on lui faisait éprouver; il accusa l'empereur d'Autriche d'être un homme sans foi, et de travailler au divorce de sa fille, au lieu de la maintenir dans ses devoirs. Il se plaignit aussi d'Alexandre, et surtout du roi de Prusse contre lequel il manifestait la plus violente haine. Sur le reproche qu'on lui avait fait de ne s'être pas donné la mort, il dit que le vrai courage consistait à savoir supporter un malheur non mérité; qu'à Arcis-sur-Aube, il avait assez prouvé qu'il méprisait la vie. Au reste, ajouta-t-il, je tenais la couronne du vœu unanime de la nation, tandis que Louis XVIII l'a usurpée, n'étant appelé au trône que par un vil Sénat, dont plus de dix membres ont voté la mort de son frère.

Enfin, vers midi, décidé à partir, il descendit dans la cour du château, où toutes les voitures étaient préparées, et où se trouvaient environ trois mille hommes de sa vieille garde. Ces guerriers, en revoyant leur ancien chef, gardèrent le plus profond silence. Tous conservaient l'attitude du respect. Leur âme oppressée par la dou-

leur étouffait leur voix, et aucun d'eux ne put prononcer les acclamations accoutumées. Il se plaça au milieu des officiers venus à lui, et leur parla avec tant de dignité, que tous ceux qui l'écoutaient en furent attendris. « Soyez fi» dèles au nouveau Roi, leur dit-il; n'abandon» nez pas cette chère patrie, si long-temps mal» heureuse; ne plaignez pas mon sort; de grands » souvenirs me restent, je serai toujours heu» reux, lorsque je saurai que vous l'êtes. J'aurais » pu mourir; mais, je suivrai le chemin de l'hon» neur; j'écrirai ce que nous avons fait. Soldats, » je ne peux pas vous embrasser tous, mais j'em» brasse votre chef. » Alors, il pressa dans ses bras, le général Petit-Puis, se faisant apporter l'aigle de ses vieux grenadiers, il la couvrit de baisers, en prononçant ces paroles que la situation rendait sublimes: « Chère aigle! que » ces baisers retentissent dans le cœur de tous » les braves. Adieu, mes enfans. » A ces mots, il s'arrache aux transports de ses officiers dont les larmes coulaient sur sa main qu'ils cherchaient à baiser, et montant en voiture, il fit signe de partir.

Sur sa route jusqu'à Lyon, il fut accueilli partout aux cris de *vive l'Empereur!* dans cette ville, il fit acheter les brochures imprimées contre lui, ainsi que la Bible de Sacy; à Valence, il vit le maréchal Augereau, auquel il reprocha de l'avoir mal servi; celui-ci, à son tour, lui répon-

dit avec dureté. Napoléon, fatigué de cet entretien, lui fit brusquement ses adieux, et remonta dans sa voiture. A mesure qu'on avançait vers les provinces méridionales, le peuple de ces contrées témoignait son animosité contre lui. Auprès d'Avignon, un officier de la garde nationale vint prévenir les commissaires alliés qu'il n'était pas prudent d'entrer dans la ville, où plus de douze mille âmes attroupées manifestaient des intentions féroces. Les commissaires firent alors changer de chevaux hors de la ville, et, grâce à la fermeté de l'escorte, on repoussa la populace qui commençait à se rassembler, quoiqu'il ne fût que quatre heures du matin.

De plus grands dangers l'attendaient à Orgon. Au moment où il arrivait dans ce bourg, les habitans, réunis pour fêter le passage du cardinal Gabrielli, allaient, dans leur fureur, se porter aux plus violens excès, si le général Schouwalow ne les eût apaisés, en disant aux plus exaltés, « Que l'indifférence était la seule » arme qu'on dût employer contre un homme » qui avait cessé d'être dangereux. » Napoléon, de sa voiture, lui fit des signes d'approbation, et le remercia du service qu'il lui avait rendu. Pour se dérober à la vengeance des Provençaux, il s'affubla d'une redingote bleue, d'un chapeau rond, avec cocarde blanche, et alla en courrier, jusqu'à la première auberge où il se crut en sûreté. Humilié d'un si grand abaissement de fortune, il

se retira dans une chambre, et couvrit avec ses mains, son visage d'où coulaient de grosses larmes (1). Il prit ensuite le costume autrichien. Après avoir dépassé Aix, voyant qu'il n'y avait plus de danger, il reprit son caractère accoutumé. Au château du Luc, il eut un entretien avec sa sœur Pauline; de là il arriva au port de Saint-Raphau, où, quatorze ans auparavant, il avait débarqué, à son retour d'Egypte; alors, il cachait son nom, pour se dérober aux acclamations publiques, et maintenant, il se déguisait pour échapper aux fureurs populaires.

Le général Schouwalow et le comte Truchsess, prirent congé de lui; mais, lorsqu'il vit qu'au lieu d'une corvette, il allait être embarqué sur un brick, il demanda à monter la frégate anglaise sur laquelle le colonel Campbell était venu de Toulon. Ce commissaire et le général Koller l'accompagnèrent jusqu'à l'île d'Elbe. Pendant la traversée, Napoléon pria ce dernier de porter plainte à l'empereur d'Autriche, de ce que l'on ne lui avait pas permis d'emporter le diamant, connu sous le nom *du Régent*, qu'il prétendait lui appartenir, puisqu'avec les fonds de sa liste civile, il l'avait retiré des Juifs de Berlin, qui le tenaient en nantissement de deux millions prêtés au Directoire.

(1) Journal du comte Waldbourg-Truchsess, commissaire prussien, page 27.

Le général Drouot qu'on avait dépêché en avant, pour aller prendre possession de l'île, fut reçu par le général Dalesme. Depuis plusieurs jours, ce gouverneur luttait contre l'insubordination de la garnison italienne et des habitans qui voulaient se livrer aux Anglais. Informés des événemens, les séditieux se calmèrent, et tout rentra dans l'ordre. Le drapeau que Napoléon s'était choisi, ne tarda pas à être arboré; partout son autorité fut reconnue, et, au bruit de l'artillerie, on l'installa dans l'unique portion de souveraineté qui lui restât de sa domination universelle.

Dès que les destinées du perturbateur de l'Europe parurent assurées, les Souverains alliés, pour accomplir le grand œuvre de la paix générale, se réunirent à Paris. L'empereur d'Autriche, qui avait répugné à s'y trouver, lorsque des raisons d'État le forcèrent à faire descendre sa fille du trône, où lui-même l'avait élevée, y arriva dès que cet acte rigoureux, mais nécessaire, eut été consommé. Immédiatement après, ces Souverains, conjointement avec lord Castlereagh, travaillèrent aux moyens d'amener une pacification prompte et solide. La modération et l'équité, en présidant à ce conseil auguste, pouvaient assurer pour toujours, le bonheur de la France et le repos de l'Europe.

Après de longues conférences, où nos intérêts furent défendus avec chaleur, par le prince Tal-

leyrand, le comte d'Artois fut contraint de signer une convention avec les Alliés (23 avril), où ceux-ci s'engageaient à sortir du territoire français, tel qu'il était au 1er janvier 1792, pourvu que les places situées hors de ces nouvelles frontières fussent aussi évacuées par les troupes françaises. On estima que la libération des trois premières villes de France et de quarante départemens, écrasés par le séjour des troupes ennemies, équivalait à la cession de cinquante-trois places dont nous ne pouvions plus secourir les garnisons; en les cédant, nous partagions le matériel des arsenaux et des flottes, et tous nos prisonniers devaient être rendus à leur patrie. Le comte d'Artois ne pouvait s'empêcher d'adhérer à ce traité, puisque les Coalisés se trouvaient dans une position qui leur donnait la faculté d'en dicter les conditions. Pour hâter le bonheur de l'ancienne France, le Prince nomma des commissaires royaux, avec la mission d'aller dans les départemens, faire cesser les poursuites judiciaires relatives aux affaires d'opinion et de conscription. Il donna à ces agens des pouvoirs pour opérer le bien, empêcher le mal et éclairer le peuple. « Messieurs, leur dit-il, au moment de » leur départ, répétez jusque sous la chaumière » du pauvre, que le Roi arrive avec les sentimens » d'un père, et qu'il partagera les malheurs de » ses enfans jusqu'à ce qu'ils soient réparés. »

Partout, on se conforma à l'exécution de ce

traité ; mais, la communication en ayant été faite d'une manière irrégulière, au 13e corps, renfermé dans Hamburg, le prince d'Eckmühl fit répondre, au général Benningsen qui lui annonçait la déchéance de Napoléon : « qu'un homme d'honneur » ne se croyait pas délié de ses sermens par les » revers qu'avait éprouvés son Souverain. » Cette fermeté contrariait les ennemis et irritait les Hambourgeois dont elle prolongeait les malheurs. Ils accusèrent alors le Maréchal d'avoir fait tirer sur le drapeau des Bourbons ; mais, par la suite, il prouva n'avoir tiré que sur le symbole de paix que l'ennemi lui présentait, sous les formes les plus menaçantes. Du reste, il envoya sa soumission, dès que les changemens survenus en France lui eurent été notifiés, non par l'organe de Benningsen dont il devait se méfier, mais par l'arrivée d'un de ses parens. Sur-le-champ, il fit arborer le drapeau blanc, reconnut Louis XVIII, et promit que lui et son armée consacreraient leur vie aux descendans de Henri IV et de Louis XIV (1). A la suite de nos désastres, la garnison de Hamburg, ainsi que celles de Berg-op-Zoom et de Magdeburg, sorties victorieuses des plus rudes assauts, eurent l'honneur de rentrer en France, avec des armes qui illustrèrent la patrie

(1) Mémoire de M. le maréchal Davout, prince d'Eckmühl, au Roi.

et ne s'abaissèrent jamais devant ses ennemis.

Le général Maison, campé sous les murs de Lille, après s'être emparé de Gand, parvint à faire sa jonction avec la division Roguet. Aux environs de Courtray, il eut des engagemens sérieux avec les Saxons. A la suite d'une vaine tentative sur Tournay, il allait ravitailler Maubeuge quand il apprit, sous les murs de cette place, les changemens survenus à Paris; aussitôt, il retourna à Lille, où il conclut une suspension d'armes. Les ordres du gouvernement provisoire étant mal interprétés, la garnison se crut licenciée. Dès-lors le désordre fut à son comble, et la désertion ne connut plus de bornes. Mais, le général Maison, par sa fermeté, fit entendre aux soldats que s'ils étaient dégagés de leurs sermens envers Napoléon, ils n'étaient point pour cela, affranchis des devoirs que tout bon citoyen devait à son pays.

Dans les Pays-Bas, les Anglais attachaient une haute importance à l'occupation d'Anvers, afin de s'emparer de la flotte et des vastes établissemens maritimes créés par Napoléon; ils sommèrent le général Carnot de se rendre. Cet habile militaire, malgré la vigueur de sa défense, n'avait point encouru la haine des habitans; lorsqu'il eut la certitude que les Bourbons étaient rétablis sur le trône, quoiqu'ayant voté la mort de Louis XVI, il écrivit au gouvernement provisoire pour annoncer sa soumission. L'amiral

Verhuel se soumit aussi avec la flotte du Texel, après une résistance de six mois; et la garnison de Bayonne reconnut Louis XVIII, encore rayonnante de la victoire qu'elle venait de remporter sur le corps anglais qui la tenait assiégée.

Le gouvernement provisoire, depuis la déposition de Napoléon, avait rappelé l'armée qui campait sur les rives du Mincio, avant que les Souverains alliés eussent rien décidé sur le sort de l'Italie. L'Autriche, impatiente de d'occuper comme garantie de tout ce qu'elle avait à revendiquer, laissait cette belle contrée en proie aux violentes agitations que causait l'incertitude de ses destinées. L'Italie, formant le second trône de Napoléon, long-temps soumise aux lois de l'Empire dont elle avait partagé la gloire, devait être accablée sous les mêmes revers; leur histoire étant commune, je vais raconter succinctement comment finit un royaume qui, victime des excès de l'ambition, succomba, après avoir tout fait pour devenir florissant.

La manœuvre de Napoléon sur Saint-Dizier, donna un moment de hautes espérances à l'armée d'Italie qui toujours s'attendait à recevoir l'ordre de se rendre en Suisse, pour agir sur les derrières de l'ennemi. Dans la crainte que cette opération n'eût un plein succès, le roi de Naples n'avait osé rien entreprendre. Mais, l'empereur Alexandre lui ayant dépêché le général Balaschew, il fut décidé qu'il s'emparerait de Plai-

sance, et qu'après avoir chassé les Français de la Lombardie, il ferait sa jonction avec le corps anglais chargé de prendre Gênes. Ce ne fut que quelques jours après (13 avril), c'est-à-dire lorsqu'il eut la certitude de la révolution arrivée dans Paris, qu'il se décida à effectuer ce plan. Le général Maucune, retranché sous les murs de Plaisance, n'avait que six mille hommes à lui opposer; il profita des ressources de l'art et de la nature du terrain avec un tel succès, que les Autrichiens, par la suite, accusèrent Joachim de les avoir trahis dans cette expédition.

Lord Bentinck, jaloux de contribuer à la conquête de l'Italie, avait rassemblé à Palerme, un corps de Siciliens et d'Anglais; il débarque à Livourne, et appelle les Toscans aux armes et à la liberté; au grand scandale de la morale publique, il employait, pour triompher, les armes du Souverain dépossédé et celles du Prince usurpateur. Un ordre du jour du Prince héréditaire de Sicile, où il réclamait ses droits sur le royaume de Naples, fit croire à Joachim qu'il était joué par les Anglais. Dans une discussion qu'il eut avec lord Bentinck, tous deux se reprochèrent leur commune déloyauté. Cette discorde aurait amené une rupture, si le général anglais n'avait jugé prudent de se désister de ses prétentions sur la Toscane, et n'eût désavoué l'ordre du jour du Prince royal de Sicile.

La bataille du Mincio, livrée par le Vice-Roi,

avait mis un terme aux faciles progrès des Autrichiens; le prince Eugène, vainqueur de deux armées, dont chacune était plus forte que la sienne, se maintenait encore sur cette rivière, pendant que l'ennemi occupait toutes les grandes villes de France. Depuis quelques jours, on était dans une inaction complète; mais, déjà des bruits sinistres avaient causé une sourde fermentation, et répandu, dans le palais de Mantoue, une profonde tristesse: elle ne fit qu'accroître, lorsque la Vice-Reine, enceinte, quitta Milan et vint se réunir à son époux avec toute sa famille, au bruit des armes, et pour ainsi dire au milieu des combats. L'armée ne put voir sans émotion, cette jeune princesse douée des qualités du cœur et des charmes de la beauté, venir chercher un refuge dans une place de guerre remplie de troupes et menacée d'un siège. Ce fut sous ces tristes auspices que peu de jours après, elle accoucha d'une fille. Les honneurs qu'on lui rendit en cette occasion, portaient avec eux, le caractère de la sombre mélancolie dont toutes les âmes étaient atteintes. On se rappelait les temps heureux où cette Princesse célèbre par ses vertus, ses grâces et sa piété, se montrait si digne du trône qu'on lui croyait destiné.

A la suite d'une salve d'artillerie que tirèrent les Autrichiens, le Vice-Roi fut informé, par des parlementaires, de la nouvelle positive de la prise de Paris, et du changement de gou-

vernement qui en avait été la conséquence. Dans la soirée du même jour, le général bavarois Wartemberg et le général Neipperg, commandant l'avant-garde autrichienne, lui demandèrent une entrevue : elle eut lieu au château de Rizzino; certain que toutes hostilités avaient cessé entre les troupes françaises et celles des Alliés, le Vice-Roi n'hésita pas à rendre l'armée d'Italie au gouvernement à qui elle appartenait. Mais, aucun acte officiel ne lui annonçait que la révolution survenue en France dût changer ses fonctions et ses devoirs de chef suprême du royaume d'Italie. Sans vouloir retenir une autorité dont il n'était que le dépositaire, il crut devoir veiller encore aux intérêts de la nation qu'il avait jusqu'alors gouvernée avec l'assentiment public. Il se flattait qu'en n'abandonnant pas les rênes de l'État, s'il était décidé qu'elles dussent changer de main, elles passeraient de l'une à l'autre, sans que l'ordre et la tranquillité en fussent un instant troublés.

Toutes les places du pays Vénitien devaient être rendues à l'Autriche. A cette condition, les troupes italiennes continuaient à occuper les parties du royaume non envahies. L'armée française, avant de partir, vint prendre congé du Vice-Roi qui, pendant neuf années, l'avait commandée avec gloire et toujours avec honneur. Dans cette circonstance douloureuse, le Prince éprouva combien est pesant le fardeau d'une haute dignité,

lorsqu'elle oblige d'immoler à ses devoirs, les plus chères affections du cœur. Les braves qui tant de fois exposèrent leur vie aux dangers des combats, versaient des larmes d'attendrissement en se séparant de celui qui les avait guidés sur les champs de bataille ; ils en auraient rougi, si la gloire seule n'eût excité de si nobles regrets. Les adieux du Prince et la réponse des Généraux, dictés par le sentiment d'une estime réciproque, sont le plus bel éloge du Prince et de l'armée.

A la même époque, les Anglais, après avoir évacué la Toscane, attaquèrent Gênes par terre et par mer. L'amiral Pelew, dont les parlementaires n'étaient pas reçus, depuis qu'il cherchait à souffler les feux de la révolte, fit déposer sur un rocher, des dépêches contenant les nouvelles de Paris. Ces nouvelles, confirmées par celles venues de Turin, excitèrent une grande fermentation parmi les Génois qui s'attendaient au rétablissement de leur république. Le général Fresia, gouverneur de la ville, à la suite d'une violente attaque, voyant que l'insurrection faisait des progrès alarmans, et que le contenu des dépêches anglaises lui était confirmé par la cessation des hostilités entre le général Bellegarde et le prince Eugène, autorisa le maire et l'évêque à se rendre auprès de lord Bentinck, pour lui demander la suspension des hostilités. Ce général Anglais, à qui la marine et les arsenaux tenaient plus à cœur que la liberté des Génois, exigea qu'on lui

livrât la ville. Pendant ce temps, l'effervescence populaire était à son comble, et le drapeau de la république flottait sur les clochers. Elle se calma à la lecture de la proclamation où lord Bentinck donnait l'assurance que l'ancien gouvernement serait rétabli; quoique des instructions secrètes de lord Bathurst, antérieures de quatre mois, lui eussent ordonné d'occuper Gênes au nom du roi de Sardaigne; ce qu'il n'osa faire, dans la crainte d'exaspérer une population qu'il ne pouvait captiver, qu'en exauçant le plus cher de ses vœux. Ainsi, la prétendue liberté promise par les Anglais et les Autrichiens, faisait crouler de toute part, l'autorité française, tant les peuples d'Italie étaient alors épris du légitime désir de leur indépendance.

Tout devait faire espérer à ceux du royaume, qu'au moment de la paix générale, leur indépendance serait reconnue et proclamée; pour seconder un vœu si naturel, on sollicita le duc de Lodi, président du Sénat, d'engager ce corps à se rendre l'interprète des sentimens de la nation, auprès des Souverains alliés. Dans cette circonstance épineuse, le duc de Lodi pour ne pas se compromettre, prétexta avoir la goutte, et fit écrire par une main française, la minute du rapport qu'il envoya aux Sénateurs assemblés. La majorité d'entr'eux était si bien pénétrée du sentiment de ses devoirs, qu'en cette conjoncture, elle fut sourde à la séduction et ne se laissa

ni intimider par les clameurs populaires, ni influencer par les instigations de l'ancienne noblesse qui depuis nos revers, était sourdement travaillée par la pensée qu'on allait bientôt rentrer sous la domination de l'Autriche.

Le rapport du duc de Lodi contenait un tableau de la situation du royaume, et il le terminait, en manifestant le désir d'envoyer une députation aux grandes Puissances, pour leur demander la paix, l'indépendance, et le prince Eugène pour roi. Le Sénat ne voulut rien adopter sans avoir délibéré; une commission fut nommée pour aller se concerter avec le duc de Lodi; celui-ci, au lieu de parler dans le sens du message, prouva par la minute qu'il avait conservée, que le contenu lui avait été suggéré par une volonté étrangère. Alors on décida que des trois points qui formaient l'objet de la discussion, deux seulement seraient accordés. Mais, les factieux qui tramaient une révolution, ne se contentèrent point de l'attitude pleine de dignité du Sénat, ni de ce qu'il venait de décider; ils résolurent de renverser ce corps puissant et aspirèrent à figurer comme peuple souverain. Réunis en nombre considérable, ils signèrent une adresse pour revendiquer l'autorité du Sénat; et, ce que la postérité aura peine à croire, c'est que les hommes turbulens placés à la tête de cette faction, étaient pour la plupart des sujets décorés, employés à la Cour, et que le prince Eugène avait comblés de bienfaits.

Les Milanais étaient dans une agitation qu'on ne saurait dépeindre, ils n'attendaient pour éclater qu'une occasion : elle se présenta, à l'arrivée de quelques officiers autrichiens, venus pour régler tout ce qui était nécessaire au passage de leurs troupes qui devaient, à quelques jours de distance, suivre l'armée française. La vue de ces militaires étrangers fit croire à la populace, que l'autorité du Vice-Roi était totalement évanouie : dans cette persuasion, elle se rassemble autour du palais du Sénat convoqué pour délibérer, et à l'arrivée de chaque Sénateur, elle applaudissait ou sifflait, selon qu'il avait été contraire ou favorable au rapport du duc de Lodi.

Dès que l'assemblée fut formée, les chefs de la garde nationale demandèrent l'honneur de veiller à sa sûreté ; le président y consentit. A peine cette faveur eut été accordée, que ceux qui s'étaient offerts pour être les gardiens de l'ordre et de la paix, eurent l'infamie d'envahir la salle et de demander à grand cris la convocation des colléges électoraux et le rappel de la députation qui secrètement avait été expédiée auprès des Souverains alliés. Le Président ne pouvant faire face à l'orage, sans aucune délibération, écrivit sur une feuille de papier : *le Sénat rappellera la députation et réunira les colléges électoraux.* Les Sénateurs épouvantés par les clameurs de la populace qui demandait la tête de plusieurs d'entr'eux, échappèrent par diverses issues, à la fureur

des révoltés qui, non contens de ce succès, brisèrent les meubles, et mirent en lambeaux le portrait de Napoléon, peint par le célèbre Appiani.

Lorsque tout fut saccagé dans le palais du Sénat, ceux qui dirigeaient cette émeute, crièrent qu'il fallait se venger sur les ministres; à ces mots, les séditieux exhalent leur haine contre le comte Prina, ministre des finances; dans la matinée, on l'avait averti du danger; mais, en homme de cœur, il voulut demeurer à son poste, se confiant en la facilité qu'il y aurait à réprimer le peuple Milanais. Ce fut seulement dans l'imminence du danger, que cet infortuné songea à se sauver; il n'était plus temps; de toute part, son palais est envahi; on l'arrache du réduit où il s'était retiré, on le dépouille, on le frappe, et du premier étage on le jete dans la rue: quoique cette horrible scène se passât non loin des différens postes de garde nationale, aucun n'accourut pour en arrêter les odieux effets. Prina devenu la proie d'une populace féroce, se crampone à la porte en fer d'une église, et demande pour grâce dernière, qu'on lui laisse recommander son âme à Dieu; les barbares s'y refusent, et pour l'entraîner, lui meurtrissent les mains. Recueilli dans la boutique d'un marchand, ils s'apprêtaient à y mettre le feu, lorsque la victime se présente, et dit à ses assassins: *Épuisez sur moi votre fureur.* Pendant plus de dix heures, ce malheureux implora la mort sans pouvoir l'obtenir; les cruautés les plus atroces et les

plus révoltantes furent exercées sur lui, et sous les yeux des personnes qui la veille mangeaient à sa table, ou sollicitaient son crédit. Ma plume, glacée d'horreur, se refuse à raconter toutes les circonstances de cette lente et douloureuse agonie. Jusqu'au milieu de la nuit, son cadavre sanglant fut traîné, à la lueur des flambeaux, dans les quartiers de la ville; lorsqu'on l'enterra, il était défiguré et mutilé, au point qu'il n'avait plus de forme humaine. Telle fut la fin déplorable d'un homme doué de grands talens administratifs, et dont la modique fortune, après le maniement de si grandes richesses est la preuve irrécusable de sa moralité. Son unique crime fut d'avoir été le rigoureux exécuteur des volontés de Napoléon, et d'avoir recouru à des expédiens violens, pour procurer des trésors à un gouvernement que les factieux ne cherchèrent à renverser, qu'après avoir perdu l'espoir d'en partager les faveurs. Au reste, la plupart des villes d'Europe, qui avaient souffert sous la domination française, recouvrèrent leur indépendance avec une sagesse qu'on ne saurait trop célébrer, et Milan, quoique la plus heureuse de toutes, fut la seule qui crut pouvoir fonder sa liberté sur la révolte, et sur l'assassinat de ses ministres.

Lorsque les principaux habitans de cette Capitale eurent renversé un gouvernement qui était leur unique sauve-garde, ils substituèrent à l'autorité du Sénat, celle d'un collége électoral, nul par

son petit nombre, par la folie de ses actes, et surtout, par l'esprit séditieux qui avait présidé à sa création. Dans cet état d'anarchie, le royaume retombait sous le droit des armes. Le prince Eugène, au lieu de faire marcher sur Milan une partie de ses troupes, se conforma au traité de Fontainebleau qui alors seulement lui fut connu, et par lequel Napoléon renonçait, pour lui et sa famille, à la souveraineté du royaume d'Italie. Il se borna à étouffer le désordre en faisant conclure, par le général italien Zucchi, une convention où il était stipulé que les troupes autrichiennes, en prenant possession du royaume, au nom des puissances alliées, respecteraient l'organisation civile et militaire. Le prince Eugène fit ensuite ses adieux au peuple et à l'armée italienne, avec une expression et un langage si noble et si touchant, que sa proclamation sera toujours citée comme un modèle d'éloquence. Elle produisit une sensation si vive qu'au milieu de cette grande catastrophe, les malheurs d'Eugène et de son intéressante famille retentirent jusque dans les contrées les plus éloignées. C'est ainsi que, pour prix des meilleures intentions, ce Prince ne retira d'autre avantage que de mieux se pénétrer de la haute maxime, que Napoléon lui avait exprimée dans une de ses dernières lettres : *Mon fils, ne comptez jamais sur la reconnaissance des peuples.*

L'ingrate ville de Milan perdit dans la per-

sonne de la Vice-Reine, un modèle de vertus royales et privées, une généreuse protectrice de tous les infortunés. Le prince Eugène se rendit à Munich, et puis à Paris, où l'hommage de sa fidélité et l'acceptation de ses services auraient été un puissant auxiliaire pour la monarchie, puisqu'il ne connut jamais d'autre ambition que celle du devoir. Mais, des intrigues de cour et la jalousie de ses rivaux de gloire firent refuser des offres qui auraient prévenu de grandes calamités, surtout à une époque où le trône avait besoin d'un appui, et l'armée d'un consolateur. Ce Prince, quoiqu'accueilli par le Roi, ne trouvant pas ailleurs une confiance qui répondît à la loyauté de sa conduite, alla chercher un asile chez le roi de Bavière, son beau-père, auquel il apporta pour apanage, ses talens, sa renommée et l'estime du monde entier. Aussi fut-il reçu avec joie, même par ceux contre lesquels il avait fait la guerre: spectacle consolant pour les amis de la vertu, qui se réjouirent de la voir récompensée à la suite d'une telle commotion, et lorsque tant d'injustes préjugés semblaient la faire méconnaître!

L'armée française forcée, sans être vaincue, de quitter l'Italie, jeta plusieurs fois des regards menaçans sur l'ennemi qui la suivait; dans sa douleur, elle regrettait de ne pouvoir plus faire usage de ses armes. Arrivée sur le sommet des Alpes, elle contemple avec attendrissement cette

belle contrée, illustrée par ses exploits, et dont l'indépendance ne put être cimentée par le sang d'une génération de braves. Durant ce cruel voyage, aucun murmure ne se fit entendre. Chefs et soldats se soumirent aux ordres du gouvernement reconnu. Rentrés sur le territoire de l'ancienne France, ils voilèrent leurs aigles encore radieuses qu'osait insulter une populace ignorante, et qui, dans ses transports, oubliait qu'elle offensait sa propre gloire en outrageant des emblèmes qui, tant de fois, sur le champ d'honneur rallièrent ses enfans.

Au milieu de ces grands événemens, une scène touchante se préparait dans la capitale du monde chrétien. Napoléon, après avoir fait voyager le Pape dans l'intérieur de la France, pour empêcher qu'il ne fût délivré par les Souverains alliés, s'était décidé à le renvoyer à Rome, persuadé que l'enthousiasme que causerait son arrivée, renverserait les projets du roi de Naples. Les longues injustices que Pie VII avait supportées par amour pour la religion, touchaient enfin à leur terme. Cependant, il n'était point encore sorti de France, et le gouvernement provisoire eut l'honneur d'accélérer son retour dans ses États. Joachim s'y opposait : il le retint long-temps à la Chartreuse de Florence, et ne consentit à lui rendre la liberté, que lorsqu'il y fut contraint par les Autrichiens. Son arrivée à Rome étant annoncée, toutes les autorités, accompa-



gnées de la garde civique et des troupes autrichiennes et napolitaines, se rendirent au lieu qui leur était assigné. Charles IV, ancien roi d'Espagne, son épouse, et l'ex-reine d'Etrurie se portèrent à la rencontre du premier pasteur de l'Église, et se présentèrent à Sa Sainteté, au moment où elle descendait de carrosse. Cette réunion, formée des plus augustes victimes d'une tyrannie détruite, arracha des larmes à tous les spectateurs. Le Souverain Pontife étant monté, avec les cardinaux Mattei et Pacca, dans la voiture préparée pour son entrée solennelle, soixante jeunes gens vêtus de noir, avec des cordons de soie cramoisie, et des agrafes d'argent, obtinrent l'honneur de la traîner. Le Saint-Père fut harangué par le président du Sénat romain, auquel il répondit: *Rien ne doit s'adresser à moi, mais tout à Dieu*. En approchant du Vatican, un nouveau spectacle vint encore attendrir les âmes. Le roi de Sardaigne, qui était en prières dans la basilique de Saint-Pierre, se présenta sous le péristile de ce temple magnifique, et se prosterna aux pieds de Sa Sainteté, malgré les efforts qu'elle fit pour l'en empêcher. Le Pape arriva fort tard à la résidence apostolique du Quirinal, et ne prit du repos qu'après avoir donné sa bénédiction à une population immense, rassemblée sous les fenêtres de son palais. Ainsi s'accomplirent les décrets de la divine Providence, sur le chef vénérable de l'Église catholique. Jamais, la tiare ne

fut honorée par plus de vertus; et jamais aucun prince ne fut aussi humble dans la prospérité, ni plus grand dans les fers. Convaincu qu'il n'avait attiré les calamités sur l'Église, ni par imprudence, ni par aveuglement, ni par une obstination déplacée, le Saint-Père, tranquille sur ses malheurs, fidèle à ses obligations sacrées, se résigna à toutes les violences; et la victoire de la vertu sans défense, sur un pouvoir irrésistible, fut un triomphe éclatant pour l'Église, et la digne récompense du courage inébranlable de son chef, pénétré du sentiment de ses devoirs et de sa haute dignité.

Le général Sommariva ne s'était emparé du royaume d'Italie qu'au nom des puissances alliées; bientôt après, le comte Bellegarde en prit possession pour l'empereur d'Autriche. Dès-lors, cessa l'autorité du collége électoral. On conserva seulement le conseil de régence dont ce dernier général se déclara président, jusqu'à ce qu'une organisation nouvelle eût annexé les provinces italiennes à l'empire d'Autriche. Ce royaume cessa d'exister par la turbulence de ceux qui, en excitant une révolution inconcevable par son absurdité et odieuse par ses résultats, enlevèrent à leur patrie, le droit de concourir à la construction du nouvel édifice social qui, à cette époque, aurait dû s'élever sur les ruines du grand Empire.

Cette espérance dominait alors tous les peu-

ples, et les faisait applaudir avec joie, aux résolutions que proclamaient les Souverains alliés, au nom de la liberté, de l'ordre et de l'équilibre européen. Sous ce rapport, la France, malgré ses anciennes victoires et la douleur qu'elle éprouvait d'avoir perdu sa puissance, pouvait encore se consoler en songeant que le bonheur lui ferait oublier les illusions de la gloire. Cet espoir allait se réaliser sous un Monarque élevé à l'école du malheur, et qui, après avoir passé le temps de son exil au milieu d'un peuple libre, s'était convaincu que les principes constitutionnels, sagement combinés avec l'action des lois et l'indépendance du Souverain, en faisant chérir l'autorité royale, rendent l'obéissance et plus douce et plus sûre.

Dans une circonstance aussi solennelle, chacun se demandait : où est le Roi? Que fait-il? Pourquoi n'est-il pas au milieu de nous? Alors la voix publique le nomma Louis *le Désiré*. Mais, le Cabinet Britannique, pour se donner l'air de régler, jusqu'au dénouement de ce grand drame, les destinées de la France, ne lui permit le libre accès au trône, que lorsqu'on eut pleine et entière connaissance du traité de Fontainebleau. Enfin, le 23 avril, le Roi quitta le sol hospitalier de l'Angleterre, au milieu d'un concours immense de spectateurs. Ce jour rappelait celui où Charles II arriva de Hollande, pour remonter sur le trône de ses ancêtres. Le duc de Cla-

rence, en qualité d'amiral de la flotte, accompagna sur sa frégate, le navire qui portait Louis XVIII. Avant qu'il fût sorti de Douvres, une foule immense couvrait le rivage de Calais. Du sommet des remparts et du haut des maisons, tous les yeux cherchent le vaisseau qui renfermait l'espérance de tous les bons Français. Un temps superbe favorise cette heureuse traversée; dès que les premiers coups de canon se font entendre, on découvre une escadre qui, à voiles déployées, s'avance vers la côte. Mille détonations partent des forts et des vaisseaux. Les autorités civiles et militaires se portent au point désigné pour le débarquement, précédés par une musique harmonieuse. Bientôt, on distingue chaque bâtiment; le plus orné de tous entre dans le port et s'arrête. Alors une immense population s'écrie: *Voilà le Roi; c'est lui; vive le Roi! vive Madame! vivent les Bourbons!* Le Roi paraît avec son auguste nièce, et entouré de ses plus fidèles serviteurs; il ôte son chapeau, met la main droite sur son cœur, et levant les yeux, témoigne sa reconnaissance à l'Être Suprême dont la volonté seule avait pu amener des événemens qui tenaient du prodige. Des milliers de spectateurs imitent cette touchante piété. Le ciel, la terre et la mer sont les riches décorations de cette scène sublime: tout s'émeut, tout s'agite, on se pousse, on se presse; et l'excès de la joie, étouffant la parole, donne un libre cours aux larmes

d'attendrissement qui coulent de tous les yeux, surtout à la vue de cette Princesse, modèle de vertus, et qui, effrayée du souvenir de ses malheurs, ne s'approchait qu'en tremblant, d'une terre encore fumante du sang de sa famille.

Après plus de vingt-deux années d'exil, le Roi met le pied sur le sol de la France; il s'approche de ses sujets et les réconcilie par sa seule présence, avec les Anglais dont ils étaient les irréconciliables ennemis. Jusqu'au moment de son départ de Calais, les élans de la joie ne cessèrent d'éclater; et tous ceux qui approchaient ce Souverain, ravis de ses manières affables, publiaient partout les témoignages de bonté qu'ils en avaient reçus.

En s'avançant vers Paris, les routes étaient couvertes par la population des villages et des campagnes, comme le sont les rues d'une ville, lorsque les habitans se rassemblent pour être témoins d'un événement grand et désiré. Le Roi, Madame et les Princes, accueillaient avec tendresse, les marques d'amour de tous ceux qui pouvaient les voir ou leur parler; les vieillards élevaient leurs mains tremblantes, pour appeler la bénédiction du ciel sur la Famille Royale; les mères présentaient leurs enfans; de jeunes paysannes offraient des bouquets, et semaient des fleurs sous les pieds des chevaux; des arcs de triomphe décoraient l'entrée de chaque ville, et le drapeau blanc, flottant sur tous les clochers, à toutes les fenê-

tres, causait une impression d'autant plus douce, que cette couleur était à la fois celle des Bourbons, et l'emblême de la paix qu'ils nous avaient rendue.

Le Roi étant attendu à Compiègne (29 avril), une foule de personnages marquans vinrent de la Capitale à cette résidence, empressés de voir un Prince en qui reposaient la sécurité des biens et le bonheur des familles. Sur toutes les figures étaient peintes des émotions différentes : plusieurs exprimaient la confiance, beaucoup paraissaient pleines d'amour, un petit nombre semblaient manifester la crainte. Mais, en voyant le Roi, entouré des Maréchaux de France et de nos plus illustres guerriers, tous les sentimens se confondent, mille cris de joie s'élèvent dans les airs; les anciens serviteurs, mêlés avec les nouveaux, se serrent étroitement la main, et abjurant l'ancien esprit de parti, promettent d'être tous à la France, tous au Roi. Le prince de Neuchâtel, prend la parole et proteste que les armées se réjouiront d'être appelées par leur dévouement et leur loyauté, à seconder les généreux efforts de Sa Majesté. Louis XVIII avec une grâce particulière, répondit aux Maréchaux qu'il était *heureux, et fier surtout, de se trouver au milieu d'eux.* Ce sage Monarque par ses paroles affectueuses, subjuguait les âmes et gagnait tous les cœurs.

De Compiègne, Louis XVIII alla à Saint-Ouen où il s'arrêta, pour admettre à son audience, les

membres du gouvernement, les militaires, et les députations des différens corps de l'Etat. En cette occasion, le prince Talleyrand se rendit l'organe du Sénat, et dit au Roi, qu'en remontant sur le trône, il allait succéder à vingt années de ruines et de malheurs, mais que sa vertu, loin d'en être effrayée, en empruntant à l'esprit du siècle les plus sages théories politiques, saurait concilier la dignité de sa couronne et les vœux de la raison ; et qu'une Charte réunirait les intérêts de la nation à ceux du trône, en les fortifiant du concours de toutes les volontés.

La cupidité des Sénateurs ayant rendu leur constitution, l'objet du mécontentement public, donna au Roi, la faculté de publier une déclaration (Saint-Ouen 2 mai), dans laquelle ce Monarque annonçait que, quoique les bases de l'acte proposé par le Sénat fussent bonnes, elles avaient été rédigées avec une si grande précipitation, qu'elles ne pouvaient, sous cette forme, devenir lois fondamentales ; mais que, résolu d'adopter une constitution libérale, sagement combinée, il convoquerait les premiers corps de l'Etat, et la leur mettrait sous les yeux. Par cette déclaration célèbre, le Roi donnait pour bases de cette future constitution, un gouvernement représentatif composé de deux chambres; il garantissait nos libertés, et considérait toutes les propriétés comme inviolables; tous les Français pouvaient prétendre aux emplois civils et militaires; les pensions,

les grades et les honneurs étaient conservés, ainsi que l'ancienne et la nouvelle noblesse. Enfin, Louis XVIII donnait l'assurance que nul individu ne serait inquiété pour ses opinions et ses votes.

Tous les Parisiens se livraient à la joie, en songeant que leur Roi s'avançait vers la Capitale : lorsque le cérémonial pour sa réception, eut été arrêté, les Maréchaux de France, les Colonels Généraux et une foule d'Officiers supérieurs, réunis à la garde d'honneur à cheval, allèrent sur la route de Saint-Denis, et embellirent son cortége. Pour se former une idée de cette brillante fête, qu'on joigne à l'éclat d'une belle journée de printemps, l'immense population de Paris, campée hors des barrières, et accrue par les nombreux habitans des campagnes qui, pour célébrer ce grand jour, avaient suspendu leurs travaux. La garde nationale bordait seule la haie. Les Souverains alliés, par une attention délicate, avaient éloigné leurs soldats afin qu'aucune baïonnette étrangère ne parût dans cette solennité, regardée comme une véritable fête de famille. Le Préfet, accompagné des douze Maires et de tout le corps municipal, reçut le Roi aux portes de la Capitale : en lui présentant les clefs, il lui adressa un discours plein de noblesse. « Je me réjouis de me réunir à mes » enfans, répondit le Roi ; je touche les clefs de » ma bonne ville de Paris, mais je vous les rends : » je ne puis les confier à des Magistrats plus » dignes de les garder ». Un groupe nombreux

de jeunes demoiselles, vêtues de blanc, et dont les charmes n'altéraient point la candeur, portaient une bannière où étaient écrits ces mots: *la Providence nous rend les Bourbons;* elles confondaient leur émotion et leurs voix avec celles de la foule empressée qui ne suspendait ses acclamations, que pour essuyer les larmes de joie que faisaient couler des événemens devenus plus attendrissans encore, lorsque au bonheur du présent se mêlait l'amertume des souvenirs.

La fille du vertueux Louis XVI était placée à côté du Roi. Cette Princesse, dont l'enfance se passa dans les larmes, et dans les plus cruelles douleurs qui puissent affliger le cœur humain, partageait les émotions que faisait éprouver ce jour prospère. Vis-à-vis, étaient le prince de Condé et le duc de Bourbon, vénérables guerriers, dont la postérité s'éteignit par un lâche assassinat. L'allégresse publique se manifestait par les expressions les plus touchantes. Les militaires Français y prenaient part, et les généraux étrangers paraissaient émerveillés qu'une guerre si sanglante se terminât par la réconciliation des peuples de l'Europe. Toutes les rues traversées par le cortége, étaient ornées de tapisseries, de drapeaux blancs, et de guirlandes de roses et de lis. Lorsque le Roi passa sous la porte Saint-Denis, une couronne descendit sur sa tête, pendant qu'un enfant, plein de grâce, présentait à la duchesse d'Angoulême, une corbeille élégante

d'où sortirent deux tourterelles qui voltigèrent sur sa tête. Sur le parvis de Notre-Dame, les Ecclésiastiques reçurent le Roi sous un dais. « En entrant dans ma bonne ville de Paris, dit-il, mon » premier soin a été de venir remercier Dieu des » merveilles qui ont terminé mes malheurs. Fils » de Saint-Louis, j'imiterai ses vertus. »

Le Roi, les Princes, et la duchesse d'Angoulême, placés au sanctuaire, priaient Dieu avec le plus saint recueillement; tous les regards se portaient sur cette vertueuse Princesse qui, avant l'âge où la raison développe la force de l'âme, eut à pleurer son père, sa mère, sa tante, inhumainement égorgés, et son jeune frère, victime des plus atroces traitemens et d'une barbare politique. Les yeux humides de larmes, elle était prosternée aux pieds des autels, et ressemblait à un ange de paix, descendu du ciel pour absoudre cette chère France où tant de vertus avaient été persécutées. Après la cérémonie, le Roi fut conduit, avec la même pompe, au palais des Tuileries. Combien d'émotions cruelles ressentit la Princesse dans ce court trajet! la Conciergerie lui rappela l'horrible prison et le sanguinaire tribunal où sa mère, après neuf mois de douleurs, obtint et reçut, comme une grâce, sa sentence de mort. La vue de la statue d'Henri IV, spontanément relevée, fit diversion à ces affligeans souvenirs; mais, en rentrant dans le palais qu'élevèrent ses aïeux, placée sous ce

portique, d'où elle voyait l'escalier qui conduit au trône, et la place de l'échafaud où ruissela le sang de sa famille, le souvenir de si hautes infortunes lui causa une impression si terrible, qu'elle tomba évanouie, à côté du Roi, qui lui tenait lieu de père.

A ces affreuses pensées, succédèrent les doux sentimens que faisaient éprouver à la Princesse, les bénédictions publiques. « Ah! s'écriait chacun, » en la voyant, fasse le ciel que les orages respectent » l'abri où tu reposes, et que de nouveaux malheurs » ne viennent pas affliger ce cœur élevé dans les » souffrances! » Louis XVIII, parvenu dans ses appartemens, s'approcha des fenêtres, et par des gestes pleins de sensibilité, il exprimait au peuple l'amour qu'il lui portait. Le comte d'Artois voulut lui baiser la main, mais le Roi l'embrassa; en même temps, parut la duchesse d'Angoulême, placée entre les deux augustes frères : ce tableau touchant, éclairé par les feux d'une brillante illumination, était animé par les cris de joie qu'accompagnait une musique harmonieuse, et ce concert s'élevant jusqu'au ciel, sembla apaiser la Divinité, et acheva de dissiper l'amertume des souvenirs qu'excitaient ces mêmes lieux.

Pendant que Louis XVIII allait exercer les droits de la souveraineté, les partis s'agitaient autour de lui, pour le diriger dans le sens de leurs intérêts et de leurs opinions. Mais, la révolution avait changé les hommes et déplacé les fortunes; par

l'effet d'une longue habitude, l'ordre s'était élevé du milieu des ruines, et il était impossible de reconstruire l'ancien édifice sans renverser le nouveau ; le danger d'irriter les hommes qui en étaient les fondateurs, ne pouvait être compensé par le faible secours qu'on aurait obtenu en favorisant les intérêts d'autrefois. Un retour vers l'ancien régime eût engendré une commotion nouvelle qui, dans ses ébranlemens, aurait tout englouti. D'ailleurs, le Roi avait promis de respecter les institutions modernes, et sa parole sacrée devait être le fondement solide de la constitution qu'il nous avait promise.

Plusieurs conseillers du Roi, effrayés de l'esprit des militaires arrêtés dans la carrière de l'ambition et de la gloire, pensaient que le trône des Bourbons ne se consoliderait qu'en conservant autour de lui une force étrangère, capable de faire respecter les premiers actes de son autorité. D'après ce principe, ils proposaient l'anéantissement de l'armée française, en ne lui donnant plus de solde, et en la laissant se désorganiser par la désertion. Mais le Roi, ne voulant rien devoir qu'à lui-même, et à l'amour de son peuple, rejeta ce conseil comme indigne de sa loyauté ; aussi impatient que la majorité des Français de délivrer le royaume, il défendit d'obtempérer aux réquisitions des commandans alliés, postérieures à la convention du 23 avril. Cet acte, qui honorait le caractère du Monarque, en

prouvant sa grandeur d'âme attestait son impatience de conclure la paix, afin de recréer une armée qui fit respecter l'indépendance nationale. Quoique la convention signée par le comte d'Artois eût déjà fait connaître quelles seraient les bases du traité, on était dans l'attente des négociations qui allaient fixer nos limites, et notre rang parmi les nations. On espérait qu'en faveur des garanties qu'offrait l'ancienne dynastie, la France obtiendrait des conditions plus favorables, surtout si les Souverains étrangers se rappelaient cette vérité qu'ils avaient énoncée, que pour rétablir un juste équilibre, il ne fallait pas affaiblir la puissance qui, pour le repos de l'Europe, ne devait pas cesser d'être grande et forte.

Enfin parut ce traité si impatiemment attendu, et par lequel le royaume rentrait dans ses anciennes frontières, avec l'augmentation de quelques cantons de la Belgique et la meilleure partie de la Savoie. Le commerce, par les rapports qu'ont entr'eux les peuples civilisés, étant devenu un besoin universel, il était sage et prudent de laisser à la France, son activité et son industrie. Sans cette prévoyance, le caractère belliqueux de ses habitans leur aurait fait regretter les guerres du continent ; ils pouvaient tourmenter de leur courage les peuples qu'ils n'auraient pu alimenter des produits de leur sol et de leurs manufactures : dans ces vues, nos colonies nous

furent rendues, à l'exception de Tabago, Sainte-Lucie et l'Ile-de-France. Ces conditions, quoique pénibles, étaient encore avantageuses, si l'on songe que le sort de ces colonies avait toujours dépendu des combats maritimes où nous n'avions éprouvé que des désastres. Si on eût privé l'Angleterre de ses possessions continentales, elle n'aurait plus été intéressée à maintenir chaque puissance dans ses limites, et se serait infailliblement dédommagée de ses pertes en terre ferme par l'envahissement de toutes les possessions lointaines. Ainsi les puissances alliées, en affaiblissant notre prépondérance excessive sur le continent, opposaient également des limites à l'ambition de l'Angleterre sur les mers.

Ce traité blessait notre amour-propre et contrariait nos intérêts; dès qu'il parut, il excita un vif mécontentement, et, tel qu'un épais nuage, noircit le brillant horizon qu'avait fait entrevoir le retour des Bourbons. Il était cruel, en effet, de céder d'un trait de plume, des conquêtes regardées comme les limites naturelles de la France. Néanmoins, c'était une grande injustice que de reprocher à Louis XVIII, les malheurs d'une ambition dont il n'était pas coupable.

Si, au lieu de s'élever contre des clauses qu'il était impossible d'obtenir meilleures, les Français, instruits par l'expérience, eussent été ramenés aux principes de la raison et de la sagesse, ils auraient entrevu que ce traité, en met-

tant fin à toutes nos espérances ambitieuses, ne renfermait du moins aucun des germes de discorde qu'avaient entretenus les traités précédens. En recouvrant plus que l'ancien royaume avec lequel nous avions établi notre prospérité et conquis nos véritables titres à la gloire, nous redevenions spectateurs tranquilles des grandes crises que l'ambition fait éclater parmi les nations conquérantes. Dès ce jour, notre repos allait commencer, tandis que le reste de l'Europe en armes, avait encore des intérêts compliqués à régler. En profitant des leçons du passé, nous pouvions, par le seul poids de notre force, faire pencher la balance, et obtenir par les négociations diplomatiques, des agrandissemens plus sûrs que ceux qu'aurait pu procurer la victoire. Aucune stipulation ne nous imposait des tributs; nous n'avions pas à subir l'ignominieuse condition imposée à Napoléon, de donner trois de nos places en ôtage. Ce qui devait surtout nous consoler, c'était l'entière conservation de nos musées dont les chefs-d'œuvre rendaient Paris le sanctuaire des arts, et la Capitale du monde civilisé. Cet hommage, rendu à la valeur et au caractère de la nation, était d'autant plus flatteur que cette propriété, acquise et perdue par le sort des armes, devenait plus légitime dès qu'elle nous était laissée par l'effet de l'admiration qu'inspire le génie.

Les Souverains alliés firent preuve d'une grande

modération en n'exigeant pour prix de tant d'efforts, que le renversement d'un homme. Les peuples qui s'armèrent en Allemagne, pour s'affranchir de sa domination, après avoir reconquis leur liberté, voulaient à leur tour devenir oppresseurs. Animés par la passion et par l'ivresse de la victoire, ils accusèrent leurs Princes de pusillanimité, et leur reprochèrent d'avoir posé les armes sans nous enlever nos plus riches provinces, et la prépondérance que nous devions à notre industrie, à notre amour pour les arts, et à la centralisation d'une immense population obéissant aux mêmes lois. Mais, l'empereur de Russie n'écouta point les vaines clameurs des *libéraux despotes* de l'Allemagne. Il jugea que la France, gouvernée par un Monarque pacifique, ne devait plus inspirer les mêmes craintes, et que le démembrement de notre patrie perpétuerait les révolutions qu'il fallait étouffer.

Rien ne méritera les éloges de l'impartiale postérité comme la conduite d'Alexandre. Triompher d'un juste ressentiment, oublier les plus sanglantes injures, s'occuper du bonheur de ceux qui nous ont fait du mal, sont des vertus si surnaturelles, qu'on n'a point encore d'expressions assez énergiques, assez éloquentes pour les célébrer dignement. Tant de magnanimité était le fruit d'une éducation modelée sur celle que Fénélon voulait donner aux Princes appelés à nous gouverner. Elle était due au général Laharpe,

instituteur du Czar, qui lui inspira ces sentimens nobles, généreux, sublimes, auxquels on doit la conservation de Paris. Les victoires de son élève, aussi éclatantes que celles du héros macédonien, ne causèrent aucun effroi; il ne se livra point à l'orgueil qui enivre les conquérans; par respect pour la justice, il conserva nos lois, nos magistrats, nos libertés; et par amour pour l'humanité et les beaux-arts, il entra dans Paris en libérateur, tandis que le fils de Philippe, maître de Thèbes, n'y respecta que la maison de Pindare.

L'évacuation du territoire Français avait commencé en vertu de la convention souscrite par le comte d'Artois, le traité définitif consomma l'entier affranchissement, et rendit à la France, toute son indépendance politique; les corps prussiens se dirigèrent vers les départemens du Bas-Rhin; les Russes prirent la route du Palatinat; les armées autrichiennes et des confédérations de l'Allemagne, par les routes établies entre Biberach et Philisbourg, rentrèrent dans leur patrie. Pendant ce temps, le duc d'Angoulême fut reconnu au milieu des plus vives acclamations par les troupes revenues d'Espagne, et leur fit occuper, les provinces méridionales que l'armée de Wellington venait d'abandonner. Enfin, tous les régimens reçurent l'ordre de se mettre en marche, pour occuper les garnisons qu'on leur désigna, et où ils reçurent une organisation nouvelle. Dès-lors, le calme revint dans

nos contrées désolées; tout rentra dans l'ordre, et pour la première fois, depuis vingt-cinq ans, on put espérer que le vœu tant désiré d'une heureuse alliance, entre le trône et la nation, serait enfin réalisé.

Après l'entière confiance que le peuple avait témoignée aux Bourbons, tout autre que Louis XVIII, aurait cru qu'il lui convenait d'en profiter, pour rétablir la monarchie avec les préjugés de l'ancien régime et tous les abus propres à flatter un Souverain, long-temps victime des excès démocratiques. Beaucoup de ceux qui l'entouraient, étrangers aux changemens qu'avait apportés dans nos mœurs une longue révolution, oubliant que l'amour du peuple est le plus solide appui du trône, étaient d'avis de tout ramener aux anciennes coutumes; ils y étaient d'autant plus portés, que de toute part, on discutait avec chaleur, si Louis XVIII donnerait une constitution, ou s'il devait régner selon les formes établies par ses aïeux. Des hommes qui regrettaient leurs priviléges opposés à nos liens sociaux, unis à quelques autres qui espéraient d'être récompensés en flattant le pouvoir, firent parler le peuple, et demandèrent en son nom un Souverain sans lois. De même, les habitans du Midi, dont la mobilité d'opinion peint si bien le caractère inconstant et léger auquel nous devons nos malheurs, délivrés d'une violente tyrannie, pensaient qu'une servitude quelconque serait douce,

comparée à celle dont on venait de s'affranchir; et dans leur zèle plus ardent qu'éclairé, ils s'élevèrent aussi contre les principes constitutionnels. Mais le Roi, au lieu de profiter d'une disposition d'esprit, flatteuse pour le seul despotisme, repoussa des conseils si dangereux; et dédaignant des prérogatives en apparence favorables à la royauté, il ne voulut point séparer ses intérêts de ceux de la nation. Exemple peut-être unique dans l'histoire, de voir un Prince fermer l'oreille aux séductions du pouvoir, et dont la magnanimité impose elle-même des limites à l'autorité qu'on lui donne.

Plein de respect pour les institutions généralement adoptées par l'Europe, il chercha à concilier les intérêts de sa grande famille, en sanctionnant ce que la marche de l'esprit humain rendait nécessaire; il rejeta les anciennes coutumes qui n'étaient point en harmonie avec nos changemens de mœurs et les progrès de l'esprit humain. Se confiant dans la justice de sa cause et dans l'amour de ses sujets, il fonda la monarchie représentative qui, après tant d'épreuves funestes, nous ramenait au véritable point où nous aurions dû nous arrêter. Du Sénat, il composa une Chambre de Pairs, destinée à défendre les droits du trône; celle des Députés fut conservée pour veiller aux intérêts de la nation: dans ce but, on accrut son autorité, et ses attributions furent agrandies; enfin le Roi, fixant les con-

ditions auxquelles il devait régner, voulut que ce corps fût auprès du trône, l'interprète puissant de la volonté nationale. Aux garanties données par la déclaration de Saint-Ouen, il ajouta la juste répartition des impôts, la liberté des cultes et de la presse, l'égalité de tous les Français devant la loi, et il abolit la confiscation; de si grands bienfaits réalisèrent les principes pour lesquels la révolution avait été faite, elles servirent de base à cette Charte immortelle, unique bien que la Providence ait fait sortir de nos orages politiques, et qui, respectée, sera pour le Monarque et pour la France, un monument de gloire et de bonheur, aussi durable que le temps.

Le Roi convoqua pour le 4 juin, les deux grands corps de l'Etat; dans la nuit qui précéda ce jour, des lettres closes furent adressées aux anciens Sénateurs; on n'en excepta qu'un petit nombre, mais ce fut une faute; tous auraient dû être réélus, si ce n'est les régicides dont l'opinion faisait justice bien plus que la volonté royale, car l'oubli de leur crime entraînait l'oubli de leur personne. On désigna de la même manière, pour faire partie de la Chambre des Pairs, les personnes issues des plus illustres familles de France, et quelques-uns de nos meilleurs généraux. Dès le matin, les citoyens, pour jouir d'un spectacle si pompeux, accoururent en foule au palais Bourbon; jamais le trône n'avait paru environné de plus de splendeur et de bien-

veillance : c'était la première fois que Louis XVIII paraissait dans le sanctuaire des lois qui, jusqu'à ce jour, avait été profané par les fatales convulsions qui bouleversent les Etats. Comblé de bénédictions, rayonnant de bonté, il venait annoncer à la nation, qu'un pacte entr'elle et lui, allait pour jamais, assurer les destinées de la France. Tous les cœurs étaient émus en voyant autour du Prince, la plus ancienne noblesse, réunie à la nouvelle dont les exploits récens ajoutaient encore à notre illustration.

Environné de tout l'appareil de la grandeur, le Roi prit la parole, et prononça un discours justement regardé comme un des plus importans et des plus beaux de tous ceux que composa un Prince, dont les écrits faits pour émouvoir les cœurs, passeront à la postérité, et dont la conduite servira d'exemple à tous les Souverains placés comme lui dans des circonstances difficiles. Lorsqu'il eut présenté les compensations que la France obtiendrait pour la dédommager des conquêtes dont elle était dépouillée, tous les cœurs furent attendris en lui entendant prononcer ces paroles : « Un souvenir douloureux » vient troubler ma joie. J'étais né, je me flat- » tais de rester toute ma vie le plus fidèle sujet » du meilleur des Rois, et j'occupe aujourd'hui » sa place. Mais, du moins il n'est pas mort tout » entier, il revit dans ce testament qu'il destinait » à l'instruction de l'auguste et malheureux en-

» fant auquel je devais succéder! C'est les yeux » fixés sur cet immortel ouvrage, c'est pénétré » des sentimens qui le dictèrent, guidé par l'expé» rience, et secondé par les conseils de plusieurs » d'entre vous, que j'ai rédigé la Charte con» stitutionnelle qui asseoit sur des bases solides, » la prospérité de l'Etat. »

Ce discours, prononcé avec une expression noble et touchante, pénétra tous ceux qui l'entendirent, d'un vif sentiment d'amour et d'admiration. Le Chancelier prit la parole, et par une suite de considérations développées avec une haute sagacité, rappela les institutions et les ordonnances qui, dans les temps antérieurs, modérèrent dans l'intérêt des peuples et du trône, l'autorité des Rois; puis, il exposa les motifs qui avaient dicté les principaux articles de la Charte; on en fit la lecture, elle fut couverte d'applaudissemens. Tous les membres des deux Chambres jurèrent de lui être fidèles. Dès-lors le gouvernement représentatif commença, et de ce jour date l'ère de notre bonheur et d'une sage liberté.

Ainsi devait finir, par une protection miraculeuse, la plus sanglante révolution qui eût encore affligé et étonné le monde. En renouvelant dans ses principales phases, toutes les époques de l'histoire romaine, elle nous fit acheter le titre de grand peuple, par les calamités de la guerre, les fureurs de l'anarchie, et les flétrissures du despotisme. Ses progrès rapides,

parcourant le globe, prouvèrent aux Rois combien la force populaire est funeste à l'ordre social, lorsque par faiblesse ou par imprévoyance, on l'abandonne à l'influence des passions. Après tant de maux, tant de sang, tant de larmes, et sur le point d'expier sa gloire par une terrible catastrophe, la France, instruite par l'adversité, ouvrait enfin les yeux, et se trouvait heureuse d'arriver au but pour lequel elle s'était si longtemps et si vainement agitée. Les intentions bienfaisantes du Roi martyr étaient accomplies par son auguste frère; et sous les auspices de la loyauté, venait d'être consacré pour toujours, le rétablissement des droits de la nation qu'avait usurpés le pouvoir. Aucun code en effet n'était plus propre que la Charte, à satisfaire les partis: elle réconciliait l'ancien régime avec le nouveau, et par des principes vraiment généreux, rattachait le trône à la patrie; la comparaison d'une autorité oppressive avec le règne paternel qui allait commencer, faisait entrevoir l'avenir sous les plus brillantes couleurs; chacun se montrant ami de son pays, promettait d'oublier le passé, et se félicitait d'échanger la gloire pour l'espérance du bonheur. Les partisans les plus fougueux de la démocratie, à la suite d'une cruelle expérience, semblaient avoir été ramenés à de sages principes, et avouaient eux-mêmes que les diverses périodes de notre révolution, n'avaient été qu'un despotisme continuel, et que nos prétendus

gouvernemens libres furent plus tyranniques que les gouvernemens absolus. La Charte devenait donc notre évangile politique; telle que la loi de Moïse, et comme elle, sortie du sein de la foudre et des éclairs, elle apparaissait sur un horizon radieux. Par le bienfait de la liberté, elle réparait tous nos maux, concentrait toutes les affections, et nous dédommageait de tous les souvenirs. Elle était si sage et si généralement approuvée que les partis, comprimés par elle, étaient réduits, en se faisant la guerre, à ne plus combattre que pour se disputer l'honneur de sa religieuse conservation. Pour la faire exécuter, il ne restait plus au gouvernement qu'à mépriser les anciens préjugés, à repousser les dangereuses innovations, et surtout à étouffer les ressentimens dont cette Charte consacrait l'oubli. Il fallait enfin, pour assurer son triomphe, rechercher le talent parmi les hommes d'autrefois, et dans ceux d'aujourd'hui, récompenser la probité.

FIN.

